

**Korsch / Mattick
Pannekoek / Ruhle
Wagner**

**La contre-révolution
bureaucratique**



LIVING MARXISM

FEBRUARY 1936
Annual Subscription \$1.50 Address:
INTERNATIONAL COUNCIL CORRESPONDENCE

10 18

PREFACE

Les textes que nous présentons ici, traduits de l'anglais, sont extraits des revues *International Council Correspondence*, *living Marxism* et *New Essays*, publiées aux Etats-Unis par un groupe de marxistes se réclamant du communisme des conseils.

C'est au cours des révolutions de 1905 et 1917 en Russie, et de la révolution allemande de 1918 que se clarifia le principe déjà exprimé dans la Commune de Paris, celui de l'autonomie du prolétariat. Les conseils ouvriers (soviets) apparurent en ces occasions comme sa forme d'expression la plus appropriée. En s'organisant en conseil, le prolétariat affirmait sa volonté de rompre avec les idéologies issues du vieux mouvement ouvrier, celles des partis et des syndicats de la IIème Internationale. La preuve était faite que, dans leur lutte, les travailleurs pouvaient se donner des formes d'organisation durables, à travers lesquelles se profilait une vision nouvelle du communisme.

Cependant, le principe fondamental des conseils, le rejet de toute forme de direction spécialisée, donc séparée de la classe, ne fut mise en pratique que sous une forme tendancielle. En Russie, la classe ouvrière était trop minoritaire et, malgré son extraordinaire combativité, fut écrasée militairement et politiquement par le pouvoir bolchevique. En Allemagne, les conseils furent conquis de l'intérieur par les conceptions dominantes de la social-démocratie, ou écrasée militairement par la même social-démocratie (Spartacus, 1919). Cependant, malgré l'échec du mouvement, le principe des « conseils » avait été adopté par une petite fraction de la classe ouvrière, qui tenta d'en développer toutes les conséquences pratiques. Et ce, principalement à travers le K.A.P.D. (parti communiste ouvrier d'Allemagne) et l'A.A.U.D. (union générale des travailleurs d'Allemagne), dont nous allons évoquer brièvement l'histoire, puisque les principaux rédacteurs des articles, que l'on lira en ont été des membres actifs.

Le K.A.P.D. fut fondé en avril 1920 et regroupait les militants qui avaient constitué une opposition à l'intérieur du K.P.D. (parti communiste allemand pro-Moscou) contre sa politique opportuniste sur le problème de la participation au parlement et aux syndicats. Exclue du K.P.D. grâce aux sordides manœuvres de Lévi, ils avaient emmené avec eux la majorité des effectifs. L'A.U.U.D., qui unifiait les organisations d'usine créées de manière spontanée un peu partout en Allemagne, avait été fondée en même temps que le K.A.P.D. Celui-ci avait pour tâche de rassembler les éléments les plus avancés du prolétariat et de diffuser ses idées-force : nécessaire destruction des syndicats considérés comme arme de la contre révolution, refus total du parlementarisme. Cette stratégie « classe contre classe », était basée sur la lutte dans les usines et le soulèvement armé et parfois même, en préliminaire, l'action terroriste. Le terrain de la lutte économique était laissé à l'A.U.U.D. Un grand nombre de ses adhérents refusèrent cette division du travail dans les tâches révolutionnaires, conception héritée de la pratique social-démocrate incomplètement critiquée. Ils

scissionnèrent et formèrent l'A.A.U.E. (E. = *Einheitsorganisation*, organisation unitaire), qui repoussait l'idée « d'un nouveau parti des chefs ». L'organisation unitaire devait prendre en charge les tâches économiques et politiques de la lutte. Cette conception constituait sans nul doute un progrès théorique. Néanmoins, cette nouvelle scission contribua à affaiblir le mouvement, ainsi qu'il fut prouvé lors de la tentative d'insurrection de 1921, en Allemagne centrale, menée en grande partie par le K.A.P.D. à laquelle l'A.U.U.E. refusa de participer en invoquant les relations entretenues par le K.A.P.D. avec l'Internationale bolchevique.

Lorsque la situation en Allemagne, se stabilisa politiquement et économiquement, les véritables organisations de lutte du prolétariat perdirent l'importance réelle qu'elles avaient acquise lors de la période de crise. En effet, ainsi que le notait Pannekoek, « comme le K.A.P.D., l'A.A.U. est essentiellement une organisation pour la révolution. En d'autres temps, dans une phase de reflux révolutionnaire, on n'aurait absolument pas songé à fonder une telle organisation »¹. De fait, le reflux fut particulièrement brutal ; la répression s'abattit sous forme d'emprisonnements massifs et de tortures ; les journaux furent suspendus. Les organisations se vidaient de leurs membres. Ce fut, de 1923 jusqu'au triomphe du nazisme, une période ponctuée de scissions, de regroupements sans principes, de retour à une politique plus temporisatrice. Mais la partie était jouée. Seule l'idée des conseils restait vivante au sein d'une petite partie du prolétariat.

De nombreux militants choisirent l'exil, vers les Etats-Unis notamment². Ils n'arrivaient pas tout à fait en terre inconnue ; des contacts avaient été établis depuis 1920 entre le K.A.P.D. et les I.W.W. (*Industrial Workers of the World*). Paul Mattick, principal animateur des revues, était entré aux I.W.W. à son arrivée aux Etats-Unis. Les Wooblies étaient adeptes d'un syndicalisme de choc qui leur avait permis d'acquérir une audience considérable dans le mouvement ouvrier américain d'avant 1917. Comme le note Pannekoek, « l'importance des I.W.W. était due à des circonstances particulières, un nombreux prolétariat non qualifié, d'immigration récente, étant sorti massivement de la vieille fédération ». Et malgré leur rejet de toute action politique, les I.W.W. « ont constitué l'organisation la plus révolutionnaire que l'Amérique ait connue à ce jour ». Lors de l'entrée en guerre des U.S.A. en 1917, la répression s'abattit sur les Wooblies, décapitant le mouvement ; de plus, un grand nombre de travailleurs furent embrigadés dans les organisations pro-bolchéviques. Il semble que par la suite, les I.W.W. ne furent qu'une secte sans grande influence sur les luttes sociales. Il n'en est pas moins vrai qu'une tradition de luttes radicales, défiant l'appareil de A.F.L. (American Federation of Labor), restait vivace chez de nombreux travailleurs.

La liaison s'établit également avec une autre minorité progressant lentement vers les conceptions des révolutionnaires allemands. Cette minorité se dégaga du P.P.A. (Proletarian Party of America), le seul des trois partis communistes à se livrer à une analyse originale du contexte social, le seul également à n'être pas inféodé à Moscou. Gagnée aux conceptions « allemandes », la minorité fit scission ; cet apport permit la publication d'une revue. Ce fut le premier numéro d'*International Council Correspondence for theory and discussion*.

Le groupe éditant la revue s'intitula « United Workers' Party ». Cette dénomination démesurée par rapport à ses effectifs, fut rapidement remplacée par celle de « Council Communists » (Communistes de conseils). Qui furent ces « Council Communists » ? Il s'agissait, outre le petit nombre de réfugiés allemands, d'ouvriers ou, majoritairement, de

¹ S. BRICIANER, *Pannekoek et les conseils ouvriers*, E.D.I., 1969, p.235

² Ou en Hollande, où ils vont constituer avec les conseillistes hollandais le G.I.K. (*Grube Internationalen Kommunisten Holland*) et publier *Raetekorrespondenz*, l'homologue de I.C.C.

chômeurs. Rappelons l'ampleur de la retombée de la grande crise de 1929 : 14 millions de chômeurs en 1933. Les ouvriers voyaient leur salaire baisser considérablement. Aussi n'est-il pas étonnant qu'un groupe professant que, sans la paupérisation du prolétariat, la révolution était impossible, ait pu attirer un certain nombre de sympathisants. Cette audience s'explique aussi par le fait qu'à cette époque une fraction encore réduite de la classe ouvrière était organisée dans les syndicats : ces derniers ne comptaient que 2,1 millions d'adhérents en 1932. (Grâce au New Deal, leur nombre passa à 10,5 millions en 1941.) La formation du groupe fut avant tout rendue possible grâce à l'émergence spontanée d'organisations et de « conseils de chômeurs », durant cette période de dépression.

La revue était éditée grâce à la contribution volontaire des membres du groupe. Et la majorité des articles, ceux qui reflétaient ses opinions, n'étaient pas signés. Cet anonymat militant, ainsi que les thèmes abordés, tinrent toujours les intellectuels à l'écart de ses activités. Parallèlement à la sortie mensuelle de la revue, des brochures étaient éditées sur les problèmes centraux du mouvement ouvrier. Ces problèmes étaient également abordés lors de « classes » (cours de formation théorique) qui se tenaient dans les villes où se concentrait l'activité des « Council Communists » : Chicago, New York, Buffalo.

Si les intellectuels ne prirent jamais part à la vie du groupe, les contributions émanant de théoriciens du mouvement des conseils européens ne firent pas défaut. Korsch, Pannekoek (sous le pseudonyme de J. Harper), Otto Ruhle participèrent au développement de la revue, en tant que « academic contributors », selon l'expression de Paul Mattick. Toutefois, c'est le nom de Korsch qui se retrouve le plus souvent, auteur d'articles sur le mouvement ouvrier américain, la social-démocratie, le bolchevisme, la révolution espagnole et les problèmes théoriques généraux du marxisme.

Le nombre de lecteurs augmentant, la revue qui était jusque-là ronéotypée, put être imprimée. En même temps, elle changea de titre pour s'appeler *Living Marxism*. Mais l'augmentation de la diffusion correspondit à une diminution des participants au groupe, due principalement à la résorption du chômage.

Avec le recul de la crise économique, et donc de la base militante du groupe, les sujets abordés dans *Living Marxism* étaient de moins en moins en rapport avec les problèmes de lutte pratique. L'organisation des chômeurs, que les « Council Communists » avaient voulu présenter comme exemplaire, n'était plus à l'ordre du jour. On ne trouvait plus trace des activités militantes des débuts : cours de formation, diffusion de brochures, etc.

En 1942, lors de l'entrée en guerre des Etats-Unis, le titre de *Living Marxism* parut décidément trop décalé par rapport au contexte réel. On le remplaça donc par l'académique *New Essays*, titre plus neutre et donc plus commode pour la diffusion à l'étranger, en Allemagne notamment. Trois numéros seulement de *New Essays* virent le jour. Le dernier date de l'été 1943. Nous ne présentons aucun article extrait de cette dernière période, qui se ressent du poids de la contre-révolution.

De par le nombre restreint de ses promoteurs et le public auquel il s'adresse, *Council Correspondence* (organe « pour la théorie et la discussion ») ne pouvait être qu'un organe d'élucidation, parfois de vulgarisation, et rarement d'approfondissement, des idées maîtresses du « communisme de conseil ». Ses analyses sont essentiellement centrées sur les problèmes majeurs qui agitaient le monde capitaliste pendant les années 30 : les conséquences tant pratiques que théoriques de la crise du capital ; la montée du fascisme et l'écrasement du

mouvement ouvrier là où il a dominé ; la guerre anti-fasciste et la révolution prolétarienne en Espagne ; le triomphe de la contre-révolution stalinienne en Russie et ses péripéties.

Avec des moyens démesurément limités, les communistes de conseils proposent au mouvement ouvrier international, partout vaincu ou soumis, une alternative révolutionnaire : l'organisation de *l'économie communiste* – comprise comme le contraire des étatisations russes et plus généralement des « nationalisations » dans l'idéologie social-démocrate du XIX^{ème} siècle – par l'intermédiaire du pouvoir absolu des *conseils ouvriers*, conçus comme unique forme du pouvoir prolétarien anti-étatique, et seule voie d'auto-émancipation de la classe ouvrière.

La défaite du prolétariat russe par le bolchevisme et la renaissance concomitante du capital en Union dite soviétique n'est, pour les survivants du mouvement des conseils, qu'un avatar de la contre-révolution bourgeoise qui, partout en Europe, a pu écraser ou dompter toutes les velléités révolutionnaires. Aussi devient-il fondamental pour eux de montrer que les appendices nationaux de l'Etat stalinien, loin d'être une alternative au pouvoir bourgeois, sont au contraire le prolongement de la contre-révolution russe où ils se trouvent. Les soi-disant partis communistes sont les dignes héritiers des partis sociaux-démocrates qui ont dominé le mouvement ouvrier depuis l'écrasement de la Commune jusqu'en 1914, et la III^{ème} Internationale n'a pas d'autre politique que celle de la précédente, la II^{ème} Internationale. Le réformisme est l'ultima ratio de leur existence.

Mais par-delà le réformisme stalinien, c'est au bolchevisme léniniste qu'il faut s'attaquer. Héritier du K.A.P.D. et de ses théoriciens, les collaborateurs de Council Correspondence soulignent le caractère et le rôle essentiellement bourgeois du bolchevisme, notamment en ce qui concerne les conditions de sous-développement russe, et dénoncent son idéologie profondément anti-prolétarienne. Ennemi de l'auto-émancipation ouvrière, le léninisme et son sous-produit trotskiste ne peuvent mener le prolétariat qu'à de nouvelles défaites. Car ce dont il s'agit pour celui-ci, ce n'est pas de conquérir l'Etat, mais de l'abolir ; ce n'est pas de céder l'économie à l'Etat conquis, mais de construire le communisme, c'est-à-dire d'abolir les classes et le travail salarié.

« L'économie communiste », à laquelle le G.I.K. de Hollande a consacré une importante brochure³, signifie pour le mouvement conseilliste la subordination de la production et de l'appareil de production aux besoins sociaux, c'est-à-dire l'abolition du marché, de la monnaie, du salariat, bref de la production marchande et de la valeur. « L'heure de travail moyen social » devient alors « l'unité de comptabilité de la société communiste », capable d'unifier les catégories de production et de distribution⁴.

Une telle société communiste, seuls les conseils ouvriers – à la fois instrument de libération du prolétariat par le prolétariat lui-même et organisation du pouvoir antihiérarchique et antibureaucratique de toute la classe – peuvent l'instaurer. « Tout le pouvoir aux conseils ouvriers et tous les moyens de production aux mains des ouvriers », tels sont les mots d'ordre de la révolution prolétarienne moderne, travestis, falsifiés et finalement récupérés par les bolcheviks. Avec les expériences russes et allemandes, le prolétariat échaudé saura dans l'avenir que le pouvoir des conseils ne tolère aucun partage et que toute abdication d'une parcelle de ses prérogatives signifie tout simplement sa mort. Jusqu'en 1917, aucun théoricien du mouvement socialiste n'a su dégager l'importance des conseils, bien que leur existence

³ *Grundprinzipien Kommunistischer Produktion und Verteilung*, à paraître bientôt en français.

⁴ Cf. *What is communism*, I.C.C., octobre 1934.

date de 1905. Il a fallu leur renaissance en Russie en 1917, ensuite en Allemagne et ailleurs, comme *la* forme de lutte du prolétariat révolutionnaire, pour qu'ils s'imposent enfin à l'histoire. Alors, ils trouvèrent leurs théoriciens, d'une part, leurs récupérateurs et leurs ennemis déclarés, d'autre part.

Le mouvement des conseils s'affirme désormais comme l'ennemi de tout ce qui est séparé de la volonté des travailleurs, c'est-à-dire essentiellement des partis et des syndicats. Les premiers incarnant le réformisme politique qui consiste à conquérir l'Etat bourgeois à travers le *parlementarisme*, les seconds le réformisme économique qui vise à améliorer la condition des salariés, et non à abolir le salariat. Tous deux sont inséparables et constituent la base de la tactique et de la stratégie du « vieux mouvement ouvrier ». Syndicalisme et parlementarisme sont à détruire en tant qu'ennemis de la révolution prolétarienne. Pendant longtemps, les communistes de conseils seront connus comme « communistes antiparlementaires ». Le prétendu « parlementarisme révolutionnaire » de quelques partis « communistes » des années 20, ou des trotskistes d'aujourd'hui, n'est pour eux qu'une mystification destinée à tromper les ouvriers et à les détourner de la véritable lutte révolutionnaire.

Dans les conditions socio-historiques des années 30, en pleine crise économique et en pleine déconfiture du mouvement ouvrier – l'Espagne exceptée –, les communistes de conseils qui se sont donnés pour tâche de comprendre et d'exprimer le mouvement réel, tentent d'intervenir pratiquement aux Etats-Unis. Ainsi, ils se font les porte-parole des 14 millions de chômeurs que la crise de 1929 a jetés sur le marché du travail. Le « lumpenprolétariat » n'est pas, comme le pense la tradition socialiste, la « lie de la société » où les classes dirigeantes puisent ce qui est nécessaire à leur appareil de répression, mais une fraction de la classe ouvrière, temporairement exclue du processus de production, et susceptible de jouer un rôle révolutionnaire. Ils lancent alors le mot d'ordre de « conseils de chômeurs », et beaucoup de ceux-ci virent le jour. Tous disparaîtront, tout naturellement, avec la résorption du chômage. La paupérisation absolue, à laquelle les conseillistes de Hollande et d'Amérique croyaient dur comme fer, n'eut pas lieu...

De même que n'eut pas lieu la fascisation des démocraties bourgeoises. L'Espagne fut le seul pays à succomber, car le prolétariat espagnol n'a pas su prendre le pouvoir à lui tout seul. Il a au contraire permis aux dirigeants « anarchistes » de devenir ministres dans un gouvernement bourgeois. Ce que les fascistes de la Phalange ont compris, à savoir qu'en Espagne il n'y a pas de compromis possible, peu de révolutionnaires l'ont alors compris – du moins pratiquement – et ils le payèrent cher.

Ce qui eut lieu effectivement, c'est la guerre qui vint couronner vingt ans de contre-révolution et inaugurer une nouvelle ère dans le développement du capital et dans le partage impérialiste du monde. Avec elle vont disparaître aussi les derniers groupes communistes de conseils, comme si l'histoire voulait montrer que eux aussi appartiennent à cette période de contre-révolution, comme les rescapés d'un naufrage, comme la conscience désarmée et refoulée d'une classe momentanément résignée.

Ce qui a été au centre de leur critique : le stalino-bolchevisme et la social-démocratie, en ce qui concerne le vieux mouvement ouvrier, sont maintenant universellement discrédités. Le mouvement des choses s'est chargé de détruire leur mystification, et la pratique révolutionnaire du prolétariat revenant à l'assaut de la vieille société a inauguré, à Berlin-Est (1953), en Hongrie (1956) et en Pologne (1956, 1970), en France (1968) et bientôt à Moscou, l'ère de la *nouvelle révolution communiste*.

Ce n'est pas par hasard qu'on redécouvre, aux Etats-Unis, en Allemagne, en France, etc., les théoriciens de l'ultra gauche et le mouvement des conseils. Mais si il est utile de *reconnaître* ce passé longuement réprimé par la falsification stalinienne, c'est du côté des *nouvelles réalités* que la critique révolutionnaire doit maintenant chercher sa voie. Car c'est du côté des nouvelles aliénations qu'il faudra trouver la voie de la désaliénation totale. Et seul le prolétariat, classe de la conscience historique, est apte à la trouver.

NOTICES BIOGRAPHIQUES

PAUL MATTICK

Né en 1904 à Berlin. Ouvrier spécialisé. Adhère en 1918 à la « Frei Sozialistischen Jugend » (Organisation de jeunesse de la Ligue Spartacus). En 1920, passe au K.A.P.D. (parti communiste ouvrier d'Allemagne). En 1926, émigre aux Etats-Unis où il adhère aux I.W.W. Principal animateur des revues *International Council Correspondance*, *Living Marxisme* et *New Essays*.

En français on peut lire de Paul Mattick :

- *Marx et Keynes* (Gallimard, 1972)
 - *Intégration capitaliste et rupture ouvrière* (E.D.I., Paris, 1972)
 - *Otto Ruhle et le mouvement ouvrier allemand* (Cahier du Communisme des Conseils, janvier 1969)
 - *Anton Pannekoek* (Repris en préface du *Lénine philosophe* de Pannekoek ; Paris, Spartacus, 1970)
 - *Karl Korsch* (Cahiers de l'I.S.E.A., aout 1963).
 - *LE CAPITAL aujourd'hui* (Cahiers de l'I.S.E.A., juin 1967).
- Etc.

KARL KORSCH (1886-1961)

Né en 1886 à Tostedt. Etudes de droit, d'économie, de sociologie et de philosophie à Iéna, Berlin et Genève. Entre en 1919 à l'U.S.P.D. (Parti socialiste allemand indépendant, dans lequel se trouvaient également Kautsky et Hilferding.) Rentre au K.P.D. (parti communiste) en 1920. En octobre 1923, est ministre de la Justice durant les quelques semaines que durera la république « ouvrière » de Thuringe. De 24 à 28, député au Reichstag. Dirige l'organe théorique du K.P.D. (*Die Internationale*) en 24-25. Depuis 1921, s'oppose à la politique du Komintern, mais de l'intérieur. Dénonce en 1925 l'« impérialisme rouge ». Sera exclu du part en 1926. Participe avec d'autres exclus à la revue *Kommunistische Politik*. Après 1928 exerce ses activités politiques en dehors de toute organisation définie. Emigre aux Etats-Unis en 1936 où il meurt en 1961.

On peut lire en français :

- Son principal ouvrage : *Marxisme et philosophie*, Ed. de Minuit, 1964.
- *Karl Marx*, Ed. Champ Libre, 1971.

Deux anthologies de ses textes sont en préparation

ANTON PANNEKOEK (1873-1960)

Né en 1873 aux Pays-Bas. Astronome de réputation mondiale. Entre au parti social-démocrate hollandais en 1902. Il participe avec Hermann Gorter à la rédaction de l'organe théorique de ce parti *Nieuwe Tijd*. Gagne l'Allemagne en 1905, où il enseigne dans les écoles du parti social-démocrate. En 1909, il s'établit à Brème, où il participe à la lutte fractionnelle contre l'appareil du S.P.D. Polémique contre Kautsky en 1912. Membre de la gauche Zimmerwaldienne. Co-fondateur du P.C. hollandais en 1918. Rompt avec l'I.C. sur la base du soutien aux mouvements des conseils contre l'appareil des partis. Ses idées auront un influence certaine sur le mouvement révolutionnaire de l'époque. Reste, jusqu'à sa mort (1960), le principal théoricien des conseils ouvriers.

Ouvrages traduits en français :

- *Pannekoek et les conseils ouvriers*, Serge Bricianer, E.D.I., Paris, 1969.
- *Lénine philosophe*, Spartacus, Paris, 1970.
- *Workers' council*, l'ouvrage principal de Pannekoek, doit être prochainement publié.

OTTO RUHLE (1874-1943)

Né en 1874 à Freiberg, en Saxe. Pédagogue de son état. Est élu en 1912 au Reichstag, comme député social-démocrate. Le seul, avec Karl Liebknecht, à s'élever le 20 mars 1915 contre le vote des crédits de guerre. Est membre du I.K.D. (Communistes Internationaux d'Allemagne). Lors de la révolution de novembre 1918, joue un rôle de premier plan comme membre du Conseil ouvrier et militaire de Dresde. Participe au congrès constitutif du K.P.D. (Spartakusbund) et s'oppose à Rosa Luxembourg sur la question des élections. En est exclu dès 1919. Rentre au K.A.P.D. à sa fondation. En est exclu peu après à la demande de Moscou. A partir de 1920, principal théoricien de l'A.A.U.E. Quitte l'Allemagne en 1933 et s'installe à Mexico. Il y meurt le 24 juin 1943 d'un arrêt du cœur.

Parallèlement à ses activités politiques, il se consacra toute sa vie aux problèmes pédagogiques. La partie la plus intéressante de son œuvre reste à traduire en français.

On peut lire de Ruhle en français :

- Karl Marx, Grasset, Paris, 1933.
- Sous le pseudonyme de Karl Steuermann : *Crise mondiale ; tournant mondial ; Vers le capitalisme d'Etat*, Gallimard.

HELMUT WAGNER

Né à Dresde. Un des chefs de l'opposition de gauche dans le S.P.D. à la fin des années 20. Partisan de la constitution d'un nouveau parti révolutionnaire. Sera exclu du S.P.D. en 1931. Par la suite, fait partie des *Rote Kampfer*, qui substitueront jusqu'en 1936. A écrit une *Sociologie du bolchevisme*, et rédigé les *Thèses sur le bolchevisme*.

SOMMAIRE

INTERNATIONAL COUNCIL CORRESPONDENCE

Vol. 1

- Thèses sur le bolchevisme (Déc. 1934, *Raetekorrespondenz*).....p.11
Les conseils ouvriers et l'organisation communiste de l'économie (Avril 1935).....p.27

Vol.2

- Lénine et sa légende (Déc. 1935) P. Mattick.....p.37
Le syndicalisme (Janvier 1936) A. Pannekoek.....p.45
Le développement de la politique étrangère de la Russie soviétique (Mars 1936).....p.53
Les conseils ouvriers (Avril 1936) A. Pannekoek.....p.78
Au sujet du parti communiste (Juin 1936) A. Pannekoek.....p.85

Vol.3

- La Russie soviétique aujourd'hui (Février 1937, *Raetekorrespondenz*).....p.93
Trotsky et la dictature du prolétariat (Avril 1937) H. Smith.....p.101
L'anarchisme et la révolution espagnole (juin 1937) H. Wagner (*Raetekorrespondenz*)..p.106
La fin de l'orthodoxie marxiste (Déc. 1937) K. Korsch.....p.122

LIVING MARXISM

- L'idéologie marxiste en Russie (Mars 1938) K. Korsch.....p.126
La lutte contre le fascisme commence par la lutte contre le bolchevisme (Sept. 1939) O. Ruhle.....p.132

ANNEXES

International socialism

- A propos du Traité d'économie marxiste de Mandel (Juillet 1969) P. Mattick.....p.142

THESES SUR LE BOLCHEVISME

I.C.C. vol. I, n°3 – Décembre 1934

Ce texte a été préparé collectivement par le Groupe des communistes internationaux de Hollande. Le brouillon en a été rédigé par Helmut Wagner. Il a été traduit (en anglais) du n°3 de *Raetekorrespondenz*, publié à Amsterdam par le Groupe des communistes internationaux de Hollande, par le Groupe du Courrier international des Groupes communistes de Gauche et par le Mouvement conseilliste d'Europe.

I. LA SIGNIFICATION DU BOLCHEVISME

1. Le bolchevisme s'est créé un champ clos de pratique sociale dans l'économie et dans l'Etat soviétique. Il a fait de la IIIème Internationale un instrument apte à diriger et influencer le mouvement des travailleurs à une échelle internationale. Il a élaboré dans le « léninisme » ses directives en matière de principes et de stratégie. Il reste à savoir si la théorie bolchevique exprime, comme l'a dit Staline, le marxisme à l'heure de l'impérialisme et si, dans ce cas, elle représente l'axe du mouvement révolutionnaire prolétarien international.

2. Le bolchevisme s'est acquis une réputation internationale au sein du mouvement ouvrier, d'une part par son opposition révolutionnaire systématique à la guerre mondiale de 1914-18, d'autre part par la révolution russe de 1917. Son importance historique mondiale vient de ce que, sous la direction conséquente de Lénine, il a reconnu les problèmes de la révolution russe et a su forger, dans le même moment, à l'intérieur du parti bolchevique, l'instrument par lequel ces problèmes pouvaient être résolus en pratique. Cette adaptation du bolchevisme aux problèmes soulevés par la révolution russe fut la conséquence de vingt années d'un développement continu et patient, ainsi que d'une profonde connaissance des rapports entre les classes.

3. Pour savoir si cette parfaite maîtrise dont à fait preuve le bolchevisme lui donne droit à la direction théorique, tactique et organisationnelle de la révolution internationale prolétarienne, il est nécessaire d'examiner, d'une part, les bases et les prémisses sociales de la révolution russe, et, d'autre part, les problèmes de la révolution prolétarienne dans les grandes nations capitalistes.

II. LES PREMISSES DE LA REVOLUTION RUSSE

4. La société russe a été fortement conditionnée par sa situation entre l'Europe et l'Asie. Tandis que la force économique plus progressive de l'Europe occidentale et sa position internationale plus puissante détruisaient, en Russie, avant la fin du Moyen Age, les premiers balbutiements d'un développement commercial de type capitaliste, la supériorité politique du despotisme oriental allait jeter les bases de l'organisation étatique absolutiste de l'Empire russe. Ainsi, la Russie occupait, non seulement par sa situation géographique, mais aussi du point de vue économique et politique, une position intermédiaire entre les deux continents, dont elle a combiné les différents systèmes sociaux et politiques de façon très personnelle.

5. Cette position ambiguë qu'occupait la Russie dans le monde a influencé de manière décisive, non seulement son lointain passé, mais aussi les problèmes de sa révolution dans les deux premières décades du XX^{ème} siècle. A l'époque de la montée de l'impérialisme, le système capitaliste a créé deux centres qui s'opposaient mutuellement tout en s'entrelaçant étroitement : le centre capitaliste hautement développé de la marche en avant de l'impérialisme actif dans les zones fortement industrialisées de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord, et le centre colonial du pillage impérialiste passif dans les régions agricoles de l'Asie orientale. De ces deux centres simultanément s'est élevée une opposition de classe au système impérialiste : la révolution prolétarienne internationale, d'une part, qui s'organise autour des nations capitalistes fortement développées de l'Europe et de l'Amérique du Nord, et la révolution agraire nationale, d'autre part, née dans les nations agricoles de l'Asie orientale. La Russie, qui se trouvait sur la ligne de démarcation des sphères d'influence de ces deux centres impérialistes, a vu se combiner ces deux tendances révolutionnaires sur son territoire.

6. L'économie russe était un mélange de production agricole de type archaïque, caractéristique des pays asiatiques, et d'économie industrielle moderne, caractéristique de l'Europe. Le servage, sous diverses formes, survivait en pratique pour l'immense majorité de la paysannerie russe, et entravait le développement d'une agriculture de type capitaliste qui commençait à peine à s'ébaucher. Ces nouvelles méthodes allaient simplement entraîner la dislocation du village russe⁵, et faire naître une situation d'indigence indescriptible, tandis que le paysan restait enchaîné à une terre qui ne pouvait désormais plus le nourrir. L'agriculture russe qui impliquait les quatre cinquièmes de la population russe et représentait plus de la moitié de la production totale du pays, était jusqu'en 1917 une économie féodale parsemée d'éléments de capitalisme. L'industrie russe fut greffée sur le pays par le régime tsariste, désireux de se rendre indépendant de l'étranger, en particulier pour l'équipement militaire. Toutefois, comme la Russie ne possédait ni les bases d'un système artisanal bien développé, ni les rudiments nécessaires à la création d'une classe de « travailleurs libres », ce capitalisme d'Etat, bien que fondé sur la production en série, ne donna pas naissance à une classe ouvrière salariée. Ce système de servage capitaliste devait laisser, jusqu'en 1917, des traces indélébiles de sa particularité, par exemple dans le mode de paiement des salaires, le logement des ouvriers, la législation sociale, etc. Les travailleurs russes étaient par conséquent, non seulement en retard dans leurs techniques, mais aussi, pour une large part, illettrés et attachés, directement ou indirectement, au village. Dans de nombreuses branches de l'industrie, la main-d'œuvre se composait essentiellement d'ouvriers paysans saisonniers qui n'avaient pas de contact permanent avec la ville.

Jusqu'en 1917, l'industrie russe représentait un système de production capitaliste mêlé à des éléments féodaux. L'agriculture de type féodal et l'industrie capitaliste s'imprégnaient ainsi mutuellement de leurs éléments essentiels et se combinaient en un système qui ne pouvait ni être gouverné d'après les principes d'économie féodale, ni se développer dans la voie du capitalisme.

7. La tâche économique de la révolution russe était, tout d'abord, de démasquer le féodalisme agraire et de mettre fin à l'exploitation des paysans par le système du servage, tout en industrialisant l'agriculture, en la haussant au niveau d'une production moderne de marchandises ; et en deuxième lieu, de rendre possible la création autonome d'une classe de véritables « travailleurs libres », en débarrassant le développement industriel de tout vestige

⁵ Il s'agit de la commune rurale (obchtchina).

féodal – en d’autres termes, il s’agissait pour le bolchevisme d’accomplir les tâches de la révolution bourgeoise.

8. C’est sur ces bases que se dressait l’absolutisme de l’Etat tsariste. L’existence d’un tel Etat dépendait de l’équilibre entre les deux classes possédantes, aucune de ces deux classes ne pouvant arriver à dominer l’autre. Si le capitalisme représentait la charpente économique de l’Etat tsariste, la noblesse féodale en était l’assise politique : « constitution », « droit de vote », système d’ « autonomie étatique », autant de termes qui ne pouvaient cacher l’impuissance politique des classes de l’Etat tsariste. Etant donné le retard économique du pays, cela produisit une méthode de gouvernement à mi-chemin entre l’absolutisme européen et le despotisme oriental.

9. Sur le plan politique, la révolution russe devait procéder aux tâches suivantes : destruction de l’absolutisme, abolition de la noblesse féodale en tant que premier ordre, et création d’une constitution politique et d’un appareil administratif, garants politiques de l’exécution de l’œuvre économique de la révolution. Ainsi, les objectifs politiques de la révolution russe s’accordaient à ses prémisses économiques... les objectifs de la révolution bourgeoise.

III. LES CLASSES DANS LA REVOLUTION RUSSE

10. En raison de ce mélange social particulier d’éléments féodaux et capitalistes, la révolution russe se heurtait aussi à d’autres problèmes ardues. En essence, elle différait aussi fondamentalement de la révolution bourgeoise de type classique que la structure sociale de l’absolutisme russe du début du XX^{ème} siècle différait, disons, de celle de l’absolutisme français du XVII^{ème} siècle.

11. Cette différence qui correspondait à la dualité de la structure économique, a trouvé sa plus claire expression politique dans l’attitude des diverses classes de la société russe envers le tsarisme et envers la révolution. Si, en principe, toutes ces classes étaient unies par leurs intérêts économiques dans leur opposition au tsarisme, dans la pratique elles ne se battaient pas avec la même intensité ni dans les mêmes buts.

12. La noblesse féodale luttait avant tout pour étendre son influence sur l’Etat absolutiste, qu’elle souhaitait maintenir intact, afin de conserver ses privilèges.

13. La bourgeoisie, faible dans ses effectifs, dépendante politiquement et directement attachée au tsarisme par des subventions étatiques, devait connaître de nombreux changements d’orientation politique. Le mouvement des Décembristes de 1825 a été sa seule action révolutionnaire contre l’Etat absolutiste. Dans les années 1870 et 1880, elle a soutenu passivement le mouvement terroriste révolutionnaire des narodnikis⁶, espérant ainsi accroître les pressions contre le tsarisme. Dans le même but, elle a tenté d’utiliser les mouvements de grève révolutionnaires, jusqu’aux luttes d’octobre 1905 il n’était désormais plus question, pour la bourgeoisie, de renverser le tsarisme, mais simplement de le réformer. Pendant la période parlementaire, de 1906 au printemps de 1917, elle est entrée dans sa phase de coopération avec le tsarisme. Et finalement, fuyant les conséquences des luttes révolutionnaires des masses prolétariennes et paysannes, elle s’est rendue sans conditions à la réaction tsariste, lors du putsch de Kornilov⁷, qui avait pour but de rétablir le tsar dans ses anciens pouvoirs. La bourgeoisie russe était devenue contre-révolutionnaire bien avant même

⁶ Populistes.

⁷ Il s’agit d’une tentative de coup de force militaire de la droite qui eut lieu fin août 1917.

d'avoir accompli sa propre révolution. Révolution bourgeoise, la révolution russe s'est faite, non seulement sans la bourgeoisie, mais directement contre elle, ce qui a eu des répercussions fondamentales sur l'ensemble de sa politique.

14. Quant à la paysannerie, qui constituait l'écrasante majorité de la population russe, elle allait jouer un rôle déterminant, bien que passif, dans la révolution russe. Alors que la paysannerie possédante — la moyenne et la grande — aux effectifs limités, se situait politiquement du côté du libéralisme petit-bourgeois, la grande masse des petits paysans affamés et asservis se sont vus contraints, pour survivre, à procéder à de violentes expropriations des grands domaines. Incapables de poursuivre une politique de classe qui leur soit propre, les paysans russes ont dû se mettre sous la direction d'autres classes. A l'exception de quelques révoltes isolées, ils représentaient, jusqu'en février 1917, le pilier du tsarisme. Ces masses inertes et arriérées ont été responsables de l'échec de la révolution de 1905. Pourtant, en 1917, les paysans ont joué un rôle décisif dans la chute du tsarisme organisés par celui-ci en grandes unités dans l'armée russe, ils ont paralysé, par leur passivité, la conduite de la guerre. Enfin, pendant la période révolutionnaire, ils ont, par leurs révoltes primitives mais efficaces, mis fin à la grande propriété terrienne et ont créé les conditions nécessaires à la victoire de la révolution bolchevique : pendant les années de la guerre civile, celle-ci n'aurait pu survivre sans leurs actions de solidarité.

15. Le prolétariat russe, également arriéré, avait néanmoins accumulé, sous la férule impitoyable de l'oppression tsariste et capitaliste, une grande réserve de combativité. Il a participé avec ténacité à toutes les actions de la révolution bourgeoise russe, dont il est devenu l'instrument le plus acéré et le plus sûr. Il a fait de chacun de ses affrontements avec le tsarisme un acte révolutionnaire, développant ainsi une conscience de classe primitive qui, pendant les luttes de 1917 (en particulier lors de la prise d'assaut spontanée des principales entreprises), a atteint le point culminant de la volonté subjective du communisme.

16. L'intelligentsia petite-bourgeoise a joué un rôle précis dans la révolution russe. Limités à l'extrême sur le plan culturel et matériel, freinés dans leurs progrès professionnels, ayant été en contact avec les idées les plus avancées de l'Europe occidentale, les éléments les plus combattifs de l'intelligentsia étaient à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire qu'ils allaient marquer du sceau jacobin et petit-bourgeois. Le mouvement de la social-démocratie russe, dirigé par des révolutionnaires professionnels, représentait essentiellement un parti de la petite-bourgeoisie révolutionnaire.

17. La révolution russe présentait certains problèmes dont la solution sociale dépendait d'une curieuse combinaison des forces les masses paysannes constituaient, dans leur passivité, les assises de la révolution; les masses prolétariennes, plus faibles numériquement, mais puissantes dans l'action révolutionnaire, en étaient l'arme de combat; et la petite fraction d'intellectuels révolutionnaires, en était le cerveau.

18. Cette structure triangulaire était une séquelle inévitable de la société tsariste qui était dominée par un Etat absolutiste autonome, s'appuyant sur les classes possédantes, privées du droit électoral : la noblesse féodale et la bourgeoisie. Les problèmes particuliers que posait l'accomplissement d'une révolution bourgeoise sans la bourgeoisie, et contre elle, venaient de ce que, pour renverser le tsarisme, il était nécessaire de mobiliser la paysannerie et le prolétariat dans une lutte pour leurs propres intérêts, ce qui impliquait, non seulement la destruction du tsarisme, mais aussi des formes existantes d'exploitation féodale et capitaliste. Par leur nombre, les paysans auraient pu faire face à la situation; politiquement, ils en étaient

incapables, ne pouvant actualiser leurs intérêts de classe qu'en se soumettant à l'autorité d'une autre classe qui, à son tour, déterminait dans quelle mesure ces intérêts pouvaient être satisfaits. En 1917, les travailleurs russes ont ébauché une politique de classe, communiste et autonome. Il leur manquait toutefois les bases sociales nécessaires pour réussir, puisque la victoire de la révolution prolétarienne devait être aussi une victoire sur la paysannerie. Or le prolétariat russe, dont les effectifs, répartis dans différents secteurs, ne dépassaient pas dix millions, ne pouvait triompher de la classe paysanne. En conséquence, il a dû, tout comme la paysannerie, se soumettre à l'autorité d'un groupe d'intellectuels qui n'étaient pas intrinsèquement liés à ses intérêts.

19. L'œuvre des bolcheviks a été de créer la direction de la révolution russe et de développer une tactique appropriée. Ils ont accompli ce qui paraissait impossible : la création d'une alliance entre deux classes antagonistes, les masses paysannes en lutte pour la propriété privée, et le prolétariat en lutte pour le communisme. Dans les conditions difficiles qui existaient alors, ils ont rendu la révolution possible, et ils en ont assuré le succès en accouplant ces éléments ouvriers et paysans dans les fers de la dictature du parti bolchevique. Ils représentent le parti dirigeant de l'intelligentsia petite-bourgeoise révolutionnaire de Russie. Ils ont accompli la tâche historique de la révolution russe qui consistait à lier la révolution bourgeoise de la paysannerie à la révolution prolétarienne de la classe ouvrière.

IV. L'ESSENCE DU BOLCHEVISME

20. Le bolchevisme offre toutes les caractéristiques de la révolution bourgeoise, mais intensifiées par une connaissance approfondie, tirée du marxisme, des lois de la lutte des classes. Lorsque Lénine dit : " Le social-démocrate révolutionnaire est un jacobin uni aux masses ", il fait plus qu'une comparaison superficielle. Pour lui, il existait une profonde affinité de méthode et de buts entre la social-démocratie russe et la petite bourgeoisie révolutionnaire de la révolution française.

21. Le principe de base de la politique bolchevique (conquête et exercice du pouvoir par l'organisation) est jacobin ; la grandiose perspective politique bolchevique est jacobine; sa réalisation pratique au cours de la lutte de l'organisation bolchevique pour le pouvoir est jacobine; la mobilisation de tous les moyens et de toutes les forces de la société capables de renverser l'absolutisme, ainsi que l'emploi de toute méthode susceptible de mener à bien ce projet ; les manœuvres et les compromis du parti bolchevique avec toute force sociale qui pouvait être utilisée, ne serait-ce que pour un très court instant, et dans le secteur le moins important... tel est l'esprit jacobin. Enfin, conception essentielle de l'organisation bolchevique elle-même, est jacobine la création d'une organisation rigide de révolutionnaires professionnels qui restera l'instrument obéissant d'une direction omnipotente.

22. Sur le plan de la théorie, le bolchevisme est loin d'avoir élaboré une pensée autonome qui puisse être considérée comme un système cohérent. Au contraire, il s'est approprié la méthode marxiste d'analyse des classes, en l'adaptant à la situation révolutionnaire russe, c'est-à-dire qu'il en a fondamentalement changé le contenu tout en conservant les concepts.

23. La seule réalisation idéologique du bolchevisme a été de relier sa propre théorie politique, dans son ensemble, au matérialisme philosophique. Protagoniste radical de la révolution bourgeoise, il retombe sur l'idéologie radicale de la révolution bourgeoise, dont il fait le dogme de sa propre conception de la société humaine. Cet attachement au matérialisme philosophique s'accompagne d'un glissement en arrière continu vers un idéalisme qui veut

que la pratique politique émane en dernier lieu de l'action des chefs. (La trahison du réformisme, l'idolâtrie de Lénine et de Staline.)

24. L'organisation du bolchevisme a émergé des cercles social-démocrates de révolutionnaires intellectuels et s'est développée, à travers les luttes, les scissions et les défaites des factions, en une organisation de dirigeants dont les postes essentiels sont aux mains des intellectuels petits-bourgeois. La situation d'illégalité qui se poursuivait en Russie allait favoriser la croissance du bolchevisme. Celui-ci s'établit alors comme une organisation politique de caractère militaire, s'appuyant sur des révolutionnaires professionnels. Sans cet instrument rigide du pouvoir, la tactique bolchevique n'aurait pu être menée à bien, et l'œuvre historique de l'intelligentsia révolutionnaire russe n'aurait pu s'accomplir.

25. Élaborée pour poursuivre la conquête du pouvoir, la tactique bolchevique s'est avérée — notamment jusqu'au mois d'octobre 1917 — d'une grande uniformité interne. Ses perpétuelles fluctuations externes n'étaient que des adaptations temporaires aux changements de situations et aux variations des rapports de force entre les classes. En concordance avec le principe de subordination absolue des moyens à la fin, et sans aucune considération pour les effets idéologiques qu'elle pouvait avoir sur les classes dirigées par le parti bolchevique, la tactique a été révisée, même sur des points en apparence fondamentaux. La tâche des fonctionnaires était de rendre ces manœuvres accessibles aux " masses ". D'autre part, étant donné que le seul but de la politique du Parti était la capture inconditionnelle des masses (attitude rendue nécessaire puisque les masses se composaient des classes ouvrière et paysanne dont les intérêts et la conscience de classe différaient totalement), toute agitation idéologique au sein des masses était utilisée, même lorsqu'elle contredisait radicalement le programme du Parti. C'est précisément en cela que la méthode tactique du bolchevisme se rapproche de la politique de la révolution *bourgeoise* ; et c'est effectivement la méthode de cette politique que le bolchevisme a remis à l'honneur.

V. LES DIRECTIVES DE LA POLITIQUE BOLCHEVIQUE

26. Le bolchevisme est né de la volonté de renverser le régime tsariste. En tant qu'attaque contre l'absolutisme, il présente les traits de la révolution bourgeoise. Au cours des luttes qui se sont déroulées au sein de la social-démocratie russe au sujet des tactiques à adopter pour atteindre cet objectif, le bolchevisme a élaboré ses méthodes et ses slogans.

27. La tâche historique du bolchevisme a été de souder deux révoltes opposées, celle du prolétariat et celle de la paysannerie, en en prenant la direction et en les orientant vers un objectif commun : l'abolition de l'État féodal. Il lui a fallu allier la révolte paysanne (phase de la révolution bourgeoise au début du développement de la société bourgeoise) à celle du prolétariat (phase de la révolution prolétarienne à la fin du développement de la société bourgeoise) dans une action commune. Ceci n'a été rendu possible que par un grand déploiement stratégique qui a utilisé les agitations et les tendances de classe les plus variées.

28. Cette stratégie (qui consistait à utiliser le mécontentement des masses) venait du désir d'exploiter jusqu'aux moindres divergences et aux plus infimes failles dans le camp ennemi. Ainsi Lénine a-t-il pu dire un jour des propriétaires libéraux qu'ils étaient "nos alliés de demain", soutenir, une autre fois, les prêtres parce qu'ils s'opposaient à un régime qui ne les satisfaisait pas matériellement, et se déclarer prêt à appuyer les sectes religieuses persécutées par le tsarisme.

29. Toutefois, Lénine a précisé sa tactique en posant correctement la question des "alliés de la révolution" ; en particulier, en se servant des expériences de 1905, il s'est opposé carrément à tout compromis avec les groupes capitalistes dominants, et il a limité la politique des "alliés " et des compromis aux seuls éléments de la petite bourgeoisie ou de la petite paysannerie — c'est-à-dire, les seuls éléments qui pouvaient être historiquement mobilisés pour une révolution bourgeoise en Russie.

30. Le slogan tactique " dictature démocratique des ouvriers et des paysans ", indiquait en 1905 la ligne directrice générale du bolchevisme et exprimait encore l'idée illusoire d'un parlementarisme sans la bourgeoisie. Il allait plus tard être remplacé par le slogan "alliance de classe entre ouvriers et paysans ". Cette formule ne cachait rien d'autre que la nécessité de mettre chacune de ces classes en mouvement pour permettre la saisie du pouvoir par les bolcheviks.

31. Ces slogans temporaires qui ont mobilisé, sur la base de leurs intérêts contradictoires, les deux classes déterminantes de la révolution russe, découlaient de la volonté implacable d'utiliser les forces de ces classes. Pour mobiliser la paysannerie, les bolcheviks ont forgé dès 1905, ou vers cette époque, le slogan de l'" expropriation radicale des propriétaires terriens par les paysans ". Slogan qui, du point de vue des paysans, pouvait passer pour une invitation à se partager entre eux les grands domaines. Lorsque les mencheviks ont fait ressortir le contenu réactionnaire des slogans agraires bolcheviques, Lénine leur a répondu que les bolcheviks étaient loin d'avoir décidé de ce qu'ils allaient faire de ces grands domaines expropriés ; le règlement de cette question serait l'affaire de la social-démocratie au pouvoir. En conséquence, la demande d'expropriation des grands domaines par les paysans, bien qu'essentiellement démagogique, touchait directement les intérêts de la paysannerie. De la même manière, les bolcheviks ont diffusé leurs slogans parmi les ouvriers; celui des soviets en particulier. Que le slogan détermine la tactique des ouvriers n'était en soi qu'un succès momentané; le Parti ne considérait aucunement que le slogan le liait aux masses par une obligation de principe; il y voyait au contraire l'instrument de propagande d'une politique qui visait en dernier lieu la prise du pouvoir par l'organisation.

32. Au cours de la période 1906-1914, le bolchevisme allait développer la tactique du "parlementarisme révolutionnaire" par une combinaison d'actes légaux et illégaux. Cette tactique s'accordait à la situation de révolution bourgeoise en Russie. Grâce à cette tactique, le parti bolchevique est parvenu à unifier la guerre de guérilla contre l'absolutisme que menaient, sur deux fronts à la fois, les ouvriers d'une part, et les paysans de l'autre, et à en faire l'élément essentiel à la préparation de la révolution bourgeoise dans le contexte russe. En particulier, du fait de la politique dictatoriale tsariste, chaque progrès de la social-démocratie russe dans l'activité parlementaire portait la marque de la révolution bourgeoise. Cette tactique de mobilisation de la paysannerie et du prolétariat (ces deux classes décisives pour la révolution russe) allait se poursuivre plus avant au cours de la période qui s'étend de la révolution de 1905 à la guerre mondiale, et la Douma allait servir de tribune de propagande pour les ouvriers et les paysans.

33. Le bolchevisme a résolu le problème historique de la révolution bourgeoise dans la Russie féodale et capitaliste avec l'aide du prolétariat, instrument actif et combattant. Il s'est également approprié la théorie révolutionnaire de la classe ouvrière en la transformant pour ses propres besoins. Le " marxisme-léninisme " n'est pas le marxisme, mais un remplissage de terminologie marxiste adaptée aux besoins de la révolution bourgeoise en Russie avec le contenu social de la révolution russe. Si cette théorie a permis de comprendre la structure

sociale russe, elle est devenue également, entre les mains des bolcheviks, un moyen de voiler le contenu de classe de la révolution bolchevique. Derrière les concepts et les slogans marxistes se cache une révolution bourgeoise qui a été menée, sous la direction d'une intelligentsia révolutionnaire petite-bourgeoise, par les forces unies d'un prolétariat socialiste et d'une paysannerie liée à la propriété privée, contre l'absolutisme tsariste, la noblesse terrienne et la bourgeoisie.

34. La revendication absolue du leadership par l'intelligentsia révolutionnaire petite-bourgeoise et jacobine se cache sous la conception bolchevique du rôle du Parti vis-à-vis de la classe ouvrière. L'intelligentsia petite-bourgeoise ne pouvait élargir son organisation et en faire une arme révolutionnaire active qu'à la condition de pouvoir attirer et utiliser les forces prolétariennes. Elle a donc appelé son parti jacobin un parti prolétarien. La subordination d'une classe ouvrière combattante à une direction petite-bourgeoise se justifiait par la théorie bolchevique de l'"avant-garde" du prolétariat — une théorie qui aboutit, en pratique, au principe d'après lequel le Parti incarne la classe. En d'autres termes, le Parti n'est pas un instrument de la classe ouvrière, mais au contraire, c'est la classe ouvrière qui est l'instrument du Parti.

35. La nécessité de fonder la politique bolchevique sur les deux classes inférieures de la société russe s'est traduite par la formule d'une "alliance de classe entre le prolétariat et la paysannerie" — une alliance dans laquelle, logiquement, les intérêts de classe antagonistes sont volontairement réunis.

36. Par la formule "suprématie du prolétariat dans la révolution", les bolcheviks ont masqué leur volonté de diriger inconditionnellement la paysannerie. Or, comme le prolétariat est à son tour dirigé par le parti bolchevique, la "suprématie du prolétariat" n'est rien d'autre que la Suprématie du parti bolchevique et sa volonté de gouverner les deux classes.

37. Cette prétention des bolcheviks à vouloir prendre le pouvoir à l'aide des deux classes, trouve sa plus haute expression dans le concept bolchevique de la "dictature du prolétariat". Cette formule, liée à la conception du Parti comme organisation dirigeante de la classe, signifie tout naturellement l'omnipotence de l'organisation jacobino-bolchevique. Son contenu de classe est, de plus, totalement balayé par la définition bolchevique de la dictature du prolétariat comme étant "une alliance de classe entre le prolétariat et la paysannerie sous la direction du prolétariat" (Staline et le programme du Komintern). Le principe marxiste de la dictature de la classe ouvrière est ainsi déformé par le bolchevisme qui en fait la domination, par un parti de caractère jacobin, de deux classes opposées.

38. Les bolcheviks ont eux-mêmes souligné le caractère bourgeois de leur révolution avec leur formule révisée de "révolution du peuple", c'est-à-dire la lutte commune de différentes classes d'un peuple dans une révolution. C'est le slogan type de toute révolution bourgeoise qui mobilise sous la direction de la bourgeoisie les masses de paysans petits-bourgeois et de prolétaires pour servir les intérêts de la classe bourgeoise.

39. En ce qui concerne la lutte de l'organisation pour assurer son pouvoir sur les classes révolutionnaires, toute attitude démocratique du bolchevisme n'est qu'un simple coup tactique dans un jeu d'échecs. Ceci est apparu clairement lorsque s'est posée la question de la démocratie des travailleurs dans les soviets. Le slogan léniniste de mars 1917, "tout le pouvoir aux soviets", restait fidèle à la caractéristique fondamentale de la révolution russe (le système des deux classes), puisque les soviets étaient des "conseils d'ouvriers, de paysans et

de soldats " (les soldats étant des paysans). De plus, le slogan avait été lancé par Lénine au cours de la révolution de février dans un but tactique. Il paraissait susceptible d'assurer la transition "pacifique ", à la tête de la révolution, de la coalition menchevique social-révolutionnaire au bolchevisme, grâce à l'influence croissante de ce dernier dans les soviets. Après la manifestation de juillet, les bolcheviks devaient perdre de leur influence sur les soviets, et Lénine, abandonnant temporairement le slogan des soviets, demanda au parti bolchevique d'élaborer d'autres slogans d'insurrection⁸. Il a fallu attendre le putsch de Kornilov pour que l'influence bolchevique dans les soviets remonte en flèche et pour que le parti de Lénine décide de reprendre ce slogan. (Dès l'instant où les bolcheviks ont considéré les soviets comme des organes d'insurrection et non plus comme des organes de la classe ouvrière, il est venu plus évident que pour eux les soviets n'étaient qu'un instrument qui permettait à leur parti de s'emparer du pouvoir. Ceci a été démontré dans la pratique, non seulement par leur organisation de l'État soviétique après la conquête du pouvoir, mais aussi dans le cas particulier de la répression sanglante de l'insurrection de Kronstadt. Au terme de cette insurrection, les revendications de caractère capitaliste faites par des paysans devaient être satisfaites par la NEP, tandis que les revendications démocratiques du prolétariat ont été noyées dans le sang de la classe ouvrière.

40. Les divergences d'opinion sur la forme et la composition des soviets russes ont amené, dès 1920, la formation, dans le Parti, d'un courant communiste authentique, quoique encore faible dans son ensemble. L'" Opposition ouvrière " s'appuyait sur la volonté de mener à bien la démocratie soviétique dans l'intérêt de la classe ouvrière. Comme toute opposition sérieuse contre le régime, celle-ci devait être matée ultérieurement par l'emprisonnement, l'exil et l'exécution militaire, mais son programme reste le point de départ historique d'un mouvement indépendant prolétarien-communiste contre le régime bolchevique.

41. La question des syndicats a été de même déterminée par le désir du parti bolchevique de dominer et de diriger les ouvriers. En Russie, les bolcheviks ont éliminé des syndicats tout ce qui avait trait à l'organisation du travail, en leur imposant, après la conquête du pouvoir, une structure disciplinaire et militaire. Dans les autres pays, le résultat ultime de la politique bolchevique a été de protéger les organisations syndicales réformistes et bureaucratiques; loin de démanteler ces organisations, les bolcheviks ont préconisé la " conquête " de leurs dispositifs. Ils étaient les adversaires farouches de l'idée d'organisations industrielles révolutionnaires, qui incarnaient pour eux la démocratie. Les bolcheviks se sont battus pour la conquête ou pour la rénovation d'organisations contrôlées par une bureaucratie centralisée, qu'ils pensaient pouvoir diriger du haut de leurs postes de commande.

42. En tant que dirigeants d'une dictature de type jacobin, les bolcheviks ont, à tous les stades, combattu sans relâche l'idée d'auto-détermination de la classe ouvrière et réclamé la subordination du prolétariat à l'organisation bureaucratique. Avant la guerre, lors des discussions qui se déroulèrent au sein de la II^e Internationale au sujet de l'organisation, Lénine se révéla un adversaire violent et vindicatif de Rosa Luxemburg et s'appuya carrément sur le centriste Kautsky qui devait, pendant et après la guerre, s'avérer un ennemi de classe.

⁸ Cette manifestation du 3 juillet 1917 eut pour conséquence diverses mesures de répression contre les bolcheviks, qui conduisirent Trotsky en prison et contraignirent Lénine à se cacher en Finlande.

⁹ Il s'agit d'un groupe dissident à l'intérieur du parti bolchevique et dont les dirigeants les plus connus furent A. Kollontai et Chliapnikov. Les divergences avec le Parti surgirent sur le problème des syndicats en 1920. Du programme plutôt confus rédigé par Kollontai, ressortait la revendication du contrôle ouvrier au moyen de syndicats, contre la dictature des spécialistes du Parti. *L'opposition ouvrière* d'A. KOLLONTAI a été traduite dans le numéro 35 de *Socialisme ou barbarie*.

Déjà à cette époque, le bolchevisme avait prouvé (et ne devait jamais se démentir) non seulement qu'il ne comprenait pas le développement de la conscience de classe du prolétariat et de ses organisations, mais aussi qu'il combattait par tous les moyens toute tentative théorique et pratique de développer de véritables organisations de classe et une véritable politique de classe.

VII. LA RÉVOLUTION BOLCHEVIQUE

43. Le bolchevisme a appelé la révolution de février la révolution bourgeoise, et celle d'octobre, la révolution prolétarienne, faisant ainsi passer son propre régime pour le règne de la classe prolétarienne, et sa politique économique pour du socialisme. Cette vision de la révolution de 1917 est une absurdité de par le simple fait qu'elle suppose qu'un développement de sept mois aurait suffi à créer les bases économiques et sociales d'une révolution prolétarienne, dans un pays qui venait à peine d'entrer dans la phase de sa révolution bourgeoise — en d'autres termes, sauter d'un bond par-dessus tout un processus de développement social et économique qui nécessiterait au moins plusieurs décennies. En réalité, la révolution de 1917 est un processus de transformation unitaire, qui a débuté avec la chute du tsarisme et a atteint son apogée avec la victoire de l'insurrection armée des bolcheviks, le 7 novembre. Et ce violent processus de transformation ne peut être que celui de la révolution bourgeoise russe, dans les conditions historiques et particulières de la Russie.

44. Au cours de ce processus, le parti de l'intelligentsia jacobine révolutionnaire a pris le pouvoir en s'appuyant sur les deux mouvements sociaux qui avaient déclenché l'insurrection de masse, celui des prolétaires et celui des paysans. Pour remplacer le gouvernement triangulaire ébranlé (tsarisme, noblesse et bourgeoisie), il a créé le triangle bolchevisme, paysannerie, classe ouvrière. Et de même que l'appareil étatique du tsarisme régnait de façon autonome sur les deux classes possédantes, de même le nouvel appareil étatique bolchevique commença par se rendre indépendant des deux classes qui l'avaient porté au pouvoir. La Russie est sortie des conditions de l'absolutisme tsariste pour tomber dans celles de l'absolutisme bolchevique.

45. Pendant la période révolutionnaire, la politique bolchevique a atteint son point culminant avec la mobilisation et le contrôle des forces sociales de la révolution. La tactique révolutionnaire bolchevique a connu son apogée lors de la préparation et de la mise à exécution de l'insurrection armée. Le soulèvement violent devint pour les bolcheviks une action militaire concertée et minutieusement organisée, avec, comme moteur et comme puissance dirigeante, le parti bolchevique et ses troupes de combat. La conception, la préparation et l'exécution de l'insurrection armée par les bolcheviks porte le sceau de la conspiration jacobine (ce qui en Russie était, répétons-le, la seule politique possible) : une insurrection dans le contexte particulier d'une révolution bourgeoise contre la bourgeoisie.

46. Les slogans économiques de la révolution bolchevique font apparaître son caractère de révolution bourgeoise. Pour les masses paysannes, les bolcheviks symbolisaient l'expropriation violente des grands domaines par l'action spontanée de la petite paysannerie avide de terres. Les bolcheviks ont parfaitement exprimé, dans leur pratique et dans leurs slogans (la Paix et la Terre), les intérêts des paysans en lutte pour la sauvegarde de la petite propriété privée (intérêts capitalistes). Loin de soutenir les intérêts du prolétariat socialiste contre la propriété terrienne féodale et capitaliste, ils se sont ainsi fait, en ce qui concerne la question agraire, les tenants effrontés des intérêts du petit capitaliste.

47. Pour ce qui est des ouvriers, les revendications économiques de la révolution bolchevique n'avaient pas davantage un contenu socialiste. En plusieurs occasions, Lénine devait repousser sévèrement la critique menchevique selon laquelle le bolchevisme proposait une politique utopique de socialisation de la production dans un pays qui n'était pas encore mûr pour une telle situation. Les bolcheviks devaient rétorquer qu'il n'était pas du tout question de socialiser la production, mais bien d'en remettre le contrôle aux mains des ouvriers. Le slogan du contrôle de la production fut utilisé pour tenter de conserver l'efficacité des méthodes capitalistes dans l'organisation technique et économique de la production, mais en leur ôtant leur caractère d'exploitation. L'aspect bourgeois de la révolution bolchevique, ainsi que le fait que les bolcheviks se sont eux-mêmes limités à une économie de type bourgeois (au lieu de consolider les résultats de la victoire de 1917), est éclairé de manière exemplaire par ce slogan du contrôle de la production.

48. La violence élémentaire de l'attaque des travailleurs, d'une part, et le sabotage des patrons détrônés, d'autre part, ont incité les bolcheviks à s'emparer des entreprises industrielles et à en confier la direction à la bureaucratie gouvernementale. L'économie étatique qui, pendant toute la période du communisme de guerre, était presque étouffée par la surorganisation (Glavkisme), fut qualifiée par Lénine de *capitalisme d'Etat*. Ce n'est qu'à l'ère stalinienne qu'on devait parler de l'économie d'Etat comme d'une économie socialiste.

49. Cependant, la conception de base de la socialisation de la production n'allait pas pour Lénine au-delà d'une économie étatique dirigée par l'appareil bureaucratique. Pour lui, l'économie de guerre allemande et les services postaux étaient des exemples type de l'organisation socialiste : une organisation économique de caractère ouvertement bureaucratique, dirigée par une centralisation venant d'en haut. Du problème de la socialisation, il ne vit que les aspects techniques et non les aspects prolétariens et sociaux. De même, Lénine se fonda, et avec lui le bolchevisme en général, sur les concepts de socialisation proposés par le centriste Hilferding¹⁰ qui, dans son *Capital Financier*, a tracé un tableau idéalisé d'un capitalisme totalement organisé. Le véritable problème, en ce qui concerne la socialisation de la production — la prise en charge des entreprises et des organisations du système économique par la classe ouvrière et par ses organisations de classe, les conseils ouvriers —, a été complètement ignoré du bolchevisme. Et il devait être ignoré parce que l'idée marxiste d'une association de producteurs libres et égaux est totalement opposée à la conception jacobine de l'organisation, et parce que la Russie ne possédait pas les conditions sociales et économiques nécessaires à l'instauration du socialisme. Le concept de socialisation des bolcheviks n'est par conséquent rien d'autre qu'une économie capitaliste prise en charge par l'État et dirigée de l'extérieur et d'en haut par sa bureaucratie. Le socialisme bolchevique est un capitalisme organisé par l'Etat.

VIII. L'INTERNATIONALISME BOLCHEVIQUE ET LA QUESTION NATIONALE

50. Pendant la Première Guerre mondiale, les bolcheviks ont représenté de manière continue la position internationaliste avec le slogan : "transformer la guerre impérialiste en une guerre civile" et ils se sont comportés en apparence comme des marxistes conséquents. Mais cet internationalisme révolutionnaire faisait partie de leur tactique de même que plus tard, leur retournement vers la *Nep*. L'appel au prolétariat international n'était qu'un des aspects d'une vaste politique qui cherchait à se concilier le soutien international en faveur de la révolution russe. L'autre aspect était la politique et la propagande pour une "auto-détermination

¹⁰ *Le capital financier*, Ed. de Minuit, Paris

nationale", où les horizons de classe étaient sacrifiés plus radicalement encore que dans le concept de "révolution du peuple", et qui faisait appel à certains éléments de toutes les classes.

51. Cet internationalisme à double face correspondait à la situation internationale de la Russie et de la révolution russe. Géographiquement et sociologiquement, la Russie se trouvait située entre les deux pôles du système impérialiste mondial. La rencontre de la tendance impérialiste active et de la tendance coloniale passive provoqua l'effondrement de ce système. Les classes réactionnaires s'avèrent impuissantes à le rétablir, comme devait le prouver leur défaite décisive lors du putsch de Kornilov et, plus tard, dans la guerre civile. Le véritable danger qui menaçait la révolution russe était celui d'une intervention impérialiste. Seule une invasion militaire lancée par le capital impérialiste pouvait abattre le bolchevisme et restaurer le tsarisme — cet ancien régime, construit au sein du système mondial d'exploitation impérialiste pour en être l'instrument. Pour se défendre contre l'impérialisme mondial, le bolchevisme devait organiser une contre-attaque des centres impérialistes dominants. C'est ce que fit la politique internationale à double face du bolchevisme.

52. Au nom de la révolution prolétarienne internationale, le bolchevisme a lancé le prolétariat international à l'assaut de l'impérialisme mondial dans les pays capitalistes les plus avancés. Au nom du "droit à l'auto-détermination nationale", il a lancé les peuples paysans opprimés d'Extrême-Orient contre le centre colonial de l'impérialisme mondial. Avec cette politique internationale en deux temps qui ouvrait d'immenses perspectives, le bolchevisme a cherché à pousser l'infiltration des éléments prolétaires et paysans dans la sphère du capitalisme mondial.

53. Pour le bolchevisme, la "question nationale" était une question pratique, et n'était donc pas uniquement un expédient de la révolution bourgeoise russe — une révolution qui s'est servie des instincts nationaux des paysans et des minorités nationales opprimées de l'Empire russe pour abattre le tsarisme. Cette position reflète aussi l'internationalisme paysan d'une révolution bourgeoise qui s'est accomplie à l'ère de l'impérialisme mondial et qui n'a pu survivre dans les rets de l'impérialisme qu'à l'aide d'une contre-politique internationale active.

54. Pour diriger en territoire russe cette politique de soutien international pour la révolution bourgeoise, le bolchevisme a cherché à créer deux organisations internationales : la III^e Internationale, qui devait mobiliser les travailleurs des pays capitalistes hautement développés, et l'Internationale des paysans qui rassemblait sous sa bannière les peuples paysans orientaux. Le but ultime de cette politique internationale qui s'appuyait sur les classes ouvrières et paysannes était la révolution mondiale, incluant la révolution prolétarienne internationale (européenne et américaine) et la révolution paysanne nationale (essentiellement orientale) dans le cadre d'une politique mondiale bolchevique sous les ordres de Moscou. Ainsi, le concept de "révolution mondiale" avait, pour les bolcheviks, un contenu de classe tout à fait différent et n'avait plus rien à voir avec la révolution prolétarienne internationale.

55. La politique internationale du bolchevisme n'était ainsi qu'une répétition, à l'échelle mondiale, de la révolution russe (combinant la révolution prolétarienne et la révolution bourgeoise-paysanne), et plaçait le parti bolchevique russe à la tête d'un système bolchevique mondial où les intérêts communistes du prolétariat se combinaient aux intérêts capitalistes de la paysannerie. Cette politique a eu comme résultat positif de protéger l'État bolchevique de l'invasion impérialiste, en entretenant l'inquiétude des États capitalistes. Elle a ainsi permis à

l'État bolchevique de prendre sa place dans le système impérialiste mondial, en se servant des méthodes capitalistes de relations commerciales, d'accords économiques et de pactes de non-agression. Elle a donné l'occasion à la Russie de se consolider sur le plan national et d'étendre sa propre position internationale. Mais elle a échoué dans sa tentative de porter à l'échelle mondiale la politique active du bolchevisme. L'expérience de l'Internationale des paysans a pris fin avec l'échec de la politique bolchevique en Chine. La III^e Internationale, depuis l'effondrement lamentable du parti communiste allemand, ne représente plus un facteur important de la politique bolchevique mondiale. L'effort gigantesque entrepris pour étendre la politique bolchevique russe à la scène mondiale a été un échec historique *qui a prouvé les limitations nationales du bolchevisme russe*. Quoiqu'il en soit, l'expérience bolchevique dans la *Machtpolitik* (politique de puissance) internationale a donné le temps au bolchevisme de se replier sur ses positions nationales (russes) et de se convertir aux méthodes capitalistes impérialistes en matière de politique internationale. En théorie, ce repli a été justifié par la formule "socialisme dans un seul pays". Par cette formule, le concept de "socialisme" qui avait déjà été amputé de son contenu de classe prolétarien par la pratique économique russe, perdait ses couleurs internationales et, sous le couvert d'un capitalisme d'Etat, n'était plus guère éloigné du réformisme et du fascisme petit-bourgeois.

56. En fait, il n'est pas essentiel, maintenant que nous pouvons voir les résultats de quinze ans de bolchevisme, tant sur le plan national qu'international, de savoir si Lénine escomptait ou non, à l'époque de la fondation du Komintern — ou avant — un résultat différent de cette internationale bolchevique. En pratique, le bolchevisme, avec son concept du "droit à l'autodétermination nationale" a développé les tendances à une *Machtpolitik* mondiale bolchevique. Il est également responsable, à travers le Komintern, de l'incapacité du prolétariat européen à se hausser au niveau d'un communisme révolutionnaire et de son enlisement dans la boue d'un réformisme, ressuscité par le bolchevisme et orné de phrases révolutionnaires. En fin de compte, le concept de "Patrie russe" est devenu la pierre d'achoppement de la politique des partis bolcheviques, alors que pour le communisme prolétarien, la classe ouvrière internationale doit se trouver au centre de toute orientation internationale.

IX. LE BOLCHEVISME D'ÉTAT ET LE KOMINTERN

57. L'établissement de l'État soviétique a été l'établissement de la domination du parti du machiavélisme bolchevik. La base sociologique de ce pouvoir étatique, qui s'est rendu indépendant des classes qui l'ont soutenu et qui a créé ce nouvel élément social qu'est la bureaucratie bolchevique, se composait du prolétariat et de la paysannerie russes. Le prolétariat, enchaîné par les syndicats (adhésion obligatoire) et par le terrorisme de la Tcheka, représentait la base de l'économie nationale bolchevique, sous le contrôle de la bureaucratie. La paysannerie cachait et cache encore dans ses rangs les tendances au capitalisme privé de cette économie. L'État soviétique, dans sa politique intérieure, était ballotté entre ces deux tendances. Il a cherché à les maîtriser par de violentes méthodes d'organisation, tels le plan quinquennal et la collectivisation forcée. En pratique, toutefois, il a seulement accru les difficultés économiques, exacerbant les contradictions économiques jusqu'à leur point d'explosion, et portant à leur paroxysme les tensions entre ouvriers et paysans. L'expérience d'une économie nationale planifiée bureaucratiquement est loin de pouvoir être considérée comme un succès. Les grands cataclysmes internationaux qui menacent la Russie ne pourront qu'accroître les contradictions de son système économique jusqu'à ce qu'elles deviennent intolérables, hâtant ainsi probablement la chute de cette expérience économique gigantesque.

58. L'économie russe est essentiellement déterminée par les caractéristiques suivantes : elle s'appuie sur les bases d'une production de marchandises; elle est centrée sur la rentabilité; elle révèle un système ouvertement capitaliste avec salaires et cadences accélérées; enfin, elle a porté les raffinements de la rationalisation capitaliste jusqu'à ses limites extrêmes. L'économie bolchevique est une production étatique qui emploie des méthodes capitalistes.

59. Cette forme de production étatique s'accompagne également de plus-value, donc d'une exploitation maximale des travailleurs. Bien entendu, cette plus-value ne profite directement et ouvertement à aucune classe particulière de la société russe, mais elle enrichit l'appareil parasitaire de la bureaucratie dans son ensemble. Outre son entretien coûteux, la plus-value ainsi produite contribue à augmenter la production et à soutenir la classe paysanne; elle sert aussi à régler les dettes de l'État envers l'étranger. Ainsi, la plus-value produite par les ouvriers russes profite non seulement à l'élément économiquement parasitaire de la bureaucratie au pouvoir, mais encore à la paysannerie russe, en tant que secteur à part du capital international. L'économie russe est donc une économie de profit et d'exploitation. Elle représente un capitalisme d'Etat dans les conditions historiques particulières du régime bolchevique, soit, une production de type capitaliste qui se différencie de celle des pays les plus industrialisés et apparaît comme beaucoup plus avancée.

60. La politique étrangère de l'Union Soviétique est étroitement déterminée par la nécessité de renforcer la position du parti bolchevique et de l'appareil étatique qu'il dirige. Sur le plan économique, le gouvernement russe a déployé tous ses efforts pour établir et maintenir une base industrielle forte. L'isolement de l'économie soviétique a nécessité une politique énergique pour mettre fin à l'autarcie forcée tout en maintenant le contrôle du monopole commercial avec l'étranger. Les traités commerciaux, les concessions de même que les transactions pour obtenir de vastes crédits ont rétabli les liens entre l'économie soviétique et la production capitaliste mondiale et son marché, dans lequel la Russie est entrée à la fois comme cliente sollicitée et comme concurrente acharnée. D'autre part, cette politique économique, liée au capitalisme mondial, a forcé le gouvernement soviétique à cultiver des relations amicales et pacifiques avec les puissances capitalistes. Le principe d'une politique mondiale bolchevique, là où il existait encore, était subordonné de manière opportuniste aux purs traités commerciaux. Toute la politique étrangère du gouvernement russe a été marquée du sceau de la diplomatie capitaliste, et par conséquent, dans la sphère internationale, a définitivement séparé la théorie bolchevique de sa pratique.

61. Le bolchevisme a introduit au centre de la propagande étrangère du Komintem, la thèse de l' "encercllement impérialiste de l'Union soviétique ", bien que cette définition ne s'accorde guère avec l'écheveau des conflits d'intérêts impérialistes et de leurs combinaisons sans cesse renouvelées. Il a cherché à mobiliser le prolétariat international pour servir sa politique étrangère et, à travers une politique mi-parlementaire, mi-putschiste, émanant des partis communistes, à créer, de l'intérieur, un malaise dans les pays capitalistes, renforçant ainsi la position diplomatique et économique de l'Union soviétique.

62. Les oppositions entre l'Union soviétique et les puissances impérialistes déclenchèrent la contre-propagande du Komintern avec les slogans : " Menace de guerre contre l'U.R.S.S. " et "Protégez l'Union soviétique". Ces oppositions étant présentées aux ouvriers comme seules déterminantes de la politique mondiale, ceux-ci ne pouvaient comprendre les véritables dessous de la politique internationale. Les membres des partis communistes étrangers devinrent, avant tout, les défenseurs aveugles et opportunistes de l'Union soviétique, et furent

maintenus dans l'ignorance quant à la place de choix qu'occupait depuis longtemps l'Union soviétique dans la politique mondiale.

63. Le perpétuel cri d'alarme sur l'imminence d'une guerre des puissances impérialistes alliées contre l'U.R.S.S. fut utilisé en politique intérieure pour justifier la militarisation intensive du travail et l'accroissement des pressions sur le prolétariat russe. Dans le même temps, cependant, l'Union soviétique avait, et a toujours, le plus grand intérêt à éviter un conflit militaire avec les autres Etats. La survie du gouvernement bolchevique dépend en grande partie de sa capacité à éviter toute convulsion, tant militaire que révolutionnaire, en politique étrangère. Par conséquent, le Komintern a, dans la pratique, et en contradiction criante avec sa théorie et sa propagande intérieures, entrepris de saboter tout véritable développement prolétarien révolutionnaire. Il a plus ou moins ouvertement propagé, dans les partis communistes, la conception selon laquelle il fallait tout d'abord consolider l'Union Soviétique dans ses fondements économiques et militaires avant de pouvoir pousser plus avant la révolution prolétarienne en Europe. D'autre part, si le gouvernement soviétique, pour sauvegarder son prestige, s'est dépensé en gestes d'hostilité contre les puissances impérialistes, il s'est toujours incliné, dans les faits, devant ces puissances. La " vente " de la ligne de chemin de fer mandchourienne est un exemple de capitulation sans résistance de l'U.R.S.S. devant ses adversaires impérialistes. La reconnaissance plus que hâtive de l'U.R.S.S. par les Etats-Unis qui eut lieu au même moment est, réciproquement, une preuve que les puissances impérialistes, dans les limites de leur politique d'intérêts antagonistes, ont su également reconnaître dans l'Union soviétique un facteur important. Mais surtout, l'U.R.S.S. a illustré ses liens avec le capitalisme en nouant d'étroites relations économiques avec l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie. L'Union soviétique apparaît comme le solide soutien économique, et donc politique, de la plupart des dictatures fascistes les plus réactionnaires en Europe.

64. Cette politique d'entente absolue entre l'U.R.S.S. et les pays capitalistes et impérialistes n'a pas uniquement des bases économiques. Elle n'est pas non plus seulement l'expression d'une infériorité militaire. En fait, la " politique de paix " de l'Union soviétique dépendrait plutôt de façon décisive de la situation du bolchevisme à l'intérieur du pays. Son maintien en tant que puissance étatique autonome dépend de son succès à conserver l'équilibre entre la classe ouvrière dominée et la paysannerie. En dépit des progrès d'industrialisation du pays, la paysannerie russe conserve encore une position de force. En premier lieu, la paysannerie détient, dans une large mesure, et en dépit d'une politique répressive venue d'en haut, les ressources alimentaires du pays. En second lieu, la collectivisation a renforcé la puissance non seulement économique, mais aussi politique de la paysannerie qui, comme auparavant, continue de lutter pour les intérêts capitalistes privés. (Car la " collectivisation ", en Russie, signifie une union collective de paysans propriétaires qui restent attachés aux méthodes capitalistes de comptabilité et de distribution.) En troisième lieu, en cas de guerre, l'armement en masse de la paysannerie pourrait déclencher un sursaut de violentes révoltes paysannes contre le système bolchevique — de même qu'une révolution faite par le prolétariat européen donnerait probablement le coup d'envoi d'une rébellion ouverte des ouvriers russes. Dans de telles conditions, la politique d'entente entre le gouvernement soviétique et les puissances impérialistes apparaît d'une nécessité vitale pour l'absolutisme bolchevique.

65. Le Komintern lui-même a été utilisé pour manipuler abusivement la classe ouvrière internationale, afin de servir les buts opportunistes de glorification nationale et de la politique de sécurité internationale de l'Union soviétique. Il s'est constitué, en dehors de Russie, à partir de la combinaison des cadres révolutionnaires du prolétariat européen. En usant de

l'autorité de la révolution bolchevique, le principe organisationnel et tactique du bolchevisme s'est imposé dans le Komintern de façon extrêmement brutale et sans aucune considération pour les scissions immédiates. Le Comité exécutif du Komintern (l'E.K.K.I.) — autre instrument de la bureaucratie russe au pouvoir — s'est vu confier le commandement absolu de tous les partis communistes, et la politique des partis a complètement perdu de vue les véritables intérêts révolutionnaires de la classe ouvrière internationale. Les slogans et les résolutions révolutionnaires ont servi de couverture à la politique contre-révolutionnaire du Komintern et de ses partis qui, avec leurs façons bolchevistes, sont devenus aussi experts dans la trahison de la classe ouvrière et dans la démagogie effrénée, que l'étaient les partis social-démocrates. En même temps que le réformisme, fusionnant avec le capitalisme, déclinait dans le sens historique, le Komintern faisait naufrage en s'unissant à la politique capitaliste de l'Union soviétique.

X. LE BOLCHEVISME ET LA CLASSE OUVRIERE INTERNATIONALE

66. Le bolchevisme, dans ses principes, dans sa tactique et dans son organisation, est un mouvement et une méthode de la révolution bourgeoise dans un pays à prépondérance paysanne. Sous l'autorité dictatoriale de l'intelligentsia jacobine, il a conduit le prolétariat (orienté vers le socialisme) et la paysannerie (orientée vers le capitalisme) à un soulèvement révolutionnaire contre l'État absolutiste, le féodalisme et la bourgeoisie, dans le but d'abattre l'absolutisme féodal-capitaliste. Habile à tourner toute chose à son avantage, il a réuni les intérêts de classe antagonistes des prolétaires et des paysans, grâce à son intelligence du caractère de classe des lois du développement social.

67. En conséquence, le bolchevisme est non seulement incapable de diriger la politique révolutionnaire du prolétariat international, mais il est aussi pour elle l'un des plus infranchissables et l'un des plus dangereux obstacles. La lutte contre l'idéologie bolchevique, contre la pratique bolchevique et, par là même, contre tous les groupes qui cherchent à ancrer à nouveau cette idéologie et cette pratique au sein du prolétariat, est l'une des premières tâches de la lutte pour une réorientation révolutionnaire de la classe ouvrière. Une politique prolétarienne ne peut se développer qu'à l'intérieur de la classe ouvrière, avec les méthodes et les formes d'organisation qui lui sont propres.

LES CONSEILS OUVRIERS ET L'ORGANISATION COMMUNISTE DE L'ECONOMIE

I.C.C. vol. I, n°7 – Avril 1935.

Nous avons reçu de Prague les thèses suivantes, parues dans le numéro 20 de *Newe Front*. Elles sont publiées sous le titre « Marxisme révolutionnaire et révolution socialiste » par un groupe de marxistes-révolutionnaires « organisés dans la social-démocratie allemande ». Voici leur conception de la voie vers le socialisme. Nos critiques suivent.

1. L'expérience de toutes les révolutions, durant et depuis la guerre, a montré qu'une politique réformiste et opportuniste aboutit à la défaite de la classe ouvrière. Le travail préliminaire à la révolution socialiste, à sa victoire et à sa consolidation, présuppose donc une rupture radicale avec toutes les politiques réformistes.
2. Cette rupture radicale exige un changement fondamental dans les moyens, les méthodes et les objectifs concrets de la lutte politique. Comme preuve de sa transformation interne et de son acceptation du marxisme révolutionnaire, le Parti doit abandonner son vieux nom de parti socialiste allemand (S.P.D.) et se transformer en un parti marxiste-révolutionnaire.
3. Notre objectif est la réalisation du socialisme sur la base d'une république socialiste allemande des soviets, sous la direction de la dictature du prolétariat. La dictature révolutionnaire est l'étape de transition nécessaire vers la société socialiste. La conquête de la liberté morale et individuelle, pour tous ceux qui subissent actuellement l'oppression fasciste, présuppose donc la destruction du système capitaliste au moyen de la dictature du prolétariat.
4. Pour mener cette lutte, le prolétariat a besoin d'un parti révolutionnaire conscient des objectifs. Ce parti ne pourra et ne devra se composer que de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat. Seuls pourront donc devenir membres ceux qui auront subi avec succès l'épreuve de la lutte révolutionnaire, qui admettent le principe de la lutte du prolétariat et se soumettent inconditionnellement aux décisions du Parti. Le Parti utilise toutes les formes de lutte, légales et illégales. Sa tâche est de préparer et d'organiser des mouvements de masse, des grèves de masse et l'insurrection armée.
5. En cas de guerre, le Parti rejette toute forme déclarée ou dissimulée de « défense de la mère-patrie ». Bien plutôt, il appelle le prolétariat à l'aider pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile, afin de réaliser la dictature du prolétariat. La grève générale et l'insurrection armée sont deux des moyens à utiliser pour atteindre cet objectif.
6. Après la prise du pouvoir politique, le vieil appareil d'Etat sera totalement démantelé. Tout le pouvoir légal et l'autorité seront alors transmis aux conseils ouvriers, et aux conseils de petits paysans et d'ouvriers agricoles. Les conseils exercent la dictature du prolétariat. La direction de la dictature revient au parti marxiste-révolutionnaire.
7. La consolidation du pouvoir est prise en charge par le prolétariat en armes, jusqu'à la formation d'une armée socialiste.

8. La bureaucratie professionnelle sera abolie. Toutes les personnes exerçant une fonction publique seront nommées par les conseils et révocables à tout moment.
9. Afin d'apporter leur soutien à la dictature révolutionnaire, les ouvriers et les fonctionnaires s'organiseront en syndicats d'industrie.
10. Les imprimeries et les journaux seront réquisitionnés. La presse, la radio et toutes les autres sources d'information seront sous la surveillance et le contrôle des conseils.
11. L'ensemble de la propriété capitaliste sera expropriée sans indemnisation. L'obligation au travail pour tous sera mise en vigueur, ainsi que le contrôle de la production par les conseils.
12. Toutes les banques fusionneront en une banque centrale ; il en sera de même pour toutes les compagnies d'assurances.
13. Toutes les hypothèques sur les fermes seront annulées. Le fermage sera aboli. Toutes les propriétés qui dépassent la superficie nécessaire à l'existence d'une famille (*Familienackernahrung*) seront expropriées sans indemnisation. On procédera à une nouvelle répartition des terres en fonction des besoins des paysans pauvres et des ouvriers agricoles. Les entreprises paysannes seront regroupées en associations (*Genossenschaften*). Là où les conditions seront réunies, on créera de grandes entreprises agricoles pilotes.
14. Afin d'assurer le ravitaillement de la population, le regroupement de tous les consommateurs en coopératives sera rendu obligatoire. Le commerce de détail aura sa place dans le système de distribution de la république des soviets.
15. Le commerce extérieur sera centralisé en un monopole d'Etat.
16. La construction de l'économie socialiste s'effectuera sous la direction d'un bureau de planification économique (*Planwirtschaftstelle*).
17. Toutes les institutions culturelles, éducatives et récréatives seront administrées au profit de tous. L'art et la science seront pris en charge par l'Etat, qui leur apportera tout son soutien. Le but pédagogique de tous les établissements éducatifs sera de préparer à la vie dans la communauté socialiste.

LA REGRESSION

Après l'effondrement total de la politique réformiste, ces thèses prônent la voie « révolutionnaire ». Dans la thèse n°2, les auteurs appellent cela une « rupture radicale » avec la politique précédente, réclamant un « changement fondamental dans les moyens, les méthodes et les objectifs concrets de la lutte politique ». L'objectif est ensuite présenté (thèse 3) comme « une république socialiste allemande des soviets sous la direction de la dictature du prolétariat ».

A première vue, ce programme semble effectivement en rupture totale avec la vieille politique de la social-démocratie, puisque l'idée d'une « république socialiste allemande des soviets » et de « la dictature du prolétariat » ont toujours été combattues avec véhémence par le parti

socialiste allemand (S.P.D.). Mais, d'après les thèses suivantes (4-7) qui traitent du rôle du Parti avant et après la révolution, et où il est dit que les organes de la dictature du prolétariat seront certes les conseils ouvriers, mais placés sous la « direction » du Parti, il est évident qu'une rupture radicale avec la politique de la social-démocratie est hors de question.

Il serait plus exact de dire que les auteurs veulent revenir aux sources de la politique social-démocrate et aux vieilles conceptions sur les moyens et les fins du socialisme. Car en effet désormais il est devenu que trop évident que le S.P.D. pendant et après la guerre a renoncé à toute politique socialiste, et qu'en choisissant la voie du réformisme, il a dégénéré en un parti démocratique de réformes. Par le fait même que cette politique réformiste a abouti au fascisme, il n'y a pas lieu de parler de rupture avec elle puisqu'elle a cessé d'exister.

A ses origines, le vieux S.P.D. voulait réaliser le « socialisme » mais il souhaitait y parvenir en utilisant les possibilités légales qu'offrait apparemment la démocratie bourgeoise. (Une fois devenu exclusivement démocratique, le S.P.D. rejeta les objectifs du socialisme et donc de la dictature du prolétariat.) Le S.P.D. s'est écroulé en même temps que cette démocratie bourgeoise à laquelle il était indissolublement lié. Quiconque veut encore réaliser le socialisme, découvre que de telles possibilités légales n'existent plus et doit donc chercher à atteindre son but par d'autres moyens. Or les moyens que ces thèses tentent de définir ne se différencient nulle part des conceptions que l'on trouvait déjà dans l'ancienne social-démocratie (avant son embourgeoisement). Les thèses 4 et 7 le prouvent irréfutablement. Les conceptions qu'elles exposent sont ni plus ni moins celles du parti social-démocrate russe (bolcheviks) qui ne suivit pas la voie démocratique du S.P.D. allemand.

On retrouve ici « le parti révolutionnaire conscient de l'objectif », « l'avant garde » qui mène les masses dans les luttes et jusqu'à la victoire, qui prépare et organise les actions de masse, les grèves générales et l'insurrection armée. Et, après la victoire, c'est encore sous la direction du Parti que les conseils ouvriers doivent fonctionner comme organes étatiques, et les fonctionnaires et les ouvriers s'organiser en syndicats d'industrie. Les derniers doutes qui pourraient subsister concernant les détenteurs du pouvoir réel dans cette république socialiste soviétique sont balayés par la thèse 7 : « la consolidation du pouvoir est prise en charge par le prolétariat en armes jusqu'à la formation de l'armée socialiste. » Ce qui signifie qu'après la victoire, les ouvriers armés, indispensables au renversement des forces de l'Etat fasciste, devront remettre leurs armes et céder la place à une « armée socialiste », commandée évidemment par le Parti.

Débarassée de toutes ses fioritures, c'est bien la vieille conception social-démocrate des moyens et des fins du socialisme qui ressurgit : l'alpha et l'oméga de la lutte pour le socialisme, c'est la prise du pouvoir politique par le parti social-démocrate.

En fait, l'exemple de la révolution russe a prouvé que l'exercice du pouvoir par le Parti n'était nullement synonyme de « dictature du prolétariat » ; il ne s'agit pas non plus d'une dictature du prolétariat qui s'effectuerait par l'intermédiaire de la dictature du Parti (pour reprendre la formule de la social-démocratie russe), mais bien d'une dictature *sur* le prolétariat. En effet, l'Etat-parti, en transformant l'ancienne économie capitaliste privée en une économie d'Etat, subordonne à nouveau les ouvriers, en tant que salariés, à cette direction étatique.

Les thèses 7 à 17 disent clairement que dans la construction du socialisme – c'est-à-dire dans l'organisation de l'économie par l'Etat-parti – il faut aussi suivre le modèle russe. Le point fondamental dans l'organisation de cette économie, est l'étatisation de tous les moyens de

production avec l'Etat comme seul chef d'entreprise, sous le contrôle des conseils ouvriers. Les petites exploitations agricoles et individuelles conservent une existence autonome (ce qui de toute évidence, n'est qu'une concession à la conjoncture du moment).

TRAVAIL SALARIE ET ECONOMIE ETATISEE

Le socialisme que les auteurs ont en vue se révèle donc être une économie étatisée. Associée à la planification économique, à l'élimination de la concurrence, source de crises, et du profit, et au plein emploi des forces productives, elle est conçue comme le moyen d'élever le niveau de vies des masses dans son ensemble. Puisque la propriété des moyens de production s'oppose à la rationalisation de l'économie – et, qui plus est, en cas de crise durable empêche tout emploi des forces productives – l'abolition de la propriété privée apparaît comme l'objectif immédiat. De là découle la nécessité de concentrer l'économie sous l'autorité centrale de l'Etat. A ce stade, il revient aux savants, aux statisticiens, aux ingénieurs d'organiser effectivement l'économie. Ainsi conçue, la construction de l'économie socialiste apparaît comme un problème organisationnel (Lénine), comme une généralisation et un accomplissement de la tendance déjà amorcée par le capitalisme sous la forme des trusts et des cartels. L'Etat devient un trust titanesque qui, grâce à son hyper organisation, renverse les obstacles s'opposant à une plus grande expansion de la production.

L'évolution russe a prouvé qu'une telle étatisation de l'économie n'est rien d'autre que le capitalisme d'Etat. L'ouvrier demeure un salarié, désormais rivé au travail par la contrainte étatique (thèse II). Il travaille dans des entreprises d'Etat et vend sa force de travail à l'Etat, qui la lui paye sous forme de salaire. Ainsi l'Etat joue-t-il le rôle du capitaliste privé exproprié. C'est lui qui désormais dirige le travail salarié, c'est lui par conséquent qui commande et exploite les ouvriers. La force de travail devient une marchandise, tout comme dans le système du capitalisme privé ; elle est évaluée par rapport à un produit déjà fabriqué (les moyens de subsistance, que l'ouvrier reçoit sous forme de salaire). Elle devient une marchandise, ce qui signifie qu'elle est ravalée au niveau d'une chose, privée de toute volonté individuelle. De sujet, elle devient objet. Mais comme l'ouvrier ne peut se dissocier de sa force de travail, il en va de même pour lui ; il devient une chose, il est ravalé au niveau de l'objet, afin d'être utilisé par le propriétaire des moyens de production comme un autre « moyen de production ». Il n'est pas besoin d'arguments supplémentaires pour établir que la condition de salarié, qui est celle de l'ouvrier dans cette économie étatisée, détermine également sa position sociale.

Mais l'exemple russe ne prouve pas seulement que le socialisme officiel n'est en réalité qu'un capitalisme d'Etat, et que la production étatisée n'est pas la production en fonction des besoins mais bien la production ordinaire de marchandises. Il a aussi révélé la formation d'un nouvel élément dirigeant qui dispose à sa guise de la propriété étatique et en arrive ainsi à occuper une position privilégiée¹¹. Cet élément a tout intérêt à voir s'accroître le pouvoir d'Etat, puisque c'est précisément se dernier qui garantie sa position sociale privilégiée. Comme il concentre entre ses mains tous les moyens matériels et politiques de la société, c'est lui aussi qui dirige l'orientation du développement ultérieur. Comment s'étonner alors qu'il lutte exclusivement pour accroître la propriété étatisée et pour magnifier le pouvoir d'Etat !

¹¹ Nous avons traduit le mot anglais *element* par son équivalent français, afin de conserver son caractère d'imprécision.

Une fois que la production sociale a pris la forme de l'entreprise d'Etat, l'évolution sociale qui s'ensuit est déterminée par les rapports de pouvoir ainsi créés.

Les ouvriers sont dépossédés, chaque jour, dans le procès de travail, et ils le sont en fait par l'Etat, propriétaire général, qui s'approprie les produits du travail. L'Etat est le propriétaire, l'administrateur de la richesse sociale. C'est lui qui organise et dirige le procès social de production. Il incarne le pouvoir qui détermine la répartition individuelle du produit social et distribue les marchandises. Pour saisir la spécificité de cette organisation sociale, il suffit d'imaginer l'appareil administratif de toutes les entreprises privées capitalistes, les compagnies boursières, les syndicats, les trusts, etc., associé au pouvoir politique de l'Etat. C'est ainsi que se présente l'Etat en tant qu'entrepreneur unique : un conglomérat de tous les organes administratifs de la propriété privée. Car, de même que l'administration du capital privé est improductive et sert uniquement comme organe d'appropriation des produits fabriqués par le travail des autres, l'appareil bureaucratique ne crée pas non plus de produit et n'a pour but que d'assurer à l'Etat la production issue du travail salarié dans les entreprises étatisées.

Ainsi, le développement de l'économie étatisée est caractérisé par un antagonisme qui ne peut aller qu'en s'exacerbant. D'un côté, accumulation de possessions et de pouvoir dans les mains de la bureaucratie, car l'Etat c'est elle ; de l'autre, les ouvriers salariés et leur travail, dont l'Etat s'approprie les produits.

Plus la richesse sociale s'accroît sous la forme de propriété d'Etat, plus l'exploitation des ouvriers salariés augmente, ainsi que leur impuissance. C'est aussi leur paupérisation qui s'accroît et, conséquemment, la lutte de classes entre ouvriers et bureaucratie d'Etat. Pour s'affirmer dans cette lutte, la bureaucratie n'a pas d'autre choix que d'étendre l'appareil de répression étatique. Celui-ci se renforce à mesure que s'aiguise l'antagonisme des classes. Plus l'Etat est riche, plus la pauvreté des ouvriers est grande, et plus aiguë aussi la lutte de classes.

LE POINT DE VUE PROLETARIEN

Les ouvriers salariés ne peuvent se satisfaire d'un tel « socialisme », même s'il devait les inonder de bienfaits matériels (ce qui, de plus, reste très douteux). L'abolition de la domination du capital : tel doit être le but de leur lutte. Le sens de leur combat, c'est d'en finir avec les rapports capitalistes ; afin qu'ils ne soient plus achetés comme force de travail et, en tant que force de productive, ravalés au même niveau que les machines dans le procès de production, sous le commandement de nouveaux maîtres. Ils doivent devenir eux-mêmes les maîtres de leur production, ainsi que de celles réalisées par les machines. Ils doivent s'emparer des moyens de production, afin de les gérer et de les administrer au nom de la société, devant laquelle ils sont responsables. Ils doivent parvenir à assumer eux mêmes la direction et le management de la production, l'administration et la distribution des biens produits, s'ils veulent réaliser l'unité de l'humanité dans une société sans classe, et éviter de retomber dans l'esclavage.

Cette lutte a aussi pour conséquence de dégager une autre problématique et d'ouvrir de nouvelles perspectives, contrairement à ce qui se produit chez les intellectuels. Des nouvelles conceptions s'élaborent, concernant la régulation des rapports humains dans la production

sociale ; des conceptions qui, aux yeux des intellectuels, semblent incompréhensibles et passent pour utopiques ou irréalisables. Mais ces conceptions se sont déjà concrétisées d'une puissante manière lors des soulèvements révolutionnaires des ouvriers salariés. Elles se sont exprimées pour la première fois sur une grande échelle pendant la Commune de Paris, qui cherchait à renverser l'autorité centralisée de l'Etat par l'auto-administration des communes. Ce sont elles qui poussèrent Marx à abandonner l'idée (exprimée dans le *Manifeste Communiste*) selon laquelle l'économie d'Etat mènerait à la disparition de la société de classes. Ce sont ces conceptions aussi qui furent à l'œuvre dans les conseils d'ouvriers et de soldats des révolutions russes et allemandes en 1917-1923, où elles acquièrent parfois une force déterminante. Et aucun futur mouvement révolutionnaire prolétarien n'est concevable sans que cette force y joue un rôle croissant et, finalement, prépondérant. C'est l'auto-activité des larges masses travailleuses qui se manifeste dans les conseils ouvriers.

Il n'y a plus rien d'utopique : c'est la réalité en acte. Avec les conseils ouvriers, le prolétariat a élaboré la forme organisationnelle appropriée à la lutte qu'il mène pour sa libération. Ainsi, il ne s'agit nullement d'une utopie, d'une théorie vide, lorsque ces conseils ouvriers, partout où ils se regroupent sur la base de la production, dans les usines, en organisations d'usines, visent à s'emparer eux mêmes des moyens de production et à diriger la production. C'est une exigence formulée au cours des événements par de larges masses de travailleurs. Les intellectuels devront mettre fin à ce combat par la force, s'ils veulent imposer leur contrôle dans l'économie d'Etat.

Du point de vue des conseils ouvriers, le problème de l'organisation économique ne revient pas à savoir comment la production doit être dirigée, et organisée au mieux dans ce sens, mais bien comment les rapports entre les êtres humains seront réglés en fonction de la production. Car pour les conseils la production n'est plus un processus objectif, dans lequel l'homme se trouve séparé de son travail, et donc de son produit, un processus que l'on dirige et que l'on calcule comme s'il se composait de matériau mort ; pour les conseils, la production devient la fonction vitale des ouvriers. La production – fonction vitale des êtres humains lorsque chacun est obligé de travailler – est dès aujourd'hui socialisée. On peut donc imaginer facilement que la participation des êtres humains à cette production puisse, elle aussi, être régulée socialement sans qu'ils soient ravalés au même niveau que leurs instruments de travail ni soumis à la domination d'une classe ou d'une couche spécifique. Une fois le problème posé en ces termes, la solution semble plutôt facile à trouver. En fait, elle se présente d'elle même. C'est le travail accompli dans le domaine de la production qui servira de critère pour déterminer les rapports mutuels entre les hommes. Une fois que l'on admet pour facteurs déterminants de la régulation des rapports sociaux le travail accompli par les individus, et leur regroupement en organisations d'usines, il n'y a plus place pour aucune sorte de direction ou de management qui ne participe pas directement au procès de production mais se contente de gouverner et de s'approprier les produits des autres.

LES CONSEILS OUVRIERS

Les thèses montrent clairement que leurs auteurs ne croient pas à la force créatrice du prolétariat. Même après que les conseils ouvriers aient prouvé indéniablement la réalité de cette force. Avant 1917, aucun chef de la social-démocratie, pas même Lénine, n'avait admis l'importance des conseils ouvriers, en dépit du rôle considérable qu'ils avaient joué à Saint-Petersbourg lors de la révolution de 1905. Il fallut attendre 1917 en Russie, puis en Allemagne

et ailleurs, quand les conseils ouvriers se révélèrent être l'organisation de combat du prolétariat révolutionnaire en acte, et qu'à travers eux les larges masses ouvrières exercèrent une influence déterminante dans les domaines politique et économique, pour que l'attention des gros bonnets de la social-démocratie les prenne en considération. Mais, loin de percevoir ces conseils comme la première tentative autonome du prolétariat pour prendre en main son propre destin, les grands chefs de la social-démocratie n'y voyaient qu'un nouveau phénomène organisationnel susceptible de les amener, eux, au pouvoir. Le prolétariat, cette force sociale puissante et sans cesse en expansion, n'était à leurs yeux qu'une force quantifiable, au même titre que les forces productives des usines – une force que l'on emploie pour parvenir à des fins précises et mettre en pratique des plans préalablement élaborés. Telle est la conception de l'intellectuel qui dirige le procès capitaliste de production, tell est également sa conception lorsqu'en tant que social-démocrate il prétend diriger les forces sociales. Pour lui, le prolétariat n'a pas de pensée autonome ; il pense et agit selon les directives de ses chefs. C'est pour cette raison que le « parti marxiste-révolutionnaire » (thèse 6) doit avoir en mains la direction avant de jeter les forces prolétariennes dans la lutte conformément aux schémas socialistes. Si le « parti marxiste-révolutionnaire » fait défaut, c'est tout simplement un autre parti qui utilise la force du prolétariat pour réaliser ses propres plans et ses desseins particuliers. Le problème, considéré sous cet angle, n'offre qu'une conclusion : « Sans la direction du Parti, point de socialisme. » De ce point de vue, les conseils ouvriers apparaissent comme de nouveaux organes prolétariens où la direction reste à conquérir : aux mains de la direction du Parti, ils doivent devenir des instruments pour influencer la pensée et la pratique des masses. C'est dans cet esprit aussi que les thèses conçoivent et définissent les conseils ouvriers.

Mais la force née des conseils ouvriers s'est développée selon le schéma exactement inverse. C'était la volonté des masses qui s'exprimait dans les usines et les rassemblements pour désigner dans leurs rangs les représentants et les délégués qui agiraient comme leurs porte-paroles, prêts à tout moment à défendre leur point de vue jusqu'au bout. Cette volonté de masse ne s'est exprimée jusqu'à présent que sur des problèmes d'intérêt général, dont personne ne pouvait en fin de compte éluder la solution. Ainsi la volonté des masses en Russie en 1917 et en Allemagne en 1918 visait à terminer la guerre. Il fallait mettre fin à la guerre, à tout prix. Tous les scrupules sur ce point, artificiellement cultivés et entretenus dans les masses elles-mêmes, furent finalement balayés. Alors s'éleva partout la volonté générale de mettre fin à la guerre et, pour cela, de mener la lutte contre le pouvoir militaire de son propre pays ; les conseils d'ouvriers et de soldats n'étant que la forme organisationnelle dans laquelle se concrétisa cette volonté. Ainsi les conseils ouvriers sont-ils concevables uniquement comme la forme organisationnelle exprimant la volonté des larges masses ouvrières. Il faut malgré tout avoir présent à l'esprit qu'une telle volonté ne se concrétise que lorsque certaines conditions préalables sont réunies, et qu'elle ne se crée pas de toute pièce grâce aux slogans de tel ou tel parti.

Or, dans son effort pour s'emparer de la direction des conseils ouvriers, le « parti marxiste-révolutionnaire » suit exactement le chemin inverse. Il veut utiliser ces organes de la volonté de masse comme un moyen pour faire agir les masses selon la volonté et les plans des « chefs ». Le chef, cependant, ne peut voir les masses que comme un matériau avec lequel il doit travailler, et, dans ce contexte, la volonté autonome des masses est un élément hostile. Sous la direction d'un parti, les conseils ouvriers se trouvent donc privés de leur propre force, et s'ils subsistent c'est seulement par la tromperie, c'est-à-dire en cachant aux masses qu'ils sont devenus des instruments aux yeux des chefs. Tel fut le sort des conseils ouvriers en Russie et en Allemagne une fois que le but premier, la fin de la guerre, fut atteint et que les

divergences surgirent à propos de la reconstruction de l'ordre social – sur ce point les masses ouvrières n'avaient plus de volonté unifiée. Les conseils furent récupérés par les diverses tendances du Parti, ils perdirent même bientôt leur influence sur les masses ouvrières et, conséquemment, leur utilité pour la politique de parti des chefs. Ils disparurent donc. C'est seulement dans les programmes des partis « marxistes-révolutionnaires », qui se préparent à prendre la tête des soulèvements de masse prochains, qu'on les retrouve comme organes susceptibles de diriger les masses.

Cependant, l'esprit qui s'exprima à travers les conseils ouvriers révolutionnaires n'est pas mort. A la vérité, le point fondamental dans ces organisations consistait en ceci que les ouvriers y réalisaient la coordination de leur force de classe et le dépassement de leur dispersion en syndicats, partis, tendances. Lorsque les ouvriers découvrent cette unité dans la lutte de classes quotidienne, lorsqu'ils dirigent eux-mêmes la lutte dans des organes formés spontanément, en rejetant les vieilles organisations génératrices de leur séparation, alors l'esprit des conseils ouvriers révolutionnaires anime à nouveau les masses laborieuses ; et c'est alors qu'elles expriment leur volonté.

Dans les luttes actuelles, nous voyons surgir sans cesse les formes embryonnaires de cette action de classe mais nous constatons en même temps les tentatives, jusqu'ici presque toujours victorieuses, du vieux mouvement ouvrier pour arracher aux travailleurs la direction de la lutte et la confier aux bureaucrates des syndicats. Tout comme l'économie « communiste », telle qu'elle est conçue par les chefs, doit s'accomplir par la voie détournée de l'appareil d'Etat officiel, de même la direction de la lutte doit être retirée à l'autorité des ouvriers et reprise en main par l'appareil syndical.

Mais le pouvoir de la classe dirigeante sous le capitalisme est si considérable que seul le pouvoir de la classe ouvrière tout entière unie peut le renverser. Ainsi les rapports de classes nous montrent que les travailleurs, pour vaincre, doivent auparavant triompher du vieux mouvement ouvrier en réalisant l'unité dans leurs conseils ; et que l'exercice par les masses elles-même du « pouvoir législatif et exécutif » dans la lutte est la condition de la victoire.

En 1918, en Allemagne, le slogan révolutionnaire du prolétariat était « Tout le pouvoir aux conseils ouvriers ». Ce slogan n'a de sens toutefois que si le pouvoir des conseils est l'expression de la volonté unifiée des larges masses ouvrières – oui, de la classe ouvrière toute entière. L'unité de toute la classe ouvrière dans la volonté et dans l'action, tel est le sol sur lequel s'érige le pouvoir des conseils ouvriers. Pour cela, il ne suffit pas que les larges masses, dans les situations extrêmes, mettent fin par leur propre action à des conditions devenues insupportables. C'est ce qu'elles firent en 1918, et cela n'amena que la fin de la guerre. Il faut ajouter à cela la volonté déterminée de reconstruire la société, et de régler les rapports humains dans le cadre de cette nouvelle société.

On peut sans crainte compter sur le capitalisme pour rendre les conditions matérielles intolérables. La situation de la classe ouvrière devient de plus en plus insupportable ; le travail salarié devient pour des millions d'individus une calamité, un cauchemar auquel il est impossible d'échapper. La situation devient finalement si tendue que dans les larges masses surgit la volonté de mettre fin à tout prix à ces conditions intolérables. Mais, elles ne peuvent en finir sans en même temps supprimer le salariat. Même le socialisme d'Etat des chefs n'apporte aucun salut puisqu'il conserve la salariat, réorganisé par le pouvoir d'Etat. C'est pourquoi à l'action entreprise sous la contrainte de l'extrême nécessité, il faut ajouter la transformation consciente des rapports sociaux. La suppression de l'état de détresse et la

réorganisation des rapports sociaux ne sont qu'une seule et même chose ; elles sont les deux facettes d'une seule et même action. Pour sortir de cette situation intolérable, les masses ouvrières, qui en tant que salariées sont réduites à l'appauvrissement absolu, n'ont qu'une planche de salut : prendre possession elles-mêmes des moyens de production. Pour y parvenir, elles doivent, groupées au sein des conseils, s'emparer du pouvoir social tout en utilisant les moyens de production en commun, c'est-à-dire sur des bases communistes, pour satisfaire les besoins sociaux.

L'ECONOMIE COMMUNISTE

Le pouvoir du conseil ou du soviet met fin au salariat ; il fait de l'ouvrier le facteur déterminant de la production. Son rôle est d'amener la classe ouvrière à la libération en transformant les salariés en producteurs libres et égaux. Mais ces producteurs libres et égaux doivent régler leurs rapports mutuels en fonction des nouvelles conditions. La régulation rigoureuse de ces rapports, seule garantie de l'égalité, et donc de la liberté, des producteurs : telle est, en dernière analyse, la fondation solide sur laquelle se bâtit la société communiste.

Cette régulation des rapports n'est toutefois rien d'autre que la régulation du processus d'interaction de la société, - la régulation de la production et de la consommation ; de la participation du producteur individuel à la fabrication des biens et de sa consommation des biens produits en commun. Comme le travail du producteur individuel représente en même temps sa participation à la production sociale des biens, il en résulte nécessairement que ce travail détermine aussi la part qui lui revient des biens produits. La mesure sociale qui doit régler les rapports des producteurs entre eux, c'est le travail, défini par son temps d'opération : l'heure de travail. L'heure de travail individuelle et particulière à chaque producteur ne constitue pas, cependant, une mesure sociale ; elle varie selon les cas et se renouvelle sans cesse. Il s'agit donc de calculer l'heure moyenne sociale de travail, la moyenne de toutes les heures de travail différentes, qui doit devenir le facteur de régulation sociale.

On ne peut ici s'étendre davantage sur l'heure de travail moyen social comme fondement de l'économie communiste. A ce sujet, nous recommandons l'ouvrage intitulé *Grundprinzipien Kommunistischer Produktion und Verteilung*, publié par le Groupe des Communistes Internationaux (Hollande). Qu'il nous suffise d'indiquer que, pour nous, la réalisation de la comptabilité en termes de temps de travail dans la société communiste est un objectif immédiat, et non pas un problème à considérer « ultérieurement ».

L'utilisation dans la vie économique de la comptabilité par le temps de travail se traduit en politique par la direction de la classe ouvrière sur la société. Les deux phénomènes sont indissociables. Si la classe ouvrière n'est pas capable d'imposer la comptabilité par le temps de travail, cela signifie qu'elle ne peut éliminer le salariat ni assumer la direction et l'administration de la vie sociale. Si le temps de travail ne devient pas la mesure de la consommation individuelle, alors il ne reste que la solution du salariat. Dans ce cas, on admet qu'il n'y a aucun rapport direct entre les producteurs et la richesse sociale. Ce qui revient à considérer que la séparation créée par le salariat entre les ouvriers et le produit social est devenue un fait irréversible. En d'autres termes : la direction du procès de production ne peut incomber aux ouvriers. Elle est donc transmise aux « statisticiens » et d'autres savants responsables de la distribution du « revenu national ». L'alternative est donc celle-ci : d'un

côté, abolition du salariat avec adoption de l'heure de travail moyen social comme pivot de toute l'économie, sous le contrôle direct des ouvriers ; de l'autre, travail salarié au profit de l'Etat.

En conséquence, les slogans que nous revendiquons immédiatement pour le pouvoir ouvrier sont les suivants : les ouvriers placent sous leur contrôle direct toutes les fonctions sociales, ils nomment et révoquent tous les fonctionnaires. Les ouvriers prennent en main la direction de la production sociale en s'associant dans les organisations d'usines et les conseils ouvriers. Ils font entrer eux-mêmes leur usine dans la forme communiste de l'économie en calculant leur production d'après le temps de travail moyen social. Ainsi, c'est la société toute entière qui passe dans le circuit de production communiste. Voilà qui rend dépassée la distinction entre entreprises « mûres » pour une direction socialisée, et celles qui ne le sont pas encore.

Tel est le programme politique, et en même temps économique, des salariés ; c'est dans ce sens que leurs conseils transformeront l'économie. Telles sont les exigences maximales que nous pouvons formuler sur ces questions ; mais ce sont en même temps nos exigences minimales, car il dépend d'elles que la révolution prolétarienne soit ou ne soit pas.

LENINE ET SA LEGENDE

I.C.C.C. vol. N°1 – Décembre 1935 (Paul Mattick).

Plus le visage embaumé de Lénine jaunit et se parchemine, plus la queue des visiteurs à la porte de son mausolée s'allonge, et moins les gens s'intéressent au véritable personnage et à sa dimension historique. Chaque jours, de nouveaux monuments sont élevés à sa mémoire, des metteurs en scène en font le héros de leurs films, des livres sont écrits à son propos et les pâtisseries russes confectionnent des figurines de pain d'épice à son effigies. Mais les traits flous des Lénine en chocolat égalent bien les histoires inexacts et douteuses qui courent à son sujet. Et bien que l'Institut Lénine publie ses œuvres complètes, elles ne signifient désormais plus rien en comparaison des légendes fabuleuses qui se sont développées autour de son nom. Dès l'instant où les gens commencèrent à s'intéresser aux boutons de col de Lénine, ils cessèrent d'attacher de l'importance à ses idées. Dès à présent, chacun façonne son propre Lénine, sinon d'après sa propre image, du moins selon ses propres désirs. La légende de Lénine est à la nouvelle Russie ce que la légende napoléonienne est à la France et ce que la légende du roi Frederik est à l'Allemagne. Et, de même qu'il y eut un temps où les gens refusaient de croire à la mort de Napoléon et où d'autres attendaient la résurrection du roi Frederik, de même il existe encore aujourd'hui en Russie des paysans pour lesquels le « petit père Tsar » n'est pas mort, mais continue de satisfaire son insatiable appétit d'hommages sans cesse réitérés. D'autres font brûler éternellement des veilleuses sous son portrait ; pour ceux-là, il est un saint, un rédempteur qu'il faut prier pour qu'il vous vienne en aide. Pour les millions d'yeux braqués sur ces millions de portraits, Lénine symbolise le Moïse russe, Saint George, Ulysse, Hercule, le diable ou le bon dieu. Le culte de Lénine a donné le jour à une nouvelle religion devant laquelle les plus athées des communistes ploient du genou avec empressement – cela simplifie bien la vie à tout point de vue. Lénine leur apparaît comme le père de la République soviétique, l'homme qui permit à la révolution de triompher, le grand chef sans lequel ils n'existeraient pas. La Révolution russe est devenue, non seulement en Russie et dans la légende populaire, mais aussi pour une large fraction de l'intelligentsia marxiste à travers le monde, un événement mondial si étroitement lié au génie de Lénine, qu'il semblerait que sans lui la révolution – et par là même, l'histoire du monde – aurait pris un tour entièrement différent. L'analyse véritablement objective de la Révolution russe révélera pourtant immédiatement l'ineptie d'une telle conception.

« L'affirmation selon laquelle l'histoire est faite par les grands hommes est totalement dénuée de fondement sur le plan théorique. » C'est avec ces mots que Lénine a lui-même donné naissance à la légende qui veut qu'il soit le seul responsable du succès de la Révolution russe. Il estimait que la Première Guerre mondiale avait été la cause directe de la révolution et qu'elle en avait déterminée l'heure. Sans cette guerre, a-t-il dit, « la révolution aurait sans doute été remise à plusieurs décades ». Dire de la Révolution russe qu'elle s'est déclenchée et qu'elle s'est développée en grande partie grâce à Lénine, c'est identifier la révolution à la prise du pouvoir par les bolcheviks. Trotsky lui-même a dit que tout le mérite du succès du soulèvement d'Octobre, revenait à Lénine ; que, malgré l'opposition de presque tous ses camarades de parti, il avait seul pris la décision de l'insurrection. Mais la prise du pouvoir par les bolcheviks ne dota pas la révolution de l'esprit de Lénine. Tout au contraire, Lénine

s'adapta si bien aux nécessités de la révolution que l'on peut quasiment dire qu'il accomplit l'œuvre de cette classe qu'il combattait ouvertement¹². Certes, on a souvent affirmé que la prise du pouvoir par les bolcheviks avait permis à une révolution démocratique-bourgeoise de se muer en une révolution socialiste-prolétarienne. Mais qui pourra croire sérieusement qu'un seul acte politique ait pu remplacer tout un développement historique ; que sept mois – de février à octobre – aient suffi pour créer les bases économiques d'une révolution socialiste dans un pays qui commençait à peine à se débarrasser de ses chaînes féodales et absolutistes et à s'ouvrir à l'influence du capitalisme moderne ?

Jusqu'à l'époque de la révolution, et encore aujourd'hui dans une large mesure, la question agraire a joué un rôle décisif dans le développement économique et social de la Russie. Sur les 174 millions d'habitants que comptait le pays avant la guerre, 24 millions seulement vivaient dans les villes. Pour chaque milliers de travailleurs rémunérés, 719 travaillaient dans le secteur agricole. En dépit du rôle considérable qu'ils jouaient dans l'économie du pays, les paysans continuaient de mener, dans leur grande majorité, une existence misérable. L'Etat, la noblesse et les gros propriétaires terriens exploitaient la population sans le moindre scrupule, avec une brutalité toute asiatique.

Depuis l'abolition du servage (1861), le manque de terre n'a cessé d'être au centre de la politique intérieure. C'est ce manque qui fut à l'origine de toutes les tentatives de réforme, car il portait en lui les germes de la révolution naissante qu'il fallait enrayer. La politique économique du régime tsariste qui décrétait sans cesse de nouveaux impôts indirects ne pouvait qu'aggraver la situation des paysans. Les dépenses pour l'armée, la flotte et la machine gouvernementale atteignirent des proportions gigantesques. La majeure partie du budget national était gaspillée à des fins non productives, ce qui eut pour résultat de ruiner totalement la base économique agricole.

« La liberté et la terre », telle fut inévitablement la demande révolutionnaire des paysans. Et tel fut le slogan de la série de soulèvements paysans qui devaient, de 1902 à 1906, prendre une ampleur particulière. Cette agitation, qui coïncidait avec les mouvements ouvriers de grèves générales, ne manqua pas d'ébranler violemment le cœur même du tsarisme, à tel point que cette période a pu être qualifiée de « répétition générale » de la révolution de 1917. La manière dont le tsarisme réagit devant ces révoltes est particulièrement bien décrite par l'expression de Bogdanovitch, alors vice-gouverneur de Tambiovsk : « Plus il y a de fusillés et moins il y a de prisonniers. » Et l'un des officiers qui avait pris part à la répression des insurrections écrivit : « Ce n'était que carnage tout autour de nous ; tout brûlait ; on tirait, on abattait, on égorgeait. » C'est dans cette mer de sang et de flammes que naquit la révolution de 1917.

Malgré ces défaites, l'agitation paysanne se fit plus menaçante. Elle conduisit à la réforme Stolypine, qui devait toutefois s'avérer vide de contenu ; les promesses ne furent pas tenues et la question agraire ne fit pas le moindre pas en avant. Ces faibles tentatives d'apaisement ne firent en fait que renforcer les revendications paysannes. L'aggravation de la situation des paysans pendant la guerre, la défaite des armées tsaristes sur le front, l'agitation montante dans les villes, la politique chaotique du gouvernement qui perdait la tête, l'incertitude générale qui s'en suivit pour toutes les classes de la société, conduisirent à la révolution de Février, dont le premier acte fut de mettre brusquement fin à la brûlante question agraire. Cette révolution ne fut cependant pas marquée politiquement par le mouvement paysan, qui se

¹² La bourgeoisie

borna à lui apporter toute sa force. Les premières déclarations du comité central des conseils d'ouvriers et de soldats de Saint-Petersbourg ne firent même pas état de la question agraire. Mais les paysans devaient vite attirer sur eux l'attention du nouveau gouvernement. En avril et mai 1917, les masses paysannes, déçues et fatiguées d'attendre, commencèrent à s'emparer des terres. Craignant de ne pas avoir leur part dans la nouvelle distribution, les soldats des premières lignes abandonnèrent leurs tranchées et rentrèrent en toute hâte dans leurs villages. Mais ils gardèrent leurs armes et le gouvernement ne put s'opposer à leur désertion. Les appels au sentiment national et au caractère sacré des intérêts russes ne furent d'aucun ressort devant la nécessité pressante, pour les masses, de pourvoir enfin à leurs besoins économiques. Et ces besoins ne pouvaient être satisfaits que par la paix et la terre. On dit qu'à l'époque, des paysans auxquels on avait demandé de rester au front pour empêcher que les Allemands n'occupent Moscou avaient paru fort étonnés et avaient répondu aux émissaires du gouvernement : « Qu'est ce que cela peut nous faire ? Nous sommes du gouvernement de Tamboff. »

Lénine et les bolcheviks n'ont pas inventé le slogan victorieux de « la terre aux paysans » ; ils n'ont fait qu'accepter la véritable révolution paysanne qui se déroulait indépendamment d'eux. Profitant des hésitations du régime de Kérensky qui espérait pouvoir résoudre la question agraire par des pourparlers pacifiques, les bolcheviks s'attirèrent les sympathies des paysans et purent ainsi renverser le gouvernement et prendre le pouvoir. Mais ils remportèrent cette victoire uniquement en tant qu'agents de la volonté des paysans – en sanctionnant leurs appropriations des terres – et ce n'est que grâce à leur appui qu'ils purent se maintenir au pouvoir.

Le slogan « la terre aux paysans » n'a rien à voir avec les principes du communisme. La parcellisation des grands domaines en une multitude de petites entreprises agricoles indépendantes était exactement le contraire du socialisme et ne pouvait se justifier que comme une tactique nécessaire. Les changements qui s'opérèrent ultérieurement dans la politique paysanne de Lénine et des bolcheviks furent impuissants à modifier les conséquences inévitables de cet opportunisme. Malgré les efforts de collectivisation qui, jusqu'à nos jours, se sont surtout limités à l'aspect technique des processus de production, l'agriculture russe est encore aujourd'hui essentiellement déterminées par les intérêts économiques privés. De même que l'industrie, elle doit nécessairement s'orienter vers une économie de capitalisme d'Etat. Bien que le capitalisme d'Etat vise à transformer la population rurale en une masse de salariés agricoles, il est fort improbable que ce but soit atteint quand on pense aux incidences révolutionnaires d'une telle aventure. La collectivisation actuelle ne peut être considérée comme l'accomplissement du socialisme. Tel est le point de vue d'observateurs étrangers comme Maurice Hindus, qui estime, pour sa part, que « même si les Soviets venaient à s'effondrer, l'agriculture russe demeurerait collectivisée, et son contrôle serait peut-être davantage entre les mains des paysans que du gouvernement ». Toutefois, même si la politique agricole bolchevique était menée à bien, même si le capitalisme d'Etat s'étendait à toutes les branches de l'économie nationale, la situation des ouvriers ne serait en rien modifiée. Du reste, un tel régime ne pourrait être considéré comme une phase de transition vers le véritable socialisme, puisque les éléments de la population qui sont aujourd'hui favorisés par le capitalisme d'Etat, défendraient leurs privilèges en s'opposant à tout changement, comme le firent les propriétaires terriens pendant la révolution de 1917.

Les ouvriers qui ne constituaient alors qu'une faible partie de la population n'eurent pas de réelle influence sur le caractère de la révolution russe. Quant aux éléments bourgeois qui avaient combattu le tsarisme, ils devaient vite reculer devant la nature de leurs propres tâches.

Ils ne pouvaient se rallier à la position révolutionnaire de la question agraire, puisqu'une expropriation générale des terres pouvait très facilement déclencher une expropriation des entreprises industrielles. Ils ne furent suivis ni par les ouvriers ni par les paysans et le sort de la bourgeoisie fut décidé par l'alliance temporaire entre ces deux groupes. Ce furent les ouvriers et non la bourgeoisie qui achevèrent la révolution bourgeoise ; la place des capitalistes fut prise d'assaut par l'appareil étatique des bolcheviks sous le slogan léniniste : « Si capitalisme il faut, faisons-le nous-même. » Certes, les ouvriers des villes renversèrent le capitalisme, mais ils trouvèrent vite un nouveau maître : le gouvernement bolchevique. Dans les villes industrielles, la lutte des travailleurs se poursuivit au nom de revendications socialistes et indépendamment de la révolution paysanne en cours (du moins en apparence, car celle-ci devait déterminer la lutte ouvrière de façon décisive). Les revendications révolutionnaires des ouvriers ne purent être satisfaites. Certes, les ouvriers pouvaient, avec l'aide des paysans, accéder au pouvoir étatique, mais ce nouvel Etat prit rapidement une position qui était directement opposée aux intérêts des travailleurs. Opposition qui a pris une tournure telle que l'on peut aujourd'hui parler de « stalinisme rouge » : suppression des grèves, déportations, exécutions massives, et par conséquent, naissance de nouvelles organisations illégales qui mènent une lutte communiste contre le faux socialisme actuel. Le fait que l'on parle aujourd'hui de démocratie en Russie, et d'introduire une sorte de régime parlementaire, de même que la résolution du dernier congrès des Soviets sur le démantèlement de la dictature ne sont que pures manœuvres tactiques destinées à atténuer la violence avec laquelle le gouvernement a dernièrement réprimé l'opposition. Il faut se garder de prendre ces promesses au sérieux ; elles ne sont que l'excroissance de la pratique léniniste qui n'a jamais hésité à faire deux choses contradictoires à la fois lorsque cela s'avérait nécessaire à sa stabilité et à sa sécurité. Ce cheminement en zig-zag de la politique léniniste s'explique par la nécessité pour le gouvernement de s'adapter constamment aux variations dans les rapports de forces entre les classes, de manière à toujours demeurer maître de la situation. Ainsi ce qui était rejeté hier est accepté aujourd'hui, et vice versa ; le manque de principe a été érigé en principe, et le parti bolchevique ne se préoccupe que de l'exercice du pouvoir à tout prix.

Toutefois, ce qui nous intéresse ici est uniquement de bien montrer comment la révolution russe n'a pas été l'œuvre ni de Lénine ni des bolcheviks, mais de la révolte paysanne. Et Zinoviev lui-même, encore au pouvoir à l'époque et du côté de Lénine, remarquait lors du XI^{ème} congrès du parti bolchevique (mars-avril 1922) : « Ce ne fut pas l'avant-garde prolétarienne qui se battit à nos côtés, qui décida de notre victoire, mais bien l'appui que nous accordèrent les soldats, parce que nous voulions la paix. Et l'armée, c'était les paysans. Si nous n'avions pas été soutenus par des millions de soldats paysans, nous n'aurions jamais vaincus la bourgeoisie. » Parce que les paysans se préoccupaient davantage de la terre que de la manière dont était géré le pays, les bolcheviks eurent tout loisir de conquérir le pouvoir. Les paysans laissèrent volontiers le Kremlin aux bolcheviks, à la seule condition que ceux-ci ne s'interposent pas dans leur lutte contre les grands propriétaires terriens.

L'action de Lénine ne fut pas davantage déterminante dans les villes. Au contraire, il fut entraîné sans pouvoir offrir de résistance dans le sillage des ouvriers qui allèrent bien au-delà des bolcheviks dans leurs demandes et dans leur pratique. Lénine n'a pas conduit la révolution, c'est la révolution qui l'a conduit. Bien que jusqu'au soulèvement d'octobre Lénine ait restreint ses premières exigences ambitieuses, se bornant à réclamer le contrôle de la production, et bien qu'il ait souhaité s'arrêter, une fois achevée la socialisation des banques et des moyens de transport, sans aller jusqu'à abolir totalement la propriété privée, les ouvriers devaient passer outre et exproprier toutes les entreprises. Il n'est pas sans intérêt de

noter que le premier décret du gouvernement bolchevique fut dirigé contre ces expropriations sauvages des usines par les conseils ouvriers. A l'époque, les soviets étaient plus puissants que l'appareil du Parti et Lénine fut forcé de décréter la nationalisation de toutes les entreprises industrielles. Et ce n'est que sous la pression des ouvriers que les bolcheviks consentirent à altérer leurs plans. Peu à peu, le pouvoir étatique allait s'affermir au détriment des soviets qui n'ont plus guère aujourd'hui qu'un rôle décoratif.

Pendant les premières années de la révolution, et jusqu'à l'introduction de la *Nep* en 1921, il y eut toutefois quelques expériences réellement communistes en Russie. Elles furent non pas l'œuvre de Lénine, mais de ces forces qui firent de lui un véritable caméléon politique, tantôt réactionnaire et tantôt révolutionnaire. Il devait ainsi faire figure d'extrémiste pendant les nouveaux soulèvements paysans contre les bolcheviks, en accordant une large audience aux ouvriers et aux paysans pauvres qui s'étaient trouvés lésés par la première distribution de terres. Cette politique fut un échec : les paysans pauvres refusèrent de soutenir les bolcheviks. Lénine se retourna donc vers les paysans moyens, n'hésitant pas à favoriser des éléments capitalistes tandis que ses anciens alliés étaient abattus à coup de canon, comme ce fut le cas à Cronstadt.

Le pouvoir, rien que le pouvoir ; c'est à cela que se réduit en fin de compte toute la sagesse politique de Lénine. Que le chemin suivi et les moyens utilisés pour atteindre ce but déterminent à leur tour la façon dont ce pouvoir est appliqué, voilà qui ne le préoccupait guère. Le socialisme pour lui n'était, en dernière analyse, qu'une sorte de capitalisme d'Etat sur le « modèle des postes allemandes »¹³. Et il devait dépasser ce capitalisme postal sur sa lancée, puisque, en fait, il n'y avait rien d'autre à dépasser. Il s'agissait uniquement de savoir qui bénéficierait du capitalisme d'Etat, et personne ne sut égaler Lénine dans ce domaine. Georges Bernard Shaw, retour de Russie, n'avait pas tort de déclarer dans une conférence de la Société Fabienne de Londres que « le communisme russe n'est rien d'autre que la mise en pratique du programme fabien que nous soutenons depuis 40 ans ».

Et pourtant, personne n'a jusqu'à présent soupçonné les Fabiens de constituer une force révolutionnaire à l'échelle mondiale. Alors que Lénine est avant tout acclamé comme un révolutionnaire, en dépit du fait que le gouvernement russe actuel, chargé d'administrer son « domaine », publie des démentis vigoureux chaque fois que la presse parle de toasts portés par des Russes à la révolution mondiale – comme ce fut le cas récemment à propos d'un article du *New York Times* sur le Congrès des soviets russes. La légende qui veut que Lénine symbolise la révolution mondiale s'est établie à partir de la politique internationale conséquente qu'il a poursuivie pendant la Première Guerre mondiale. A l'époque, Lénine ne pouvait concevoir que la révolution russe n'aurait pas de répercussions et qu'elle serait abandonnée à elle-même. Et ceci pour deux raisons : la première étant qu'une telle conception aurait été en contradiction avec la situation objective qui résultait de la Première Guerre mondiale ; la seconde qu'il supposait que l'attaque des nations impérialistes contre les bolcheviks aurait raison de la Révolution russe si le prolétariat d'Europe occidentale ne venait à sa rescousse. L'appel de Lénine à la révolution mondiale était un appel au soutien et au maintien du pouvoir bolchevique. La preuve en est son inconsistance sur la question suivante : en même temps qu'il réclamait la révolution mondiale, il demandait le « droit d'autodétermination de tous les peuples opprimés » pour leur libération nationale. Il espérait avec ces deux slogans affaiblir les forces d'intervention des pays capitalistes dans les affaires russes, en détournant leur attention sur leurs propres territoires et colonies. Les bolcheviks

¹³ L'Etat et la révolution, Ed. de Moscou, p.66.

pouvaient ainsi souffler et, pour prolonger autant que possible cette trêve, ils firent usage de leur Internationale. Celle-ci se fixa une double tâche : d'une part, soumettre les travailleurs d'Europe occidentale et d'Amérique aux décisions de Moscou ; d'autre part, renforcer l'influence du Kremlin sur les peuples d'Asie orientale. La politique internationale reproduisait le cours de la Révolution russe. Le but visé était d'unir les intérêts des ouvriers et des paysans à l'échelle mondiale et de les contrôler à travers l'organe bolchevique, l'Internationale communiste. Le pouvoir bolchevique russe serait soutenu dans cette voie au moins ; et au cas où la révolution mondiale se propagerait vraiment, les bolcheviks pourraient dominer le monde. Si le premier dessein fut couronné de succès, il n'en fut pas de même du second. La révolution mondiale ne put progresser qu'en tant qu'imitation de la révolution russe, et les limitations nationales de la victoire en Russie firent nécessairement apparaître les bolcheviks comme une force contre-révolutionnaire à l'échelle internationale. L'exigence d'une « révolution mondiale » se transforma donc en une théorie de « la construction du socialisme dans un seul pays ». Ceci n'est pas un travestissement de la pensée de Lénine – comme l'affirme aujourd'hui Trotsky – mais bien la conséquence directe de la pseudo-politique de révolution mondiale que poursuivit Lénine lui-même.

Il était évident à l'époque, même pour de nombreux bolcheviks, que si la révolution ne dépassait pas la Russie, elle aurait pour effet d'entraver la révolution mondiale. Dans son ouvrage, *Les problèmes économiques de la dictature du prolétariat*, publié en 1921 par l'Internationale communiste, Eugène Varga écrivait par exemple : « Il est à craindre que la Russie ne puisse plus être la force motrice de la révolution internationale... Il y a des communistes en Russie qui sont fatigués d'attendre la révolution européenne et qui souhaitent tirer le meilleur parti possible de leur isolement national... Avec une Russie qui se désintéresserait de la révolution sociale des autres pays, les nations capitalistes feraient bon voisinage. Je suis loin de penser qu'un tel engorgement de la Russie révolutionnaire suffirait à arrêter le progrès de la révolution mondiale. Mais sa marche ne serait ralentie. » A la même époque, l'accentuation des crises internes en Russie devait amener la grande majorité des communistes à penser de même. En fait, bien avant déjà, en 1920, Lénine et Trotsky avaient fait de leur mieux pour endiguer les forces révolutionnaires d'Europe. La paix mondiale était indispensable à l'établissement d'un capitalisme d'Etat en Russie, sous les auspices des bolcheviks. Il n'était guère souhaitable que cette paix soit troublée par des guerres ou par de nouvelles révolutions, car dans chaque cas, un pays comme la Russie serait nécessairement impliqué. C'est ainsi que Lénine, par des scissions et des intrigues, décida d'imposer aux mouvements ouvriers d'Europe occidentale la voie néo-réformiste qui devait conduire à leur désintégration. Soutenu par Lénine, Trotsky devait ainsi s'adresser sévèrement aux insurgés du centre de l'Allemagne (1921) : « Nous dirons tout simplement aux ouvriers allemands que nous considérons cette tactique de l'offensive comme des plus dangereuses, et son application pratique comme le plus grand crime politique. » Toujours avec l'approbation de Lénine et à propos d'une autre situation révolutionnaire, Trotsky déclarait, en 1923, au correspondant du Manchester Guardian : « Nous nous intéressons bien entendu à la victoire des classes travailleuses, mais il ne serait pas du tout de notre intérêt de voir une révolution éclater dans une Europe exsangue et de voir le prolétariat ne recevoir que des ruines des mains de la bourgeoisie. Nous voulons pour l'instant maintenir la paix. » Dix ans plus tard, l'Internationale communiste n'opposa pas la moindre résistance à la prise du pouvoir par Hitler. Trotsky n'a pas seulement tort, mais il doit aussi avoir perdu la mémoire – sans doute parce qu'il a perdu son uniforme – lorsqu'il décrit le refus de Staline de soutenir les communistes allemands comme étant une trahison des principes du léninisme. Alors que ce genre de trahison a été constamment pratiquée aussi bien par Trotsky que par Lénine. Mais une des maximes de Trotsky n'était-elle pas que ce qui compte n'est pas *ce que* l'on fait, mais

qui le fait ? Dans son attitude envers le fascisme allemand, Staline s'est en fait illustré comme le meilleur disciple de Lénine. Les bolcheviks eux-mêmes n'auraient pas hésité à contracter des alliances avec la Turquie et à soutenir politiquement et économiquement les gouvernements de ce pays, même à une époque où les communistes y étaient sévèrement réprimés et parfois plus sauvagement que ne le fit jamais Hitler.

Si l'on considère que l'Internationale communiste, dans la mesure où elle continue d'exister, n'est rien d'autre que le bureau de tourisme russe, et si l'on considère l'échec de tous les mouvements communistes dirigés depuis Moscou, il est bien évident que la légende de Lénine, ce révolutionnaire international, est à ce point affaiblie que l'on peut espérer qu'elle n'aura plus cours dans un proche avenir. Déjà aujourd'hui les nostalgiques de l'Internationale communiste ne se servent plus du concept de révolution mondiale, mais parlent plutôt de « Patrie des travailleurs », formule dont ils tirent leur enthousiasme aussi longtemps qu'ils n'ont pas à y vivre en tant qu'ouvriers. Ceux qui persistent à faire de Lénine un révolutionnaire international ne cherchent en fait qu'à réveiller les vieux rêves léninistes de domination du monde, rêves que la lumière du jour a réduit en poussière.

Aucun personnage de l'histoire moderne n'a été aussi mal interprété et autant défiguré que ne l'a été Lénine. Nous avons montré qu'on ne peut lui attribuer le succès de la révolution russe, et que sa théorie et sa pratique n'avaient pas la portée internationale que l'on a voulu trop souvent leur donner. De même qu'il n'a pas, en dépit de toutes les affirmations contraires, élargi ni enrichi le marxisme. Dans l'ouvrage de Thomas B. Brameld, *A Philosophical Approach to Communism*, récemment publié par l'université de Chicago, le communisme est encore défini comme « une synthèse des doctrines de Marx, d'Engels et de Lénine ». Et ce n'est pas uniquement dans ce livre, mais aussi dans toute la littérature du parti communiste, que Lénine est ainsi situé. Staline a décrit le léninisme comme « le marxisme de la période impérialiste ». Mais un tel jugement ne se justifie que par une surestimation sans fondement de Lénine. Car Lénine n'a pas ajouté au marxisme le moindre élément qui puisse être qualifié de nouveau et d'original. Sa position philosophique n'est autre que le matérialisme dialectique tel qu'il a été développé par Marx, Engels et Plékhanov. Et c'est à lui qu'il se réfère pour tout problème important – qu'il brandit comme critère universel, comme arme de la dernière heure. Dans son principal ouvrage philosophique, *Marxisme et empirio-criticisme*, il s'est borné à répéter Engels en opposant les différentes conceptions philosophiques et en terminant par l'opposition entre matérialisme et idéalisme. Le matérialisme affirmant la primauté de la nature sur l'esprit, l'idéalisme partant de la démarche inverse. Lénine a repris à son compte cette définition en l'étayant d'éléments empruntés à diverses sources. Il n'a apporté aucun enrichissement majeur à la dialectique marxienne et il est impossible, dans le domaine philosophique, de parler d'une école léniniste.

Pour ce qui est de l'économie, l'œuvre de Lénine reste bien en deçà de ce que l'on a voulu y voir. Certes, ses écrits économiques sont davantage marxistes que ceux de ses contemporains, mais ils ne sont que l'application brillante de doctrines existantes basées sur le marxisme. Du reste, Lénine n'avait aucunement l'intention de s'ériger en théoricien économique original, puisqu'il estimait que Marx avait déjà tout dit en ce domaine. Convaincu qu'il était impossible de dépasser Marx, il devait se borner à prouver que les postulats marxistes concordaient avec la situation existante. Son principal ouvrage d'économie, *Le Développement du capitalisme en Russie* en dit long sur ce point. Lénine n'a jamais voulu être autre chose que le disciple de Marx et seule la légende peut parler d'une théorie du « léninisme ».

Lénine se voulait avant tout un politicien pratique. Ses ouvrages théoriques sont presque exclusivement de nature polémique. Il s'y attaque aux ennemis théoriques et autres du marxisme, avec lequel il s'identifie. Pour le marxisme, la pratique décide de la justesse d'une théorie. En tant que praticien au service de la pensée de Marx, Lénine a peut être rendu un immense service au marxisme. Toutefois, chaque pratique est, pour le marxisme, une pratique sociale que les individus ne peuvent modifier ou influencer que dans une faible mesure, et sur laquelle ils ne peuvent jamais avoir d'action décisive. On ne peut nier que l'union de la théorie et de la pratique, du but final envisagé et des problèmes concrets qui se posent dans l'instant – préoccupations constantes de Lénine – ne soit une grande réussite. Mais cette réussite ne peut se mesurer que par le succès qui l'accompagne, et ce succès, nous l'avons déjà dit, fut refusé à Lénine. Non seulement son œuvre s'est avérée incapable de faire avancer le mouvement révolutionnaire mondial, mais elle n'a pas su établir les conditions préalables à la construction d'une véritable société socialiste en Russie. Les succès qu'il a pu remporter, loin de le rapprocher de son but, l'en ont éloigné.

La situation qui existe aujourd'hui en Russie et la condition des travailleurs à travers le monde devraient suffire à prouver à tout observateur communiste que la politique « léniniste » actuelle est l'exacte opposée de la phraséologie qu'elle emploie. Cette contradiction finira bien par détruire la légende artificielle de Lénine et l'histoire pourra enfin remettre Lénine à sa véritable place.

P. MATTICK.

LE SYNDICALISME

I.C.C. Vol. II, n°2 – Janvier 1936 (rédigé par Anton Pannekoek sous le pseudonyme de J. Harper).

De quelle manière la classe ouvrière doit-elle lutter pour triompher du capitalisme ? Telle est la question primordiale qui se pose chaque jour aux travailleurs. Quels sont les moyens d'action efficaces et quelles sont les tactiques qu'il leur faudra employer pour conquérir le pouvoir et vaincre l'ennemi ? Il n'existe aucune science ni aucune théorie qui puisse leur indiquer exactement le chemin à suivre. C'est à tâtons, en laissant parler leur instinct et leur spontanéité qu'ils trouveront la voie. Plus le capitalisme se développe et se répand à travers le monde, et plus s'accroît le pouvoir des travailleurs. De nouveaux modes d'action plus appropriés viennent s'ajouter aux anciens. Les tactiques de la lutte des classes doivent nécessairement s'adapter à l'évolution sociale. Le syndicalisme apparaît comme la forme primitive du mouvement ouvrier dans un système capitaliste stable. Le travailleur indépendant est sans défense face à l'employeur capitaliste. Aussi les ouvriers se sont-ils organisés en syndicats. Celui-ci rassemble les ouvriers dans l'action collective, et utilise la grève comme arme principale. L'équilibre du pouvoir est ainsi plus ou moins réalisé ; il lui arrive même de pencher plus fortement du côté des ouvriers, si bien que les petits employeurs isolés se trouvent impuissants devant les gros syndicats. C'est pourquoi, dans les pays où le capitalisme est le plus développé les syndicats d'ouvriers et de patrons (ces derniers étant les associations, les trusts, les sociétés, etc.) sont constamment en lutte.

C'est en Angleterre qu'est né le syndicalisme parallèlement aux premiers vagissements du capitalisme. Il devait par la suite s'étendre aux autres pays, en fidèle compagnon du système capitaliste. Il connut des conditions particulières aux Etats-Unis, où la quantité de terres libres et inhabitées qui s'offrait aux pionniers draina la main-d'œuvre hors des villes ; en conséquence de quoi les ouvriers connurent des salaires élevés et des conditions de travail relativement bonnes. La Fédération américaine du travail constitua une véritable force dans le pays et fut le plus souvent capable de maintenir un niveau de vie assez élevé pour les ouvriers qui lui étaient affiliés.

Dans de telles conditions, l'idée de renverser le capitalisme ne pouvait germer dans l'esprit des travailleurs américains. Le capitalisme leur offrait une existence stable et aisée. Ils ne se considéraient pas comme une classe à part dont les intérêts auraient été opposés à l'ordre existant ; ils en étaient partie intégrante et ils étaient conscients de pouvoir accéder à toutes les possibilités que leur offrait un capitalisme en développement sur un nouveau continent. Il y avait assez de place pour accueillir des millions d'individus, européens pour la plupart. Il fallait offrir à ces millions de fermiers une industrie en expansion dans laquelle les ouvriers, faisant montre d'énergie et de bonne volonté, pourraient s'élever au rang d'artisans libres, de petits hommes d'affaires ou même de riches capitalistes. Il n'est pas surprenant que la classe ouvrière américaine ait été imprégnée d'un véritable esprit capitaliste.

Il en fut de même en Angleterre. S'étant assuré le monopole du marché mondial, la suprématie sur les marchés internationaux et la possession de riches colonies, elle devait amasser une fortune considérable. La classe capitaliste qui n'avait pas à se battre pour sa part de profit pouvait accorder aux ouvriers un mode de vie relativement aisé. Certes, il lui a fallu

essayer quelques batailles avant de se résoudre à cette attitude, mais elle devait vite comprendre qu'en autorisant les syndicats et en garantissant les salaires elle s'assurerait la paix dans les usines. La classe ouvrière anglaise fut donc à son tour marquée par l'esprit capitaliste.

Tout ceci concorde fort bien avec le véritable caractère du syndicalisme, dont les revendications ne vont jamais au-delà du capitalisme. Le but du syndicalisme n'est pas de remplacer le système capitaliste par un autre mode de production, mais d'améliorer les conditions de vie à l'intérieur même du capitalisme. L'essence du syndicalisme n'est pas révolutionnaire mais conservatrice.

L'action syndicaliste fait naturellement partie de la lutte des classes. Le capitalisme est fondé sur un antagonisme de classes, les ouvriers et les capitalistes ayant des intérêts opposés. Ceci est vrai non seulement en ce qui concerne le maintien du régime capitaliste, mais aussi pour ce qui est de la répartition du produit national brut. Les capitalistes tentent d'accroître leurs profits – la plus-value – en diminuant les salaires et en augmentant le nombre d'heures ou la cadence du travail. Les ouvriers, pour leur part, cherchent à augmenter leurs salaires et à réduire leurs horaires. Le prix de leur force de travail n'est pas une quantité déterminée, bien qu'il doive être supérieur à ce qui est nécessaire à un individu pour qu'il ne meure pas de faim ; et le capitaliste ne paye pas de son propre gré. Cet antagonisme est ainsi générateur de revendications et de la véritable lutte de classes. La tâche et le rôle des syndicats est de continuer la lutte.

Le syndicalisme a été la première école d'apprentissage du prolétariat ; il lui a appris que la solidarité était au centre du combat organisé. Il a incarné la première forme d'organisation du pouvoir des travailleurs. Ce caractère s'est souvent fossilisé dans les premiers syndicats anglais et américains qui dégénérent en simples corporations, évolution typiquement capitaliste. Il n'en fut pas de même dans les pays où les ouvriers devaient se battre pour leur survie, où malgré tous leurs efforts les syndicats ne pouvaient obtenir une amélioration du niveau de vie et dans lesquels le système capitaliste en pleine expansion employait toute son énergie à combattre les travailleurs. Dans ces pays, les ouvriers devaient apprendre que seule la révolution pourrait les sauver à jamais.

Il existe donc une différence entre la classe ouvrière et les syndicats. La classe ouvrière doit regarder au-delà du capitalisme, tandis que le syndicalisme est entièrement confiné dans les limites du système capitaliste. Le syndicalisme ne peut représenter qu'une part, nécessaire mais infime, de la lutte des classes. En se développant, il doit nécessairement entrer en conflit avec la classe ouvrière, qui, elle, veut aller plus loin.

Les syndicats croissent à mesure que se développent le capitalisme et la grande industrie, jusque devenir de gigantesques organisations qui comprennent des milliers d'adhérents, s'étendent à travers tout un pays et ont des ramifications dans chaque ville et dans chaque usine. Des fonctionnaires y sont nommés : présidents, secrétaires, trésoriers, dirigent les affaires, s'occupent des finances à l'échelle locale aussi bien qu'au sommet. Ces fonctionnaires sont les dirigeants des syndicats. Ce sont eux qui conduisent les pourparlers avec les capitalistes, tâche dans laquelle ils sont passés maîtres. Le président d'un syndicat est un personnage important qui traite d'égal à égal avec l'employeur capitaliste et discute avec lui des intérêts des travailleurs. Les fonctionnaires sont des spécialistes du travail syndical, alors que les ouvriers syndiqués, absorbés par leur travail en usine ne peuvent ni juger ni diriger par eux-mêmes.

Une telle organisation n'est plus uniquement une assemblée d'ouvriers ; elle forme un corps organisé, qui possède une politique, un caractère, une mentalité, des traditions et des fonctions qui lui sont propres. Ses intérêts sont différents de ceux de la classe ouvrière, et elle ne reculera devant aucun combat pour les défendre. Si jamais les syndicats devaient un jour perdre leur utilité, ils ne disparaîtraient pas pour autant. Leurs fonds, leurs adhérents, leurs fonctionnaires, sont autant de réalités qui ne sont pas près de se dissoudre d'un moment à l'autre.

Les fonctionnaires syndicaux, les dirigeants du mouvement ouvrier, sont les tenants des intérêts particuliers des syndicats. En dépit de leurs origines ouvrières, ils acquièrent, après de longues années d'expérience à la tête de l'organisation, un nouveau caractère social. Dans chaque groupe social qui devient suffisamment important pour former un groupe à part, la nature du travail façonne et détermine les modes de pensée et d'action. Le rôle des syndicalistes n'est pas le même que celui des ouvriers. Ils ne travaillent pas en usine, ils ne sont pas exploités par les capitalistes, ils ne sont pas menacés par le chômage. Ils siègent dans des bureaux, à des postes relativement stables. Ils discutent des questions syndicales, prennent la parole aux assemblées d'ouvriers et négocient avec les patrons. Certes, ils doivent être du côté des ouvriers dont il leur faut défendre les intérêts et les revendications contre les capitalistes. Mais en cela, leur rôle n'est guère différent de celui de l'avocat d'une organisation quelconque.

Il existe toutefois une différence, car la plupart des dirigeants syndicaux, sortis des rangs de la classe ouvrière, ont eux-mêmes fait l'expérience de l'exploitation capitaliste. Ils se considèrent comme faisant partie de la classe ouvrière, dont l'esprit de corps n'est pas près de s'éteindre. Cependant leur nouveau mode de vie tend à affaiblir chez eux cette tradition ancestrale. Sur le plan économique, ils ne peuvent plus être considérés comme des prolétaires. Ils côtoient les capitalistes, négocient avec eux les salaires et les heures de travail, chaque partie faisant valoir ses propres intérêts, rivalisant à la manière de deux entreprises capitalistes. Ils apprennent à connaître le point de vue des capitalistes aussi bien que celui des travailleurs ; ils se soucient des « intérêts de l'industrie » ; ils cherchent à agir en médiateurs. Il peut y avoir des exceptions au niveau des individus, mais en règle générale, ils ne peuvent avoir ce sentiment d'appartenance à une classe qu'ont les ouvriers, qui eux ne cherchent pas à comprendre ni à soupeser les intérêts des capitalistes, mais luttent pour leurs propres intérêts. Par conséquent, les syndicalistes entrent nécessairement en conflit avec les ouvriers.

Dans les pays capitalistes avancés, les dirigeants syndicaux sont suffisamment nombreux pour constituer un groupe à part, avec un caractère et des intérêts séparés. En tant que représentants et dirigeants des syndicats, ils incarnent le caractère et les intérêts de ces syndicats. Puisque les syndicats sont intrinsèquement liés au capitalisme, leurs dirigeants se considèrent comme des éléments indispensables à la société capitaliste. Les fonctions capitalistes des syndicats consistent à régler les conflits de classes et à assurer la paix dans les usines. Par conséquent, les dirigeants syndicaux considèrent qu'il est de leur devoir de citoyens de travailler au maintien de la paix dans les usines et de s'entremettre dans les conflits. Ils ne regardent jamais au-delà du système capitaliste. Ils sont entièrement au service des syndicats et leur existence est indissolublement liée à la cause du syndicalisme. Les syndicats sont pour eux les organes les plus essentiels à la société, l'unique source de sécurité et de puissance ; ils doivent par conséquent être défendus par tous les moyens possibles.

En concentrant les capitaux dans de puissantes entreprises, les patrons se trouvent dans une position de force vis-à-vis des ouvriers. Les gros bonnets de l'industrie règnent en monarques absolus sur les masses ouvrières qu'ils maintiennent sous leur dépendance et qu'ils empêchent d'adhérer aux syndicats. Il arrive parfois que ces esclaves du capitalisme s'insurgent contre leurs maîtres et se mettent en grève, qu'ils réclament de meilleures conditions de travail, des horaires moins chargés, le droit de s'organiser. Les syndicalistes leur viennent en aide. C'est alors que les patrons font usage de leur pouvoir politique et social. Ils expulsent les grévistes de chez eux, ils les font abattre par des milices ou des mercenaires, ils emprisonnent leurs porte-parole, ils déclarent illégales leurs caisses de secours. La presse capitaliste parle de chaos, de meurtre, de révolution, et dresse l'opinion publique contre les grévistes. Après plusieurs mois de ténacité et de souffrances héroïques, épuisés et déçus, incapables de faire fléchir la structure d'acier du capitalisme, les ouvriers se rendent, remettant à plus tard leurs revendications.

La concentration des capitaux affaiblit la position des syndicats, même dans les branches de métier où ils sont les plus puissants. Malgré leur importance, les fonds de soutien aux grévistes apparaissent infimes comparés aux ressources financières de l'adversaire. Un ou deux lock-out suffisent à les drainer entièrement. Le syndicat est alors incapable de lutter, même dans le cas où le patron décide de réduire les salaires et d'augmenter les heures de travail. Il ne peut qu'accepter les termes défavorables du patronat et son habileté à négocier ne lui est d'aucun secours. C'est à ce moment là que les ennuis commencent, car les ouvriers veulent se battre. Ils refusent de se rendre sans combat et ils savent qu'ils ont peu de choses à perdre s'ils se révoltent. Les dirigeants syndicaux ont, par contre, beaucoup à perdre : la puissance financière des syndicats, et parfois leur existence même est menacée. Ils tenteront donc par tous les moyens d'empêcher un combat qu'ils considèrent sans issue. Et ils chercheront à convaincre les travailleurs qu'il est de leur intérêt d'accepter les conditions du patronat. Si bien qu'en dernière analyse ils agissent en tant que porte paroles des capitalistes. La situation est encore plus grave lorsque les ouvriers persistent à vouloir continuer la lutte, sans tenir compte des mots d'ordre des syndicats. En ce cas, la puissance syndicale se retourne contre les travailleurs.

Le dirigeant syndical devient ainsi l'esclave de sa fonction – le maintien de la paix dans les usines – et ceci au détriment des ouvriers, bien qu'il prétende en défendre les intérêts de son mieux. Puisqu'il ne peut regarder au-delà du système capitaliste, il a raison, de son point de vue capitaliste, de penser que la lutte est inutile. Là se situent les limites de son pouvoir et c'est sur cela que doit porter la critique.

Existe-t-il une autre issue ? Les ouvriers peuvent-ils espérer gagner quelque chose à se battre ? Il est fort probable qu'ils n'obtiendront pas de satisfactions immédiates, mais ils gagneront autre chose, car en refusant de se soumettre sans combat, ils attisent l'esprit de révolte contre le capitalisme. Ils énoncent de nouvelles revendications, et il devient alors essentiel que l'ensemble de la classe ouvrière les soutiennent. Il leur faut montrer à tous les travailleurs qu'il n'y a pas d'espoir pour eux à l'intérieur des structures capitalistes et qu'il ne peuvent vaincre qu'unis, en dehors des syndicats. C'est là que commence la lutte révolutionnaire. Lorsque tous les travailleurs comprennent cette leçon, lorsque des grèves se déclenchent simultanément dans toutes les branches de l'industrie, lorsqu'une vague de révolte déferle sur le pays, alors quelques doutes naîtront peut-être dans les cœurs arrogants des capitalistes ; voyant leur toute-puissance menacée, ils consentiront à faire quelques concessions.

Le dirigeant syndical ne peut comprendre ce point de vue, puisque le syndicalisme ne peut regarder au-delà du capitalisme. Il ne peut que s'opposer à un combat de ce genre qui signifie sa perte. Syndicats et patrons sont unis dans la peur commune d'une révolte du prolétariat.

Lorsque les syndicats se battaient contre la classe capitaliste pour obtenir de meilleures conditions de travail, celle-ci les détestait mais n'avait pas la possibilité de les détruire complètement. Si aujourd'hui les syndicats tentaient de réveiller l'esprit combatif de la classe ouvrière, ils seraient persécutés sans merci par la classe dirigeante, qui réprimerait leurs actions, enverrait sa milice détruire leurs bureaux, emprisonnerait leurs dirigeants et les condamnerait à l'amende, confisquerait leurs fonds. Si, à l'inverse, ils empêchaient leurs adhérents de se battre, ils seraient considérés par la classe capitaliste comme de précieuses institutions ; ils seraient protégés et leurs dirigeants seraient considérés comme des citoyens méritants. Les syndicats se trouvent ainsi écartelés entre deux maux : d'un côté les persécutions qui sont un bien triste sort pour des gens qui se veulent des citoyens pacifiques ; de l'autre, la révolte des ouvriers syndiqués, qui menace d'ébranler l'organisation syndicale dans ses fondements. Si la classe dirigeante est avisée, elle reconnaîtra l'utilité d'un simulacre de combat si elle veut que les dirigeants syndicaux conservent une certaine influence sur leurs membres.

Personne n'est responsable de ces conflits : ils sont la conséquence inéluctable du développement du capitalisme. Le capitalisme existe, mais il est aussi sur le chemin de sa perte. Il doit être combattu à la fois comme une entité vivante et comme une phase transitoire. Les ouvriers doivent à la fois lutter sans désespérer pour obtenir des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail, et prendre conscience des idéaux communistes. Ils s'accrochent aux syndicats qu'ils estiment encore nécessaires tout en cherchant de temps à autre à en faire de meilleurs instruments de combat. Mais ils ne partagent pas l'esprit du syndicalisme, qui demeure essentiellement capitaliste. Les divergences qui opposent le capitalisme à la lutte des classes sont aujourd'hui représentées par le fossé qui sépare l'esprit syndicaliste, principalement incarné par les dirigeants syndicaux, de l'attitude chaque jour plus révolutionnaire des syndiqués. Ce fossé devient évident chaque fois qu'un problème politique ou social d'importance se pose.

Le syndicalisme est étroitement lié au capitalisme ; c'est en période de prospérité qu'il a le plus de chance de voir ses revendications salariales acceptées. Si bien qu'en période de crise économique, il lui faut souhaiter que le capitalisme reprenne son expansion. Les travailleurs, en tant que classe, ne se soucient guère de la bonne marche des affaires. De fait, c'est lorsque le capitalisme est le plus affaibli qu'ils ont le plus de chances de l'attaquer, de rassembler leurs forces et de faire leur premier pas vers la liberté et la révolution.

Le système capitaliste étend sa domination à l'étranger, s'emparant des richesses naturelles d'autres pays pour son propre bénéfice. Il conquiert des colonies, assujettit les populations primitives et les exploite sans hésiter à perpétrer les pires atrocités. La classe ouvrière dénonce et combat l'exploitation coloniale, alors que le syndicalisme soutient souvent la politique colonialiste, source de prospérité pour le régime capitaliste.

A mesure que s'accroît le capital, les colonies et les pays étrangers font l'objet d'investissements massifs. Marchés pour la grande industrie et producteurs de matériaux bruts, ils prennent une importance considérable. Pour obtenir ces colonies, les grands Etats capitalistes se livrent à des luttes d'influence et procèdent à un véritable partage du monde. Les classes moyennes se laissent entraîner dans ces conquêtes impérialistes au nom de la

grandeur nationale. Puis les syndicats se rangent à leur tour aux côtés des classes dirigeantes sous prétexte que la prospérité de leur pays dépend des succès qu'il peut remporter dans la lutte impérialiste. Pour sa part, la classe ouvrière ne voit dans l'impérialisme qu'une façon de renforcer la puissance et la brutalité de ses oppresseurs.

Ces rivalités d'intérêts entre les nations capitalistes se transforment en véritables guerres. La guerre mondiale est le couronnement de la politique impérialiste. Pour les travailleurs, elle signifie non seulement la fin de la solidarité internationale, mais aussi la forme d'exploitation la plus violente. Car la classe ouvrière, la couche la plus importante et la plus exploitée de la société, est la première touchée par les horreurs de la guerre. Les ouvriers ne doivent pas seulement fournir leur force de travail, ils doivent aussi sacrifier leur vie.

Et cependant, le syndicalisme en temps de guerre ne peut qu'être aux côtés du capitalisme. Ses intérêts étant liés à ceux du capitalisme, il ne peut que souhaiter la victoire de ce dernier. Il s'emploie donc à réveiller les instincts nationalistes et le chauvinisme. Il aide la classe dirigeante à entraîner les travailleurs dans la guerre et à réprimer toute opposition.

Le syndicalisme a horreur du communisme, qui représente une menace permanente à son existence même. En régime communiste, il n'y a pas de patrons, ni, par conséquent, de syndicats. Certes, dans les pays où il existe un puissant mouvement socialiste, et où la grande majorité des travailleurs sont socialistes, les dirigeants du mouvement ouvrier doivent aussi être socialistes. Mais il s'agit bien là de socialistes de droite qui se bornent à désirer une république dans laquelle d'honnêtes dirigeants syndicaux viendraient remplacer les capitalistes assoiffés de profit à la tête de la production.

Le syndicalisme a horreur de la révolution qui bouleverse les rapports entre patrons et ouvriers. Dans le cours de ses violents affrontements, elle balaie d'un coup les règlements et les conventions qui régissent le travail ; devant ses gigantesques déploiements de force, les modestes talents de négociateurs des dirigeants syndicaux sont dépassés. C'est pourquoi le syndicalisme mobilise toutes ses forces pour s'opposer à la révolution et au communisme.

Cette attitude est riche de significations. Le syndicalisme constitue une véritable puissance. Il dispose de fonds considérables et d'une influence morale soigneusement entretenue dans ses diverses publications. Cette puissance est concentrée entre les mains des dirigeants syndicaux qui en font usage chaque fois que les intérêts particuliers des syndicats entrent en conflit avec ceux des travailleurs. Bien qu'il ait été construit par et pour les ouvriers, le syndicalisme domine les travailleurs, de la même façon que le gouvernement domine le peuple.

Le syndicalisme varie selon les pays et selon la forme du développement capitaliste. Il peut également évoluer à l'intérieur d'un pays donné. Il arrive que des syndicats perdent de leur puissance et que l'esprit combatif des ouvriers leur insuffle un regain de vie, ou même les transforment radicalement. En Angleterre, dans les années 1880-90, un « nouveau syndicalisme » a ainsi surgi des masses pauvres, des dockers, et autres travailleurs non spécialisés et sous-payés, et a rajeuni les structures sclérosées des anciens syndicats. L'augmentation du nombre des travailleurs manuels vivant dans des conflits lamentables est une des conséquences du développement du capitalisme qui crée sans cesse de nouvelles industries et remplace les travailleurs spécialisés par des machines. Lorsque réduits à leurs dernières extrémités, ces travailleurs prennent le chemin de la révolte et de la grève, ils acquièrent enfin une conscience de classe. Ils remodelent les structures du syndicalisme de manière à l'adapter à une forme plus avancée du capitalisme. Certes, lorsque le capitalisme

dépasse ce seuil, le nouveau syndicalisme ne peut échapper au sort qui attend toute forme de syndicalisme et il produit à son tour les mêmes contradictions internes.

Le nouveau syndicalisme allait particulièrement s'illustrer en Amérique avec les I. W. W. (Industrial Workers of the World), nés de deux formes de développement capitaliste. Dans les vastes régions de forêts et de plaines de l'Ouest, les capitalistes s'emparèrent des richesses naturelles par des méthodes brutales auxquelles les ouvriers. aventuriers répondirent par la violence et la sauvagerie. A l'est des Etats-Unis, l'industrie allait au contraire se développer à partir de l'exploitation de millions de pauvres immigrants, venus de pays de faible niveau de vie, et qui furent soumis à des conditions de travail misérables.

Pour lutter contre l'esprit étroitement corporatif du vieux syndicalisme américain – la Fédération américaine du travail, qui divisait les ouvriers d'une usine en plusieurs syndicats séparés –, les I. W. W. proposèrent que tous les ouvriers d'une même usine s'unissent contre leur patron à l'intérieur d'un syndicat unique. Condamnant les rivalités mesquines qui opposaient entre eux les syndicats, les I. W. W. réclamèrent la solidarité de tous les travailleurs. Alors que les ouvriers spécialisés bien payés, regardaient avec mépris les nouveaux immigrants inorganisés, les I. W. W. allaient se tourner vers cette fraction la plus misérable du prolétariat et l'entraîner dans la lutte. Ils étaient trop pauvres pour payer les cotisations élevées et constituer des syndicats traditionnels. Mais lorsqu'ils se révoltèrent et se mirent en grève, ce furent les I. W. W. qui leur apprirent à se battre, qui rassemblèrent des fonds de secours à travers le pays et qui défendirent leur cause dans leur presse et devant les tribunaux. En remportant toute une série de victoires, ils devaient insuffler au cœur de ces masses l'esprit d'organisation et de responsabilité. Et tandis que les anciens syndicats misaient sur leur richesse financière, les I. W. W. s'appuyèrent sur la solidarité, l'enthousiasme et les capacités d'endurance des travailleurs. Au lieu de la structure rigide des vieux syndicats les I. W. W. proposèrent une forme d'organisation souple variant en nombre selon la situation, d'effectifs réduits en temps de paix, se développant avec la lutte. Refusant l'esprit conservateur et capitaliste du syndicalisme américain, les I. W. W. prônaient la révolution. Leurs membres furent persécutés sans merci par l'ensemble du monde capitaliste. Ils furent jetés en prison et torturés sur la base de fausses accusations. Le droit américain inventa même un nouveau délit : le « criminal syndicalism ».

En tant que méthode de lutte contre la société capitaliste, le syndicalisme industriel ne peut, seul, suffire à renverser cette société et à conquérir le monde pour les travailleurs. Il combat le capitalisme sous sa forme patronale, dans le secteur économique de la production, mais il ne peut s'attaquer à son bastion politique, le pouvoir étatique. Néanmoins, les I. W. W. ont été jusqu'à présent la forme d'organisation la plus révolutionnaire en Amérique. Elle a contribué plus qu'aucune autre à réveiller la conscience de classe, la solidarité et l'unité du prolétariat, à réclamer le communisme et à aiguïser ses armes de combat.

Le syndicalisme ne peut avoir raison du capitalisme. Telle est la leçon que l'on doit tirer de ce qui précède. Les victoires qu'il remporte n'apportent que des solutions à court terme. Mais ces luttes syndicales n'en sont pas moins essentielles et elles devront se poursuivre jusqu'au bout, jusqu'à la victoire finale.

L'impuissance du syndicalisme n'a rien de surprenant, car si un groupe isolé de travailleurs peut apparaître dans un juste rapport de force lorsqu'il s'oppose à un patronat isolé, il est impuissant face à un employeur qui est soutenu par l'ensemble de la classe capitaliste. C'est ce qui se passe dans le cas présent : le pouvoir étatique, la puissance financière du

capitalisme, l'opinion publique bourgeoise, la virulence de la presse capitaliste, concourent à vaincre le groupe de travailleurs combattifs.

Quant à l'ensemble de la classe ouvrière, elle ne se sent pas concernée par la lutte d'un groupe de grévistes. Certes, la masse des travailleurs n'est jamais hostile à une action de grève ; elle peut même aller jusqu'à entreprendre des collectes pour soutenir les grévistes – à condition que celles-ci ne soient pas interdites sur ordre d'un tribunal. Mais cette sympathie ne va guère plus loin : les grévistes restent seuls, tandis que des millions de travailleurs les observent passivement. Et la lutte ne peut être gagnée (sauf dans des cas particuliers lorsque le patronat décide, pour des raisons économiques, de satisfaire certaines revendications) tant que l'ensemble de la classe ouvrière n'est pas unie dans ce combat.

La situation est différente lorsque les travailleurs se sentent directement impliqués dans la lutte ; lorsqu'ils réalisent que leur avenir est en jeu. A partir du moment où la grève se généralise à l'ensemble de l'industrie, le pouvoir capitaliste doit affronter le pouvoir collectif de la classe ouvrière.

On a souvent dit que l'extension de la grève, et sa généralisation à l'ensemble des activités d'un pays, était le plus sûr moyen de s'assurer la victoire. Mais il faut se garder de voir dans cette tactique un schéma pratique dont on peut faire usage à tout instant avec succès. S'il en était ainsi, le syndicalisme n'aurait pas manqué de l'employer constamment. La grève générale ne peut être décrétée, selon l'humeur des dirigeants syndicaux, comme une simple tactique. Elle ne peut naître que des entrailles de la classe ouvrière, comme l'expression de sa spontanéité ; et elle ne peut se produire que lorsque l'enjeu du combat dépasse largement les simples revendications d'un seul groupe. Alors, les travailleurs mettront véritablement toutes leurs forces, leur enthousiasme, leur solidarité et leur capacité d'endurance dans la lutte.

Et ils auront besoin de toutes leurs forces, car le capitalisme mobilisera à son tour ses meilleures armes. Il pourra être pris par surprise par cette démonstration soudaine de la puissance du prolétariat et obligé, dans un premier temps, à faire des concessions. Mais ce ne sera là qu'un repli temporaire. La victoire du prolétariat n'est ni assurée ni durable. Son chemin n'est pas clairement tracé, mais il doit être frayé à travers la jungle capitaliste au prix d'immenses efforts.

Toutefois, chaque petite victoire est un progrès en soi. Car elle entraîne avec elle une vague de solidarité ouvrière : les masses prennent conscience de la puissance de leur unité. A travers l'action, les travailleurs comprennent mieux ce que signifie le capitalisme et quelle est leur position par rapport à la classe dirigeante. Ils commencent à entrevoir le chemin de la liberté. La lutte sort ainsi du domaine étriqué du syndicalisme pour entrer dans le vaste champ de la lutte des classes. C'est alors aux travailleurs eux-mêmes de changer. Il leur faut élargir leur conception du monde et regarder au-delà des murs de l'usine vers l'ensemble de la société. Ils doivent s'élever au-dessus de la mesquinerie qui les entoure et affronter l'Etat. Ils pénètrent alors dans le royaume de la politique. Il est temps de se préoccuper de la révolution.

LE DEVELOPPEMENT DE LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA RUSSIE SOVIETIQUE

I.C.C. Vol. II, n°3 et 4 – Mars 1936.

Les récents développements de la politique d'un certain nombre de partis communistes ont été appelés « le 4 août » de la III^e Internationale¹⁴. Bien que cette référence historique puisse se justifier, elle ne reflète aucunement les différentes phases qui ont mené à ces développements. Or, si l'on fait abstraction de la phraséologie employée par le Komintern, et si l'on examine uniquement l'essence de ses activités, il apparaît nettement que les agissements du Komintern ne sont que l'évolution logique d'un processus qui a été inauguré par Lénine lui-même dans les premiers temps de la Révolution russe.

Personne n'ignore que le Komintern dépend entièrement de la politique étrangère russe qui est à son tour déterminée par l'évolution interne de la Russie et par la position qu'elle occupe parmi les puissances capitalistes. Un exposé des grandes lignes du développement de la politique étrangère soviétique mettra ces relations en relief.

LA PERIODE REVOLUTIONNAIRE

Les bolcheviks ont accueilli la guerre mondiale par un programme de révolution en Russie qui comprenait toutes les lois fondamentales de l'insurrection et qui, en raison de la nécessité où se trouvait la Russie de lutter contre la guerre impérialiste, fut conçu à l'échelle internationale. Ce programme ne se fondait pas sur l'internationalisme prolétarien – comme devait le faire la « gauche » allemande autour de Rosa Luxemburg – mais s'appuyait au contraire sur les conditions politiques et sociales de la Russie et sur la position que la révolution russe serait amenée à prendre à l'égard de la politique impérialiste des puissances européennes et de leur colonisation des nations agricoles asiatiques. C'est sur cette base que Lénine allait élaborer la théorie qui devait guider les bolcheviks et le prolétariat international dans leur lutte contre la guerre et pour la révolution. La guerre mondiale, a-t-il écrit, est une guerre impérialiste à laquelle il faut mettre fin par la révolution anti-impérialiste de la classe ouvrière. Cette œuvre internationale ne peut être menée à bien que par les socialistes-révolutionnaires dans leurs pays d'origine. Pour nous, Russes, la situation est différente ; nous devons nous contenter d'accepter le moindre mal, le renversement du régime tsariste par les forces unies des travailleurs et des paysans. Une telle révolution ne sera certes qu'une révolution bourgeoise éclairée a dit encore Lénine, mais elle pourra constituer le premier pas vers la révolution mondiale si les autres pays se décident à suivre notre exemple. Il n'est pas impossible que les masses prolétariennes se soulèvent contre leurs exploités et entreprennent une révolution de type socialiste ; ou encore, que les nations paysannes et coloniales d'Asie et d'Afrique

¹⁴ Date du vote des crédits de guerre par le S.P.D. en 1914.

s'insurgent contre leurs oppresseurs impérialistes au nom d'une révolution nationale bourgeoise. Dans un cas comme dans l'autre, on assisterait alors à une réorganisation du rapport des forces entre les grandes puissances.

Dans les pays développés d'Europe, le prolétariat en tant que classe a fait figure d'avant-garde de la révolution mondiale, tandis que dans les pays agricoles et colonisés, la lutte devait être menée par les « Nations opprimées ». Lénine a toujours cru qu'un amalgame de ces forces – en dépit de leurs antagonismes – servirait la cause du prolétariat et de la révolution communiste mondiale. En conséquence de quoi, les bolcheviks jugèrent bon d'attaquer, en 1917, le régime de Kérensky avec des slogans comme : « pas de paix séparée avec l'Allemagne », « fraternisation des soldats sur tous les fronts », « mettre fin à la guerre par une action révolutionnaire internationale de la classe ouvrière », « refus de reconnaître les annexions antérieures et présentes », « auto-détermination de toutes les minorités nationales jusques et y compris l'indépendance nationale ».

Une fois au pouvoir, les bolcheviks devaient immédiatement mettre ce programme à exécution. Dans un communiqué publié en novembre 1917, ils proposèrent à toutes les nations en guerre « une paix juste et démocratique ». Au même moment, ils firent appel aux travailleurs révolutionnaires des trois pays les plus développés, l'Angleterre, la France et l'Allemagne, pour qu'ils apportent leur soutien immédiat à la lutte menée par les bolcheviks. Ils espéraient ainsi atteindre un double objectif : d'une part arriver à un compromis avec les puissances capitalistes dans l'espoir de mettre fin aux hostilités ; d'autre part, mettre à profit la période de calme qui en résulterait pour soulever le prolétariat contre la classe dirigeante, convaincu qu'ils étaient que la révolution mondiale suivrait automatiquement. Les faits devaient vite démontrer le caractère inopérant de tels plans.

PREMIER ECHEC DE LA POLITIQUE ETRANGERE BOLCHEVIQUE

Les espoirs bolcheviques d'une grève générale des soldats dans les armées ennemies ne se réalisèrent pas. Les bolcheviks eux-mêmes ne purent poursuivre la guerre. La vieille armée tsariste fut écrasée et démoralisée, et les bolcheviks furent incapables d'en mettre une nouvelle sur pieds. En outre, leurs appels au soulèvement du prolétariat européen ne trouvèrent pas d'écho. Ils commencèrent donc à douter de la possibilité d'une révolution mondiale rapide. Un seul point de leur programme devait être réalisé : le droit d'auto-détermination des minorités qui conduisit à la séparation des Etats frontaliers russes, décision qui s'avéra désastreuse pour la jeune République soviétique. La première action de ces nouveaux Etats fut en effet de réprimer le mouvement révolutionnaire à l'intérieur de leurs frontières. Par la suite, ils devaient permettre aux pays signataires de l'Entente et aux gardes blancs d'utiliser leurs territoires comme bases militaires contre l'Union soviétique. Les bolcheviks furent ainsi contraints d'entamer des négociations de paix séparées avec l'Allemagne. Lors de la conférence de Brest-Litovsk (1917), les généraux allemands réclamèrent plus que les bolcheviks n'étaient prêts à leur accorder, et Trotsky tenta de sauver la face avec la formule « ni guerre, ni paix ». Pourtant, lorsque les allemands repartirent en campagne, les Russes ne purent qu'accepter les conditions de paix que leur dictèrent les Allemands, conditions bien moins favorables que les premières.

Peu avant la conférence de Brest-Litovsk, le comité exécutif des soviets avait bien invité l'Entente à participer à des négociations collectives de paix, mais il devait ajouter dans sa note d'invitation : « Dans le cas où les gouvernements alliés refuseraient une fois encore de

participer à la conférence de paix, la classe ouvrière révolutionnaire se mettra en action afin de prendre le pouvoir des mains de ceux qui, par entêtement aveugle, refusent de donner au peuple la paix à laquelle il aspire. »

Un tel langage apparut à l'Entente comme un défi et une déclaration de guerre détournée. Elle mit fin à toute relation et entreprit immédiatement l'intervention armée qui devait avoir des répercussions désastreuses sur la politique intérieure russe.

Les bolcheviks, cependant, n'abandonnèrent pas tout espoir d'une révolution mondiale. Ils voulaient encore croire que les travailleurs allemands leur viendraient en aide dès que la défaite anticipée de l'armée allemande deviendrait effective. Dans le même temps, ils estimaient qu'il était nécessaire d'accepter des compromis avec tout Etat désireux de négocier avec eux, tout en intensifiant leur propagande parmi les travailleurs européens. Mais la tournure que prirent les événements après l'effondrement de la machine de guerre allemande devait finalement convaincre les bolcheviks que le prolétariat européen n'était pas mûr pour la révolution et qu'il valait mieux pour l'instant abandonner tout espoir d'une révolution mondiale immédiate.

LA PERIODE DE LA GUERRE CIVILE

Le 28 novembre 1917, le comité exécutif des soviets déclarait : « Les dirigeants de la révolution victorieuse n'ont que faire de l'approbation de quelque représentant de la diplomatie capitaliste que ce soit. » Les Russes devaient aller plus loin encore et abolir tous les traités tsaristes qui concernaient la division des territoires perses et turcs ; ils s'adressèrent ensuite aux travailleurs musulmans pour qu'ils se libèrent de leurs exploiters impérialistes. Ils comptaient ainsi combattre l'impérialisme des deux côtés à la fois. Les puissances de l'Entente soutinrent la contre-révolution en fournissant des armes, de l'argent et des troupes aux généraux blancs russes. Mais elles durent renoncer à engager directement les hostilités contre l'Union soviétique, en raison de la situation très critique à laquelle elles devaient faire face dans leurs propres pays. Elles parvinrent toutefois à occuper les territoires frontaliers et à contrôler la ligne de chemin de fer de la côte Mourmane. Elles devaient en outre se battre contre les soviets aux côtés de l'armée tchécoslovaque, couper la Russie du centre de ses approvisionnements de blé en provenance du sud, piller une grande partie du Trésor soviétique, détruire des soviets et faire fusiller de nombreux Russes.

Les bolcheviks firent du terrorisme leur arme principale pour lutter contre la contre-révolution et ils employèrent toutes leurs ressources dans ce combat opiniâtre. Le communisme de guerre fut instauré afin de prolonger les intérêts bolcheviques dans la guerre civile sur le terrain de l'économie. Pour la Russie soviétique, la situation révolutionnaire qui prévalait dans de nombreux pays européens devait nécessairement provoquer la révolution en Europe occidentale. Les bolcheviks annulèrent toutes les dettes de guerre des gouvernements tsariste et kérenskiste, mais furent toutefois contraints de faire une concession. En octobre 1918, dans une note à Wilson, ils déclaraient qu'ils « acceptaient pour l'instant de participer à des négociations avec des gouvernements qui ne représentaient par la volonté de leurs citoyens ». Ils demandèrent également à Wilson si les Etats-Unis et leurs alliés feraient cesser les hostilités dans le cas où « le peuple russe accepterait de payer, à la manière dont une personne kidnappée offre une rançon pour être libérée ». Les bolcheviks devaient entamer de nouveaux pourparlers avec les Etats-Unis en janvier 1919 : « Nous partageons votre désir de rétablir des relations normales entre l'Amérique et la Russie et d'abolir tout ce qui peut entraver

l'existence de ces relations. » Au début de février 1919 les alliés proposèrent qu'une conférence se tienne aux îles des Princes afin d'engager des pourparlers directs avec la Russie et de mettre fin aux hostilités. Le gouvernement soviétique devait alors déclarer à propos des dettes de guerre qu'il était « prêt sur ce sujet à se conformer aux exigences des puissances de l'Entente », et il offrit de fournir certaines matières premières comme garantie. C'était la première fois qu'il faisait des concessions d'ordre économique ; il alla même jusqu'à déclarer qu'il ne s'opposerait pas à des négociations concernant l'annexion éventuelle de territoires russes par les puissances de l'Entente.

Ces tentatives de conciliation ne purent empêcher la poursuite de la guerre civile, car les Alliés étaient bien décidés à exterminer les bolcheviks. La situation était au pire lorsque le premier Congrès de la III^{ème} Internationale fut annoncé pour le mois de mars 1919 à Moscou. Les partis membres étrangers qui y furent représentés étaient très faibles ; ils essuyèrent quelques défaites décisives. Il y avait peu de chance que la nouvelle organisation puisse déclencher une action révolutionnaire directe. La situation était toutefois favorable, et le I^{er} Congrès se déroula sous les slogans révolutionnaires de Lénine : « révolution des ouvriers et des paysans », « transformer la guerre en guerre civile », « conseils ouvrier », « dictature du prolétariat », « le vieil ordre capitaliste a cessé d'exister ; il ne pourra revivre ».

Au cours de ce même congrès, il fut également question d'un programme de socialisation bolchevique, ainsi que des relations entre la Russie socialiste et les puissances impérialistes victorieuses et leurs Etats vassaux. Il fut décidé que la Société des Nations, qui venait d'être fondée, n'était qu'un instrument de la saint alliance du capitalisme destinée à écraser la révolution des travailleurs. L'Ere de la révolution mondiale fut annoncée. Les jours qui précédèrent le I^{er} Congrès du Komintern furent des jours sombres pour l'Europe. La révolte de mars à Berlin, la République des Conseils de Munich, la Révolution hongroise furent autant de défaites qui furent infligées par la contre-révolution d'Europe centrale à la gauche révolutionnaire isolée des masses prolétaires. Une fois encore, les Russes se trouvèrent dans une situation d'urgence. Isolés, ils décidèrent que le temps n'était pas encore venu pour un soulèvement révolutionnaire en Europe occidentale. Ils allaient donc employer depuis Moscou les tactiques bolcheviques qui avaient fait leurs preuves en terre russe. L' « appel aux masses » fut le slogan par lequel ils allaient suivre, de manière inattendue, les traces d'une politique ouvertement opportuniste. Lorsque, sous l'influence des méthodes bureaucratiques de Radek et Levi, le parti communiste allemand entra dans l'action parlementaire et participa à l'œuvre des syndicats contre-révolutionnaires, et lorsque la majorité d'ultra-gauche fut évincée (conférence du Parti, Heidelberg, automne 1919), les bolcheviks n'avaient pas encore renoncé à leurs illusions d'une avance révolutionnaire opportune. L'expérience devait cependant montrer que si les méthodes de Lénine étaient infaillibles en Russie, elles ne pouvaient réussir dans les pays développés d'Europe occidentale. La Russie fut donc contrainte de s'affirmer comme un Etat au même titre que les pays capitalistes qui l'entouraient. Sans altérer sa ligne politique bolchevique, elle remit à plus tard la révolution de l'Europe occidentale. Elle ne renia jamais sa politique révolutionnaire, mais de l'entreprise hasardeuse qu'elle représentait au début, elle fit une entreprise dont le succès total devait être garanti à l'avance. Ce qui signifia, sinon en théorie, du moins en pratique, la mort de toute lutte révolutionnaire.

VERS UNE AFFIRMATION DE LA SUPREMATIE NATIONALE

A la fin de 1919, le gouvernement soviétique était parvenu à mater la contre-révolution russe, c'est-à-dire, à repousser l'invasion masquée des Alliés sur son territoire. Cette victoire dans la guerre civile devait toutefois s'accompagner d'un échec du communisme de guerre. En premier lieu, les ressources économiques du pays diminuèrent de 80%. En second lieu, le prolétariat commença à se révolter contre la dictature terroriste du bolchevisme et à demander une démocratie de type conseilliste. Enfin, les paysans firent connaître leurs revendications économiques et recoururent à la violence et à des actes de sabotage. (La révolte de Kronstadt caractérisa cette combinaison de revendications politiques de la part des ouvriers, et économiques de la part des paysans. Trotsky, avec l'aide de Staline, se fit l'égorgeur du prolétariat de Kronstadt, surpassant Noske pour son sang froid et sa brutalité et ouvrant la voie qui permit de satisfaire les revendications paysannes.) La nouvelle politique économique, la Nep, donna le coup d'envoi à l'essor de la petite propriété privée, dont le caractère fut, dans sa première phase, essentiellement marchand et paysan. Une économie privée fondée sur de petits capitaux et contrôlée par l'Etat devait assurer le développement économique de la nation.

En matière de politique étrangère, les Russes adoptèrent une politique de repli, après avoir essuyé des pertes considérables dans leur guerre contre la Pologne. Dans une proclamation du 28 janvier 1920 aux travailleurs des pays alliés, Tchitcherine affirmait que la Russie n'avait pas l'intention d'étendre son pouvoir à d'autres pays étrangers ni d'imposer le système soviétique à aucun peuple contre son gré. L'appel à la révolution prit un caractère platonique. La politique étrangère soviétique ne fut pas déterminée par un désir de révolution mondiale, mais par la nécessité où se trouvait la Russie de prendre sa place parmi les autres nations.

De même qu'il y avait, avant et pendant la révolution russe, développé une vaste stratégie pour utiliser les diverses forces sociales, Lénine allait élaborer une stratégie qui consistait à utiliser certaines nations pour renforcer la politique étrangère soviétique. Ayant renoncé à une révolution mondiale immédiate, l'Etat soviétique devait s'assurer une certaine sécurité diplomatique. Au cours de l'année 1920, il fut reconnu par l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie et la Finlande – Etats frontaliers qui furent les premiers à se ressentir de l'influence soviétique, mais qui avaient également besoin d'échapper, dans une certaine mesure à la domination des puissances occidentales.

Cette politique des petites nations qui, deux ans plus tôt et avec l'aide des Alliés, avait mis fin à la révolution communiste, contraignit Lénine à proclamer, en 1920, une alliance directe avec « la bourgeoisie des petites Etats ». Il déclara que les bolcheviks avaient réussi à se rallier non seulement les ouvriers de tous les pays, mais encore la bourgeoisie des petits Etats parce que, dit-il, l'impérialisme n'opprimait pas uniquement les travailleurs mais aussi la bourgeoisie de ces petites nations. C'est pourquoi les bolcheviks « gagnèrent l'appui de la bourgeoisie vacillante des pays progressifs ».

Ce fut durant cette période de consolidation des alliances entre l'Union soviétique et la bourgeoisie de certains Etats capitalistes que se tint le Second Congrès du Komintern. Il posa les bases d'une phraséologie révolutionnaire qui libéra la direction du Komintern de toute obligation. Le manifeste du Congrès annonça le déclin de l'Europe et du monde, et le soulèvement du prolétariat : « la guerre civile à travers le monde est à l'ordre du jour. » Pour le reste, le Congrès se préoccupa essentiellement des pays colonisés d'Orient et déclara qu'il fallait entamer « une politique visant à resserrer les liens entre la Russie soviétique et tous les mouvements de libération coloniale et nationale ». Le Congrès recommanda tout

particulièrement l'organisation d'un mouvement paysan dans les colonies, avec pour objectif la création de soviets paysans.

Cette prise de position impliquait que le Komintern était partisan d'une attaque révolutionnaire menée par les paysans contre les forces impérialistes. Les décisions concernant les pays d'Europe occidentale eurent un tout autre caractère. Car les Russes envisageaient de créer un vaste mouvement de masse qui serait canalisé à travers les parlements et les syndicats. Pour « pénétrer les masses », les bolcheviks indiquèrent comment remplacer les anciens dirigeants et créer des noyaux bolcheviques dans les diverses organisations réformistes de travailleurs. Les « vingt et une conditions » qui réglementaient l'adhésion des partis socialistes au Komintern ne déclenchèrent aucun débat fondamental sur les tactiques à employer. Centristes et bolcheviks s'unirent autour du parlementarisme, du syndicalisme et de la nécessité d'une dictature du prolétariat. Ces « vingt et une conditions » devaient cependant être utiles aux dirigeants russes lorsqu'il fut question de l'adhésion au Komintern des partis de masse de tendance centriste. Car il fallait se débarrasser des anciens dirigeants et détruire les traditions de démocratie centriste à l'intérieur des organisations. L'incohérence qui régnait parmi les partisans de ces partis profita, dans une certaine mesure, aux dirigeants de Moscou qui avaient l'intention de prendre la tête de ces organisations dont ils escomptaient l'utilité dans les processus compliqués de leur politique étrangère et dont, par ailleurs, ils espéraient faire les réserves de la future révolution. Ces deux objectifs ne pouvaient qu'être contradictoires ; ils expliquent la mauvaise foi qui caractérisa la politique du Komintern et l'indifférence qu'il manifesta pour les intérêts du prolétariat d'Europe occidentale. L'essentiel des décisions du Second Congrès peut être résumé par cette déclaration du manifeste de l'Internationale communiste : « L'Internationale communiste a fait sienne la cause de la Russie soviétique. »

LA RUSSIE ENTRE DANS LA DIPLOMATIE INTERNATIONALE

La décision de prendre part à la diplomatie internationale, ébauchée par Moscou en 1920, fut mise en pratique l'année suivante. La consolidation progressive de la *Nep* devait apporter une première détente. Parce que le problème asiatique revêtait pour les Russes une importance primordiale, le gouvernement soviétique entreprit une contre attaque diplomatique contre la politique britannique en Asie. En février et mars 1921, l'U.R.S.S. signa des traités de neutralité et de non-agression avec la Perse, l'Afghanistan et la Turquie. En annulant les revendications et les accords de l'ancien gouvernement tsariste, la Russie s'assura une assistance militaire mutuelle. La Perse se déclara prête à permettre l'entrée de troupes russes sur son territoire dans le cas d'une invasion étrangère (britannique). L'Afghanistan accepta volontiers les promesses d'offre d'argent et de matériaux que lui fit le gouvernement soviétique, et la Turquie reçut l'assurance que « les nations du Proche-Orient respecteraient sa liberté, son indépendance et son droit d'auto-détermination sur les questions concernant l'administration de son pays ». A la même époque, l'Union soviétique reconnut la Pologne qui cherchait alors à se libérer de la domination française et, en novembre 1921, elle devait enfin mettre la Mongolie-Extérieure sous sa protection. En dehors de ces entreprises, au nombre desquelles il convient de citer l'annexion et la bolchevisation de la Géorgie, l'Union soviétique réalisa de nombreuses victoires politiques le long de la frontière asiatique, victoires qui devaient en retour améliorer sa position en occident.

La *Nep* marqua l'ouverture des relations commerciales avec les Etats capitalistes ; elle fut également une invitation aux capitaux étrangers d'investir dans des entreprises privées

soviétiques. Quant à l'Europe, affaiblie par la Première Guerre mondiale, elle ne put faire autrement qu'accepter l'existence de l'Union soviétique et l'assurance de cette dernière que des relations économiques ne pourraient qu'être avantageuses pour les deux parties.

En 1921, la Russie concluait des traités économiques avec la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Norvège, l'Autriche et l'Italie et, en juin 1922, avec la Tchécoslovaquie. Ces traités étaient eux-mêmes une reconnaissance *de facto* de l'Union soviétique ; le traité germano-russe alla même jusqu'à inclure des droits extra-territoriaux pour les représentants commerciaux russes.

En échange, la Russie s'efforça de respecter à la lettre l'exécution de ce que l'on appela la « classe de propagande », selon laquelle elle s'engageait à « ne pas intervenir dans les affaires domestiques de l'Entente », clause qu'elle avait proposé dès 1919. Après la signature du traité germano-russe, le 5 mai 1921, les représentants russes en Allemagne durent s'abstenir de toute propagande hostile à l'Etat allemand ou à ses institutions. Le pacte avec la Tchécoslovaquie fut un pas de plus dans cette direction : les deux gouvernements s'engagèrent « à s'abstenir chacun de toute propagande contre le gouvernement du co-signataire ou contre aucune de ses institutions, et de ne s'immiscer dans aucune crise économique qui pourrait surgir dans l'un ou l'autre pays ».

Enfin, la Grande-Bretagne devait recevoir en 1923 la déclaration soviétique suivante : la Russie ne soutiendra ni ne financera aucun agent, aucune organisation et aucune institution dont le but serait de fomenter, directement ou indirectement, une agitation en Grande-Bretagne, ou dans tout autre pays de l'Empire. (Mémorandum du gouvernement soviétique, 4 juin 1923.) L'on sait que cette classe devait conduire à la rupture des relations russo-britanniques en 1924, lorsque l'Angleterre, se basant sur une lettre forgée de Zinoviev, tenta de mettre au point un nouveau pacte. Dirigé contre le Komintern, ce nouveau pacte, qui ne fut pas accepté avant 1929, incluait des personnes et des organisations qui se trouvaient sous le contrôle direct de l'Union soviétique, ainsi que des organisations qui en acceptaient de l'argent. L'Union soviétique devait refuser d'exercer la moindre influence sur le Komintern, décision qui fut approuvée par tous les experts en droit international.

Le III^{ème} Congrès mondial du Komintern se tint sous ces mauvais auspices. Bien qu'à l'époque, la Russie ait à peine commencé à organiser sa diplomatie internationale, elle ne devait pas moins supplanter très rapidement le bureau des affaires étrangères du Komintern. Tandis que le monde capitaliste reconnaissait l'Union soviétique, la Russie abandonna ses espoirs de révolution mondiale et assista au rétablissement du capitalisme mondial. Les perspectives de la III^{ème} Internationale se trouvèrent considérablement diminuées lorsque Zinoviev annonça que « la III^{ème} Internationale devait ajuster ses principes tactiques à une lente évolution ».

Devant la consolidation progressive de la bourgeoisie, la III^{ème} Internationale dut peu à peu renoncer à ses activités révolutionnaires. Le Komintern, en condamnant formellement Levy (Allemagne), refusa de soutenir les activités révolutionnaires de mars¹⁵ en Allemagne et déclara que désormais la lutte des ouvriers ne pouvait être que défensive. A la même époque, le Congrès décida de s'opposer théoriquement à une centralisation de la direction en Italie. Ces deux événements exceptés, il y eut peu de changements. En Allemagne, le parti communiste refusa de demeurer avec le K.A.P. (parti ouvrier communiste d' »ultra-gauche »)

¹⁵ Soulèvement ouvrier en Allemagne centrale, déclenchée par certains dirigeants de l'I.C. (mission de Bela Kun). Après l'échec du soulèvement, ce dernier fut unanimement condamné par les dirigeants de Moscou (Lénine, Trotski, Zinoviev).

et fit alliance avec l'U.S.P. (parti socialiste indépendant). Ces manœuvres eurent pour effet de rapprocher les partis communistes d'Europe des partis socialistes. On parla de la possibilité d'un « front uni par en haut » et de « gouvernements travaillistes parlementaires ». C'est dans cette optique que Brandler put annoncer devant une cour allemande : « Le but de notre parti est d'établir la dictature du prolétariat sous la Constitution de Weimar. »

LA RUSSIE ET LA POLITIQUE INTERNATIONALE

« Sans la Russie, déclarait Radek en 1920, l'économie mondiale ne peut espérer se rétablir. » Cette déclaration ne servit pas seulement les intérêts de l'économie russe, mais encore ceux du capitalisme mondial, et elle permit à la Russie d'entrer en pourparlers avec les puissances occidentales. Après avoir réussi à signer des traités commerciaux satisfaisants avec plusieurs petits Etats, la Russie entreprit d'obtenir une participation aux grandes conférences internationales. En 1921, elle s'indigna vivement de n'avoir pas reçu d'invitation pour la conférence de Washington qui s'était réunie pour traiter de la politique coloniale (sphères d'influence) dans l'Océan pacifique, en Chine, etc. Ses protestations furent vaines. Elle devait toutefois participer à la conférence de Genève en mars 1922 sur le rétablissement économique de l'Europe. Au nom de la délégation russe, le secrétaire russe aux affaires étrangères, Tchitcherine, devait déclarer : « L'Union soviétique estime que, à une époque où l'ancien régime capitaliste peut exister parallèlement au nouvel ordre social en évolution, il est nécessaire, dans l'intérêt d'un rétablissement économique général, de développer une étroite association entre les deux systèmes sociaux. » Il devait poursuivre en indiquant les raisons pour lesquelles la Russie désirait nouer des relations amicales et conclure des traités commerciaux avec les autres puissances. Et parce que le « rétablissement économique de la Russie – le plus vaste pays d'Europe et le plus riche en ressources naturelles – est la condition préalable au rétablissement des autres pays », la Russie se déclara prête à ouvrir ses frontières à un transit international, à affermer des millions d'hectares de terres cultivables et à accorder de vastes concessions pour l'exploitation du charbon, des minerais et du bois. Le mémorandum russe offrait en outre aux entrepreneurs étrangers des garanties plus que suffisantes, ainsi que la promesse de dédommager les Etats étrangers des pertes subies pendant la guerre mondiale. La Russie espérait, par de telles concessions, obtenir une aide des pays capitalistes pour son propre rétablissement économique. « L'appui financier des autres pays est de toute première importance pour le rétablissement économique de la Russie », déclarait Tchitcherine au chef de la délégation britannique, Lloyd George, le 20 avril 1922. Cependant, les huit délégations capitalistes qui assistaient à la conférence devaient demander non seulement un certain nombre de garanties politiques, mais encore le remboursement des dettes tsaristes, ce que le gouvernement soviétique ne pouvait accorder. Les différentes puissances ne purent donc aboutir à un accord. Pourtant la délégation russe devait déclarer à nouveau dans son dernier mémorandum : « Pour aboutir à une entente mutuelle, la Russie demeure prête à accorder d'importantes concessions, à condition que les autres puissances fassent de même. »

La Conférence de Genève n'apporta pas à la Russie l'aide financière qu'elle attendait, mais ouvrit la voie à une association plus étroite avec l'Allemagne. Peu de temps après, les deux gouvernements signaient le traité de Rapallo¹⁶. En reconnaissant officiellement l'Union soviétique, l'Allemagne se gagna un allié dans son opposition au Traité de Versailles. Les deux gouvernements s'accordèrent à annuler toutes leurs dettes de guerre. « Le Traité de

¹⁶ Signé le 16 avril 1922.

Rapallo ouvre la Russie aux capitaux allemands », devait écrire Preobrasjenski dans un pamphlet. Les capitaux allemands ne furent cependant pas utilisés pour le rétablissement de la Russie, mais pour la construction d'avions allemands et d'usines de gaz toxiques. On a même parlé d'une clause secrète du Traité par laquelle les deux gouvernements se seraient engagés à une étroite coopération militaire dans l'hypothèse d'une guerre germano-polonaise, clause similaire à celle qui réclamait une offensive militaire combinée des deux pays contre la France dans le cas où l'Allemagne déciderait de se libérer du Traité de Versailles.

Après avoir éliminé l'Allemagne de la liste de ses agresseurs possibles, la Russie chercha à conclure des traités semblables avec ses voisins directs. Elle proposa de réduire son armée à 200 000 hommes, mais après que les Etats frontaliers eussent refusé de discuter d'un désarmement éventuel, elle refusa à son tour de participer à une conférence qui avait trait aux pactes de non-agression. Par cette manœuvre, la Russie était assurée de participer indirectement à la future guerre germano-polonaise – ce qui semble confirmer l'existence de la clause secrète mentionnée plus haut. La Russie devint ainsi le partenaire de l'Allemagne, cet Etat qui luttait farouchement pour retrouver son ancienne position impérialiste.

Renforcée par le Traité de Rapello, la Russie chercha à exploiter les antagonismes capitalistes qui existaient entre les grandes puissances, dans l'espoir d'obtenir de nouvelles concessions et d'affermir encore davantage sa position. C'est au IV^{ème} Congrès mondial de l'Internationale communiste que revint la tâche de réviser la « ligne » des partis du Komintern d'après ces nouveaux développements, tâche qui, cela va sans dire, fut menée à bien de manière extraordinaire. Plus clairement que jamais la Russie était le centre, l'alpha et l'oméga de la politique bolchevique internationale.

Dans les thèses sur la tactique du Komintern on peut lire : « Plus la Russie sera forte et puissante, et plus son influence révolutionnaire s'étendra à l'échelle internationale. » Les questions relatives à la situation allemande furent tout particulièrement examinées, et la résolution sur le Traité de Versailles parla d'un peuple qui, « désarmé et privé de tout moyen de défense, est à la merci des puissances impérialistes ». C'est ainsi qu'était qualifiée une Allemagne dont les dirigeants venaient d'achever une campagne sanglante contre la classe ouvrière révolutionnaire. Le Congrès conseilla aux partis communistes allemands et français de lutter de concert contre le honteux Traité de Versailles. Pour ce qui était de l'action d'un front uni, il fut décidé qu'il était important d'intensifier les relations amicales avec les organisations sociales-démocrates. Le même document déclarait en conclusion : « Etant donné que l'Internationale communiste a décidé de mettre l'accent sur le slogan d'un front uni de tous les travailleurs, et étant donné que l'Internationale communiste a donné permission à ses différentes sections de coopérer avec les groupes et les partis de la II^{ème} Internationale et de la II^{ème} Internationale et demi, l'Internationale communiste se doit de prolonger ces décisions sur une échelle internationale. » Le Komintern se rapprocha ainsi de la II^{ème} Internationale dont il espérait que l'énorme influence morale et parlementaire permettrait aux bolcheviks d'obtenir plus aisément des concessions capitalistes. De ce changement de politique devait découler la théorie d'un « gouvernement ouvrier de coalition ». Et le Komintern souligna qu'une telle coalition était non seulement possible mais encore souhaitable, car elle représentait un pas logique vers l'abolition totale du système capitaliste.

Toutes ces résolutions furent décidées de manière à correspondre à la situation allemande et à plaire à la clique militaire allemande pour laquelle la clause militaire secrète demeurait encore une incertitude. Ce fut pourtant avec une légèreté presque choquante que le parti communiste allemand prépara le terrain à un front populaire national. Par la suite, lors du congrès du Parti

qui se déroula à Essen en 1925, il devait déclarer que, jusqu'en 1923, l'Allemagne n'avait pas été un pays impérialiste, mais une nation opprimée, et qu'à l'époque une guerre avec la France n'aurait pas été une guerre impérialiste, mais une guerre de libération nationale. Il aurait, par conséquent, été du devoir du parti communiste allemand de soutenir une telle guerre. Il paraît à peine croyable que le Comité exécutif de l'Internationale Communiste ait pu envisager en 1923 d'introduire son « socialisme » en Allemagne sur les baïonnettes de l'Armée rouge et, qu'après l'avoir aidée à détruire le Traité de Versailles, elle ait pu concevoir d'entreprendre la tâche difficile d'abattre le front uni de la bourgeoisie allemande. Il vaut la peine de remarquer que cette idéologie ressemble comme deux gouttes d'eau à celle qui fut exposée par les « national-bolcheviks » Wolffheim et Laufenberg, en 1919. Lénine lui-même allait renoncer à toute conception révolutionnaire qui pouvait encore exister au sein du Komintern en déclarant que, dans les pays développés d'Europe, le socialisme ne naîtrait pas des contradictions économiques du système capitaliste, mais de l'exploitation de type impérialiste d'un Etat par un autre (*Œuvres complètes*, vol. XVIII, p. 136, éd. Russe)

Ayant ainsi redéfini ses positions, le Komintern entreprit d'identifier la guerre de libération nationale allemande à une révolution des travailleurs. Il insista plus que jamais sur la nécessité d'un front uni et d'une participation parlementaire dans les gouvernements de coalition. Cette nouvelle politique fut couronnée de succès en Thuringe et en Saxe (1923) où les membres des partis communistes et socialistes formèrent des gouvernements de coalition. Les dirigeants communistes expliquèrent que cette entorse à leurs principes révolutionnaires était nécessaire si l'on voulait s'assurer le succès de la véritable révolution allemande que l'on attendait pour l'automne 1923. Mais à la dernière minute, alors que tout était prêt, le signal du soulèvement fut annulé en raison de "la trahison du parti socialiste allemand et de l'incompétence de certains chefs communistes". En réalité, le Komintern avait soudain découvert qu'une insurrection armée du prolétariat allemand ne servirait pas les intérêts de la politique étrangère russe. La classe ouvrière allemande fut ainsi sacrifiée. En prenant cette décision, le Komintern, qui depuis des années modelait la révolution mondiale selon les intérêts de la politique soviétique, abandonna toute prétention à une conscience de classe révolutionnaire. La Russie décida qu'elle ne tirerait aucun avantage d'une guerre contre la France ni d'une révolution en Allemagne. Elle accepta le "statu quo" comme un moindre mal, et établit les bases du slogan désormais célèbre : "Socialisme dans un seul pays."

PACIFICATION DE LA POLITIQUE OCCIDENTALE DE LA RUSSIE

En dépit d'un rapide rétablissement de l'économie soviétique sous la *Nep*, les résultats finaux demeurèrent très en deçà des espérances des bolcheviks. Les difficultés s'accrurent ; les premières expériences planifiées se situaient à l'extérieur du système économique, et les concessions étrangères n'eurent qu'une importance limitée. Les énergies des bolcheviks furent ainsi essentiellement dirigées vers la situation intérieure, dont la complexité exigeait toute leur attention. Leur politique étrangère à l'égard du capitalisme occidentale visa uniquement à protéger leurs relations diplomatiques : développement de relations économiques, protection contre toute ingérence ou tout trouble, qu'elle qu'en soit la cause (guerre ou révolution).

Les relations germano-soviétiques se firent plus distantes, bien qu'une certaine coopération soit assurée à l'instigation de la Reichswehr. Le traité commercial qui fut conclu en 1925 par les deux gouvernements occupa pendant longtemps la première place des affaires soviétiques. Il en résultat même, en 1926, un pacte de non-agression qui de toute évidence continuait la coopération germano-soviétique au sujet de la question polonaise.

Par ailleurs, l'Union soviétique développa des relations avec d'autres puissances capitalistes. Dès 1923, elle se déclara prête à participer à une conférence sur la restriction de la marine de guerre. Elle devait être officiellement reconnue par un certain nombre de pays au cours de l'année 1924. La Grande-Bretagne, l'Italie, la Norvège, l'Autriche, la Grèce, la Suède, le Danemark, le Mexique, la Hongrie, la France, etc., établirent des relations diplomatiques normales avec la Russie. Le Japon suivit en 1925. Seuls, les Etats-Unis, en butte à des problèmes domestiques, firent exception.

Le Vème Congrès mondial du Komintern, qui se réunit pendant l'été 1924, répondit de manière appropriée à la "nouvelle situation", c'est-à-dire au nouveau caractère de la politique étrangère. Il prit ainsi note de "l'ouverture d'une certaine phase pacifique et démocratique" dans la politique internationale, et acclama l'Union soviétique comme étant le seul pays qui ait une "réelle politique de paix". Comme toujours, la direction du Komintern se déchargea de toute responsabilité dans la défaite allemande. Un rapport du Comité exécutif de l'Internationale communiste rejeta cette responsabilité sur la "duplicité des dirigeants du parti socialiste allemand et sur l'incompétence des dirigeants du parti communiste allemand". Les tactiques de front furent désormais considérées comme n'étant "qu'une méthode révolutionnaire d'agitation et de mobilisation des masses" ; on enregistra la "juste déviation" Brandler-Thalheimer et Brandler fut élu président honoraire du Congrès ; enfin, le bref règne de Ruth Fisher-Maslow reçut l'approbation du Congrès afin de masquer l'échec du Komintern. En pratique, une phraséologie plus "ultra-gauche" que jamais vint masquer des perspectives purement parlementaires. Bien que les partis socialistes fussent désignés comme les partis tiers de la bourgeoisie, on envisagea de former des "gouvernements de travailleurs" dans un "certain nombre de pays". De tels gouvernements devaient "objectivement" représenter un progrès, puisqu'ils signifieraient le déclin de la bourgeoisie.

La tâche des "vrais partisans de la révolution prolétarienne" était donc de transformer ce qu'on appelait les gouvernements de travailleurs en une "dictature du prolétariat". Mais le crétinisme parlementaire du Komintern devait atteindre son comble lorsqu'il fut question de la défaite allemande. Il fut en effet déclaré : "Après avoir subi la défaite la plus rude du mouvement révolutionnaire, après la crise interne qui s'en suivit, et après les persécutions les plus brutales, le parti communiste allemand parvint à regrouper ses forces, à mettre en place des dirigeants énergiques et capables, et à démontrer, par une victoire électorale éclatante de trois millions trois quarts de voix, qu'il était plus fort et plus puissant que jamais." C'est ainsi que le mouvement révolutionnaire allemand, vaincu avec l'aide du Komintern, permit à celui-ci de célébrer la "force révolutionnaire" d'une "victoire électorale" qui, entre parenthèses, ne devait durer que jusqu'au mois de décembre 1923.

Ayant ainsi changé de fusil d'épaule, les partis du Komintern, qui n'étaient plus guère qu'une épine dans la chair des pays capitalistes, opérèrent d'une manière mi-putschiste, mi-parlementaire et ne constituèrent plus qu'une réserve dans laquelle les Soviétiques pourraient puiser un jour. Les dirigeants du Komintern, prirent bien soin du reste de contrôler le feu. Dès 1925, ils se débarrassèrent de la tendance "ultra-gauche" représentée par Fisher-Maslow, ce qui entraîna la scission du "groupe Lénine", d'inspiration trotskiste, et la montée du servile Thälmann. En bref, la Russie essaya d'étouffer entièrement le mouvement révolutionnaire. Tandis que l'Allemagne, après la défaite honteuse de 1923, ne pouvait plus être considérée comme un terrain d'action révolutionnaire, l'Angleterre connut une situation de tension croissante. Les bolcheviks, incapables de construire un parti communiste puissant en Angleterre, déployèrent tous leurs efforts à découvrir une force oppositionnelle qui ferait face

à l'attitude ouvertement antisoviétique de la bourgeoisie anglaise. ils ne trouvèrent rien d'autre que les syndicats ultra-réformistes et ils misèrent sur leur influence à la Chambre. Le glorieux Comité anglo-russe s'illustra de 1925 à 1927, front uni du gouvernement soviétique et du réformisme anglais qui se manifesta aussi bien contre la politique britannique antisoviétique que contre le prolétariat anglais. C'est en 1926 que se déroula la lutte ouvrière la plus puissante de l'histoire de la Grande-Bretagne : la gigantesque grève des mineurs. Soutenus par les Russes, les syndicats britanniques réprimèrent la grève générale et empêchèrent que la lutte ne s'étende à l'ensemble de la classe ouvrière. Pendant les neuf mois de combats acharnés, ni les syndicats, ni les bolcheviks ne vinrent en aide aux mineurs affamés qui donnaient leur sang pour la cause du prolétariat. En prenant soin d'éviter toute action offensive, les bolcheviks poursuivirent les activités du Comité anglo-russe, puisque leurs intérêts diplomatiques étaient bien plus importants que ceux du prolétariat britannique et international. Ils essayèrent de préserver leur pays de toute menace de guerre, tout en empêchant une révolution européenne qui aurait été aussi dangereuse pour leur système social chancelant qu'une déclaration de guerre.

LA RUSSIE SE TOURNE VERS L'ORIENT

Abandonnant tout espoir d'une rapide révolution en Europe, les bolcheviks entreprirent de diriger leurs « activités révolutionnaires » du côté de l'Orient. A l'époque où le Komintern annulait la révolution allemande d'octobre 1923, ils préparaient fébrilement le I^{er} Congrès international des paysans. Ils espéraient à travers cette Internationale des Paysans pouvoir regrouper tous les pays coloniaux et semi-coloniaux sous l'égide de Moscou, comme ils l'avaient fait autrefois pour les partis communistes. Bien que cette entreprise ne doive guère connaître de succès, les bolcheviks n'abandonnèrent jamais cet objectif. Aussi tard que 1928, le VI^{ème} Congrès mondial du Komintern demandait à l'Internationale communiste de renouveler ses efforts pour créer un soviet international des paysans. Nous rappellerons ici que le V^{ème} Congrès (été 1924) avait déjà ratifié l'organisation d'une internationale paysanne et avait demandé à ses différentes sections de travailler en étroite collaboration avec les organisations paysannes afin de consolider partout les « blocs ouvriers et paysans ». Ces décisions furent prises dans une perspective chinoise, puisqu'il s'agissait d'inaugurer une politique de coopération entre le parti communiste et le parti nationaliste chinois (le Kuomintang).

Les thèses qui justifiaient ces nouvelles tactiques déclaraient ouvertement que « le Komintern s'était trop préoccupé du développement européen » et qu'il était de la plus grande importance d'accélérer l'évolution de ces mouvements de masse asiatiques qui luttèrent pour se libérer du joug impérialiste et d'où jaillirait – comme le déclara Staline – le signal décisif de la révolution mondiale. Mais la encore, les bolcheviks jouèrent double jeu. Tout en s'efforçant de mobiliser les masses paysannes, ils signèrent des pactes de convention mutuelle avec leurs gouvernements. Avec leur pacte avec la Turquie, ils renoncèrent à toute activité révolutionnaire, parce que Kemal Pacha occupait une position centrale en Asie mineure et que cette région était l'objet d'une lutte silencieuse, mais farouche, entre la Russie et l'Angleterre. Peu leur importait que sous le règne de Kemal Pacha tout communiste était emprisonné ou même pendu. Le traité de 1926 avec la Turquie fut signé après l'accord avec l'Afghanistan, selon lesquels les deux parties s'engageaient à une aide militaire mutuelle dans le cas où l'un des signataires serait menacé d'une invasion de son territoire. La Russie espérait ainsi empêcher l'Angleterre de faire de l'Afghanistan une base militaire pour ses opérations antisoviétiques. Un pacte semblable fut conclu en 1927 avec la Perse. Ces traités étaient

importants pour la Russie en ce qu'ils devaient protéger sa frontière sud-asiatique de toute invasion britannique.

Les traités qui furent conclus avec la Chine en 1924, revêtirent une importance encore plus considérable. Les gouvernements de Pékin et du Mandchoukouo reconnurent officiellement l'Union soviétique. Celle-ci annula tous les traités tsaristes, renonça à toutes les indemnités qui lui étaient dues pour la révolte des Boxers et reconnut les droits de la Chine à la ligne de chemin de fer de l'Orient. Ce traité resserra les liens avec le Kuomintang que les bolcheviks soutenaient ouvertement. Une coopération harmonieuse entre la Chine et la Russie parut désormais assurée.

LA TRAHISON DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE CHINOISE

Les bolcheviks avaient triomphé en Russie parce qu'ils avaient su combiner les intérêts des paysans et des travailleurs. Pour eux, la révolution mondiale ne serait que la répétition de ce processus à une échelle internationale. Bien qu'ils durent reconnaître que cette politique avait causé la défaite du prolétariat européen, ils n'en pensèrent pas moins l'utiliser avec succès en Chine.

Depuis 1925, le mouvement révolutionnaire du prolétariat chinois connaissait un essor sans précédent, si bien que la Chine apparut comme le seul pays d'Asie dans lequel le Komintern pouvait espérer construire un parti puissant et actif. Conformément à la théorie stalino-léniniste de la libération nationale des nations opprimées par l'impérialisme, ce parti – qui s'était héroïquement battu contre le capitalisme naissant – fut contraint de joindre le Kuomintang. Les bolcheviks firent savoir au parti communiste chinois qu'il faudrait faire bloc avec la bourgeoisie et les classes moyennes. En 1926, le Kuomintang lança depuis Canton son offensive militaire contre les provinces rebelles du Nord. En moins de deux ans, il allait devenir la maître absolu de la Chine. Ce succès rapide s'explique en grande partie par les nombreuses révoltes de paysans et d'ouvriers contre les généraux nordiques. Shanghai fut conquise en 1927 grâce aux travailleurs qui s'insurgèrent contre les troupes de Pékin. Une fois la ville prise, le général victorieux, Chiang-Kai-chek, ordonna le désarmement du prolétariat. Suivant les conseils de leurs camarades russes, les communistes chinois rendirent toutes les armes, après quoi, Chiang-Kai-chek fit persécuter et décapiter des milliers d'ouvriers qui avaient pris part au soulèvement. Moscou trahit le prolétariat de Shanghai parce qu'il estimait qu'il était plus important de conclure un accord mutuel avec les éléments bourgeois et leur boucher de général. Le parti communiste chinois dut rester à l'intérieur du Kuomintang ; peu après, il allait essuyer un nouveau coup rude. Au lieu de s'attaquer à Pékin, bastion septentrional, l'armée de Chiang-Kai-chek marcha contre Wuhan, où un gouvernement communiste avait été mis en place. Les dirigeants de ce gouvernement – qui avaient tous été des délégués influents au Komintern – ne purent sauver leur peau qu'en joignant les rangs des forces ennemies. On ne peut voir là que la conséquence logique de la politique chinoise du Komintern. Moscou tenta de garder les mains blanches en excluant un grand nombre de dirigeants « indignes ».

Le soulèvement des ouvriers de Canton contre le régime de Chiang-Kai-chek en décembre 1927, qui fut organisé par Heinz-Neumann, ne fut pas seulement une entreprise hasardeuse, elle fut véritablement un crime délibéré. Des milliers de travailleurs perdirent la vie dans une bataille qui était perdue d'avance, et des milliers d'autres furent massacrés une fois la lutte terminée. On peut comparer le soviet de Canton en 1927 à la Commune de Paris : dans les

deux cas, la classe ouvrière révolutionnaire reçut un coup fatal. Les défaites de Shanghai et de Canton – provoquées par le Komintern – étouffèrent le mouvement révolutionnaire chinois.

C'est très lentement et avec beaucoup de peine que le parti communiste chinois entreprit de reconstruire son organisation. Il devait pour cela s'éloigner des ouvriers et recruter ses partisans parmi les paysans. A partir de 1930, il prit une part active dans de nombreux soulèvements paysans. Il devait également contribuer à la création de ce que l'on appela la Chine soviétique, vocable sous lequel furent réunies quelques provinces de l'intérieur. Moscou, pour sa part, est parvenu à conserver son rôle de guide et de conseiller, tout en maintenant une politique très agressive. Mais parce que les activités de la Russie dans l'Asie de l'Est peuvent avoir de graves conséquences pour les intérêts britanniques, la Grande-Bretagne s'efforce inlassablement d'entraver les entreprises russes en procédant en Europe à des manœuvres diplomatiques qui ont obligé la Russie à procéder avec d'infinies précautions et à faire davantage de compromis avec ses voisins européens.

Si la Chine venait à se consolider d'une manière ou d'une autre, il y a gros à parier que la Russie renoncerait à toute participation dans la révolution chinoise – certains événements récents semblent confirmer cette hypothèse – et se bornerait à « construire le socialisme » à l'intérieur de ses propres frontières. Elle suivrait alors, en ce qui concerne l'Asie, la même politique qu'elle a observé à l'égard de l'Europe depuis 1923.

VERS LA « SOCIÉTÉ DES NATIONS »

Lorsque, après quatre années d'interruption, le VI^{ème} Congrès mondial du Komintern se réunit (1928), il n'y avait plus qu'à entériner la liquidation de la révolution des travailleurs chinois. A cette époque, Moscou même ne pouvait plus ignorer que le Kuomintang était « carrément passé dans le camp de la contre-révolution » et qu'il infligeait de « sévères défaites » aux paysans et aux ouvriers chinois. Le Congrès fit état de l'ouverture vers le mouvement paysan : « Les pays coloniaux représentent à l'heure actuelle le secteur le plus dangereux pour l'impérialisme mondial. » On émit donc des directives très détaillées pour une politique bolchevique dans l'ensemble des zones coloniales et semi-coloniales, et l'on donna des ordres pour que les partis du Komintern y soient créés. On notera que les thèses ayant trait à la politique coloniale occupaient 45 pages du rapport officiel du Congrès, alors que les thèses qui se référaient aux tactiques du Komintern ne nécessitèrent que 31 pages. Ce qui signifie bien que Moscou avait décidé sans équivoque possible de se tourner vers l'Orient, et plus précisément vers l'Orient paysan.

Pourtant le Komintern se montra également catégorique sur les questions de politique européenne, ce qui s'explique d'une part par les changements de la situation politique en Russie, et d'autre part, par un désir de ne pas trop attirer l'attention sur le rapprochement progressif avec la bourgeoisie d'Europe occidentale.

La *Nep* prit fin en 1928. Sur la question de l'organisation et de la concentration de l'industrie et de l'agriculture, le gouvernement bolchevique passa carrément au capitalisme d'Etat. Il décréta le premier plan quinquennal, introduisit la collectivisation, entra en lutte contre les spéculateurs de la période de la *Nep*, contre les petits négociants et contre les koulaks. En harmonie avec ce programme intensif, le VI^{ème} Congrès prononça la célèbre théorie de la « troisième période » qui devait conduire à la guerre entre les puissances impérialistes et l'Union soviétique et qui allait accélérer la crise générale du capitalisme. L'année 1929 fut

l'apogée des pays capitalistes ; c'est également au cours de cette même année que le parti communiste allemand, par exemple, vida de leur sens les mots d'ordre révolutionnaires en faisant appel sans discontinuer aux grèves et aux grèves générales, et en se couvrant de ridicule. Il incita les chômeurs à des actions absurdes où ils épuisèrent les énergies qu'ils auraient dû réserver pour la prochaine crise à venir. Il fut mis un terme au rapprochement avec le parti socialiste, accusé désormais d'être le représentant du « fascisme social » ; l'« opposition syndicale rouge » contribua à scinder les syndicats et les communistes abandonnèrent le travail dans les usines pour se consacrer à l'organisation des chômeurs.

En raison de la nouvelle tournure que prenait la politique étrangère allemande, le VI^{ème} Congrès déclara au même moment que le bloc anti-soviétique que constituaient les puissances impérialistes était établi de manière définitive. Cette affirmation inexacte s'explique par le fait que les Russes, une fois terminée leur aventure chinoise, renoncèrent à toute action révolutionnaire qui s'appuierait sur la classe ouvrière. Auréolés du succès du plan quinquennal, ils mirent à l'ordre du jour le slogan alléchant de « socialisme dans un seul pays ». Impérialisme mondial contre Union soviétique, telle fut la doctrine du Komintern, simplifiée par le régime staliniste, au moment même où la Russie, toujours dans le but de prolonger sa politique de plan quinquennal, s'avancait ouvertement dans la voie d'une entente pacifique, tant politique qu'économique, avec les puissances impérialistes.

Quelques années auparavant, les Russes avaient tenté de participer aux affaires diplomatiques et impérialistes des pays membres de la Société des Nations. Pour la forme, ils durent renoncer à prendre part à la première session de la commission préparatoire sur le désarmement (printemps 1926), car cette réunion devait se tenir en Suisse, pays dont le gouvernement se refusait à donner des explications sur le meurtre de Vorovski (en 1923 à Genève). A la fin de 1927, alors même que Chiang Kai-shek réprimait l'insurrection de Neumann à Canton, les Russes se rendirent à la conférence préparatoire sur le désarmement. Ils bouleversèrent tout d'abord la diplomatie internationale en demandant l'« abolition totale de tous les combats sur la terre, les eaux et l'air », mais ils devaient vite se soumettre aux règles « raisonnables » de la politique étrangère impérialiste. Dès mars 1928, au comité de sécurité de la Société des Nations, ils avaient déjà diminué leurs exigences et ne réclamaient plus qu'un désarmement partiel. « Etant donné que notre proposition d'un désarmement total et général n'a pas été favorablement accueillie par la grande majorité des délégations, expliqua Litvinov, la délégation soviétique a décidé de chercher un terrain d'entente avec les autres délégations, et de s'en tenir à la proposition aussi limitée soit-elle d'un désarmement partiel. » C'est à partir de ces discussions préliminaires que les groupes, les coalitions et les contre coalitions allaient préparer la future guerre impérialiste mondiale. Dans le brouillard qui recouvrit cette conférence, ainsi que celle qui suivit, les Russes firent preuve d'une grande habileté diplomatique, tandis que ces conférences cherchaient avant tout à masquer les armements intensifs et continus de tous les participants, l'Union soviétique y compris.

Pendant l'été 1928, les puissances armées signèrent le Pacte Kellog, accord bilatéral qui visait à empêcher que la guerre ne soit un instrument de politique étrangère. Accueilli avec enthousiasme à travers le monde, il fut signé par tous les Etats les plus importants. En fait, l'utilité du pacte fut de montrer comment les Etats se lançaient dans les guerres sans déclarations préalables (comme se fut le cas du Japon en Mandchourie, par exemple) et comment la Société des Nations s'avérait incapable d'être garante du Pacte Kellog en cas de conflit militaire. Tchitcherine pour sa part, déclara que le Pacte Kellog faisait partie de la préparation de guerre contre l'Union soviétique, et il faut croire qu'il cherchait par là à expliquer et à justifier l'adhésion de la Russie.

POURPARLERS DE PAIX PENDANT LA CRISE MONDIALE DU CAPITALISME

La crise mondiale eut des répercussions économiques et politiques sur la situation internationale. Les Russes multiplièrent donc leurs efforts pour s'assurer des accords de bon voisinage, tant politiques qu'économiques, avec les puissances capitalistes et pour éviter que tout incident extérieur ne vienne perturber l'œuvre de construction qu'ils entreprenaient dans leur pays. En 1929, l'Estonie, la Lettonie, la Pologne, la Roumanie et la Russie conclurent un Pacte Kellog oriental qui reconnaissait le Pacte Kellog indépendamment des 14 Etats qui en avaient été les signataires. Par la suite, la Turquie et la Perse adhérèrent à ce protocole oriental.

Les relations économiques avec les Etats capitalistes accusèrent un net progrès. En 1930, la Russie signa un accord commercial avec l'Angleterre et élargit considérablement celui qu'elle avait conclu avec l'Italie en 1924. En mars 1931, elle prit part à la conférence agricole internationale de Rome dans l'espoir d'augmenter les exportations de céréales soviétiques. Dans la même perspective, elle participa à la conférence de Stresa sur les exportations de produits agricoles (automne 1932). Les rapports entre le gouvernement soviétique et les capitalistes allemands se resserrèrent à tel point qu'au printemps 1931 un grand nombre d'industriels allemands séjournèrent à Moscou où ils entreprirent des pourparlers pour élargir le champ des « affaires russes » et d'où ils repartirent munis de commandes qui, à elles seules, dépassaient un demi-milliard de marks-or. Ces commandes soviétiques allaient procurer « un salaire et du pain » à trois ou quatre cent mille travailleurs allemands, comme devait l'annoncer fièrement la presse communiste allemande. Elles allaient aussi renflouer et redonner vie au capitalisme allemand en faillite, détails qui furent modestement omis par cette même presse.

Les Russes, toutefois, ne se lancèrent dans la diplomatie économique que pour servir les intérêts de leur diplomatie politique. Et c'est en ce domaine qu'ils furent sans conteste les plus actifs. Au printemps 1931, ils proposèrent au comité européen de la Société des Nations le projet d'un pacte général de non-agression et présenté à la Société elle-même à l'automne de la même année. Ces projets, et tous les accords et propositions qui furent soumis par la suite, contenaient une définition précise de l' « agresseur », définition qui reçut l'approbation générale. En échange, les bolcheviks rayèrent du vocabulaire soviétique tous les concepts qui avaient traits à l'essence de la guerre impérialiste et qui y avaient été introduits par Lénine. Ils divisèrent la politique impérialiste en deux catégories – l'une « agressive », l'autre « défensive » - ce qui était un retour à l'idéologie dont les partis de la II^{ème} Internationale s'étaient servi pour justifier, en 1914, leur soutien d'une guerre que menait leur bourgeoisie nationaliste et impérialiste, et ce qui n'avait rien pour surprendre, puisque les Russes cherchaient une fois encore à nouer une alliance avec les bourgeoisies impérialistes. Il leur fallait donc trouver à l'avance une justification idéologique qui expliquât leur politique de coalition avec les groupes impérialistes, une politique dont la pratique avait été retardée par la social-démocratie jusqu'à l'ouverture de la guerre mondiale.

Les bolcheviks furent les précurseurs du système de pactes régionaux qui a caractérisé l'étrange politique étrangère menée par l'impérialisme durant la crise mondiale. En 1932, ils conclurent des pactes de non-agression avec les pays qui longeaient la frontière occidentale de la Russie : la Finlande, la Pologne, la Lettonie, l'Estonie et la Roumanie (à l'exception de la Bessarabie). Ayant ainsi assurés leur frontière occidentale, il conclurent un pacte de non-

agression avec la France, pacte qui fut ratifié en février 1933. Par ces mesures diplomatiques, la Russie se dégageait de ses obligations avec l'Allemagne et préparait le terrain de la nouvelle distribution des forces dans la politique européenne, redistribution qui devint effective avec l'arrivée de Hitler au pouvoir. La diplomatie soviétique avait habilement calculé que la politique étrangère russe aurait à changer de cheval impérialiste.

En outre, il existait encore, en 1932, des pactes de non-agression avec plusieurs autres pays : l'Allemagne, l'Italie, la Turquie, la Chine, etc. Les relations diplomatiques soviétiques avec le gouvernement de Chiang-Kai-chek, qui avaient été rompues en décembre 1927, furent renouées en décembre 1932. Les bouleversements provoqués par la crise mondiale entraînèrent plusieurs autres pays à reconnaître définitivement l'Union soviétique. Ce fut le cas de l'Espagne et des Etats-Unis en 1933, de la Hongrie, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie en 1934. Pour ces trois derniers pays, la décision de reconnaître la Russie découla directement de l'alliance franco-russe, tandis que les Etats-Unis prirent cette résolution parce qu'ils ne pouvaient plus désormais se passer de l'Union soviétique dans leur lutte d'influence en Asie orientale, une lutte qui se jouait contre le Japon.

Le brusque tournant de la politique étrangère allemande – en accord avec les vieux projets de Hitler de coloniser l'Orient – tout en intensifiant les préparatifs militaires allemands, provoqua un remaniement de toute la politique étrangère européenne. Et puisque l'Allemagne étendit les méthodes fascistes qu'elle employait en politique intérieure au domaine diplomatique, elle offensa ses adversaires du traité de Versailles, ce qui ne l'empêcha pas toutefois de poursuivre ses objectifs sans délai. Son principal succès fut de se gagner la Pologne qui était jusque là fidèle à la politique française. La Russie se vit donc à nouveau menacée sur sa frontière occidentale. Pour parer à ce danger elle prolongea pour une période de 10 ans les pactes de non-agression avec les trois états baltiques (avril 1934). Cette mesure diplomatique fut prise rapidement après que l'Allemagne ait refusé de signer, à la demande des Russes, un protocole relatif à l'inviolabilité des états baltiques.

LA RUSSIE ENTRE A LA SOCIETE DES NATIONS

Les bolcheviks ont été et sont toujours bien loin de mener une politique étrangère antifasciste. Depuis plusieurs années ils ont eu soin de souligner les bons rapports qu'ils entretiennent avec l'Italie : en septembre 1933, ils signaient avec ce pays un pacte de non-agression et de neutralité qui se basait sur certains intérêts anti-allemands communs aux deux parties. Si les Russes, après s'être déclarés les adversaires de la Société des Nations, en sont devenus membres, si, après avoir été les ennemis du Traité de Versailles, ils en sont devenus les garants, et si, après avoir été les alliés des Allemands, ils en ont fait la cible de leur politique européenne, cela est dû comme l'expliqua Staline au XVII^{ème} Congrès du parti communiste soviétique (1934) « à certains changements de la politique allemande ». Il devait ajouter que les fascistes n'avaient en aucune façon déterminé cette nouvelle phase de la diplomatie soviétique : « Certes nous sommes loin d'être enchantés du régime fasciste allemand. Mais il ne s'agit pas ici de fascisme, comme le montre clairement le fait que le fascisme en Italie, par exemple, n'a pas empêché l'Union soviétique d'établir les meilleures relations possibles avec ce pays. » D'une façon générale, il s'agissait pour Staline de se rapprocher des « pays qui ne cherchaient pas à troubler la paix ». Si bien que le fascisme italien apparaissait pour Staline, comme pour certains pacifistes allemands, comme le défenseur de la « paix ».

Ainsi, la volte-face qui s'opéra dans la politique étrangère bolchevique fut la conséquence du revirement de la politique étrangère allemande. Les Russes oscillaient entre les grandes puissances impérialistes, bien décidés à mener à bien leur « politique de paix » - c'est-à-dire, à former et à soutenir toute coalition qui, à un moment donné, apparaîtrait comme étant la plus capable de parer à une attaque militaire contre l'Union soviétique et d'isoler l'agresseur, en l'occurrence l'Allemagne et le Japon. La France, pour sa part, qui se trouvait directement concernée par l'échec du système versaillais et qui était en outre voisine de l'Allemagne, et donc menacée par Hitler, devint l'un des principaux avocats d'une entente avec la Russie. Elle put prévoir ses grandes contre-attaques envers la politique étrangère allemande, tout en restant fidèle – non sans quelques échecs – au principe d'un encerclement militaire préventif de l'Allemagne hitlérienne (l'absence de la Pologne sur ce cercle se fit sérieusement sentir). A l'automne 1934, à l'instigation de la France, la Russie fut invitée par trente Etats à rejoindre la Société des Nations. Seuls, trois petits Etats européens, qui pouvaient encore se permettre de réclamer que l'on sauve le capitalisme des mains du bolchevisme, s'opposèrent à cette invitation : le Portugal fasciste, la Hollande semi-fasciste et la Suisse démocratique. Pour la *Pravda* du 18 septembre 1934, l'invitation s'expliquait par la peur qu'avaient les puissances capitalistes invitantes que « les plans antisoviétiques que nourrissaient certains éléments aventuristes parmi les impérialistes, ne préludent à une nouvelle guerre mondiale qui serait également dirigée contre plusieurs puissances impérialistes ». Le lendemain, toutefois, les *Izvestia* déclaraient que le monde capitaliste était divisé en deux groupes, l'un voulant la paix et l'autre recherchant la guerre. Si bien que les puissances qui adhérèrent à la Société des Nations, après que le Japon et l'Allemagne se soient retirés de cette organisation, furent considérées comme constituant le groupe pacifiste (Italie-Abyssinie !). Staline, pour sa part, expliqua que l'adhésion de la Russie à la Société des Nations permettrait à cet organisme de servir de frein pour « retarder ou empêcher l'irruption de situations belliqueuses ». Enfin Litvinov insista, à Genève, sur la coopération internationale de l'Union soviétique avec la grande majorité des puissances capitalistes dans les domaines économiques, artistiques, sociaux, scientifiques et politiques, coopération qui était désormais couronnée par un objectif commun : « L'organisation de la paix. »

Ce n'est qu'après que la Société des Nations ait démontré son impuissance, tout au long de son existence, à assurer la paix et à empêcher les interventions armées, et qu'elle ait convaincu les pacifistes les plus optimistes de son inutilité, que les bolcheviks découvrirent à leur tour l'inefficacité de cet organisme. Sans doute, leurs déclarations de paix cachaient-elles une meilleure connaissance des faits. Mais ils s'étaient engagés sur la voie d'une diplomatie capitaliste qui exige que toute alliance militaire, qu'elle soit offensive ou défensive, soit couverte d'une phraséologie pacifiste.

Si son adhésion à la Société des Nations a permis à la Russie de remporter un grand nombre de succès diplomatiques – au nombre desquels le rapprochement politico-commercial est apparu comme l'un des plus importants – elle a surtout consacré la coopération franco-russe. Entre autres considérations, la Russie désirait poursuivre sa politique de consolidation de sa frontière occidentale, si bien que, dès décembre 1934, elle entreprit des pourparlers en vue d'un pacte oriental dont la France devait être l'un des principaux garants. Bien que ces efforts n'aient pour l'instant pas porté de fruits, en raison de l'hostilité de la Pologne et de l'Allemagne, les Russes n'en ont pas pour autant abandonné la partie. Mais la véritable et principale raison de l'adhésion de la Russie à la Société des Nations a été l'alliance avec la France qui s'appuie sans aucun doute sur une entente militaire et qui offre une sécurité mutuelle en cas d'une agression allemande.

Fidèle aux méthodes de la diplomatie impérialiste, le bolchevisme a cependant toujours couru deux lièvres à la fois. Et pendant longtemps, le Komintern fut le deuxième lièvre. Les choses ont néanmoins changé et les Russes cherchent aujourd'hui à garder les mains libres afin de pouvoir opérer des réajustements dans leur politique étrangère, et notamment pour élargir et modifier leurs alliances avec les puissances impérialistes elles-mêmes. Cette politique s'est vue confirmée, en premier lieu, dans leurs relations avec l'Asie orientale, dans la mesure où leurs négociations étaient conduites avec le Japon. Dès le début de l'avance japonaise en Mandchourie, ils se sont efforcés de parvenir à une entente avec le Japon (vente de ligne de chemin de fer orientale pour une bouchée de pain) et de provoquer la signature d'un pacte de non-agression. Mais la politique *européenne* de l'Union soviétique consiste aussi en des tentatives de rapprochement avec les principaux adversaires du moment. Moscou n'a pas oublié la coopération qui a existé entre la Russie et l'Allemagne, de même qu'elle n'a pas cessé de spéculer sur les plans conçus par l'aile bourgeoise des généraux de la Reichwehr, plans qui continuent de refléter la manière dont Scheicher¹⁷ entendait une coopération avec la Russie (la bourgeoisie impérialiste allemande ne désire pas conquérir un « pays en voie de colonisation » en Orient, elle recherche des objectifs impérialistes). Les bolcheviks comptent sur la possibilité que ces forces fassent une percée en Allemagne. En janvier 1935, au VII^{ème} Congrès des Soviets, Molotov devait déclarer : « Nous n'avons eu, et n'avons toujours, d'autre désir que de maintenir de bonnes relations avec l'Allemagne. Chacun sait que l'Union soviétique a grand besoin de développer des rapports avec tous les Etats, y compris ceux dont le gouvernement est fasciste. » Les « théories racistes et ultra-nationalistes » des nationaux-socialistes, souligna-t-il, ne constituent « naturellement » aucun obstacle au développement des relations germano-russes, et il ajouta : « Bien que nous n'ayons pas une très grande estime pour ces « théories », nous ne cachons pas le respect que nous portons au peuple allemand que nous considérons comme l'un des plus grands de notre époque. » Il s'agissait donc uniquement de savoir « ce qui était exactement à la base de la politique étrangère de l'Allemagne d'aujourd'hui », et notamment, de savoir si la façon dont Hitler envisageait la politique étrangère allemande était toujours valable.

L'EVOLUTION DE LA POLITIQUE INTERIEURE RUSSE ET SON INFLUENCE SUR LES RECENTS DEVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ETRANGERE

La ligne de la politique étrangère russe est donc, à tout moment, déterminée en grande partie par les alliances temporaires entre les grandes puissances. Néanmoins, la façon dont les bolcheviks mènent leur politique étrangère est étroitement liée à la situation intérieure. Or cette situation a récemment subi d'importantes modifications.

L'absolutisme bolchevique a connu une phase critique. En raison de ses origines et des conditions d'équilibre social qui prévalaient dans le premier temps de son développement, le régime soviétique s'est appuyé de manière décisive sur la classe ouvrière russe. Le prolétariat est apparu comme la classe privilégiée économiquement et politiquement (bien que ces privilèges aient été fort modestes). Le régime absolutiste bolchevique s'est appuyé sur les ouvriers afin de faire contrepoids à la paysannerie qui représentait, numériquement, une majorité sans précédent, et afin de construire aussi rapidement que possible un capitalisme d'Etat industriel. L'industrialisation de la Russie allait à son tour permettre d'abolir la propriété privée paysanne et de collectiviser les terres. Un capitalisme collectiviste agraire s'installa, qui était, d'une part, capable de défendre ses intérêts à la fois contre l'appareil

¹⁷ Kurt von Schleicher, général allemand. Partisan du rapprochement avec la Russie soviétique pendant les années 20.

étatique et contre la classe ouvrière, et qui pouvait d'autre part devenir l'assise de l'appareil étatique lui-même.

Devant le succès de la politique du second plan quinquennal, les bolcheviks annoncèrent que la Russie était passée du stade agricole au stade industriel. Le prolétariat qui représentait 17,3% de la population russe en 1928, en constituait 28,1% en 1934. Dans le même temps, le nombre de paysans collectivisés est passé de 2,9% à 45,9%, tandis que le nombre de paysans indépendants décroissait de 72,9% à 22,5%. Certes, la classe ouvrière ne représente encore qu'une minorité. Cependant, elle est puissamment organisée et fabrique en outre l'essentiel de la production soviétique. Devant cette prépondérance, le régime absolutiste bolchevique s'est vu contraint de s'appuyer sur la classe paysanne, de faire passer le centre de gravité de l'appareil étatique du côté le plus faible, afin de maintenir l'équilibre entre les deux classes et, par conséquent, de permettre au sommet absolutiste de la pyramide de gouverner.

La paysannerie collectivisée est devenue la classe privilégiée d'Union soviétique. Si l'essor industriel russe s'est effectué, jusqu'en 1928, au détriment de la paysannerie, la collectivisation elle-même s'est faite au dépend du prolétariat. Les milliards qui furent investis dans l'agriculture russe furent pris au secteur industriel de l'économie et expliquent amplement la situation sociale tendue dans laquelle se trouva le prolétariat, en dépit des succès des plans quinquennaux. La suppression des cartes de pain et la hausse du prix de cette denrée qui s'ensuivit furent un cadeau aux paysans collectivisés auxquels Staline avait promis, en 1932, un « bien-être » économique. Au cours des quatre dernières années, le gouvernement a dépensé près de cinq milliards de roubles pour l'installation de dépôts de tracteurs et de machines agricoles, une somme qui a été fournie par l'industrie russe. Les dettes qui avaient été contractées envers l'Etat par les exploitations agricoles collectives jusqu'à l'année 1933 et qui s'élevaient à 435 millions de roubles, furent abolies à la fin de 1934, par le gouvernement soviétique qui en fit don à la paysannerie.

En apparence, les entreprises collectives sont de type socialiste, ce qui a même été reconnu aujourd'hui par la menchevik Domanevskaya. Pourtant, dès le XVII^{ème} Congrès du Parti, Staline a déclaré qu'il fallait liquider les principes égalitaires petits-bourgeois des communes agricoles, associations qui permettent, dans une grande mesure, la propriété collective des paysans. En février 1935, au congrès des paysans collectivisés, des projets de lois qui avaient été établis par Staline pour les entreprises collectives furent adoptés. Les terres furent ainsi léguées à perpétuité aux entreprises collectives, ce que devait confirmer le secrétaire de la section moscovite du Parti (cf. *Rundschau*, 1935, n°28). Les terres nationalisées sont la propriété privée des collectivités agricoles. « Chaque paysan collectivisé, a expliqué le secrétaire du Parti, peut maintenant sentir que l'assemblée générale des membres d'une économie de type collectiviste contrôle entièrement cette économie, qu'aucun « plénipotentiaire » ne peut l'exclure de cette économie, et qu'il participe pleinement aux décisions concernant les affaires courantes de cette économie. » Il condamna sévèrement « les intrusions maladroites et totalement inadmissibles dans la vie des entreprises collectivisées » qui sont le fait de « certaines organisations du Parti » auxquelles il fut clairement déclaré que « les personnes qui transgressent les lois relatives à l'économie de type collectiviste ne peuvent être tolérées, ni dans l'appareil du Parti, ni dans celui des soviets ». De la sorte, les paysans collectivisés, maîtres absolus de leurs possessions, ont été libérés de la tutelle des organes du Parti, et le prolétariat a perdu à jamais son rôle de chef de file de la paysannerie.

Il en a été de même politiquement. Parallèlement à cette étonnante réforme sur les entreprises collectivisées on a pu assister à l'abolition de mesures qui désavantageaient les paysans dans

le domaine politique. Le VII^{ème} Congrès des Soviets a introduit le suffrage universel, direct et à bulletin secret, instaurant ainsi une sorte de « parlementarisme soviétique » grâce auquel le poids de la paysannerie peut être jeté dans la balance chaque fois qu'une question est mise aux voix. Désormais, les Congrès des Soviets seront dominés par des majorités paysannes, à l'image des congrès parlementaires. Le sommet de l'appareil étatique soviétique s'est ainsi libéré de la pression du prolétariat, une pression qui lui était nécessaire à un moment de son développement, mais qui se révèle aujourd'hui beaucoup trop dangereuse. Car en dépit de toute la sécurité que lui confère son régime dictatorial, le gouvernement soviétique n'existe qu'à condition d'utiliser la puissance des masses, auxquelles il lui faut rendre des comptes et entre lesquelles il lui faut manœuvrer.

En faisant de la paysannerie sa principale assise, le système bolchevique a cependant dû abolir les privilèges des éléments du Parti dont les origines étaient prolétariennes. En outre, ce revirement constitue une telle rupture avec la tradition du Parti qu'il ne peut s'imposer sans provoquer des convulsions internes dans l'appareil du Parti, bien que ce Parti ait déjà connu des dizaines de purges. Staline s'est vu contraint, une fois encore, de s'opposer à son parti afin d'en éliminer le conservatisme. Et il l'a fait avec une brutalité toute bolchevique en opérant, sinon le démantèlement progressif et complet de l'appareil du Parti, du moins sa dépolitisation. Si la prépondérance du prolétariat dans le régime absolutiste soviétique signifiait en fait la supériorité du Parti sur l'Etat – Staline restant le maître de ces deux appareils – la prépondérance de la paysannerie dans le système soviétique devrait consacrer la suprématie de l'Etat.

Ce bouleversement capital a provoqué, jusqu'à présent, deux mesures de la plus grande importance. La première a été la liquidation du syndicat des vieux bolcheviks, autrement dit, la destruction du centre de la tradition révolutionnaire « prolétarienne » du parti communiste russe. (D'après les communiqués de la presse bourgeoise, il semblerait que Kroupskaia ait été également emprisonnée.) La seconde mesure a consisté à réorganiser (puisque telle est l'expression que les autorités ont pudiquement employée) la Ligue des jeunes communistes selon les lignes du « principe de la production » qui régit le Parti lui-même, et à l'implanter dans les usines. La Ligue était devenue la meilleure arme du Parti dans les usines, où elle jouait un rôle important en tant qu'organisatrice de brigades de choc, collectrice de prêts gouvernementaux, etc. C'était un instrument politique actif du parti bolchevique ; le plus actif sans doute, car elle était toujours à la fois le centre des oppositions les plus diverses et l'interprète de l' « auto-critique bolchevique », qui ne se manifeste plus depuis quelque temps. La Ligue des jeunes communistes a été frappée la première parce qu'elle représentait le plus faible maillon du Parti. Dès le 22 février 1935, soit immédiatement après le VII^{ème} Congrès des Soviets qui devait élever la classe paysanne au trône, il fut décidé de la « réorganiser ». Au mois de juin, l'assemblée plénière du comité central de la Ligue s'inclina devant cette décision. Le point de vue social-démocrate selon lequel une organisation de jeunes ne doit pas avoir de fonction politique mais doit se borner à un rôle éducatif, a été mis en application. Dans les usines, les organisations de jeunes ont été dissoutes. La Ligue a été répartie en sept sections : les jeunes ouvrières, les jeunes paysannes, les jeunes pionniers, les étudiants, les écoliers, les organes dirigeants de la Ligue et les jeunes travailleurs des organisations étatiques et commerciales. Sur le plan politique, la Ligue des jeunes communistes a donc été liquidée et ses attributions se résument désormais à exalter les mythes de la jeunesse : « Tel un jardinier prévoyant, écrivait la *Pravda* dans un éditorial de la mi-juin, elle est appelée à élever des millions d'êtres humains, à former leur conception du monde, à les instruire, à les nourrir et à les aimer. »

LA LIQUIDATION DU KOMINTERN

En même temps que s'accomplissait ce virage dans la politique intérieure soviétique – la *Nep* politique de Staline – allaient aussi tomber les dernières barrières traditionnelles qui contenaient la politique étrangère bolchevique en raison de l'existence des partis communistes en Europe. La coopération entre le capitalisme d'Etat russe et l'impérialisme monopoliste et parfois même ouvertement fasciste n'est donc plus entravée par quelque considération extérieure que se soit. Et l'encombrante phraséologie révolutionnaire peut enfin être mise au rebut.

Jusqu'à présent, la « révolution mondiale » était, du moins sur le papier, le premier et le plus important garant contre une intervention des puissances impérialistes. Mais en pratique, les bolcheviks ont surtout compté sur leur diplomatie et sur cette institution qu'ils contribuèrent à forger : la puissante armée rouge. Kouybichev, l'ancien président des commissaires du peuple, expliqua sans équivoque au III^{ème} Congrès des Soviets de Moscou (janvier 1935) : « Tout en luttant pour la paix dans l'arène internationale, nous ne devons pas oublier que notre meilleure assurance contre une guerre, contre une intervention, demeure, comme par le passé, la puissance sans cesse croissante du défenseur armé de notre patrie, l'Armée Rouge des ouvriers et des paysans. »

Mais dès avant cette époque, les bolcheviks ne comptaient plus dans leurs rangs ces prolétaires qui avaient adhéré aux partis communistes, mus par une authentique foi révolutionnaire, et qui avaient assumé le martyre de la terreur fasciste. Leur souvenir était généralement évoqué par des déclarations de sympathie ou de protestation qui ne devaient en rien affecter la conclusion des traités de paix ou d'amitié entre la « patrie des travailleurs » et leurs oppresseurs fascistes. Il arriva toutefois qu'un écrivain dont les bolcheviks s'étaient acheté les services s'exprima plus ouvertement. Ainsi, à l'occasion de la signature du nouveau pacte de non-agression avec l'Italie, Péri¹⁸ écrivit dans le *Rundschau* (1933, n°33) avec un cynisme sans égal : « Pour ce qui est de nos frères italiens insurgés, qui souffrent dans les prisons et les pénitenciers insulaires, le fait que leurs tortionnaires soient contraints de négocier avec les représentants de cet ordre révolutionnaire pour lequel les plus valeureux de nos camarades ont sacrifié leur liberté, devrait être interprété comme un encouragement à la résistance et à la lutte. » Le travailleur communiste avait donc été abandonné depuis longtemps lorsque le Komintern poursuivait sa soi-disant lutte antifasciste contre ces puissances qui étaient déjà liées le plus étroitement possible à l'Union soviétique.

Toutefois, avec le dernier pacte franco-russe, dans lequel il n'est plus question d'entente diplomatique mais de coopération militaire directe, les dirigeants bolcheviques ont dû renoncer jusqu'à l'apparence d'une équivoque « révolutionnaire ». De toute évidence, les Français ont insisté sur des garanties contre toute politique d'agitation que pourrait entreprendre le parti communiste français. Ces garanties, Staline les a données. Il a fait savoir à Laval, à l'occasion de la visite de celui-ci à Moscou, que la France était naturellement obligée d'adopter certaines mesures dans l'intérêt de sa défense militaire. Le 16 mai, les *Izvestia* écrivaient : « L'opinion publique des deux pays se doit de soutenir la politique de leurs gouvernements, qui est une politique de paix et de défense. »

¹⁸ Leader stalinien français.

Le pacte avec la France fut suivi par un traité avec la Tchécoslovaquie, qui adhéra sur le champ au pacte franco-russe en raison de la position dangereuse qu'elle occupait entre l'Allemagne hitlérienne et l'Autriche controversée. Les *Izvestia* justifiaient cette nouvelle alliance dans les termes suivants (aucune relation diplomatique n'avait existé entre les deux pays avant 1934) : « Pour masquer sa politique de conquête, le fascisme allemand peut bien élaborer une théorie selon laquelle les peuples slaves fournissent le fumier sur lequel se fait l'histoire. Mais l'Union soviétique, qui par ailleurs ne prend aucune part aux mascarades panslaves, affirme sans équivoque qu'elle estime que la défense des peuples slaves, qui sont menacés d'une attaque, n'est pas moins fondée et digne de soutien que ne l'est la défense de la France. »

Puisque ce qui restait de l'appareil des Partis du Komintern était désormais exangue, le réajustement de la ligne politique à la nouvelle situation s'est accompli sans la moindre difficulté. La politique d'alliances militaires avec les Etats capitalistes exige que les partis du Komintern mettent fin à leur politique d'agitation dans les pays concernés. L'opération a été dirigée depuis Moscou, et elle laisse présager la fin prochaine des partis communistes européens en général. Les choses se sont passées comme suit. Tout d'abord, il était nécessaire que les partis français et tchèques se convertissent à une politique de défense nationale, ce qui a été rapidement fait. Certes, le parti communiste français s'est trouvé devant la tâche difficile de combiner cette ligne avec l'anti-militarisme traditionnel des travailleurs français. Il lui fallut donc faire montre de prudence et de diplomatie. « L'assistance mutuelle comprend les mesures correspondantes pour la défense de la paix », écrivait Magnien dans l'*Humanité* du 16 mai. Et, deux jours plus tard, Vaillant-Couturier déclarait, dans le même journal : « Un bolchevik doit tout mettre en œuvre pour préserver la paix. » Après avoir comparé le pacte à la *Nep*, il ajoutait qu'il s'agissait de gagner du temps afin de différer la guerre et de protéger « notre patrie socialiste ». Il ne fallait pas, disait-il, chercher à découvrir autre chose sous les mots de Staline. En outre la parti communiste français a formellement attesté qu'il demeurerait le défenseur des soldats français et qu'il voulait se gagner l'armée. En pratique, il ne lui reste plus cependant qu'à exiger que les officiers fascistes et réactionnaires soient expulsés de l'armée, puisque l'on ne peut pas, après tout, leur confier la tâche sérieuse de défendre l'U.R.S.S.

Les choses ont été plus aisées en Tchécoslovaquie, où le nationalisme, d'une part, et la docilité social-démocrate du Parti, d'autre part, étaient considérablement plus importants. Sverma, un député communiste tchèque fraîchement élu, déclarait, le 24 mai, à une réunion du parti communiste à Prague, que dans le cas où l'armée tchèque lutterait avec conséquence contre l'impérialisme allemand, les communistes tchèques soutiendraient cette lutte et appuieraient l'armée. Il se déclara lui-même en faveur de l'indépendance de la nation tchèque, une indépendance qui serait assurée une fois que les fascistes auraient été épurés de l'armée.

Pour que la « défense de la patrie » soit reprise efficacement par la politique des nations capitalistes alliées, conformément aux souhaits de la diplomatie soviétique, le Komintern devait, une fois encore chercher un terrain d'entente parlementaire. Ce qui signifiait en fait que les partis du Komintern devaient être rattachés à la social-démocratie des pays en question. Le front uni avec les chefs du « fascisme social » devint, d'un jour à l'autre, le seul mot d'ordre conforme à la ligne des divers partis communistes. En France, on assista à la naissance d'un « front commun » qui donna lieu à une vague d'enthousiasme et d'activités superficielles. Si, dans l'ensemble, les négociations ne se déroulèrent pas aussi aisément que prévu, cela fut dû à certaines divergences d'opinion quant à l'extension de ce front. Car tandis que le parti communiste souhaitait englober jusqu'aux partis bourgeois de gauche (s'il faut

faire une coalition, qu'on la fasse avec la bourgeoisie démocratique !), les sociaux-démocrates, en opposant à cela leur non traditionnel, se sont gagnés parmi les travailleurs français la réputation d'être les plus extrémistes, les « plus à gauche » de tous les partis. Blum, toutefois, au congrès de son parti à Mulhouse (juin 1935) n'a pu nier que « les déclarations de Staline concordent avec les décisions qui ont été adoptées sur la défense nationale par le parti socialiste français à Tours, il y a trois ans et qu'elles ont servi à organiser l'union des socialistes et des communistes. Dans le cas d'une invasion allemande, tous les prolétaires devront se dresser contre l'ennemi, car la défaite de la France signifierait aussi celle de la Russie » (*N.Z.Z.*, 13 juin). Il est même possible que Moscou décrète la liquidation de ses ramifications européennes si les choses vont encore plus loin. Dans la conjoncture mondiale actuelle, la situation la plus favorable aux plans tracés par Moscou serait encore que les bolcheviks parviennent à influencer indirectement les partis social-démocrates, sans en être responsables. (Cette tendance à passer du côté de la social-démocratie n'est pas propre aux moscovites. On la retrouve dans tous les différents courants bolcheviks : en France, en Suisse, etc., les trotskystes sont déjà dans la social-démocratie ; dans d'autres pays, ils s'efforcent de prendre la même voie. Le parti communiste (C.P.O.) de Schaffhausen (Suisse) s'est uni au parti socialiste suisse en juillet 1935.

Le parti communiste suisse a suivi sans réserve le mouvement vers la social-démocratie. Après avoir fait campagne contre l'« initiative de crise » menée par la social-démocratie et les syndicats, il devait, peu de temps avant le vote, faire un appel en faveur de cette initiative. Bien entendu, la situation avait « fondamentalement changé ». Le parti socialiste suisse avait naturellement proposé que le parlement soit écarté au maximum pour que l'initiative soit menée à bien, mais le Conseil fédéral (le Bundesrat) avait en vue des pouvoirs encore plus considérables pour lui-même. Si bien que le parti communiste suisse, fidèle à la recette social-démocrate du moindre mal, a préféré une semi-dictature à une dictature au trois quarts. Cette dégringolade a été suivie par l'offre au parti socialiste suisse d'un front uni, offre qui a été à son tour suivie par une proposition de dissolution de l'Opposition Syndicale Rouge (R.G.O.) de Bâle. Le parti socialiste suisse a émis cinq conditions, au nombre desquels on citera la liquidation de la R.G.O. et de toute autre organisation communiste séparée, la suspension de toute attaque visant la politique social-démocrate, notamment les fonctionnaires de l'appareil administratif, et l'acceptation inconditionnelle du « plan de travail » suisse. Le parti communiste suisse a du naturellement souscrire à ces conditions. Il lui a même fallu avaler la remarque ironique du comité du parti socialiste comme quoi il ne serait pas question, en tout cas, d'une coopération avec les partis bourgeois, telle que l'avaient exigée les communistes français.

Toute la politique du parti communiste se trouve aujourd'hui axée sur l'idée d'un « front uni », de la même manière qu'elle s'appuya, jusqu'en 1932, sur le slogan de « social-fascisme ». Dans un long article du numéro 11 de « l'Internationale Communiste », Bela Kun a analysé la tactique et les résultats obtenus par les différents partis communistes à l'occasion des manifestations du front uni du 1^{er} mai. Pour ce qui est de la question allemande, il s'est expliqué comme suit : si la majorité du comité exécutif du parti socialiste allemand à Prague s'efforce véritablement de soutenir la politique de guerre impérialiste de l'Allemagne hitlérienne afin de prendre à nouveau sa place dans le jeu, il devient alors nécessaire de resserrer les liens entre les communistes et les divers groupes de l'aile gauche du parti socialiste allemand, de manière à créer des « exemples actifs de front uni » et à renforcer la forte pression des masses sur le comité exécutif du parti socialiste allemand à Prague. Cette intéressante dissertation démontre, tout d'abord, que le parti communiste doit être tenu en bien faible estime par les travailleurs allemands, car autrement il ne serait pas tourné vers le

comité exécutif du parti socialiste allemand après avoir déclaré, au lendemain de la victoire remportée par Hitler : le parti socialiste allemand demeure l'ennemi principal. Elle prouve en outre que le Komintern ne se « bat » ici que pour une petite part d'influence sur les vestiges d'un appareil social-démocrate historiquement dépassé – un appareil qui, à l'époque où Kun écrivait son article, mettait fin à la lutte menée par les « gauchistes » (lesquels cherchaient à obtenir leur part du million de marks alors en la possession du comité exécutif du Parti) en les expulsant de ses rangs, pour compenser les services qu'il avait lui-même rendus aux travailleurs allemands. En outre, la police secrète allemande (la Gestapo) a largement balayé l'appareil illégal du parti socialiste allemand, et poursuivi ses nombreuses arrestations, profitant des services rendus par deux de ses espions opérant au sein du comité central du parti. De source sûre, nous savons aujourd'hui que le comité central du parti socialiste allemand n'a plus le moindre contact avec l'Allemagne et qu'il a décidé de ne pas chercher à en établir avant quelques mois.

CONCLUSION

Nous avons donc vu comment la politique étrangère de l'Union soviétique, qui a son point de départ dans la révolution russe, s'est transformée logiquement pour n'être plus qu'un maillon du système de politique d'alliances entre puissances impérialistes. En accord avec les exigences temporaires qui ont accompagné les différentes phases de son évolution, elle a dirigé les partis communistes, sur le dos du prolétariat européen jusqu'au point où leur liquidation politique en faveur de la politique nationale et réformiste de la social-démocratie n'est plus qu'une question de forme. Il a fallu, pour achever cette œuvre, que le prolétariat européen soit soulevé par une vague d'enthousiasme illusoire à propos du « front uni » et qu'il s'engage, en cette époque de contre-révolution et de réaction, dans l'impasse du nationalisme. Désormais, toute mesure nouvelle sera un pas de plus vers l'effondrement total. Pour l'instant, dans les pays européens, on ne décèle pas la moindre réaction de classe contre ce déclin qui se poursuit tant au point de vue idéologique que pratique. Il semble qu'il faille attendre que la social-démocratie et le bolchevisme aient achevé de détruire toute la puissance d'action du prolétariat avant que celui-ci puisse enfin voir l'heure de la revanche. Mais la situation mondiale est à ce point chargée de difficultés économiques et politiques, de tendances opposées et de contradictions, qu'à long terme le tour du prolétariat viendra inéluctablement. L'œuvre de destruction opérée par tout « le vieux mouvement » ouvrier rendra certes cet avènement incomparablement douloureux, mais en même temps ouvrira la voie de son triomphe final.

LES CONSEILS OUVRIERS

I.C.C. Vol. 2, n°5 – Avril 1936 (Rédigé par Anton Pannekoek sous le pseudonyme de J. Harper).

La classe ouvrière en lutte a besoin d'une organisation qui lui permette de comprendre et de discuter, à travers laquelle elle puisse prendre des décisions et les faire aboutir et grâce à laquelle elle puisse faire connaître les actions qu'elle entreprend et les buts qu'elle se propose d'atteindre.

Certes, cela ne signifie pas que toutes les grandes actions et les grèves générales doivent être dirigées à partir d'un bureau central, ni qu'elles doivent être menées dans une atmosphère de discipline militaire. De tels cas peuvent se produire, mais le plus souvent les grèves générales éclatent spontanément, dans un climat de combativité, de solidarité et de passion, pour répondre à quelque mauvais coup du système capitaliste ou pour soutenir des camarades. De telles grèves se répandent comme un feu dans la plaine.

Pendant la première Révolution russe, les mouvements de grève connurent une succession de hauts et de bas. Les plus réussis furent souvent ceux qui n'avaient pas été décidés à l'avance, alors que ceux qui avaient été déclenchés par les comités centraux étaient en général voués à l'échec.

Pour s'unir en une force organisée, les grévistes en action ont besoin d'un terrain d'entente. Ils ne peuvent s'attaquer à la puissante organisation du pouvoir capitaliste s'ils ne présentent pas à leur tour une organisation fortement structurée, s'ils ne forment pas un bloc solide en unissant leurs forces et leurs volontés, s'ils n'agissent pas de concert. Là est la difficulté. Car lorsque des milliers et des millions d'ouvriers ne forment plus qu'un corps uni, ils ne peuvent être dirigés que par des fonctionnaires qui agissent en leur nom. Et nous avons vu que ces représentants deviennent alors les maîtres de l'organisation et cessent d'incarner les intérêts révolutionnaires des travailleurs.

Comment la classe ouvrière peut-elle, dans ses luttes révolutionnaires, rassembler ses forces dans une puissante organisation sans s'enliser dans le borbier de la bureaucratie ? Nous répondrons à cette question en en posant une autre : lorsque les ouvriers se bornent à payer leurs cotisations et à obéir aux dirigeants, peut-on dire qu'ils se battent véritablement pour leur liberté ?

Se battre pour la liberté, ce n'est pas laisser les dirigeants décider pour soi, ni les suivre avec obéissance, quitte à les réprimander de temps en temps. Se battre pour la liberté, c'est participer dans toute la mesure de ses moyens, c'est penser et décider par soi-même, c'est prendre toutes les responsabilités en tant que personne, parmi des camarades égaux. Il est vrai que penser par soi-même, décider de ce qui est vrai et de ce qui est juste, constitue pour le travailleur dont l'esprit est fatigué par le labeur quotidien la tâche la plus ardue et la plus difficile ; bien plus exigeante que s'il se borne à payer et à obéir. Mais c'est l'unique voie vers la liberté. Se faire libérer par d'autres, qui font de cette libération un instrument de domination, c'est simplement remplacer les anciens maîtres par de nouveaux.

Pour atteindre leur but – la liberté – les travailleurs devront pouvoir diriger le monde ; ils devront savoir utiliser les richesses de la terre de manière à la rendre accueillante pour tous. Et ils ne pourront le faire tant qu'ils ne sauront se battre par eux-mêmes.

La révolution prolétarienne ne consiste pas seulement à détruire le pouvoir capitaliste. Elle exige aussi que l'ensemble de la classe ouvrière émerge de sa situation de dépendance et d'ignorance pour accéder à l'indépendance et pour bâtir un monde nouveau.

La véritable organisation dont ont besoin les ouvriers dans le processus révolutionnaire est une organisation dans laquelle chacun participe, corps et âme, dans l'action comme dans la direction, dans laquelle chacun pense, décide et agit en mobilisant toutes ses facultés – un bloc uni de personnes pleinement responsables. Les dirigeants professionnels n'ont pas place dans une telle organisation. Bien entendu, il faudra obéir : chacun devra se conformer aux décisions qu'il a lui-même contribué à formuler. Mais la totalité du pouvoir se concentrera toujours entre les mains des ouvriers eux-mêmes.

Pourra-t-on jamais réaliser une telle organisation ? Quelle en sera la structure ? Il n'est point nécessaire de tenter d'en définir la forme, car l'histoire l'a déjà produite : elle est née de la pratique de la lutte des classes. Les comités de grève en sont la première expression, le prototype. Lorsque les grèves atteignent une certaine importance, il devient impossible que tous les ouvriers participent à la même assemblée. Ils choisissent donc des délégués qui se regroupent en un comité. Ce comité n'est que le corps exécutif des grévistes ; il est constamment en liaison avec eux et doit exécuter les décisions des ouvriers. Chaque délégué est révocable à tout instant et le comité ne peut jamais devenir un pouvoir indépendant. De cette façon, l'ensemble des grévistes est assuré d'être uni dans l'action tout en conservant le privilège des décisions. En règle générale, les syndicats et leurs dirigeants s'emparent de la direction des comités.

Pendant la révolution russe lorsque les grèves éclataient de façon intermittente dans les usines les grévistes choisissaient des délégués qui s'assemblaient au nom de toute une ville, ou encore de l'industrie ou des chemins de fer de toute une province, afin d'apporter une unité au combat. Leur première tâche était de discuter des questions politiques et d'assumer des fonctions politiques, car les grèves étaient essentiellement dirigées contre le tsarisme. Ces comités étaient appelés soviets, ou conseils. On y discutait en détail de la situation présente, des intérêts de tous les travailleurs et des événements politiques. Les délégués faisaient constamment la navette entre l'assemblée et leurs usines. Pour leur part, les ouvriers participaient à des assemblées générales dans lesquelles ils discutaient des mêmes questions, prenaient des décisions et souvent désignaient de nouveaux délégués. Des socialistes capables étaient choisis comme secrétaires ; leur rôle était de conseiller en se servant de leurs connaissances plus étendues. Ces soviets faisaient souvent office de forces politiques, sorte de gouvernement primitif, chaque fois que le pouvoir tsariste se trouvait paralysé et que les dirigeants désorientés leur laissaient le champ libre. Ils devinrent ainsi le centre permanent de la révolution ; ils étaient composés des délégués de toutes les usines, qu'elles soient en grève ou en fonctionnement. Ils ne pouvaient envisager de devenir jamais un pouvoir indépendant, car les membres y étaient souvent changés ; parfois même le soviet entier était remplacé. Ils savaient en outre que tout leur pouvoir était aux mains des travailleurs ; ils ne pouvaient les obliger à se mettre en grève et leurs appels n'étaient pas suivis s'ils ne coïncidaient pas avec les sentiments instinctifs des ouvriers qui savaient spontanément s'ils étaient en situation de force ou de faiblesse, si l'heure était à la passion ou à la prudence. C'est ainsi que le système des soviets a montré qu'il était la forme d'organisation la plus appropriée pour la classe

ouvrière révolutionnaire. Ce modèle devait être immédiatement adopté en 1917 ; les soviets de soldats et d'ouvriers se constituèrent à travers tout le pays et furent la véritable force motrice de la révolution.

L'importance révolutionnaire des soviets se vérifia à nouveau en Allemagne, lorsqu'en 1918, après la décomposition de l'armée, des soviets d'ouvriers et de soldats furent créés sur le modèle russe. Mais les ouvriers allemands, qui avaient été habitués à la discipline de parti et de syndicat et dont les buts politiques immédiats étaient modelés d'après les idéaux sociaux-démocrates de république et de réforme, désignèrent leurs dirigeants syndicaux et leurs leaders de parti à la tête de ces conseils. Ils avaient su se battre et agir correctement par eux-mêmes, mais ils manquèrent d'assurance et se choisirent des chefs remplis d'idéaux capitalistes – ce qui gâche toujours les choses. Il n'est donc pas surprenant qu'un « congrès des conseils » décida d'abdiquer en faveur d'un nouveau parlement, dont l'élection devait suivre aussitôt que possible.

Nous voyons clairement comment le système des conseils ne peut fonctionner que lorsque l'on se trouve en présence d'une classe ouvrière révolutionnaire. Tant que les ouvriers n'ont pas l'intention de poursuivre la révolution, ils n'ont que faire des soviets. Si les ouvriers ne sont pas suffisamment avancés pour découvrir la voie de la révolution, s'ils se contentent de voir leurs dirigeants se charger de tous les discours, de toutes les médiations et de toutes les négociations visant à l'obtention de réformes à l'intérieur du système capitaliste, les parlements, les partis et les congrès syndicaux – encore appelés parlements ouvriers parce qu'ils fonctionnent d'après le même principe – leur suffisent amplement. Par contre, s'ils mettent toutes leurs énergies au service de la révolution, s'ils participent avec enthousiasme et passion à tous les événements, s'ils pensent et décident pour eux-mêmes de tous les détails de la lutte parce qu'elle sera leur oeuvre, dans ce cas, les conseils ouvriers sont la forme d'organisation dont ils ont besoin.

Ceci implique également que les conseils ouvriers ne peuvent être constitués par des groupes révolutionnaires. Ces derniers ne peuvent qu'en propager l'idée, en expliquant à leurs camarades ouvriers que la classe ouvrière en lutte doit s'organiser en conseils. La naissance des conseils ouvriers prend place avec la première action de caractère révolutionnaire ; leur importance et leurs fonctions croissent à mesure que se développe la révolution. Dans un premier temps ils peuvent n'être que de simples comités de grève, constitués pour lutter contre les dirigeants syndicalistes, lorsque les grèves vont au-delà des intentions de ces derniers et que les grévistes refusent de les suivre plus longtemps.

Les fonctions de ces comités prennent plus d'ampleur avec les grèves générales. Les délégués de toutes les usines sont alors chargés de discuter et de décider de toutes les conditions de la lutte ; ils doivent tenter de transformer les forces combattives des ouvriers en des actions réfléchies, et voir comment elles pourront réagir contre les mesures gouvernementales et les agissements de l'armée et des cliques capitalistes. Tout au long de la grève, les décisions seront ainsi prises par les ouvriers eux-mêmes. Toutes les opinions, les volontés, les disponibilités, et les hésitations des masses ne font plus qu'un tout à l'intérieur de l'organisation conseilliste. Celle-ci devient le symbole, l'interprète du pouvoir des travailleurs ; mais elle n'est aussi que le porte-parole qui peut être révoqué à tout moment. D'organisation illégale de la société capitaliste, elle devient une force véritable, dont le gouvernement doit désormais tenir compte.

A partir du moment où le mouvement révolutionnaire acquiert un pouvoir tel que le gouvernement en est sérieusement affecté, les conseils ouvriers deviennent des organes politiques. Dans une révolution politique, ils incarnent le pouvoir ouvrier et doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour affaiblir et pour vaincre l'adversaire. Tels une puissance en guerre, il leur faut monter la garde sur l'ensemble du pays, afin de ne pas perdre de vue les efforts entrepris par la classe capitaliste pour rassembler ses forces et vaincre les travailleurs. Ils doivent en outre s'occuper de certaines affaires publiques qui étaient autrefois gérées par l'Etat : la santé et la sécurité publique, de même que le cours interrompu de la vie sociale. Ils ont enfin à prendre la production en main, ce qui représente la tâche la plus importante et la plus ardue de la classe ouvrière en situation révolutionnaire.

Aucune révolution sociale n'a jamais commencé comme un simple changement de dirigeants politiques qui, après avoir conquis le pouvoir, procèdent aux changements sociaux nécessaires à l'aide de nouvelles lois. La classe montante a toujours bâti, avant et pendant la lutte, les nouvelles organisations qui ont émergé des anciennes tels des bourgeons sur un tronc mort. Pendant la révolution française, la nouvelle classe capitaliste, les citoyens, les hommes d'affaire, les artisans, construisirent dans chaque ville et village des assemblées communales et des cours de justice qui étaient illégales à l'époque et ne faisaient qu'usurper les fonctions des fonctionnaires royaux devenus impuissants. Et tandis qu'à Paris les délégués de ces assemblées élaboraient la nouvelle constitution, les citoyens à travers tout le pays œuvraient à la véritable constitution en tenant des réunions politiques et en mettant sur pied des organisations politiques qui devaient par la suite être légalisées.

Et de même, dans la révolution prolétarienne, la nouvelle classe montante doit-elle créer ses nouvelles formes d'organisation qui, petit à petit, au cours du processus révolutionnaire, viendront remplacer l'ancienne organisation étatique. En tant que nouvelle forme d'organisation politique, le conseil ouvrier prend finalement la place du parlementarisme, forme politique du régime capitaliste.

Théoriciens capitalistes et sociaux-démocrates s'entendent à voir dans la démocratie parlementaire le parfait modèle de la démocratie, conforme aux principes de justice et d'égalité. En réalité, ce n'est là qu'une manière de déguiser la domination capitaliste qui fait fi de toute justice et de toute égalité. Seul le système conseilliste constitue la véritable démocratie ouvrière.

La démocratie parlementaire est une démocratie abjecte. Le peuple ne peut choisir ses délégués et voter qu'une fois tous les quatre ou cinq ans ; et gare à lui s'il ne choisit pas l'homme qu'il faut ! Les électeurs ne peuvent exercer leur pouvoir qu'au moment du vote ; le reste du temps, ils sont impuissants. Les délégués désignés deviennent les dirigeants du peuple ; ils décrètent les lois, forment les gouvernements, et le peuple n'a plus qu'à obéir. En règle générale, la machine électorale est conçue de telle façon que seuls les grands partis capitalistes, puissamment équipés, ont une chance de gagner. Il est très rare que des groupes de véritables opposants du régime obtiennent quelques sièges.

Avec le système des soviets, chaque délégué peut être révoqué à tout instant. Les ouvriers ne sont pas seulement constamment en contact avec leurs délégués, participant aux discussions et aux décisions, mais ceux-ci ne sont encore que les porte-parole temporaires des assemblées conseillistes. Les politiciens capitalistes ont beau jeu de dénoncer le rôle « dépourvu de caractère » du délégué qui est parfois obligé d'émettre des opinions qui ne sont pas les

siennes. Ils oublient que c'est précisément parce qu'il n'y a pas de délégué à vie que seuls sont désignés à ce poste les individus dont les opinions sont conformes à celles des travailleurs.

La représentation parlementaire part du principe que le délégué au parlement doit agir et voter selon sa propre conscience et sa propre conviction. S'il lui arrive de demander l'avis de ses électeurs, c'est uniquement parce qu'il fait montre de prudence. C'est à lui et non au peuple qu'incombe la responsabilité des décisions. Le système des soviets fonctionne sur le principe inverse : les délégués se bornent à exprimer les opinions des travailleurs.

Les élections parlementaires regroupent les citoyens d'après leur circonscription électorale – c'est-à-dire d'après leurs lieux d'habitation. Ainsi des individus de métiers ou de classes différentes et qui n'ont rien en commun si ce n'est qu'ils sont voisins, sont rassemblés artificiellement dans un groupe et représentés par un seul délégué.

Dans les conseils, les ouvriers sont représentés dans leurs groupes d'origine d'après l'usine, l'atelier ou le complexe industriel dans lequel ils travaillent. Les ouvriers d'une usine constituent une unité de production ; ils forment un tout de par leur travail collectif. En période révolutionnaire, ils se trouvent donc immédiatement en contact pour échanger leurs points de vue : ils vivent dans les mêmes conditions et possèdent des intérêts communs. Ils doivent agir de concert ; c'est à eux de décider si l'usine, en tant qu'unité, doit être en grève ou en fonctionnement. L'organisation et la délégation des travailleurs dans les usines et les ateliers est donc la seule forme possible.

Les conseils sont en même temps le garant de la montée du communisme dans le processus révolutionnaire. La société est fondée sur la production, ou, plus correctement, la production est l'essence même de la société, et par conséquent, la marche de la production détermine la marche de la société. Les usines sont des unités de travail, des cellules qui constituent la société. La principale tâche des organismes politiques (organismes dont dépend la marche de la société) est étroitement liée au travail productif de la société. Il va par conséquent de soi que les travailleurs, dans leurs conseils, discutent de ces questions et choisissent leurs délégués dans leurs unités de production.

Toutefois, il ne serait pas exact de dire que le parlementarisme, forme politique du capitalisme, n'est pas fondé sur la production. En fait, l'organisation politique est toujours modelée selon le caractère de la production, assise de la société. La représentation parlementaire qui se décide en fonction du lieu d'habitation appartient au système de la petite production capitaliste, dans lequel chaque homme est censé posséder sa petite entreprise. Dans ce cas, il existe un rapport entre tous les hommes d'affaires d'une circonscription : ils commercent entre eux, vivent en voisins, se connaissent les uns les autres et par conséquent désignent un délégué parlementaire commun. Tel est le principe du régime parlementaire. Nous avons vu que par la suite ce système s'est avéré le meilleur pour représenter les intérêts de classe à l'intérieur du capitalisme.

D'un autre côté, nous voyons clairement aujourd'hui pourquoi les délégués parlementaires devaient s'emparer du pouvoir politique. Leur tâche politique n'était qu'une part infime de l'œuvre de la société. La plus importante, le travail productif, incombait à tous les producteurs séparés, citoyens comme hommes d'affaires ; elle exigeait quasiment toute leur énergie et tous leurs soins. Lorsque chaque individu s'occupait de ses propres petites affaires, la société se portait bien. Les lois générales, conditions nécessaires mais de faible portée, pouvaient être laissées à la charge d'un groupe (ou profession) spécialisé, les politiciens. L'inverse est vrai en

ce qui concerne la production communiste. Le travail productif collectif devient la tâche de la société tout entière, et concerne tous les travailleurs. Toute leur énergie et tous leurs soins ne sont pas au service de travaux personnels, mais de l'œuvre collective de la société. Quant aux règlements qui régissent cette œuvre collective, ils ne peuvent être laissés entre les mains de groupes spécialisés ; car il en va de l'intérêt vital de l'ensemble des travailleurs.

Il existe une autre différence entre les systèmes parlementaire et conseilliste. La démocratie parlementaire accorde une voix à chaque homme adulte – et parfois à chaque femme – en invoquant le droit suprême et inviolable de tout individu à appartenir à la race humaine – comme le disent si bien les discours cérémoniels. Dans les soviets au contraire, seuls les ouvriers sont représentés. Faut-il en conclure que le système conseilliste n'est pas réellement démocratique puisqu'il exclut les autres classes de la société ?

L'organisation conseilliste incarne la dictature du prolétariat. Il y a plus d'un demi-siècle, Marx et Engels ont expliqué comment la révolution sociale devait amener la dictature du prolétariat et comment cette nouvelle expression politique était indispensable à l'introduction de changements nécessaires dans la société. Les socialistes qui ne pensent qu'en termes de représentation parlementaire, ont cherché à excuser ou à critiquer cette infraction à la démocratie et l'injustice qui consiste selon eux à refuser le droit de vote à certaines personnes sous prétexte qu'elles appartiennent à des classes différentes. Nous pouvons voir aujourd'hui comment le processus de la lutte de classes engendre naturellement les organes de cette dictature : les soviets.

Il n'y a rien d'injuste à ce que les conseils, organes de lutte d'une classe ouvrière révolutionnaire, ne comprennent pas de représentants de la classe ennemie. Dans une société communiste naissante il n'y a pas de place pour les capitalistes ; ils doivent disparaître et ils disparaîtront. Quiconque participe au travail collectif est membre de la collectivité et participe aux décisions. Les individus qui se tiennent à l'écart du processus collectif de production sont, de par la structure même du système conseilliste, automatiquement exclus des décisions. Ce qui reste des anciens exploiters et voleurs n'a pas de voix dans le contrôle de la production. Il existe d'autres classes de la société qui ne peuvent être rangées ni avec les travailleurs, ni avec les capitalistes. Ce sont les petits fermiers, les artisans indépendants, les intellectuels. Dans les luttes révolutionnaires, ils oscillent de droite et de gauche, mais dans l'ensemble ils ne sont guère importants car ils ont peu de pouvoir. Ce sont essentiellement leurs formes d'organisation et leurs buts qui sont différents. La tâche de la classe ouvrière en lutte sera de sympathiser avec eux ou de les neutraliser – si cela est possible sans se détourner des buts véritables – ou encore, si nécessaire, de les combattre résolument ; elle devra décider de la meilleure façon de les traiter, avec fermeté mais aussi avec équité. Dans la mesure où leur travail est utile et nécessaire, ils trouveront leur place dans le système de production et pourront ainsi exercer leur influence d'après le principe que tout travailleur a une voix dans le contrôle du travail.

Engels avait écrit que l'Etat disparaîtrait avec la révolution prolétarienne ; qu'au gouvernement des hommes succéderait l'administration des choses. A l'époque, il n'était guère possible d'envisager clairement comment la classe ouvrière prendrait le pouvoir. Mais nous avons aujourd'hui la preuve de la justesse de cette vue. Dans le processus révolutionnaire, l'ancien pouvoir étatique sera détruit et les organes qui viendront le remplacer, les conseils ouvriers, auront certainement pour quelque temps encore des pouvoirs politiques importants afin de combattre les vestiges du système capitaliste. Toutefois, leur fonction politique se réduira

graduellement en une simple fonction économique : l'organisation du processus de production collective des biens nécessaires à la société.

AU SUJET DU PARTI COMMUNISTE

I.C.C. Vol. 1, n°7 – Juin 1936 (Rédigé par Anton Pannekoek sous le pseudonyme de J. Harper).

I

Pendant la Première Guerre mondiale, des petits groupes ont émergé dans tous les pays, convaincus que la révolution prolétarienne naîtrait des difficultés que connaissait alors le capitalisme et prêts à en assumer la direction. Ils devaient prendre le nom de communistes, – appellation qui n'avait pas été employée depuis 1848 – afin de se démarquer des partis socialistes traditionnels. Parmi ces groupes se trouvait le parti bolchevique, dont le centre était alors en Suisse. Tous s'unirent à la fin de la guerre contre les partis socialistes qui soutenaient la politique belligérante des gouvernements capitalistes et qui représentaient la fraction soumise de la classe ouvrière. Les partis communistes se rallièrent ainsi les éléments les plus jeunes et les plus combatifs de la classe ouvrière.

Contrairement à la théorie selon laquelle la révolution ne peut avoir lieu que dans un pays capitaliste prospère, les communistes déclarèrent que le marasme économique déclencherait la révolution et mobiliserait les forces de la classe ouvrière.

Ils réfutèrent de même le point de vue social-démocrate qui veut qu'un parlement choisi au suffrage universel constitue une juste représentation de la société et la base d'un régime socialiste. Ils affirmèrent, après Marx et Engels, que la classe ouvrière ne pouvait atteindre son but qu'en s'emparant elle-même du pouvoir et en instaurant sa dictature, en refusant à la classe capitaliste toute participation au gouvernement.

Par opposition au parlementarisme, ils demandèrent la création de soviets – ou conseils ouvriers – qui s'inspiraient du modèle russe.

En novembre 1918, un puissant mouvement communiste apparut dans l'Allemagne vaincue. Composé des Spartakistes et autres groupes qui s'étaient constitués clandestinement pendant la guerre, il fut écrasé au mois de janvier suivant par les forces contre-révolutionnaires du gouvernement socialiste allemand. Ainsi fut enrayé le développement d'un parti communiste allemand puissant et indépendant, animé de l'esprit d'un prolétariat avancé. Ce fut donc au parti communiste russe que revint la tâche de diriger les groupes d'obédience communiste qui se formaient à travers le monde. La III^e Internationale, dirigée depuis Moscou, rassembla tous ces groupes. La Russie se trouva ainsi au centre de la révolution mondiale, et les intérêts de l'Union soviétique devinrent ceux des ouvriers communistes du monde entier et les idéaux du bolchevisme russe furent repris par les partis communistes des pays capitalistes.

La Russie, attaquée par les gouvernements capitalistes d'Europe et d'Amérique, les attaqua en retour en appelant la classe ouvrière au combat au nom de la révolution mondiale – une révolution qui devait avoir lieu dans l'immédiat, et non dans un lointain avenir. Si le prolétariat ne pouvait être gagné au communisme, il fallait au moins qu'il s'oppose à la politique des gouvernements capitalistes : les partis communistes entrèrent donc dans les parlements et dans les syndicats afin de les transformer en organes d'opposition.

L'appel à la révolution mondiale constitua le grand cri de ralliement. Il fut entendu dans tous les coins du monde, en Europe, en Asie, en Amérique, par tous les peuples opprimés, et les

travailleurs se soulevèrent, guidés par l'exemple russe, conscients que la guerre avait ébranlé le capitalisme jusque dans ses tréfonds et que les crises économiques ne pouvaient que l'affaiblir davantage. Ils ne représentaient encore qu'une minorité, mais la masse des travailleurs veillait et tendait l'oreille avec sympathie du côté de la Russie. Si elle hésitait encore, c'est que ses dirigeants parlaient des Russes comme d'un peuple arriéré, et que la presse capitaliste dénonçait les atrocités du régime soviétique dont elle prédisait l'effondrement rapide et inévitable. Ces calomnies indiquent à quel point l'exemple russe fut craint et détesté dans les sociétés capitalistes.

Une révolution communiste était-elle possible ? La classe ouvrière pouvait-elle prendre le pouvoir et triompher du capitalisme en Angleterre, en France et en Amérique ? Certainement pas, car elle n'était pas assez puissante. Seule l'Allemagne pouvait, à l'époque, envisager une telle possibilité.

Qu'aurait-il fallu faire ? La révolution communiste, la victoire du prolétariat, ne peut s'accomplir en quelques années, mais au terme d'une longue période de soulèvements et de luttes. La crise du capitalisme pendant la guerre ne fut que le point de départ de cette période, et c'est alors que la tâche du parti communiste était de construire pas à pas la force de la classe ouvrière. Le chemin peut paraître long mais il n'y en a pas d'autre.

Or ce n'est pas ainsi que les dirigeants bolcheviques entendaient la révolution mondiale. Ils la voulaient immédiatement. Pourquoi ce qui avait réussi en Russie ne réussirait-il pas dans les autres pays ? Les travailleurs étrangers n'avaient qu'à suivre l'exemple de leurs camarades russes.

Alors que la classe ouvrière russe comptait à peine un million de travailleurs sur une population de cent millions d'habitants, quelque dix mille révolutionnaires, regroupés dans un parti puissamment organisé, avaient su prendre le pouvoir et gagner l'appui des masses en défendant un programme qui servait leurs intérêts.

Les bolcheviks estimaient que tous les partis communistes existants dans le monde, qui étaient composés des fractions de la classe ouvrière les plus conscientes, les plus avancées et les plus capables et qui étaient dirigés par des hommes intelligents, pourraient de même accéder au pouvoir, si seulement la masse des travailleurs voulait bien les suivre. Les gouvernements capitalistes ne s'appuyaient-ils pas eux aussi sur des minorités ?

Que l'ensemble de la classe ouvrière décide de soutenir le Parti et de voter pour lui, et il se mettra à l'œuvre. Car il représente l'avant-garde. Son rôle est d'attaquer et d'abattre les gouvernements capitalistes, de les remplacer et d'appliquer, une fois au pouvoir, les idéaux communistes comme il a su le faire en Russie.

Quant à la dictature du prolétariat, elle est représentée tout naturellement par la dictature du parti communiste, comme c'est le cas en Russie.

Faites comme nous ! Tel fut le conseil, l'appel, la directive du parti bolchevique aux partis communistes du monde entier, slogan qui s'appuyait sur la théorie selon laquelle la situation des pays capitalistes était la même que celle qui régnait dans la Russie pré-révolutionnaire. Or il n'existait aucun point commun. La Russie se trouvait au seuil du capitalisme, au tout premier stade de l'industrialisation, alors que les pays capitalistes avancés étaient à la fin de l'ère du capitalisme industriel. Les buts étaient donc totalement différents. La Russie devait s'élever du stade de la barbarie primitive au niveau de production atteint par les pays développés. Cet objectif ne pouvait être atteint que par l'intermédiaire d'un parti qui dirigerait le peuple et organiserait un capitalisme d'Etat. Par contre l'Amérique et l'Europe doivent se convertir à une production de type communiste, ce qui ne peut s'accomplir que par l'effort collectif de l'ensemble de la classe ouvrière unie.

La classe ouvrière russe ne constituait qu'une faible minorité dans une population qui se composait presque entièrement de paysans primitifs. En Angleterre, en Allemagne, en France et en Amérique, le prolétariat représente plus de la moitié de la population. En Russie, il

n'existait qu'un très petit nombre de capitalistes, sans grand pouvoir ni influence. En Angleterre, en Allemagne, en France et en Amérique, la classe capitaliste est plus puissante que jamais.

En déclarant qu'ils (c'est-à-dire les partis) étaient capables de vaincre la classe capitaliste, les dirigeants du parti communiste ont montré qu'ils mésestimaient la puissance de leur ennemi. En proposant la Russie comme modèle à suivre, non seulement pour l'héroïsme et l'esprit combatif dont elle a fait preuve, mais encore pour ses méthodes et ses buts, ils ont étalé au grand jour leur incapacité à voir la différence qui existe entre le régime tsariste russe et la domination capitaliste des pays d'Europe et d'Amérique.

La classe capitaliste qui contrôle entièrement l'économie et qui détient un pouvoir financier et intellectuel considérable ne se laissera pas anéantir par un groupe minoritaire. Aucun parti au monde n'est assez puissant pour la détruire. Seule, la classe ouvrière peut espérer l'abattre un jour.

Parce que le capitalisme constitue avant tout une force économique, il ne peut être ébranlé que par une autre puissance économique, en l'occurrence, la classe ouvrière en action.

Il peut sembler utopique, à première vue, de placer l'espoir d'une révolution dans l'unité des travailleurs. Les masses n'ont pas une conscience de classe très développée ; elles ignorent tout de l'évolution sociale ; elles ne s'intéressent guère à la révolution. Elles se préoccupent davantage de leurs intérêts personnels que de la solidarité de classe ; elles sont soumises et craintives, en quête de plaisirs futiles. Existe-t-il une grande différence entre ces masses indifférentes et le peuple russe par exemple ? Peut-on miser davantage sur un tel peuple que sur une minorité communiste enthousiaste, énergique, prête au sacrifice et mue par une forte conscience de classe ? La question n'aurait d'intérêt que si l'on envisageait, comme le fait le parti communiste, la révolution pour demain.

La véritable révolution prolétarienne sera déterminée par le monde capitaliste existant ; la véritable révolution communiste viendra de la conscience de classe du prolétariat.

Le prolétariat d'Europe et d'Amérique possède certaines particularités qui en font une véritable force. Il est le descendant d'une classe moyenne d'artisans et de paysans qui pendant des siècles ont cultivé leurs propres champs ou possédé leurs propres boutiques. Ces hommes libres qui n'avaient de comptes à rendre à personne ont appris à travailler par et pour eux-mêmes et ont acquis des qualités d'indépendance et d'habileté dont les ouvriers modernes ont hérité. Sous la férule du capitalisme, ces travailleurs ont ensuite connu le règne de la machine, la discipline du travail collectif. Après une première phase de dépression, ils ont appris, dans la lutte permanente, la solidarité et l'unité de classe.

Ces nouveaux idéaux représentent l'assise sur laquelle doit s'échafauder la puissance de la classe révolutionnaire. Des centaines de millions de travailleurs, tant en Europe qu'en Amérique, possèdent ces qualités. Qu'ils aient à peine commencé leur œuvre ne signifie pas qu'ils soient incapables de l'accomplir. Personne ne peut leur dire comment ils doivent agir ; ils devront trouver leur voie eux-mêmes à travers des expériences qui seront souvent douloureuses. Ils possèdent la volonté et la capacité de découvrir cette voie et de construire l'unité de classe d'où surgira une humanité nouvelle.

Ces travailleurs ne constituent pas une masse neutre et indifférente dont peut faire fi une minorité révolutionnaire qui cherche à renverser la minorité capitaliste au pouvoir. La révolution ne peut se faire sans eux, et lorsqu'ils passeront à l'action ils montreront qu'ils ne sont pas de ceux qu'un parti peut soumettre à l'obéissance.

Certes, le parti se compose en général des meilleurs éléments de la classe qu'il représente. Ses chefs incarnent les grands objectifs ; leurs noms sont admirés, détestés, vénérés selon le cas. Ils sont aux premières lignes, si bien que chaque défaite leur est fatale et signifie par conséquent la mort du parti. Conscients de ce danger, les dirigeants secondaires, les bureaucrates du parti, renoncent souvent à la lutte suprême. Par contre, si la classe ouvrière

peut subir des échecs, elle ne sera jamais vaincue. Ses forces sont indomptables, ses racines fermement ancrées dans la terre. Telle l'herbe que l'on fauche, elle repousse toujours plus drue. Après avoir livré un combat, les travailleurs épuisés peuvent renoncer pour un temps à la lutte, mais leurs forces ne décroissent jamais. Par contre, si le parti les suit dans leur retraite, il ne pourra jamais se rétablir car il sera contraint de répudier ses principes. Dans le processus de la lutte des classes, le parti et ses dirigeants n'ont que des forces limitées qu'ils épuisent entièrement pour le bien, ou pour le mal, de la cause qu'ils défendent. Les réserves de la classe ouvrière sont, elles, illimitées.

Le rôle des partis ne peut être que temporaire : dans un premier temps, ils indiquent la voie à suivre et expriment les désirs des classes qu'ils représentent. Mais à mesure que s'étend et que s'intensifie la lutte des classes, ils se verront dépassés par les objectifs plus hardis et les idéaux plus élevés des travailleurs. Tout parti qui s'efforce de maintenir la classe à un niveau inférieur doit être condamné. La théorie selon laquelle le parti domine la classe et doit constamment conserver cette position signifie, dans la pratique, la répression et en dernier lieu la défaite de cette classe.

Nous montrerons comment cette théorie, appliquée par le parti communiste, n'a connu qu'un succès éphémère.

II

Les principes qui régissent le parti communiste et qui en déterminent la pratique sont les suivants : le Parti doit accéder à la dictature, conquérir le pouvoir, faire la révolution et, ce faisant, libérer les travailleurs ; quant aux ouvriers, leur tâche est de suivre et de soutenir le Parti afin de le conduire à la victoire.

Le premier objectif du Parti est donc d'obtenir l'adhésion massive des travailleurs, et non pas d'en faire des combattants indépendants, capables de trouver leur voie et de la poursuivre.

Pour parvenir à ce but, le Parti a recours à l'action parlementaire. Après avoir déclaré que le parlementarisme ne pouvait en rien servir la révolution, il en a fait son principal instrument de combat. Ainsi est né le « parlementarisme révolutionnaire » qui consiste à démontrer au parlement l'inutilité du parlementarisme. En réalité, le parti communiste désirait simplement s'acquérir les voix des travailleurs qui étaient jusque-là fidèles au parti socialiste. De nombreux travailleurs, déçus par la politique capitaliste de la social-démocratie et partisans de la révolution, furent ainsi conquis par les grands discours et les critiques virulentes que le parti communiste prononçait à l'encontre du capitalisme. Ils crurent que le Parti leur montrerait une voie nouvelle et que tout en continuant à voter et à suivre des dirigeants – qui cette fois-ci seraient meilleurs – ils finiraient par être libérés. Les célèbres révolutionnaires qui avaient fondé l'État des travailleurs en Russie leur assurèrent que cette voie était la bonne. Le syndicalisme représente l'autre moyen par lequel le parti communiste a tenté de se rallier la masse des travailleurs. Là encore, le Parti, après avoir dénoncé l'inutilité des syndicats dans le processus révolutionnaire, a demandé à ses membres d'y adhérer afin de gagner les syndicats au communisme. Il ne s'agissait pas, du reste, de transformer les syndiqués en militants révolutionnaires qui posséderaient une forte conscience de classe, mais simplement de remplacer les vieux dirigeants « corrompus » par des membres du parti communiste. Ainsi, le Parti contrôlerait cette vaste machine de la classe dirigeante que sont les syndicats et prendrait la tête des puissantes armées de syndiqués. Les anciens dirigeants n'allaient toutefois pas céder leur place aussi aisément : ils exclurent les communistes de leurs organisations. Ainsi furent créés de nouveaux syndicats « rouges ».

Les grèves sont l'école du communisme. Directement confrontés au pouvoir capitaliste, les travailleurs en grève comprennent la puissance de la classe dirigeante. Devant l'union des forces de l'ennemi ils prennent conscience qu'ils ne pourront vaincre que solidaires et unis. Leur désir de comprendre s'en trouve accru, et ce qu'ils apprendront est sans doute la plus importante leçon seul le communisme pourra les libérer.

Le parti communiste a su utiliser cette vérité pour ses besoins personnels chaque fois qu'il s'est trouvé impliqué dans une grève. Pour lui, il importe de prendre les rênes des mains des dirigeants syndicaux peu enclins à se battre réellement. Il n'a pas hésité à déclarer que les travailleurs devaient se diriger eux-mêmes puisque, en tant que représentant de la classe ouvrière, c'était à lui que revenait la direction. Il a réclamé tout le bénéfice des succès remportés par la classe ouvrière. Loin de chercher à éduquer les masses dans l'action révolutionnaire, il ne s'est préoccupé que d'accroître son influence parmi les masses.

La leçon naturelle, « le communisme est le salut de la classe ouvrière » a été remplacée par une leçon artificielle, « le parti communiste est le sauveur ». Après avoir capté l'énergie des grévistes par ses discours révolutionnaires, le parti communiste a orienté ces formes vers ses propres objectifs. Il en a résulté des querelles qui ont le plus souvent fait du tort à la cause des travailleurs.

Une lutte continue devait se livrer contre le parti social-démocrate dont les dirigeants furent dénoncés en des termes aussi savoureux que « complices du capitalisme » et « traîtres de la classe ouvrière ». Une critique sérieuse qui aurait démontré comment la social-démocratie s'éloignait de la lutte des classes ne pouvait que déciller les yeux de nombreux ouvriers. Mais le décor devait soudain changer, et les communistes offrirent à ces « traîtres » une alliance dans la lutte commune contre le capitalisme. C'est ce que l'on appela pompeusement « l'unité retrouvée de la classe ouvrière ». Unité qui ne pouvait être que collaboration temporaire de deux groupes rivaux de dirigeants, chacun cherchant à conserver, ou à se gagner, des partisans dociles.

La classe ouvrière n'est pas la seule à laquelle il soit fait appel lorsqu'un parti désire grossir ses rangs. Toutes les classes exploitées qui vivent dans des conditions misérables sous les régimes capitalistes ne peuvent qu'acclamer les nouveaux et les meilleurs maîtres qui leur promettent la liberté. Le parti communiste a fait exactement ce qu'avait fait avant lui le parti socialiste : il dirigea sa propagande vers tous les malheureux.

La Russie devait donner l'exemple. Bien qu'il fût le parti des ouvriers, le parti bolchevique ne conquist le pouvoir que grâce à son alliance avec les paysans. Une fois au pouvoir, il se trouva menacé par l'esprit capitaliste qui survivait parmi les paysans riches, et il fit appel aux paysans pauvres pour qu'ils s'unissent aux travailleurs. Par la suite les partis communistes d'Amérique et d'Europe, imitant comme toujours les mots d'ordre russes, allaient s'adresser à leur tour aux ouvriers et aux paysans pauvres. Ils oublièrent que les paysans pauvres des pays développés demeuraient très attachés à la propriété privée et que, s'ils pouvaient se laisser séduire par des promesses, ils resteraient toujours des alliés peu sûrs, prêts à désertir dès le moindre mécontentement.

Tout au long du processus révolutionnaire, la classe ouvrière ne pourra compter que sur ses propres forces. Il lui arrivera souvent d'être soutenue par les autres classes exploitées de la société, mais jamais ces classes n'auront un rôle déterminant, car elles ne possèdent pas cette

puissance innée que la solidarité et le contrôle de la production confèrent à la classe ouvrière. Même dans la révolte, ces classes demeureront inconstantes et peu sûres. Tout au plus pourrait-on chercher à empêcher qu'elles ne deviennent des instruments aux mains des capitalistes. Or cela ne peut se faire par des promesses. Les partis peuvent vivre de promesses et de programmes, mais les classes sociales sont mues par des passions et des sentiments bien plus profonds. Seule la lutte courageuse des travailleurs contre le capitalisme peut éveiller leur respect et leur confiance, et c'est seulement alors qu'elles peuvent être touchées.

Il n'en est pas de même lorsque le parti communiste vise uniquement la conquête personnelle du pouvoir. Tous les déshérités qui ont eu à se plaindre du régime capitaliste deviendront d'excellents partisans de ce parti. Leur désespoir de ne pas savoir comment s'extirper par eux-mêmes de leur borborygme, en fait les parfaits adeptes d'un Parti qui promet de les libérer. S'ils peuvent se soulever dans des moments de colère, ils sont incapables de mener une lutte continue. La grave période de troubles qui perturbe le monde depuis quelques années a accru le nombre des chômeurs tout en leur faisant prendre conscience de la nécessité d'une révolution mondiale immédiate. Ils sont venus grossir les rangs du parti communiste qui a pensé pouvoir s'appuyer sur cette armée pour s'arroger le pouvoir suprême.

Le parti communiste n'a rien fait pour accroître les forces de la classe ouvrière. Il n'a pas aidé les travailleurs à rechercher la cohérence et l'unité. Il s'est borné à en faire des partisans enthousiastes mais aveugles, et par conséquent fanatiques ; à en faire les sujets obéissants du parti au pouvoir. Son objectif n'a pas été de forger une classe ouvrière puissante, mais d'affermir les forces du parti. Et ceci parce qu'au lieu de s'appuyer sur les conditions existantes dans les pays capitalistes développés d'Europe et d'Amérique, il s'est inspiré de l'exemple de la Russie primitive.

Si un parti, désireux de se gagner des partisans, s'avère impuissant à réveiller l'esprit révolutionnaire de ceux auxquels il s'adresse, il n'hésitera pas, s'il est peu soucieux des moyens employés pour atteindre ses fins, à s'adresser à leurs instincts réactionnaires. Le nationalisme est sans doute le sentiment le plus puissant que le capitalisme puisse éveiller et dresser contre la révolution. Lorsqu'en 1923 les troupes françaises envahirent la région de Rhénanie et qu'une vague de nationalisme s'éleva dans toute l'Allemagne, le parti communiste n'hésita pas à jouer la carte chauvine pour essayer de rivaliser avec les partis capitalistes. Il devait même proposer au Reichstag que les forces armées communistes, les « gardes rouges », s'allient à l'armée allemande gouvernementale, la Reichswehr. La politique internationale ne fut pas étrangère à cette attitude. La Russie, qui était à l'époque hostile aux gouvernements occidentaux victorieux, cherchait à nouer une alliance avec l'Allemagne. Le parti communiste allemand fut donc contraint de se ranger du côté de son propre gouvernement capitaliste.

Telle fut la caractéristique principale de tous les partis communistes qui furent affiliés à la III^e Internationale dirigés depuis Moscou par des chefs communistes russes, ils furent les instruments de la politique étrangère russe. La Russie était la « patrie de tous les travailleurs », le centre de la révolution communiste mondiale. Les intérêts de la Russie ne pouvaient qu'être ceux de tous les travailleurs communistes à travers le monde. Les dirigeants russes firent clairement savoir que chaque fois qu'un gouvernement capitaliste était l'allié de la Russie, les travailleurs de ce pays devaient soutenir leur gouvernement. La lutte de classes, entre capitalistes et travailleurs devait se plier aux besoins temporaires de la politique étrangère russe.

Cette dépendance matérielle et spirituelle à l'égard de la Russie a été la véritable raison de la faiblesse du parti communiste. Toutes les ambiguïtés que l'on trouve dans l'évolution du régime soviétique se sont reflétées dans les prises de position du parti communiste. Les dirigeants russes ont expliqué à leurs sujets que la construction d'une société industrielle soumise aux lois du capitalisme d'État équivalait à bâtir une société communiste. Si bien que chaque nouvelle usine ou centrale électrique est acclamée par la presse communiste comme un triomphe du Parti. Afin d'inciter les Russes à la persévérance, les journaux soviétiques répandirent la rumeur selon laquelle le capitalisme était prêt à succomber à la révolution mondiale et que, jaloux des succès du communisme, il envisageait une guerre avec la Russie. Ces rumeurs furent reprises par l'ensemble de la presse communiste mondiale, au moment même où la Russie signait des traités commerciaux avec ces pays capitalistes. Chaque fois que la Russie a conclu une alliance avec un gouvernement capitaliste ou s'est mêlée à des querelles diplomatiques, la presse communiste fit état d'une capitulation du monde capitaliste devant le communisme. Et cette même presse ne cessa jamais de placer les intérêts du « communisme » russe avant ceux du prolétariat mondial.

La Russie est l'exemple suprême ; et, pour suivre l'exemple russe, le parti communiste devra dominer la classe. Les dirigeants du parti communiste russe dominent parce qu'ils concentrent tous les éléments du pouvoir entre leurs mains. Et il en est de même pour tous les dirigeants communistes à travers le monde. Les membres du Parti doivent être disciplinés. Moscou et le Komintern (Comité Exécutif de la III^e Internationale) représentent les dirigeants suprêmes ; ils peuvent révoquer et remplacer à leur guise les leaders communistes des autres pays.

Il n'est pas surprenant que les travailleurs et les membres des partis communistes des autres pays émettent parfois des doutes sur le bien-fondé des méthodes russes. Cependant, toute opposition a toujours été vaincue et exclue du Parti. Aucun jugement indépendant n'a jamais été autorisé : le parti communiste exige l'obéissance.

Après la révolution, les Russes avaient mis sur pied une « armée rouge » pour défendre leur liberté menacée par les « armées blanches ». De même le parti communiste allemand allait à son tour organiser une « garde rouge », bataillons de jeunes communistes armés, pour lutter contre les nationalistes armés.

La « garde rouge » n'était pas uniquement une armée de travailleurs qui combattait le capitalisme ; elle était aussi une arme contre tous les adversaires du parti communiste. Chaque fois que des travailleurs prenaient la parole dans une réunion pour critiquer la politique du Parti, ils étaient immédiatement réduits au silence par les gardes rouges sur un signe des dirigeants. Les méthodes qui étaient utilisées envers les camarades contestataires ne consistaient pas à les éclairer mais à leur briser le crâne. Les éléments les plus jeunes et les plus combattifs furent ainsi transformés en voyous au lieu de devenir de véritables communistes. Ces jeunes gardes rouges qui n'avaient appris qu'à attaquer les ennemis de leurs dirigeants devaient par la suite changer leurs couleurs et devenir de parfaits nationalistes.

Aurolé de la gloire de la révolution russe, le parti communiste a su, par ses brillants discours, rassembler sous sa bannière les plus ardents des jeunes travailleurs. Leur enthousiasme fut mis au service de disputes artificielles et de scissions politiques inutiles ; la révolution y perdit beaucoup. Les meilleurs éléments, déçus par la politique du Parti, tentèrent de trouver une autre voie en fondant des groupes séparés.

Si l'on regarde en arrière, on peut dire que la Première Guerre mondiale, en exacerbant l'oppression du régime capitaliste, a réveillé l'esprit révolutionnaire des travailleurs de tous les pays. Le plus faible des gouvernements, la Russie barbare, tomba au premier coup. Telle un brillant météore, la révolution russe illumina la terre. Mais les travailleurs avaient besoin d'une tout autre révolution. Après les avoir remplis d'espoir et d'énergie, l'éblouissante lumière de la révolution russe aveugla les travailleurs, si bien qu'ils ne virent plus la route à suivre. Il leur faut aujourd'hui reprendre force et tourner leurs regards vers l'aube de leur propre révolution.

Le parti communiste quant à lui ne pourra se rétablir. La Russie fait la paix avec les nations capitalistes et prend sa place parmi elles avec son propre système économique. Le parti communiste, intrinsèquement lié à la Russie, est condamné à vivre des simulacres de combat. Les groupes d'opposition se séparent en expliquant la dégénérescence du parti communiste par des erreurs de tactique et par la faute de certains dirigeants, afin de ne pas incriminer les principes communistes. En vain, car l'échec du parti communiste est inscrit dans ses principes mêmes.

LA RUSSIE SOVIETIQUE AUJOURD'HUI

I.C.C. Vol. 3, n°2 – Février 1937 (traduite de Raetekorrespondenz).

L'exécution à Moscou des seize vieux bolcheviks a eu une répercussion mondiale. On a cherché à élucider les raisons de ce « troublant » massacre. L'opinion qui prévaut, hormis celle des communistes inféodés au Kremlin, est que le procès de Moscou a été un vaste coup monté comparable à celui qui suivit l'incendie du Reichstag. On émet dans ce sens toutes sortes d'hypothèses, mais aucune analyse sérieuse de la véritable cause de ces exécutions. « Coupables ou non coupables », là n'est pas la question ; le débat soulevé sur ce point au sein du mouvement ouvrier restera sans réponse car il ne s'attaque pas au fond du problème. Pour l'actuel mouvement ouvrier officiel, une analyse objective de la situation en Russie est impossible car toute critique de la Russie reviendrait à remettre en cause le vieux mouvement ouvrier dans son ensemble. Comment ces socialistes et ces communistes, qui voient dans la Russie la réalisation intégrale ou partielle de leur idéal, pourraient-ils reconnaître le caractère ouvertement violent des rapports sociaux en Russie sans s'avouer en même temps la misère de leur propre idéal ! Saisir la continuité de l'évolution qui a mené la Russie d'Octobre 17 jusqu'à l'exécution des héros d'Octobre présuppose une appréciation objective de la structure sociale du pays. Ni Otto Bauer, ni Trotsky, dont les protestations indignées remplissent à présent la presse des organisations ouvrières néo-moscovites, n'en sont capables. Les Bauer et les Adler, pour qui la Russie est le pays du socialisme en marche, s'étonnent de ce qu'ils appellent une régression vers la barbarie. Selon eux, ces exécutions sont un « acte malheureux » pour la cause du socialisme en général. Jamais ces gens n'admettront que la « barbarie » manifeste n'est une fois de plus que l'autre aspect de leur « idéal ».

Quant à Trotsky, devenu la cible de tous les russophiles vendus ou non à Moscou, qu'a-t-il à répondre ? Nous prouvera-t-il que la calomnie était aussi à l'honneur à l'époque où lui-même était dirigeant, que, bien avant le stalinisme, il était courant d'exécuter les communistes et les ouvriers, et que de telles actions s'inscrivaient dans la logique même du système russe ? Non, Trotsky nous prouve le contraire, comme il fallait s'y attendre. C'est sur l'ordre de Lénine et de Trotsky qu'on massacra les ouvriers de Kronstadt parce que leurs exigences allaient à l'encontre des intérêts de l'Etat bolchevique de 1920. Pour nous, que les exécutions et les déportations soient ordonnées par Staline ou par Trotsky, peu importe. Expliciter les raisons de ces mesures brutales, tel est notre préoccupation.

Pourquoi la mise hors-la-loi puis l'exécution des insurgés de Kronstadt et des seize vieux bolcheviks, qui constituaient pourtant l'un et l'autre des groupes communistes dans l'acceptation russe du terme ? Parce qu'ils étaient en désaccord avec les dirigeants du Kremlin. Quand un Etat qui se réclame du communisme, déporte et exécute les communistes, on est en droit de se demander qui des deux agit ici en communiste : l'Etat ou les communistes. Répondre à cette question, c'est se donner les moyens de mieux comprendre la situation en Russie.

LES PRINCIPALES ETAPES DE L'EVOLUTION RUSSE AU COURS DES DERNIERES ANNES

Dernièrement une série de lois extrêmement réactionnaires a été promulguée en Russie. Par exemple, l'interdiction de l'avortement, la création de nouveaux grades dans l'armée, l'adoption d'une nouvelle législation scolaire autoritaire, etc. La plupart de ces lois ressortent du domaine sociologico-culturel et ne s'expliquent que par rapport aux phénomènes économiques sous-jacents. Il suffit donc ici de se rappeler le discours prononcé par Staline en juin 1931 lors d'un meeting d'éminents économistes russes. La presse de l'Internationale Communiste attribua à ce discours « une importance historique », ce qu'il revêtait sans nul doute. Staline y réclamait l'abolition totale de la relative égalité des salaires qui survivait encore et préconisait une hiérarchisation très poussée des salaires. Il exigeait de plus que, dans les usines, l'on substitue définitivement à la direction plus ou moins collective l'initiative personnelle d'un directeur responsable devant l'Etat seulement. Et surtout, point essentiel de son discours, Staline réclamait l'introduction du profit dans toutes les entreprises.

A la suite de ce discours, toute une série de lois fut proclamée. On institua plus de trente graduations de salaire, avec une échelle variant de 100 à 1000 roubles par mois. Les ouvriers dans les usines furent totalement réduits au silence. Les « directeurs rouges » devinrent les autocrates des entreprises. Le profit devint le facteur déterminant. La rationalisation du procès de travail se manifesta par l'extension du système de rendement aux pièces. L'exploitation fut renforcée par tous les moyens.

Peu après, les syndicats furent placés sous la dépendance du Commissariat au Travail et cessèrent de fonctionner comme instruments de l'amélioration des conditions de travail. Réduits au rôle d'organismes de prévoyance sociale, ils devinrent dans les mains de l'Etat des instruments de propagande pour accroître la productivité du travail.

Les coopératives de consommateurs furent « réorganisées » ; les directeurs des entreprises productives pouvaient désormais les utiliser « pour récompenser les bons travailleurs par de meilleurs moyens de consommation ». Jusqu'alors, il avait régné au sein de la classe ouvrière, comme nous l'avons déjà dit, une relative égalité dans les conditions de vie, même si cette égalité se réduisait plutôt à une égalité dans la misère. Désormais, les différenciations créées dans les conditions de vie vont entraîner aussi des divergences d'intérêt, et, ce faisant, des différences dans la position des travailleurs vis-à-vis de l'Etat et de ses privilèges sociaux. C'était la fin d'une époque qui avait favorisé la création d'une idéologie sociale relativement unifiée.

Staline déclarait dans son discours : « Nous en tenir aux vieilles sources de l'accumulation est impossible. Poursuivre le développement de l'agriculture et de l'industrie nécessite l'adoption du principe du profit et de l'accumulation accélérée. » Dans les pays capitalistes, lorsque la diminution des profits entraîne un ralentissement de l'accumulation, les capitalistes accroissent l'exploitation des travailleurs pour remédier à cette situation. Le « premier et le seul Etat ouvrier » n'utilise pas d'autres méthodes. L'Etat tout-puissant qui s'est substitué aux anciens capitalistes perpétue la vieille méthode capitaliste : renforcer l'exploitation pour garantir ses profits. Tout comme l'organisation de la production, l'accumulation du capital prouve que les relations entre les ouvriers russes et leur Etat ne se distinguent nullement des relations entre travailleurs et capitalistes en général.

Ceux qui croient à la nature socialiste de la société russe doivent se poser la question : « Comment se fait-il que les ouvriers, « propriétaires collectifs » des moyens de production, montrent si peu d'intérêt à accroître leur « propriété sociale », que Staline en soit réduit à utiliser la force pour les rappeler à leurs devoirs ? » Oui, l'Etat a dû passer des lois « pour la protection de la propriété sociale », car il redoutait que les travailleurs ne volent leur propre propriété. Les travailleurs russes sont-ils réellement stupides et myopes au point de méconnaître leurs véritables intérêts ?

L'ouvrier russe ne peut manquer de s'apercevoir qu'il n'a aucun contrôle sur les moyens de production, ni sur les produits de son travail. Il ne peut pas se sentir concerné par les problèmes de la socialisation tels qu'ils se posent en Russie, étant donné qu'il est un esclave du salariat tout comme ses frères au delà des frontières de l'U.R.S.S. Il importe même peu de savoir si les ouvriers russes prennent clairement conscience de leur position dans la société. Le fait est qu'ils agissent de la seule manière possible pour une classe exploitée. Et, parallèlement, que Staline soit conscient ou non de son rôle en tant que dirigeant d'une société d'exploitation, ses actes passés et à venir reflètent forcément les nécessités d'une telle société.

Ce n'est pas d'hier que la Russie est capitaliste ; elle l'est devenue avec l'abolition des derniers conseils ouvriers librement élus. A partir de 1931, l'économie russe était débarrassée de tous les éléments étrangers à sa structure capitaliste. Ceux des vieux bolcheviks qui ne pouvaient aider Staline dans son ascension devinrent ses opposants acharnés : il fallait donc les éliminer. La dissolution en 1935 de l'organisation des vieux bolcheviks, la déportation de la plupart de ses membres, montrent clairement que le régime actuel devra nécessairement éliminer ces traditions dépassées qu'incarnent les vieux bolcheviks. Ces derniers, ainsi que les ouvriers qui ont une conscience de classe et les communistes, peuvent de moins en moins défendre et soutenir la politique du gouvernement. Ils perdent toute utilité pour l'appareil d'Etat, à mesure qu'ils acquièrent une conscience plus juste de leur rôle de meneurs d'esclaves dans la hiérarchie exploiteuse. D'autres, qui ont moins de scrupules, convoitent leurs postes et les évincent. La réussite de ces derniers éléments s'explique par leur indifférence à l'égard des traditions d'Octobre et par leur manque de solidarité avec la classe ouvrière.

Un accroissement de l'exploitation présuppose un renforcement de l'appareil exploiteur. La classe ouvrière ne peut s'exploiter elle-même. Un appareil est nécessaire, dont les membres n'appartiennent pas à la classe ouvrière. Des bureaucrates, des professionnels, des « commandeurs d'industrie » comme les appelle Staline, s'appuyant sur une large couche de l'aristocratie ouvrière, sont indispensables. Ces bureaucrates aident la clique dirigeante, dont ils reçoivent en retour des privilèges qui les élèvent au dessus du niveau de l'ouvrier moyen. En dépit de la phraséologie officielle sur « la transition vers une société sans classe », il s'est bel et bien développé une nouvelle classe dirigeante en Russie. Les travailleurs vendent leur force de travail à cette nouvelle classe de fonctionnaire, de chefs de coopératives et d'entreprises, et à la bureaucratie qui dirige la production et la distribution. Cet appareil colossal est l'acheteur de la force de travail. Il dirige collectivement et autocratiquement à la fois. Il ne produit aucune valeur, il vit de la plus-value, du travail de millions d'esclaves salariés. L'idéologie de cette couche privilégiée n'a rien à voir avec la conscience de classe des ouvriers. L'exploitation étant son intérêt, elle constitue son idéologie. En ennemi implacable, la bureaucratie combat toutes les tendances de la société qui s'orientent vers l'abolition de l'exploitation. Afin de maintenir ses propres privilèges, la bureaucratie utilisera tous les moyens possibles pour détruire les forces qui menacent d'en finir avec les privilèges. Pour assurer ses positions, elle liquidera tous les acquis de la Révolution d'Octobre qui

s'opposent aux besoins de la nouvelle classe exploiteuse. Il lui faut donc se débarrasser des restes de la Révolution, dont font partie les vieux bolcheviks.

Afin d'obtenir la masse gigantesque de plus-value indispensable à la construction et à la transformation du système économique russe dans son entier, il était nécessaire de développer une vaste classe de meneurs d'esclaves, de parasites et d'exploiteurs. Cette nouvelle classe se développe en contradiction avec le communisme. Le vide dans la structure de la société d'exploitation, que reflétait l'absence d'une classe exploiteuse spécifique, a été comblé. C'est ceci qui constitue l'étape essentielle dans l'évolution de la Russie au cours des dernières années. Elle en a fait un Etat intégralement capitaliste. Les travailleurs, trop faibles pour organiser la production au nom de leur classe, ont abdiqué devant le Parti. Ce dernier, n'obéissant qu'à des intérêts spécifiques, a joué en Russie exactement le même rôle que les capitalistes privés dans les autres pays. Le parti bolchevique, en assumant le rôle historique de la bourgeoisie est devenu lui-même la bourgeoisie et a développé les forces productives à un niveau atteint longtemps auparavant par la bourgeoisie des autres pays. Le Parti est déjà devenu un obstacle au développement des forces productives et au progrès humain en général, tout comme la bourgeoisie partout ailleurs. Il est vain d'incriminer ceux qui occupaient les postes dirigeants pendant cette période de l'évolution russe ; au contraire, il faut prendre conscience que quiconque – individu ou Parti – aurait été contraint à leur place de remplir exactement le même rôle.

LES RAPPORTS DE CLASSE DANS L'AGRICULTURE SOVIETIQUE

Au cours du premier plan quinquennal la différenciation dans les conditions de vie entre travailleurs et bureaucratie n'a pas pu être développée au maximum. La bureaucratie avait encore besoin des travailleurs pour assurer son hégémonie sur le secteur agricole. Et, inversement, il lui fallait s'assurer une position de force dans l'agriculture pour pouvoir consolider sa situation dans l'industrie. L'anarchie des rapports dans le domaine agricole menaçait le développement général de l'économie, et donc la clique dirigeante elle-même. L'introduction de méthodes de production modernes était devenu une nécessité historique pour l'économie paysanne russe. Aucun gouvernement n'aurait pu s'y soustraire. Cela permettait en effet, d'abord de réduire le prix de la force de travail des travailleurs salariés, et ensuite de développer le marché intérieur. La bureaucratie collectivisa les fermes au nom du socialisme ; ce slogan était nécessaire pour gagner les ouvriers à cette politique. L'opposition manifestée par les paysans nécessitait une étroite collaboration entre les ouvriers et la bureaucratie. Les difficultés que rencontra d'abord la collectivisation forcée sont illustrées clairement par l'émigration de dizaines de milliers de paysans et la déportation de milliers d'autres vers les régions polaires de la Sibérie. Avant le succès de la campagne de collectivisation, il existait de petites fermes individuelles qui fonctionnaient pour ainsi dire indépendamment de l'industrie et donc de ses dirigeants. Les besoins des paysans ne les poussaient nullement à se rapprocher de l'industrie. Pour créer cette dépendance, il fallait briser leur isolement.

Pour développer la productivité agricole, il était nécessaire de mettre en circulation les produits industriels tels que les tracteurs, moissonneuses-batteuses... etc. Aujourd'hui 87% du sol cultivé est collectivisé ; on utilise 300 000 tracteurs. L'agriculture toute entière a fondamentalement changé, ainsi que ses rapports avec les autres secteurs de l'économie russe. Les paysans ont contracté de lourdes dettes vis-à-vis de l'Etat ; leur isolement a été brisé et ils prennent de plus en plus conscience de leur dépendance à l'égard de l'Etat. Ils subissent le

poids de la politique gouvernementale des prix, de la taxation indirecte, et des organismes de crédit gouvernementaux. L'année dernière une mesure très significative a été introduite : l'Etat a cessé de vendre aux fermes collectives les moyens de production les plus importants ; désormais, il les leur loue. Pour ce faire, il a installé quelques milliers de stations de machines agricoles, ce qui a renforcé l'emprise de la bureaucratie sur les paysans.

La collectivisation a fait naître une nouvelle méthode de production, appelée « artel », qui correspond à une association relativement lâche de possesseurs de moyens de production agricoles. Les machines et les bâtiments sont utilisés collectivement. L' « artel » est une nouvelle forme de rapport de propriété. Il engendre des inégalités économiques et des différences idéologiques. De plus, le travail salarié y est maintenu. Les salaires sont proportionnels à la quantité et à la qualité du travail fourni. L' « artel » peut aussi embaucher de simples ouvriers agricoles, auquel cas, il joue le rôle d'exploiteur. Un paysan ne peut devenir membre de l' « artel » que s'il apporte suffisamment de biens pour satisfaire la majorité des membres de l' « artel ». Grâce à l'utilisation de l'outillage moderne et à la rationalisation du procès de travail, l' « artel » permet d'accroître considérablement la production. Cette constatation a rendu cette forme de production populaire chez les paysans et a étouffé la résistance antérieure. Le développement général de l'agriculture tend à transformer peu à peu les paysans en esclaves salariés. Pour l'instant, ils n'ont pas encore pris conscience de ce que leur réserve l'avenir. Ils ne voient que la façade de ces nouveaux rapports sociaux, qui comporte comme avantage principal l'accroissement de leur revenu. Désormais, le gouvernement peut, grâce à cette évolution, s'appuyer davantage sur les paysans. Il peut faire jouer une classe contre l'autre et, effectivement, toute la politique de la bureaucratie depuis le succès de la collectivisation se ramène à une politique d'équilibre des pouvoirs : elle fait jouer tantôt les ouvriers contre les paysans, tantôt les paysans contre les ouvriers.

A l'heure actuelle, en ces débuts de « société sans classes », il existe en Russie trois classes principales : les ouvriers, qui ne possèdent rien ; les paysans qui, sous le contrôle de l'Etat, possèdent collectivement leur propriété ; la bureaucratie, qui possède et dirige l'industrie et s'efforce de placer également toute l'agriculture sous son contrôle absolu. Ces rapports de classes engendrent des différences toujours plus poussées dans les conditions de vie. Les ouvriers, exploités et démunis, doivent lutter pour l'abolition de l'exploitation ; les paysans réclament un abaissement du prix des produits industriels, ce qui signifie un accroissement de l'exploitation pour les ouvriers ; et quant à la bureaucratie, elle réalise des profits sur le dos de ces deux classes.

LA SITUATION DES OUVRIERS

Le développement de l'économie capitaliste montre de plus en plus clairement que la force de travail est une marchandise. L'extrême hiérarchisation des salaires s'est fait sentir très brutalement lorsque le pouvoir d'achat différencié du rouble a disparu. Jusqu'en 1935, le minimum vital des ouvriers les moins bien payés était plus ou moins garanti. Depuis, le salaire en argent est devenu la seule mesure pour la consommation individuelle des ouvriers. L'effet de la loi de l'offre et de la demande a augmenté les prix. La bureaucratie a fait passer la hausse des prix pour une baisse ; effectivement, pour les couches les mieux payées et la bureaucratie, qui auparavant étaient contraintes d'acheter sur le marché « libre », il s'agissait bien d'une baisse des prix, mais pour les ouvriers, c'était une phénoménale hausse des prix, qui réduisit considérablement leur consommation.

La somme totale de tous les salaires et rémunérations payés en 1936 s'élevait à 63,4 milliards de roubles. Le nombre total des employés salariés et rémunérés, selon le Bureau des Statistiques de Moscou, s'élève à 24 100 000. Ce qui donne un revenu moyen mensuel par tête de 220 roubles. Par rapport au niveau des prix existant, cela signifie un taux de salaire moyen plus bas que dans n'importe quel pays d'Europe occidentale. Les biens de consommation sont de trois à quatre fois plus chers que dans les autres pays. Comparez par exemple le prix d'une paire de chaussures, c'est-à-dire 50 à 70 roubles, avec ces salaires. Le prix moyen du pain noir est de 0,70 rouble le kilo ; pour le pain blanc de meilleure qualité, il est de 1,20 à 1,50 rouble. Le quart de lait coûte 1,50 rouble, le bœuf 9 roubles le kilo. Le beurre, selon la qualité, va de 18 à 26 roubles le kilo. Une chemise ordinaire coûte environ 20 roubles. La grande masse de la population russe vit aujourd'hui, dix-neuf ans après la Révolution, à peine mieux qu'à l'époque des Tsars. Les biens de consommation plus raffinés resteront, pour longtemps encore, inaccessibles aux larges masses du pays. Les statistiques du second plan quinquennal expliquent cela très clairement : la production totale de chaussure en 1937 ne dépassera même pas 180 millions de paires, ce qui signifie qu'à la fin de l'année, il n'y aura qu'une paire de chaussures à la disposition de chaque habitant. Selon le plan, la consommation totale de beurre sera portée en 1937 à 180 000 tonnes. Compte tenu que la moitié de la population achète du beurre, il n'en est donc distribué que 5 livres par an et par tête. Mais, pour l'instant, même cet objectif n'est atteint que sur le papier. Le problème du logement est encore plus aigu. D'après les statistiques officielles russes, la pièce moyenne attribuée à une personne fait environ 3,5 m². Et il n'y a aucun espoir de voir la situation s'améliorer prochainement : l'industrie de la construction est en retard constant sur l'accroissement de la population urbaine.

Dans de telles conditions, il serait vraiment incroyable que les travailleurs ne prennent pas conscience de leur situation de classe exploitée. D'autant plus que les « chefs de l'industrie », la bureaucratie en général, jouissent de bien meilleures conditions de vie. On y voit des salaires qui commencent à 1 000 roubles par mois. Il fut un temps où existait ce qu'on appelait « un minimum du Parti » : ses membres ne pouvaient pas gagner plus de 7 200 roubles par an. Aujourd'hui, les privilèges n'ont plus de bornes.

LE STAKHANOVISME

Un accroissement de la consommation générale est absolument indispensable à la Russie. La classe dirigeante le sait, mais les classes dirigeantes ne partagent pas avec les pauvres. Dans le cadre des rapports économiques de la Russie capitaliste, un accroissement du niveau de vie des masses n'est possible que si le capital s'accroît comparativement plus vite que la consommation de masse. Tout accroissement du pouvoir d'achat des masses implique un accroissement encore plus rapide du taux d'exploitation. C'est ce processus que le marxisme appelle la paupérisation relative des travailleurs. C'est exactement ce phénomène qui se produit en Russie et que l'on appelle faussement le socialisme.

Le « stakhanovisme », ou accroissement de la productivité grâce à l'amélioration des méthodes de production, est désormais largement adopté dans l'industrie et l'agriculture russes. Les salaires des ouvriers stakhanovistes augmentent de 100%, mais leur productivité augmente souvent 10 fois plus. Quelles que soient les statistiques de référence, elles montrent toutes que les augmentations de salaires ne représentent qu'une toute petite fraction des accroissements de productivité. De plus hauts salaires signifient une exploitation accrue. La part qui revient aux ouvriers tend à diminuer comparativement à la valeur qu'ils créent.

Peu à peu les ouvriers prennent conscience de cette situation. La diminution des taux de salaires aux pièces qui suit chaque accroissement de la productivité, réveille chez les ouvriers les plus conscients l'opposition au stakhanovisme. On voit souvent des stakhanovistes se faire rosser par leurs collègues. Beaucoup ont été tués. Certains ouvriers considèrent les stakhanovistes purement et simplement comme des briseurs de grève. Mais le « stakhanovisme » progressera en dépit de toute cette résistance. En effet, il permet à une fraction de la classe ouvrière d'améliorer ses conditions de vie. Une couche d'ouvriers se développe, qui soutient avec ferveur la bureaucratie, tout comme beaucoup d'ouvriers parmi les mieux payés soutiennent leur bourgeoisie dans d'autres pays capitalistes. C'est ainsi que la force de la classe ouvrière est affaiblie. Alors que la misère générale avait suscité dans la classe ouvrière une révolte unanime, les possibilités maintenant offertes à certains d'échapper à leur misère contribuent à les séparer radicalement des ouvriers qui ont une conscience de classe.

L'idéologie de l'ouvrier stakhanoviste se définit essentiellement comme une idéologie petite-bourgeoise. Son logis est tout son univers. Il se sent supérieur à la masse des ouvriers ; pour lui, les non-stakhanovistes sont des sous-hommes, il faudrait les chasser des usines. Il est conservateur et apporte son soutien à toutes les initiatives du gouvernement. Il s'incline devant ses supérieurs et méprise ses subordonnés. Il a un livret d'épargne et investit de l'argent dans les bons d'Etat ; il est sensible au fait de toucher des intérêts, revenu obtenu sans travailler. Il déteste les véritables communistes et applaudit les attaques de Staline contre les opposants de gauche. C'est ce type d'individus qui a réclamé l'exécution des seize vieux bolcheviks. Ils sont prêts à tout pour se faire bien voir de leurs maîtres.

LA NOUVELLE CONSTITUTION

La bureaucratie, installée jadis au pouvoir grâce aux ouvriers, doit aujourd'hui se protéger contre eux. Pour cela, elle a besoin d'alliés et elle les trouve parmi les paysans et l'aristocratie ouvrière. Pour ces couches privilégiées, l'éveil de la conscience de classe ouvrière représente le danger le plus grand. Elles ont donc intérêt à en détruire tous les embryons de manifestation. Aussi ont-elles commencé par émasculer le marxisme. Elles ont essayé de prouver « marxistement » qu'il était nécessaire et souhaitable de maintenir leurs privilèges, le travail salarié, les rapports capitalistes, la dictature du Parti...etc., faisant passer cela pour le socialisme. Tous les marxistes qui se sont opposés à cette tromperie sont devenus les ennemis mortels de la bureaucratie. On supprime définitivement les droits politiques acquis par les travailleurs lors de la Révolution. La nouvelle constitution de l'U.R.S.S. en est une illustration flagrante. Elle a été conçue pour donner un plus grand poids politique aux couches non prolétarienne du pays. Auparavant, le vote d'un paysan équivalait au tiers de celui d'un ouvrier, maintenant, il a la même valeur. La fausse démocratie doit sauvegarder les privilèges de la clique dirigeante. Non pas que la Russie veuille copier la démocratie bourgeoise à ses débuts. Au contraire, sa démocratie n'est que l'instrument de sa dictature sur les travailleurs. Il n'y a qu'un seul parti ; seuls les candidats de la bureaucratie peuvent être élus. La nature profonde de ces dix-neuf ans de bolchevisme se trouve parfaitement exprimée dans la nouvelle constitution : tout le pouvoir réel appartient aux plus hauts organes de l'Etat. Les « soviets » des villages et des villes ont perdu toute autonomie. Ils en sont réduits au rôle d'organismes d'Etat, de force de police. Chaque groupe de 300 000 votants élit un représentant que le Parti envoie aux Soviets de l'Union et un second qui siège au Soviet des Républiques Nationales. Les représentants de l'Union et le Soviet des Républiques Nationales

élisent ensuite le Soviet Suprême. Celui-ci à son tour élit un présidium qui est investi de tous les pouvoirs, y compris celui de dissoudre le Soviet Suprême. Ce présidium, plus les Commissaires du Peuple élus par le Soviet de l'Union, gouvernent effectivement. Les mécanismes de ce système parlementaire garantissent au gouvernement un pouvoir pratiquement illimité ; de toute façon c'est le gouvernement lui-même qui propose les candidats aux élections. La vieille dictature se masque d'une fausse démocratie. Otto Bauer, de la II ème Internationale, se montre plein d'enthousiasme pour cette nouvelle constitution, cette nouvelle démocratie. Il n'a qu'un seul regret : que son propre parti n'y soit toujours pas représenté. Mais pour les ouvriers, cette fausse démocratie ne fait qu'ajouter l'insulte à l'exploitation.

CAPITALISME D'ETAT ET COMMUNISME

Il faut considérer la Russie comme un pays capitaliste et un ennemi mortel du communisme. Cela deviendra plus évident avec le temps. Les communistes seront pourchassés et tués en Russie comme partout ailleurs. Si certains nourrissent encore l'illusion de voir le socialisme « s'édifier » tôt ou tard en Russie, il découvriront que les classes privilégiées ne renoncent jamais délibérément à leurs privilèges. Ceux qui espèrent voir la classe possédante abandonner sa propriété sans lutter, font de la religion. Le socialisme ne s'édifie pas. Ou bien il est le produit direct de la révolution prolétarienne, ou bien il n'est pas. La révolution de 1917 est restée une révolution bourgeoise. Ses éléments prolétariens ont été battus. Elle n'a pas supprimé le fondement de toute domination, elle a seulement renversé la domination tsariste. Elle n'a pas supprimé tout les rapports de propriété, elle a seulement aboli les rapports de propriété privée du capitalisme. Ce n'est que lorsque les travailleurs prennent le pouvoir en main et organisent la société pour eux-mêmes que les bases du communisme se trouvent jetées. Ce qui existe en Russie est un capitalisme d'Etat. Ceux qui se réclament du communisme doivent aussi attaquer le capitalisme d'Etat. Et dans la révolution à venir, les ouvriers russes devront renverser ce capitalisme d'Etat. La société d'exploitation russe, comme toutes les autres sociétés d'exploitation, engendre chaque jour ses propres fossoyeurs. La paupérisation relative sera suivie de la paupérisation absolue des travailleurs. Le jour viendra où en Russie, une fois de plus, comme aux jours héroïques d'Octobre, mais plus puissant se fera entendre le cri de guerre : « Tout le pouvoir aux Soviets ! »

Raetekorrespondenz

TROTSKY ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT

I.C.C. Vol. 3., n°4 – Avril 1937 (Article signé H. Smith).

Léon Trotsky s'enferme dans son erreur. Ce qu'il appelle l'actuelle « dictature du prolétariat » en Russie revêt à ses yeux un poids, et donc une signification, bien plus considérables qu'une future dictature des travailleurs qui resterait encore à définir. Ainsi, non content de nous apprendre l'existence d'une dictature du prolétariat en Russie, il constate que cette prétendue dictature est significative. Il va de soi pour Trotsky que cet « exemple vivant » influence sa conception de la future forme de domination ouvrière. En effet, quoi de plus significatif des événements à venir que les événements du présent !

Incapable de sortir de la problématique russe, Trotsky estime que la lutte pour le pouvoir doit viser, par ordre de priorité, d'abord le Parti, puis, loin derrière les syndicats et, en dernier lieu, les conseils ouvriers. Il accorde sa juste place au facteur « spontané », mais précise que sans la volonté d'acier et l'expérience d'un parti semi-militaire éprouvé, le mouvement ne peut qu'être voué à l'échec. D'une telle conception découle nécessairement une politique intransigeante, même si Trotsky affirmait que cette intransigeance doit se limiter à des questions de principe ; de là découlent l'organisation bureaucratique, le refus de reconnaître ses erreurs pour éviter d'entacher le prestige de l'organisation ; et finalement, l'on voit s'imposer des chefs dont l'incapacité à gouverner rationnellement est proportionnelle à leur importance hiérarchique.

Au cours de ses voyages, Gulliver découvrit l'empire de Blefuscu. Trotsky, dans l'optique de sa théorie, découvre une forme de pouvoir prolétarien en Russie. Leurs récits respectifs sont de la même veine. Car, avant tout, il doit être entendu que la dictature du prolétariat (et sur ce point c'est l'histoire elle-même qui a rendu son jugement) ne peut se concevoir que comme un pouvoir fondé sur un niveau de production permettant la généralisation de l'abondance. C'est un pouvoir qui ne peut exister effectivement à l'échelon mondial et dans le sens communiste, qu'une fois que le capitalisme a parcouru son champs de développement.

Si l'on tient compte du fait que le pouvoir du prolétariat dépend non pas de la volonté humaine, mais tout comme la dictature capitaliste, d'un niveau précis de développement industriel et des conditions d'échange qui en résultent (phénomènes qui ont la priorité sur la « volonté » et qui déterminent ce que devraient être les rapports sociaux de production), c'est donc dans le niveau de développement, dans le mode de production correspondant et dans le mode d'échange que l'on cherchera la nature manifeste du pouvoir.

D'ailleurs, scientifiquement, le seul moyen d'expliquer la nature d'un système économique et politique consiste à rechercher comment sont produits les objets (qu'elle est l'extension de la division sociale du travail) et comment, s'il y a échange, sont échangés ces objets. Seule une telle investigation permet de savoir si des valeurs d'échanges sont produites, si la force de travail s'échange contre des salaires, s'il y a accumulation du capital et appropriation de plus-value. On ne peut pas deviner la nature d'un système social et prétendre avoir raison contre

tous, comme par enchantement. Un système s'explique par ses mécanismes et sa dynamique économique, faute de quoi, il reste incompris.

LES GRANDS ESPRITS SONT ALLERGIQUES AUX EVIDENCES

Incapable de saisir ces évidences, Trotsky préfère les ignorer. Les esprits supérieurs ne peuvent s'intéresser qu'aux choses profondes !

Pour lui, nous sommes à l'ère de l'impérialisme et les pays se sont développés inégalement. Un pays arriéré peut s'emparer du pouvoir et cela peut faciliter la prise du pouvoir dans un pays plus avancé. Le capitalisme est un système international. Mais si des ouvriers s'emparent du pouvoir dans un pays arriéré, en attendant que d'autres peuples prennent la relève, ne s'agit-il pas là d'une dictature du prolétariat ?

Quand les travailleurs prennent le pouvoir dans les îles Fidji, qu'elle est la portée d'un tel événement sur le plan mondial ? Les travailleurs ont pris le pouvoir dans les îles Fidji – ni plus, ni moins.

Trotsky a une conception romanesque de la révolution et des procès sociaux. Une grève générale dans un pays hautement industrialisé est beaucoup plus déterminante du point de vue de la révolution mondiale que la prise du pouvoir dans une île Fidji, fût-elle grande comme un sixième du globe (la Russie). Prendre le pouvoir dans un pays sans puissance industrielle, qui est mûr pour le capitalisme, c'est garantir que les ouvriers devront assumer les tâches gouvernementales de la bourgeoisie, en subissant, et non en dépassant, le système de production bourgeois. C'est précisément le développement inégal entre pays qui cause ces anomalies regrettables mais inévitables.

Il n'est pas exclu que, lors d'un éventuel Octobre dans un autre pays arriéré, les ouvriers de « l'Ouest » prennent la relève à temps. Là n'est pas la question (qui ne pourra d'ailleurs jamais être résolue théoriquement). Le problème est ici le suivant : puisque l'Ouest n'est pas venu au secours des ouvriers russes, qu'en résulte-t-il pour la nature du régime russe actuel, et comment Trotsky voit-il ce régime ?

Pour Trotsky, l'équation est logique : les ouvriers russes ont pris le pouvoir, donc il y a une dictature du prolétariat en Russie. Or la prémisse même de cette équation est fautive si 'lon ne fait pas intervenir les paysans avec leurs objectifs, et la petite bourgeoisie urbaine avec ses aspirations. Il est faux également de dire qu'en Octobre les ouvriers ont gagné sans ces classes, ou contre elles. En fait, pour Trotsky, le problème du pouvoir ouvrier ne se pose pas avant tout en fonction de son contenu économique, mais en fonction de son contour phénoménal : « Une chose existe parce qu'elle me paraît ».

Mais, objectera-t-il, les ouvriers, sous la direction des bolcheviks, n'ont-ils pas pris le pouvoir ? Voilà certes une question sans équivoque, destinée à dissiper toute idée fautive. Or, cette question revient à se demander si les ouvriers ont instauré, les armes à la main, de nouveaux rapports de production. Formuler l'interrogation, c'est déjà y répondre : non. Car, même s'ils ont exproprié l'aristocratie existante et quelques noyaux de concentration capitaliste, les ouvriers n'ont pu établir les nouveaux rapports de production socialistes. Soutenir que la nationalisation de l'industrie et le contrôle étatique des banques sont en eux-mêmes et à eux seuls des mesures socialistes, revient à approuver ce que Mussolini et, de plus

en plus, Hitler revendiquent dans leurs programmes. La seule question qui ait un sens est la suivante : la majeure partie de l'industrie devient-elle la propriété des travailleurs en armes ?

Historiquement la Révolution russe fut la capture d'une usine en chantier (la Russie), car il n'était pas possible de s'emparer de l'usine achevée (l'Occident). Pourtant, il reste un autre aspect à examiner. Le 7 Novembre, le prolétariat russe battit ses ennemis et garda ses fusils. Aussitôt retentirent à tous les échos *l'Internationale* et « La Cavalerie de Boudieny ». De toutes les tribunes on lançait des discours sur le socialisme. Quel était le sens de tous ces événements ?

A l'inverse de la bourgeoisie en expansion qui, procédant en deux temps, assure d'abord sa puissance économique et s'empare ensuite du pouvoir de l'Etat, le prolétariat, du fait même qu'il est étranger à la propriété, doit accomplir les deux tâches simultanément. De cette nécessité, résulte le « maillon le plus faible » qui a causé les tentatives, prématurées certes mais justifiables, de prise de pouvoir.

L'interprétation correcte des événements est celle-ci : lorsque les ouvriers russes ont agi, ils représentaient le prolétariat mondial agissant là où il le pouvait (en Russie), parce qu'il ne pouvait pas encore agir là où il le devait (dans les pays industrialisés). Lorsqu'une telle tentative réussit dans un pays arriéré, la nature du pouvoir est à la fois évidente et ambiguë. Elle est à ce point dépendante des ouvriers des autres pays, qu'avec leur intervention elle devient positive, et, sans leur secours, négative.

La dictature du prolétariat ne consiste pas simplement à se venger de ses ennemis. Ce qui est déterminant dans la nature d'une telle dictature, c'est sa capacité à détruire l'ancien système de production (au contraire de ce que soutenait Lénine : détruire d'abord l'Etat, pour lui condition nécessaire et suffisante. L'exemple de la Russie a prouvé que le vieil Etat peut être détruit sans que change le vieux système) et à « libérer » les capacités productives. La dictature du prolétariat étant, pour ainsi dire, la voie la plus sûre vers l'abondance, une fois les anciens possesseurs expropriés, elle peut certes revêtir différentes formes, mais pour qu'elle soit effectivement une dictature du prolétariat, elle ne doit pas achopper sur des obstacles majeurs. Lorsqu'une dictature du prolétariat repose sur une économie capitaliste (production de plus-value et son appropriation, accumulation du capital) et se voit contrainte, dans l'intérêt de son économie, à imposer aux travailleurs la pauvreté (paupérisation relative) au lieu de l'abondance et, au lieu de l'égalité matérielle, une inégalité toujours plus poussée, on peut légitimement ce qu'une telle dictature a de prolétarien.

En réalité, Trotsky voudrait faire croire que le capitalisme spécifique à la Russie est le socialisme puisque ses fondateurs se réclamaient de Marx. D'après cette thèse, ce n'est donc pas la nature du système qui sert de preuve, mais l'intégrité de ses chefs.

Pour Trotsky, admettre l'existence du capitalisme en Russie reviendrait à admettre que d'autres ouvriers russes, aujourd'hui morts ou en train de mourir à Verkhny, Uralsk, avaient vu juste et que lui s'était trompé. Ce qui, tant sur le plan personnel que politique, serait très gênant pour le « Vieux ». Et puis, après tout, il se peut fort bien que son ignorance de l'économie marxiste l'empêche d'appeler les choses par leur nom.

En fait, Trotsky ne se penche pas sur l'analyse des nouveaux capitalistes russes, mais sur le souvenir de ses conquêtes pour le socialisme. Il n'est donc pas étonnant que pour lui la

personnalité de l'assassin Staline importe plus que l'exploitation des masses russes. Et, d'ailleurs, où sont ces nouveaux capitalistes russes ?

Qu'est-ce qu'un capitaliste ? Le définir comme un homme qui a beaucoup d'argent est tout aussi puéril que de le décrire avec un gros ventre. Un capitaliste n'est que l'agent par l'intermédiaire duquel le capital réalise l'accumulation. En deuxième lieu, il appartient à la classe qui tire son aisance matérielle privilégiée de la production. En d'autres termes, un système où se poursuit l'accumulation du capital et où certains gagnent beaucoup plus que la grande majorité, révèle la présence de capitalistes. Dans ce cadre, il importe peu de savoir si le capitaliste est le seul propriétaire en titre de l'industrie, ou s'il la partage avec une centaine d'autres partenaires ; il importe tout aussi peu de savoir s'il possède personnellement 1 milliard de dollars ou seulement deux cent mille roubles et deux domestiques.

QU'EST-CE QUE LA DICTATURE DU PROLETARIAT ?

La dictature du prolétariat n'est pas un produit fini et concret comme un club d'ouvriers ou le Palais des Soviets ; c'est un *processus* qui, comme tous les processus sociaux, ne revêt des formes déterminées que dans la conjoncture immédiate et momentanée. C'est à travers ce processus que le marxiste trouvera la manière dont la société toute entière évoluera vers le communisme. La dictature du prolétariat ne se termine que lorsque le pays colonisé le plus arriéré devient socialiste. Un tel rayon d'action entraîne de nombreuses variations dans la forme du pouvoir, des régressions et des défaites temporaires. Que la toute première tentative de dictature du prolétariat se prétende la recette pour accéder au pouvoir, voilà certes une plaisanterie qui provoquera les rires à travers les siècles. Mais telle est la vanité de ces « grands » dont, après la mort de Lénine et Trotsky et l'avènement d'un authentique pouvoir prolétarien, plus un seul ne restera.

Il est évident que désormais le terme même de « dictature du prolétariat » est devenu suspect pour les masses. Le mérite en revient naturellement à la politique menée par le Komintern après la révolution et depuis la défaite du prolétariat russe. Assurément, un nouveau terme surgira pour remplacer celui qui est devenu odieux.

Une analyse théorique fautive doit nécessairement mener à des conclusions tactiques et organisationnelles erronées ; c'est ce qu'illustrent clairement les efforts pathétiques déployés par Trotsky pour vaincre Staline en organisant la révolution mondiale.

Ses analyses en termes de « bureaucratie ouvrière corrompue » et de bonapartisme l'ont conduit à vouloir, respectivement réformer le Komintern et en édifier un nouveau. L'échec de l'une et l'autre tentative est trop criant pour prêter à discussion. L'entrée de sa petite équipe dans la dépouille de la II^{ème} Internationale a été le geste d'un homme frustré. Mais cette frustration a malgré tout été profitable puisqu'elle a permis, à travers ces démarches incertaines, de prendre conscience des nombreuses possibilités, autres que l'organisation léniniste, dont disposent les ouvriers pour s'emparer de l'industrie et la « transformer ».

Désormais, Trotsky ne peut plus être considéré comme un marxiste. Il a été un « grand homme » qui n'a plus sa place dans le contexte actuel.

Maintenir l'illusion d'une dictature du prolétariat en Russie est pour Staline le moyen de tuer les ouvriers conscients et d'instaurer une machine de contre-révolution mondiale ; pour

Trotsky, c'est un labyrinthe terminologique auto-destructeur. Pour les marxistes, l'actuel régime russe est un capitalisme d'Etat. C'est leur devoir de révéler cette mystification à ceux des ouvriers qui veulent et luttent pour une société meilleure.

H. SMITH

L'ANARCHISME ET LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

International Council Correspondence, Vol. 3, n^{os} 5 et 6; Juin 1937.

I

Les luttes héroïques des ouvriers espagnols marquent une étape dans le développement du mouvement prolétarien international. Elles ont enrayé la progression jusque-là victorieuse du fascisme et, en même temps, impulsé une nouvelle période d'expansion des luttes de classes. Mais la portée de la guerre civile espagnole pour le prolétariat mondial ne se limite pas à cet aspect. Son importance réside aussi dans le fait qu'elle a mis à l'épreuve les théories et les tactiques de l'anarchisme et de l'anarcho-syndicalisme.

L'Espagne a été de tous temps le foyer traditionnel de l'anarchisme. L'énorme influence que les doctrines anarchistes y ont acquise ne peut s'expliquer que par la structure particulière des classes dans ce pays. La théorie proudhonienne des artisans individuels et indépendants, comme l'application par Bakounine de cette même théorie aux usines, ont trouvé un soutien passionné parmi les petits paysans, les ouvriers d'usines et les ouvriers agricoles. Les doctrines anarchistes ont été adoptées par de larges fractions du prolétariat espagnol et c'est à cela que l'on doit la levée spontanée des ouvriers contre le soulèvement fasciste.

Nous ne voulons cependant pas dire que le déroulement de la lutte a été déterminé par l'idéologie anarchiste, ou qu'il reflète le but des anarchistes. Au contraire, nous allons démontrer que les anarchistes ont été poussés à abandonner beaucoup de leurs vieilles idées et à accepter en échange des compromis de la pire espèce. En analysant ce processus, nous allons démontrer que l'anarchisme était incapable de tenir tête à la situation, non pas à cause de la faiblesse du mouvement qui n'en aurait pas permis une application pratique, mais parce que les méthodes anarchistes pour organiser les différentes phases de la lutte étaient en contradiction avec la réalité objective. Ce type de situation révèle des similitudes frappantes avec celle des bolcheviks russes en 1917. Les bolcheviks russes ont été forcés d'abandonner une à une leurs vieilles théories, jusqu'à en être réduits à exploiter les ouvriers et les paysans selon les méthodes capitalistes bourgeoises; de même, les anarchistes en Espagne sont maintenant forcés d'accepter les mesures qu'ils ont jadis dénoncées comme centralistes et répressives. Le déroulement de la Révolution russe a démontré que les théories bolcheviques n'étaient pas valables pour résoudre les problèmes de la lutte de classe prolétarienne; de même, la guerre civile espagnole révèle l'incapacité des doctrines anarchistes à résoudre ces mêmes problèmes.

Il nous semble important d'élucider les erreurs commises par les anarchistes parce que leur lutte courageuse a conduit beaucoup d'ouvriers — qui voient clairement le rôle de traîtres joué par les représentants de la II^e et III^e Internationales — à croire, qu'après tout, les anarchistes ont raison. De notre point de vue, une telle opinion est dangereuse car elle tend à accroître la confusion déjà grande au sein de la classe ouvrière. Nous considérons qu'il est de

notre devoir de démontrer, à partir de l'exemple espagnol, que l'argumentation anarchiste contre le marxisme est fautive, que c'est la doctrine anarchiste qui a échoué. Quand il s'agit de comprendre une situation donnée, ou de montrer des voies et les méthodes dans une lutte révolutionnaire précise, le marxisme sert encore de guide et s'oppose au pseudo-marxisme des partis de la II^e et III^e Internationales.

La faiblesse des théories anarchistes a d'abord été démontrée à propos de l'organisation du pouvoir politique. D'après la théorie des anarchistes, il suffirait pour assurer et garantir la victoire révolutionnaire, de laisser le fonctionnement des usines aux mains des syndicats. Les anarchistes n'ont donc jamais essayé d'enlever le pouvoir au gouvernement de Front populaire. Ils n'ont pas non plus travaillé à la mise sur pied d'un pouvoir politique des conseils (soviets). Au lieu de faire de la propagande pour la lutte de classes contre la bourgeoisie, ils ont prêché la collaboration de classes à tous les groupes appartenant au front antifasciste. Quand la bourgeoisie a commencé à s'attaquer au pouvoir des organisations ouvrières, les anarchistes ont rejoint le nouveau gouvernement, ce qui constitue une importante déviation par rapport à leurs principes de base. Ils ont essayé d'expliquer ce geste en alléguant qu'en raison de la collectivisation, le nouveau gouvernement de front populaire ne représenterait plus comme avant un pouvoir politique, mais un simple pouvoir économique, puisque ses membres étaient des représentants des syndicats, auxquels appartenaient pourtant des membres de la petite bourgeoisie de l'Esquerra¹⁹. L'argument des anarchistes est le suivant : puisque le pouvoir est dans les usines, et que les usines sont contrôlées par les syndicats, le pouvoir est donc entre les mains des ouvriers. Nous verrons plus loin comment cela fonctionne en réalité.

Le décret de dissolution des milices est paru pendant que les anarchistes étaient au gouvernement. L'incorporation des milices dans l'armée régulière, la suppression du P.O.U.M.²⁰ à Madrid ont été décrétées avec leur approbation. Les anarchistes ont aidé à organiser un pouvoir politique bourgeois mais n'ont rien fait pour la formation d'un pouvoir politique prolétarien.

Notre intention n'est pas de rendre les anarchistes responsables de l'évolution suivie par la lutte antifasciste et de son détournement vers une impasse bourgeoise. D'autres facteurs doivent être incriminés, en particulier l'attitude passive des ouvriers dans les autres pays. Ce que nous critiquons le plus sévèrement est le fait que les anarchistes aient cessé de travailler pour une révolution prolétarienne réelle, et qu'ils se soient identifiés au processus dans lequel ils étaient impliqués. Ils ont ainsi occulté l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie, et ont donné cours à des illusions pour lesquelles nous craignons qu'ils n'aient à payer eux-mêmes très cher dans le futur. Les tactiques des anarchistes espagnols ont eu droit à un certain nombre de critiques dans les groupes libertaires de l'étranger certaines de ces critiques en arrivent même à les accuser de trahison à l'égard des idéaux anarchistes. Mais comme leurs auteurs ne réalisent pas la véritable situation à laquelle sont confrontés leurs camarades espagnols, ces critiques restent négatives.

Il ne pouvait en être autrement. Les doctrines anarchistes n'apportent tout simplement pas de réponse appropriée aux questions que soulève la pratique révolutionnaire. Pas de participation au gouvernement, pas d'organisation du pouvoir politique, syndicalisation de la production voilà les mots d'ordre anarchistes de base. De tels mots d'ordre ne vont

¹⁹ « Gauche républicaine ». Principal parti catalan. Représentant de la petite bourgeoisie.

²⁰ Parti ouvrier d'unification marxiste, organisation assez proche du trotskysme, principale victime des exactions stalinienne.

effectivement pas dans le sens des intérêts de la révolution prolétarienne. Les anarchistes espagnols sont retombés dans les pratiques bourgeoises parce qu'ils ont été incapables de remplacer leurs irréalisables mots d'ordre par les mots d'ordre révolutionnaires du prolétariat. Les critiques et les conseillers libertaires étrangers ne pouvaient offrir de solutions car ces problèmes ne peuvent être résolus que sur la base de la théorie marxiste.

La position la plus extrême parmi les anarchistes de l'étranger est celle des anarchistes hollandais (à l'exception des anarcho-syndicalistes hollandais du N. S. V. (Netherlands Syndicalist Vuband). Les anarchistes de Hollande s'opposent à toute lutte employant des armes militaires parce qu'une telle lutte est en contradiction avec l'idéal et le but anarchistes. Ils nient l'existence de classes. En même temps, ils ne peuvent s'empêcher d'exprimer leur sympathie pour les masses en lutte contre le fascisme. En réalité, leur position équivaut à un sabotage de la lutte. Ils dénoncent toute action ayant pour but d'aider les ouvriers espagnols, telle que l'envoi d'armes. Le fond de leur propagande est celui-ci : tout doit être fait pour éviter l'extension du conflit à d'autres pays d'Europe. Ils prônent la résistance passive à la Gandhi, dont la philosophie, appliquée à la réalité objective, aboutit à la soumission de travailleurs sans défense aux bourreaux fascistes.

Les anarchistes d'opposition maintiennent que le pouvoir centralisé exercé par la dictature du prolétariat ou par un état-major militaire, mène à une autre forme de répression des masses. Les anarchistes espagnols répondent en faisant remarquer que eux (en Espagne) ne luttent pas pour un pouvoir politique centralisé; au contraire, ils favorisent la syndicalisation de la production, ce qui exclut l'exploitation des travailleurs. Ils croient sérieusement que les usines sont aux mains des ouvriers et qu'il n'est pas nécessaire d'organiser toutes les usines sur une base centraliste et politique. Cependant, l'évolution réelle a déjà prouvé que la centralisation de la production est en cours et les anarchistes sont forcés de s'adapter aux nouvelles conditions, même si c'est contre leur volonté. Partout où les ouvriers anarchistes négligent d'organiser leur pouvoir politiquement et d'une manière centralisée dans les usines et les communes, les représentants des partis capitalistes bourgeois (les partis socialiste et communiste compris) s'en chargeront. Cela signifie que les syndicats, au lieu d'être directement contrôlés par les ouvriers dans les usines, seront réglementés d'après les lois et les décrets du gouvernement capitaliste bourgeois.

II

De ce point de vue, on se pose la question : est-il vrai que les ouvriers en Catalogne ont détenu le pouvoir dans les usines après que les anarchistes aient « syndicalisé » la production? Il nous suffit de citer quelques paragraphes de la brochure « Que sont la C. N. T. et la F. A. I. ? » (publication officielle de la C.N.T. - F.A.I.) pour répondre à cette question.

« La direction des entreprises collectivisées repose dans les mains des Conseils d'usine, élus en assemblée générale d'usine. Ces Conseils doivent se composer de cinq à quinze membres. La durée de participation au Conseil est de deux ans...

« Les Conseils d'usine sont responsables devant l'Assemblée plénière de l'entreprise et devant le Conseil général de la branche d'industrie. En commun avec le Conseil général de leur branche d'industrie, ils règlent la marche de la production. En plus, ils règlent les questions des dommages du travail, des conditions de travail, des institutions sociales, etc.

« Le Conseil d'usine désigne un directeur. Dans les entreprises occupant plus de 500 ouvriers, cette nomination doit se faire en accord avec le Conseil économique. Chaque entreprise nomme en plus, comme représentant de la « Généralité »²¹, un des membres du Conseil d'usine, en accord avec les ouvriers.

« Les Conseils d'entreprise tiennent au courant de leurs travaux et de leurs plans aussi bien l'Assemblée plénière des, ouvriers que le Conseil général de leur branche d'industrie. Au cas d'incapacité ou de refus d'application des décisions prises, des membres du Conseil d'usine peuvent être destitués par l'Assemblée plénière ou par le Conseil général de leur branche d'industrie.

« Si une telle destitution est prononcée par le Conseil général de l'industrie, les ouvriers de l'entreprise peuvent en appeler et le Département de l'économie de la Généralité décide du cas après avoir entendu le Conseil économique antifasciste...

« Les Conseils généraux des branches d'industrie sont composés de : 4 représentants des Conseils d'usine, 8 représentants des syndicats suivant les proportions des différentes tendances syndicales dans l'industrie et 4 techniciens envoyés par le Conseil économique antifasciste. Ce comité travaille sous la présidence d'un membre du Conseil économique.

« Les Conseils généraux des industries s'occupent des problèmes suivants : organisation de la production, calcul des prix de revient, éviter la concurrence entre les entreprises, étude des besoins de produits dans l'industrie, étude des marchés intérieurs et extérieurs... étude et propositions sur le terrain des méthodes de travail, suggestions sur la politique douanière, édification de centrales de ventes, acquisition des moyens de travail et des matières premières, attributions de crédits, installations de stations techniques d'essais et de laboratoires, de statistiques de production et des besoins de consommation, de travaux préliminaires pour le remplacement des matériaux étrangers par des matières espagnoles, etc.²²»

Il n'est nul besoin de se creuser la tête pour se rendre compte que ces propositions placent toutes les fonctions économiques entre les mains du Conseil économique général. Comme nous l'avons vu, le Conseil économique général antifasciste est constitué de 8 représentants des syndicats : 4 techniciens nommés par le Conseil économique général et 4 représentants des Conseils d'usine. Le Conseil économique général antifasciste fut constitué au début de la révolution et se compose de représentants des syndicats et de la petite bourgeoisie (Esquerra, etc.). Seuls les quatre délégués du Conseil d'usine pourraient être considérés comme des représentants directs des ouvriers. Nous notons en outre qu'en cas de renvoi des représentants du Conseil d'usine, le Conseil d'industrie de la « Generalidad » et le Conseil économique général antifasciste ont une influence décisive. Le Conseil général économique peut destituer des oppositionnels dans les conseils; contre cette mesure, les ouvriers peuvent faire appel auprès du Conseil d'industrie, mais la décision repose en dernier lieu sur le Conseil économique général. Le Conseil d'usine peut désigner un directeur, mais pour les entreprises plus grandes, le consentement du Conseil d'industrie est nécessaire.

²¹ « La Generalidad », gouvernement autonome de la Catalogne.

²² « Que sont la C.N.T. et la F.A.I. », traduit dans *Catalogne libertaire 1936-1937*, A. et D. PRUDHOMMEAUX, Cahiers Spartacus n° 11, novembre 1940, p.57-58.

Bref, on peut dire que les ouvriers n'ont en réalité aucun pouvoir sur l'organisation et le contrôle des usines. En fait, ce sont les syndicats qui gouvernent. Nous verrons ce que cela signifie.

Considérant les quelques faits susmentionnés, nous sommes incapables de partager l'enthousiasme de la C.N.T. au sujet de « l'évolution sociale ». « Dans les locaux administratifs, palpiter la vie d'une révolution véritablement constructive », écrit Rosselli (1) dans « Qu'est-ce que la C.N.T. et la F.A.I. » (p. 38-39, éd. allemande). D'après nous, le pouls d'une révolution authentique ne bat pas dans les bureaux administratifs, mais dans les usines. Dans les bureaux bat le cœur d'une vie différente, celle de la bureaucratie.

Nous ne critiquons pas les faits. Les faits, les réalités, sont déterminés par des circonstances et des conditions qui échappent au contrôle des simples groupes. Que les ouvriers de Catalogne n'aient pas établi la dictature du prolétariat, ce n'est pas de leur faute. La vraie raison réside dans la situation internationale confuse, qui met les ouvriers espagnols en opposition face au reste du monde.

Dans de telles conditions, il est impossible au prolétariat espagnol de se libérer de ses alliés petits-bourgeois. La révolution était condamnée avant même d'avoir commencé.

Non, nous ne critiquons pas les faits. Nous critiquons cependant les anarchistes pour avoir confondu la situation en Catalogne avec le socialisme. Tous ceux qui parlent aux ouvriers de socialisme en Catalogne — en partie parce qu'ils y croient, en partie parce qu'ils ne veulent pas perdre leur influence sur le mouvement — empêchent les travailleurs de voir ce qui est en train de se passer en Espagne. Ils ne comprennent rien à la révolution et rendent par-là plus difficile le développement des luttes radicales.

Les travailleurs espagnols ne peuvent pas se permettre de lutter effectivement contre les syndicats, car cela mènerait à une faillite complète sur les fronts militaires, Ils n'ont pas d'autre alternative; ils doivent lutter contre les fascistes pour sauver leurs vies, ils doivent accepter toute aide sans regarder d'où elle vient. Ils ne se demandent pas si le résultat de cette lutte sera le socialisme ou le capitalisme; ils savent seulement qu'ils doivent lutter jusqu'au bout. Seule une petite partie du prolétariat est consciemment révolutionnaire.

Tant que les syndicats organiseront la lutte militaire, les travailleurs les soutiendront; on ne peut pas nier que cela mène à des compromis avec la bourgeoisie, mais c'est considéré comme un mal nécessaire. Le mot d'ordre de la C.N.T. : « D'abord la victoire contre les fascistes, après la révolution sociale », exprime le sentiment encore prédominant parmi les militants ouvriers. Mais ce sentiment peut aussi être expliqué par l'arriération du pays qui rend les compromis avec la bourgeoisie non seulement possibles mais obligatoires pour le prolétariat. Il en résulte que le caractère de la lutte révolutionnaire subit d'énormes transformations et qu'au lieu de tendre vers le renversement de la bourgeoisie, il mène à la consolidation d'un nouvel ordre capitaliste.

L'AIDE ÉTRANGÈRE ÉTRANGLE LA RÉVOLUTION

La classe ouvrière en Espagne ne lutte pas seulement contre la bourgeoisie fasciste mais contre la bourgeoisie du monde entier. Les pays fascistes, Italie, Allemagne, Portugal et

Argentine, soutiennent les fascistes espagnols dans cette lutte avec tous les moyens dont ils disposent. Ce fait suffit à rendre impossible la victoire de la révolution en Espagne. Le poids énorme des États ennemis est trop lourd pour le prolétariat espagnol. Si les fascistes espagnols, avec leurs moyens considérables, n'ont pas encore gagné, essayant même des défaites sur plusieurs fronts, ceci est dû aux livraisons d'armes effectuées par les gouvernements antifascistes. Alors que le Mexique, dès le début, a fourni des munitions et des armes sur une petite échelle, la Russie n'a commencé son aide qu'au bout de cinq mois de guerre. L'aide est arrivée après que les troupes fascistes, équipées avec des armes modernes italiennes et allemandes et soutenues, de plus, par tous les moyens dont disposaient les pays fascistes, aient fait reculer les milices antifascistes. Cela permit de continuer à lutter, ce qui obligea l'Italie et l'Allemagne à envoyer encore plus d'armes, et même des troupes. De ce fait, ces pays sont devenus de plus en plus influents dans la situation politique. La France et l'Angleterre, inquiètes à cause des relations avec leurs colonies, ne pouvaient se désintéresser d'une telle évolution. La lutte en Espagne prend le caractère d'un conflit international entre les grandes puissances impérialistes qui, ouvertement ou secrètement, participent à la guerre pour défendre d'anciens privilèges ou pour en conquérir de nouveaux. Des deux côtés, les forces antagonistes en Espagne reçoivent des armes et un soutien matériel. On ne peut pas encore discerner quand et où cette lutte va prendre fin.

En attendant, cette aide de l'étranger sauve les travailleurs espagnols en même temps qu'elle donne à la révolution son coup de grâce. Les armes modernes de l'étranger ont placé la lutte sur le terrain militaire et, en conséquence, le prolétariat espagnol a été soumis aux intérêts impérialistes et, avant tout, aux intérêts russes. La Russie n'aide pas le gouvernement espagnol pour favoriser la révolution, mais pour empêcher la croissance de l'influence italienne et allemande dans la zone méditerranéenne. Le blocus des navires russes et la saisie de leurs cargaisons montre clairement à la Russie ce qui l'attend quand elle laissera la victoire à l'Allemagne et l'Italie.

La Russie essaie de s'implanter en Espagne. Nous ne ferons qu'indiquer comment, de par la pression qu'elle exerce, les ouvriers espagnols sont en train de perdre graduellement leur influence sur le déroulement des événements, comment les comités de milice sont dissous, le P.O.U.M. exclu du gouvernement et la C.N.T. ligotée.

Depuis des mois, on refuse des armes et des munitions au P.O.U.M. et à la C.N.T. sur le front d'Aragon. Tout cela prouve que le pouvoir dont dépendent matériellement les antifascistes espagnols dirige aussi la lutte des ouvriers. Ces derniers, s'ils peuvent essayer de se débarrasser de l'influence de la Russie, ne peuvent se passer de son aide, et, en dernier ressort, ils doivent accéder à toutes ses demandes. Tant que les ouvriers de l'étranger ne se révolteront pas contre leur propre bourgeoisie, apportant ainsi un soutien actif à la lutte en Espagne, les ouvriers espagnols devront sacrifier leur but socialiste.

La cause réelle de la faillite interne de la révolution espagnole s'explique par sa dépendance vis-à-vis de l'aide matérielle des pays capitalistes (ici, le capitalisme d'État russe). Si la révolution s'étendait à l'Angleterre, la France, l'Italie, l'Allemagne, la Belgique, alors les choses auraient un autre aspect. Si la contre-révolution était écrasée dans les zones industrielles les plus importantes, comme elle l'est maintenant à Madrid, en Catalogne, aux Asturies, alors le pouvoir de la bourgeoisie fasciste serait brisé. Des troupes de gardes blancs pourraient certainement mettre la révolution en danger, mais non plus la battre. Des troupes qui ne s'appuient pas sur une puissance industrielle suffisante perdent vite tout pouvoir. Si la révolution prolétarienne s'effectuait dans les zones industrielles les plus importantes, les

travailleurs ne dépendraient pas du capital étranger. Ils pourraient se saisir de tout le pouvoir. Ainsi, nous disons une fois de plus que la révolution prolétarienne ne peut être vigoureuse que si elle est internationale. Si elle reste confinée à une petite région, elle sera ou écrasée par les armes, ou dénaturée par les intérêts impérialistes. Si la révolution prolétarienne est assez forte à l'échelle internationale, alors elle n'a plus besoin de craindre la dégénérescence dans le sens d'un capitalisme d'État ou privé. Dans la partie suivante, nous traiterons des questions qui se poseraient dans ce cas.

LA LUTTE DE CLASSES DANS L'ESPAGNE « ROUGE »

Bien que nous ayons montré dans la partie précédente comment la situation internationale forçait les ouvriers espagnols à des compromis avec la bourgeoisie, nous n'en avons cependant pas conclu que la lutte de classes était terminée en Espagne. Au contraire, elle continue sous le couvert du front populaire antifasciste, comme le prouvent les assauts de la bourgeoisie contre chaque bastion des comités ouvriers, et le durcissement des positions du gouvernement. Les ouvriers de l'Espagne « rouge » ne peuvent rester indifférents à ce processus; de leur côté, ils doivent essayer de conserver les positions conquises pour éviter les empiètements futurs de la bourgeoisie et pour donner une nouvelle orientation révolutionnaire aux événements. Si les ouvriers en Catalogne ne s'opposent pas à la progression de la bourgeoisie, leur défaite totale est certaine. Si le gouvernement de front populaire battait éventuellement les fascistes, il utiliserait tout son pouvoir pour écraser le prolétariat. La lutte entre la classe ouvrière et la bourgeoisie continuerait mais dans des conditions bien pires pour le prolétariat; parce que la bourgeoisie « démocratique », après avoir laissé les travailleurs remporter la victoire contre les fascistes, retournerait ensuite toutes ses forces contre le prolétariat. La désintégration systématique du pouvoir des ouvriers se poursuit depuis des mois; et dans les discours de Caballero, on peut déjà entrevoir le sort que réserve aux travailleurs le gouvernement actuel, une fois qu'ils lui auront donné la victoire.

Nous avons dit que la révolution espagnole ne peut être victorieuse que si elle devient internationale. Mais les ouvriers espagnols ne peuvent pas attendre que la révolution commence en d'autres points d'Europe; ils ne peuvent pas attendre l'aide qui, jusqu'à présent, est restée un vœu pieux. Ils doivent maintenant, tout de suite, défendre leur cause non seulement contre les fascistes, mais contre leurs propres alliés bourgeois. L'organisation de leur pouvoir est aussi une nécessité urgente dans la situation actuelle.

Comment le mouvement des ouvriers espagnols répondit à cette question? La seule organisation qui y donne une réponse concrète est le P.O.U.M. Il fait de la propagande pour l'élection d'un congrès général des conseils, dont sortira un gouvernement véritablement prolétarien.

A cela, nous répondons que les bases d'un tel programme n'existent pas encore. Les prétendus « conseils ouvriers », dans la mesure où ils ne sont pas encore liquidés, sont pour la plupart sous l'influence de la Generalidad, qui a un contrôle serré sur leurs membres. Même si elle avait lieu, l'élection de ce congrès ne garantirait pas le pouvoir des ouvriers sur la production. Le pouvoir social n'est pas le simple contrôle du gouvernement. Pour se maintenir, le pouvoir prolétarien doit s'exercer dans tous les domaines de la vie sociale. Le

pouvoir politique central, pour grande que soit son importance, n'est qu'un des moyens de le réaliser.

Si les ouvriers doivent organiser leur pouvoir contre la bourgeoisie, ils doivent commencer par le commencement. D'abord, ils doivent libérer leurs organisations d'usine de l'influence des partis et des syndicats officiels, parce que ces derniers rattachent les ouvriers au gouvernement actuel et, par-là, à la société capitaliste. Ils doivent essayer, à travers leurs organisations d'usine, de pénétrer chaque secteur de la vie sociale. Sur cette base seulement, il est possible de bâtir le pouvoir prolétarien; sur cette base seulement, peuvent travailler en harmonie les forces de la classe ouvrière.

L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE DE LA RÉVOLUTION

Les questions de l'organisation politique et économique sont indissociables. Les anarchistes, qui niaient la nécessité d'une organisation politique, ne pouvaient donc pas résoudre les problèmes de l'organisation économique. Il y a interrelation entre le problème de la liaison du travail dans les différentes usines, et celui de la circulation des biens, dans la mesure où le pouvoir politique ouvrier est en cause.

Les travailleurs ne peuvent pas établir leur pouvoir dans les usines sans construire un pouvoir politique ouvrier et ce dernier ne peut se maintenir comme tel que s'il a ses racines dans la formation de conseils d'usine. Ainsi, une fois démontrée la nécessité de la construction d'un pouvoir politique, on peut s'interroger sur la forme que revêtira ce pouvoir prolétarien, sur la manière dont il intègre la société et dont il s'exprime à partir des usines.

Supposons que les ouvriers des principales zones industrielles, par exemple en Europe, prennent le pouvoir et écrasent ainsi quasiment la puissance militaire de la bourgeoisie. La menace extérieure la plus grave pour la révolution se trouverait donc écartée. Mais comment les ouvriers, en tant que propriétaires collectifs des ateliers doivent-ils remettre la production en marche pour satisfaire les besoins de la société? Pour cela, on a besoin de matières premières; mais d'où viennent-elles? Une fois le produit fabriqué, où doit-on l'envoyer? Et qui en a besoin?

On ne pourrait résoudre aucun de ces problèmes si chaque usine devait fonctionner isolément. Les matières premières destinées aux usines viennent de toutes les parties du monde, et les produits résultant de ces matières sont consommés dans le monde entier. Comment les ouvriers vont-ils savoir où se procurer ces matières premières? Comment vont-ils trouver des consommateurs pour leurs produits? Les produits ne peuvent pas être fabriqués au hasard. Les ouvriers ne peuvent livrer des produits et des matières premières sans savoir si les deux vont être utilisés d'une façon appropriée. Pour que la vie économique ne s'arrête pas immédiatement, il faut mettre au point une méthode pour organiser la circulation des marchandises.

C'est là que réside la difficulté. Dans le capitalisme, cette tâche est accomplie par le marché libre et au moyen de l'argent. Sur le marché, les capitalistes, en tant que propriétaires des produits, s'affrontent les uns aux autres; c'est là que sont déterminés les besoins de la société : l'argent est la mesure de ces besoins. Les prix expriment la valeur approximative des produits. Dans le communisme, ces formes économiques, qui découlent de la propriété privée

et y sont liées, disparaîtront. La question qui se pose est donc: comment doit-on fixer, déterminer les besoins de la société sous le communisme?

Nous savons que le marché libre ne peut remplir son rôle que dans certaines limites. Les besoins qu'il mesure ne sont pas déterminés par les besoins réels des gens mais par le pouvoir d'achat des possesseurs et par les salaires que reçoivent les ouvriers. Sous le communisme, par contre, ce qui comptera, ce seront les besoins réels des masses et non le contenu des portefeuilles.

Il est clair maintenant que les besoins réels des masses ne peuvent être déterminés par aucune sorte d'appareil bureaucratique, mais par les ouvriers eux-mêmes. La première question que cette constatation soulève est, non pas de savoir si les ouvriers sont capables de réaliser cette tâche, mais qui dispose des produits de la société. Si l'on permet à un appareil bureaucratique de déterminer les besoins des masses, il se créera un nouvel instrument de domination sur la classe ouvrière. C'est pourquoi il est essentiel que les ouvriers s'unissent dans des coopératives de consommateurs et créent ainsi l'organisme qui exprimera leurs besoins. Le même principe vaut pour les usines; les ouvriers, unis dans les organisations d'usine, établissent la quantité de matières premières dont ils ont besoin pour les produits qu'ils doivent fabriquer. Il n'y a donc qu'un moyen sous le communisme pour établir les besoins réels des masses; l'organisation des producteurs et des consommateurs en conseils d'usine et conseils de consommateurs.

Cependant, il ne suffit pas aux ouvriers de savoir de quoi ils ont besoin pour leur subsistance, ni aux ateliers de connaître la quantité nécessaire de matières premières. Les usines échangent leurs produits; ceux-ci doivent passer par différentes phases, par plusieurs usines avant d'entrer dans la sphère de consommation. Pour rendre possible ce procès, il est nécessaire, non seulement d'établir des quantités, mais aussi de les gérer. Ainsi, nous en venons à la deuxième partie du mécanisme qui doit se substituer au marché libre; c'est-à-dire la « comptabilité » sociale générale. Cette comptabilité doit inclure la situation de chaque usine et conseil de consommateurs, pour donner un tableau clair qui permette d'avoir une connaissance complète des besoins et des possibilités de la société.

Si l'on ne peut pas rassembler et centraliser ces données, alors toute la production sera plongée dans le chaos quand sera abolie la propriété privée et, avec elle, le marché libre. Seuls l'organisation de la production et de la distribution par des conseils de producteurs et de consommateurs, et l'établissement d'une comptabilité centralisée permettront d'abolir le marché libre.

Nous avons vu qu'en Russie, le « marché libre » s'est maintenu, malgré toutes les mesures de suppression décrétées par les bolcheviks, parce que les organes qui étaient supposés le remplacer ne fonctionnèrent pas. En Espagne, l'impuissance des organisations à bâtir une production communiste est clairement démontrée par l'existence du marché libre. L'ancienne forme de propriété a maintenant un autre visage. A la place de la propriété personnelle des moyens de production, les syndicats jouent en partie le rôle des anciens propriétaires, sous une forme légèrement modifiée. La forme est changée, mais le système demeure. La propriété en tant que telle n'est pas abolie. L'échange des marchandises ne disparaît pas. Voici le grand danger qu'affronte à l'intérieur la révolution espagnole.

Les ouvriers doivent trouver une nouvelle forme de distribution des biens. S'ils maintiennent les formes actuelles, ils ouvrent la voie à une restauration complète du capitalisme. Si jamais

les ouvriers établissaient une distribution centrale des biens ils devraient garder cet appareil central sous leur contrôle, car, créé dans le simple but d'établir des registres et des statistiques, il aurait la possibilité de s'approprier le pouvoir et de se transformer en instrument de coercition contre les ouvriers. Ce processus serait le premier pas vers un capitalisme d'État.

LA PRISE EN CHARGE DE LA PRODUCTION PAR LES SYNDICATS

Cette tendance a été clairement discernée en Espagne. Les permanents syndicaux peuvent disposer de l'appareil de production. Ils ont aussi une influence décisive sur les affaires militaires. L'influence des ouvriers dans la vie économique ne va pas plus loin que l'influence qu'ont leurs syndicats; et le fait que les mesures syndicales n'aient pas réussi à menacer sérieusement la propriété privée, illustre bien les limites de cette influence. Si les ouvriers prennent en charge l'organisation de la vie économique, un de leurs premiers actes sera dirigé contre les parasites. Le pouvoir magique de l'argent, qui ouvre toutes les portes, qui réduit tout à l'état de marchandises, disparaîtra. Un des premiers actes des travailleurs sera donc, sans doute, la création d'une sorte de bons de travail. Ces bons ne pourront être obtenus que par ceux qui accomplissent un travail utile (Des mesures spéciales concernant les vieillards, les malades, les enfants, etc., s'imposeront certainement.)

En Catalogne, cela ne s'est pas produit. L'argent demeure le moyen d'échange des biens. On a introduit un certain contrôle sur la circulation des marchandises, qui n'a profité en rien aux travailleurs : ils se sont vus contraints d'apporter leurs maigres possessions au mont-de-piété, pendant que les propriétaires fonciers, par exemple, touchaient des rentes qui se montaient à environ 4 % de leur capital («L'Espagne antifasciste», 10 octobre).

Évidemment, les syndicats ne pouvaient pas prendre d'autres mesures sans menacer l'unité du front antifasciste. On peut aussi penser, comme y incite le caractère libertaire de la C.N.T., que les syndicats regagneront certainement le terrain perdu, une fois qu'ils auront vaincu les antifascistes et accompli toutes les réformes nécessaires. Mais raisonner de cette façon, c'est commettre les mêmes erreurs que les différentes variétés de bolcheviks, qu'elles soient de gauche ou de droite. Les mesures accomplies jusqu'à présent prouvent clairement que les ouvriers n'ont pas le pouvoir. Qui prétendra que le même appareil qui aujourd'hui domine les ouvriers, leur donnera volontairement le pouvoir le jour où le fascisme aura été écrasé?

Sans doute, la C.N.T. est libertaire. Même si nous supposons que les permanents de cette organisation sont prêts à abandonner leur pouvoir dès que la situation militaire le permettra, qu'est-ce que cela changera réellement? Le pouvoir, en effet, n'est pas aux mains d'un quelconque leader, il appartient au grand appareil, composé d'innombrables « chefaillons » qui détiennent les positions clés et les postes secondaires. Ils sont capables, si on les chasse de leurs postes privilégiés, de bouleverser complètement la production. Voici soulevé le problème qui eut un rôle si important dans la révolution russe. L'appareil bureaucratique sabota la vie économique entière tant que les ouvriers eurent le contrôle des usines. Il en est de même pour l'Espagne.

Tout l'enthousiasme que manifeste la C.N.T. en faveur du droit à l'autogestion dans les usines, n'empêche pas que ce sont les comités syndicaux qui, en fait, assument la fonction de l'employeur et qui, par conséquent, doivent jouer le rôle d'exploiteurs du travail. Le système

salarial est maintenu en Espagne. Seul l'aspect en a changé : auparavant au service des capitalistes, le travail salarié est maintenant au service des syndicats. en voici comme preuve quelques citations extraites d'un article de « L'Espagne antifasciste », n° 24, 28 novembre 1936, intitulé « La Révolution s'organise elle-même » :

« Le plénum provincial de Grenade s'est réuni à Cadix, du 2 octobre au 4 octobre 1936; et a adopté les résolutions suivantes :

5) Le comité d'union des syndicats contrôlera la production dans son ensemble d'agriculture comprise. Dans ce but, tout le matériel nécessaire aux semailles et à la moisson sera mis à sa disposition.

6) Comme point de départ de la coordination entre régions, chaque commission doit rendre possible l'échange des marchandises en comparant leurs valeurs sur la base des prix en cours.

7) Pour faciliter le travail, le comité doit établir le relevé statistique de ceux qui sont aptes au travail afin de savoir sur quel potentiel il peut compter et comment doit être rationnée la nourriture en fonction de la taille des familles.

8) La terre confisquée est déclarée propriété collective. Par ailleurs, la terre de ceux qui ont des capacités physiques et professionnelles suffisantes, ne peut être saisie. Ceci pour obtenir une rentabilité maximale. »

(En outre, la terre des petits propriétaires ne peut pas être confisquée. La saisie doit être accomplie en présence des organes de la C.N.T. et de l'U.G.T.)

Ces résolutions doivent être comprises comme une sorte de plan d'après lequel le comité d'union des syndicats organisera la production. Mais en même temps, nous devons faire remarquer que la direction des petites exploitations, aussi bien que celle des grandes où doit être garantie une rentabilité maximale, restera aux mains des anciens propriétaires. Le reste de la terre doit servir à des buts communautaires. En d'autres termes, elle doit être placée sous le contrôle des commissions du syndicat. De plus, le comité d'union des syndicats obtient le contrôle sur la production dans sa totalité. Mais pas un mot n'indique le rôle que doivent jouer les producteurs eux-mêmes dans ce nouveau type de production. Ce problème ne semble pas exister pour l'U.G.T. Pour eux, il ne s'agit que de l'établissement d'une autre direction, à savoir la direction du comité de l'union des syndicats qui fonctionne encore sur la base du travail salarié. C'est la question du maintien du salariat qui détermine le cours de la révolution prolétarienne. Si les ouvriers demeurent des ouvriers salariés comme auparavant, même au service d'un comité établi par leur propre syndicat, leur position dans le système de production demeure inchangée. Et la révolution s'écartera de son orientation prolétarienne à cause de la rivalité inévitable qui surgira entre les partis ou les syndicats pour s'assurer le contrôle de l'économie. On peut donc alors se demander jusqu'à quel point les syndicats peuvent être considérés comme les représentants authentiques des travailleurs; ou, en d'autres termes, quelle influence ont les ouvriers sur les comités centraux des syndicats qui dominent la vie économique tout entière.

La réalité nous enseigne que les ouvriers perdent toute influence ou tout pouvoir sur ces organisations, même si, dans le meilleur des cas, tous les ouvriers sont organisés dans la C.N.T. ou l'U.G.T. et s'ils élisent leurs comités eux-mêmes. Car les syndicats se transforment graduellement dès qu'ils fonctionnent en tant qu'organes autonomes du pouvoir. Ce sont les

comités qui déterminent toutes les normes de production et de distribution sans en être responsables devant les ouvriers qui les ont élevés à ces postes, mais qui n'ont en aucun cas la possibilité de les révoquer à leur gré. Les comités obtiennent le droit de disposer de tous les moyens de production nécessaires au travail, et de tous les produits finis, tandis que le travailleur ne reçoit que le montant du salaire défini d'après le travail accompli. Le problème pour les ouvriers espagnols consiste donc, jusqu'à présent, à préserver leur pouvoir sur les comités syndicaux qui règlent la production et la distribution. Or, on voit que la propagande anarcho-syndicaliste s'exprime dans un sens tout à fait contraire; elle maintient que tous les obstacles seront surmontés quand les syndicats auront en mains la direction totale de la production. Pour les anarcho-syndicalistes, le danger de formation d'une bureaucratie existe au niveau des organes de l'État, mais non des syndicats. Ils croient que les idées libertaires rendent impossible un tel processus.

Mais au contraire, il a été démontré — et pas seulement en Espagne — que les nécessités matérielles font rapidement oublier les idées libertaires. Même les anarchistes confirment le développement d'une bureaucratie. « L'Espagne antifasciste », dans son n° 1 de janvier, contient un article extrait de *Tierra y Libertad* (organe de la F. A. I.), dont nous citons ce qui suit :

« Le dernier plénum de la « fédération régionale » des groupes anarchistes en Catalogne a exposé clairement la position de l'anarchisme face aux exigences présentes. Nous publions toutes ces conclusions, suivies de brefs commentaires. »

L'extrait suivant est tiré de ces résolutions commentées :

« 4) Il est nécessaire d'abolir la bureaucratie parasitaire qui s'est grandement développée dans les organes de l'État. A tous les échelons.

« L'État est l'éternel berceau de la bureaucratie. Aujourd'hui, cette situation devient critique au point de nous entraîner dans un courant qui menace la révolution. La collectivisation des entreprises, l'établissement de conseils et de commissions ont favorisé l'épanouissement d'une nouvelle bureaucratie d'origine ouvrière. Négligeant les tâches du socialisme et n'ayant plus rien de révolutionnaire, ces éléments qui dirigent les lieux de production ou les industries en dehors du contrôle syndical, agissent fréquemment comme des bureaucrates disposant d'une autorité absolue, et se comportent comme de nouveaux patrons. Dans les bureaux nationaux et locaux, on peut observer le pouvoir croissant de ces bureaucrates. Un tel état de choses doit prendre fin. C'est la tâche des syndicats et des ouvriers que d'enrayer ce courant de bureaucratisme. C'est l'organisation syndicale qui doit résoudre ce problème. Les « parasites » doivent disparaître de la nouvelle société. Notre devoir le plus urgent est de commencer la lutte sans plus tarder avec détermination. »

Mais chasser la bureaucratie par l'intermédiaire des syndicats revient à vouloir chasser le démon par Belzébuth car ce sont les conditions dans lesquelles s'exerce le pouvoir, et non des dogmes idéalistes, qui déterminent le déroulement des événements. L'anarcho-syndicalisme espagnol, nourri de doctrines anarchistes, se déclare lui-même pour le communisme libre et opposé à toutes les formes de pouvoir centralisé; cependant, son propre pouvoir se trouve concentré dans les syndicats et c'est donc par l'intermédiaire de ces organisations que les anarcho-syndicalistes réaliseront le communisme « libre ».

L'ANARCHO-SYNDYCALISME

Ainsi, nous avons vu que la pratique et la théorie de l'anarcho-syndicalisme diffèrent totalement. Cela était déjà manifeste quand la C.N.T. et la F.A.I., pour consolider leur position, durent renoncer peu à peu à leur «antipolitisme » passé. Le même décalage s'observe maintenant dans la « structure économique » de la révolution.

En théorie, les anarcho-syndicalistes se prétendent l'avant-garde d'un communisme « libre ». Toutefois, pour faire fonctionner les entreprises « libres » dans l'intérêt de la révolution, ils sont contraints d'arracher leur liberté à ces entreprises et de subordonner la production à une direction centralisée. La pratique les contraint d'abandonner leur théorie ce qui prouve que cette théorie n'était pas adaptée à la pratique.

Nous trouverons l'explication de ce décalage en nous livrant à une critique radicale de ces théories du communisme « libre ». qui sont, en dernière analyse, les conceptions de Proudhon, adaptées par Bakounine aux méthodes de production modernes.

Les conceptions socialistes avancées par Proudhon il y a cent ans, ne sont que les conceptions idéalistes du petit-bourgeois qui voyait dans la libre concurrence entre petites entreprises le but idéal du développement économique. La libre concurrence devait automatiquement supprimer tous les privilèges du capital financier et du capital foncier. Ainsi, toute direction centrale devenait superflue : les profits disparaîtraient et chacun recevrait le « fruit intégral de son travail », puisque, d'après Proudhon, seuls les monopoles réalisent le profit. « Je n'ai pas l'intention de supprimer la propriété privée, mais de la socialiser; c'est-à-dire, de la réduire à de petites entreprises et de la priver de son pouvoir. » Proudhon ne condamne pas les droits de propriété en tant que tels; il voit la « liberté réelle » dans la libre disposition des fruits du travail et condamne la propriété privée seulement en tant que privilège et pouvoir, en tant que droit du maître. (Gottfried Salomon : Proudhon et le socialisme, p. 31). Par exemple, pour éliminer le monopole de l'argent, Proudhon avait imaginé l'établissement d'une banque de crédit central pour le crédit mutuel des producteurs, supprimant ainsi le coût de l'argent-crédit. Cela rappelle l'affirmation de «L'Espagne antifasciste» du 10 octobre :

« Le syndicat C.N.T. des employés de la banque de crédit de Madrid propose la transformation immédiate de toutes les banques en institutions de crédit gratuit pour la classe ouvrière, c'est-à-dire contre une compensation annuelle de 2%... »

Cependant, l'influence de Proudhon sur la conception des anarcho-syndicalistes ne se limite pas à ces questions relativement secondaires. Son socialisme constitue fondamentalement la base de la doctrine anarcho-syndicaliste, avec quelques révisions nécessitées par les conditions modernes de l'économie hautement industrialisée.

Dans sa perspective du « socialisme de libre concurrence », la C.N.T. conçoit simplement les entreprises comme des unités indépendantes. Il est vrai que les anarcho-syndicalistes ne veulent pas revenir à la petite entreprise. Ils proposent de la liquider, ou bien de la laisser mourir de mort naturelle quand elle ne fonctionne plus assez rationnellement. Pourtant, il suffit de remplacer les « petites entreprises » de Proudhon par les « grandes entreprises » et les « artisans » par les « syndicats ouvriers », pour avoir une image du socialisme vu par la C.N.T.

LA NÉCESSITÉ D'UNE PRODUCTION PLANIFIÉE

En réalité, ces théories sont utopiques. Elles sont particulièrement inapplicables à la situation espagnole. La libre concurrence, à ce stade de développement, n'est plus possible, et encore moins dans un contexte de guerre et de chaos comme en Catalogne. Là où un certain nombre d'entreprises ou de communautés entières se sont libérées et sont devenues indépendantes du reste du système de production — en réalité avec pour seul résultat d'exploiter leurs consommateurs — la C. N. T. et la F. A. I. doivent maintenant subir les conséquences de leurs théories économiques. Elles y sont contraintes pour éviter l'éclatement du front uni antifasciste, qui serait très dangereux en un moment où la guerre civile exige l'union de toutes les forces. Les anarcho-syndicalistes n'ont d'autre issue que celle déjà adoptée par les bolcheviks et les sociaux-démocrates, à savoir : l'abolition de l'indépendance des entreprises et leur subordination à une direction économique centrale. Que cette direction soit assumée par leurs propres syndicats ne diminue en rien la portée d'une telle mesure. Un système centralisé de production où les ouvriers ne sont que des salariés, reste, n'en déplaie à la C. N. T., un système fonctionnant sur les principes capitalistes.

Cette contradiction entre la théorie des anarcho-syndicalistes et leur pratique est due en partie à leur incapacité à résoudre les problèmes les plus importants que pose la révolution prolétarienne dans le domaine de l'organisation économique, à savoir : comment, et sur quelle base, sera déterminée la répartition de la production sociale totale entre tous les producteurs? D'après la théorie anarcho-syndicaliste cette répartition devrait être déterminée par les entreprises indépendantes formées d'individus libres, grâce à l'intervention du « capital libre », le marché restituant par l'intermédiaire de l'échange la valeur intégrale de la production mise en circulation. Ce principe fut maintenu alors que la nécessité d'une production planifiée — et par conséquent d'une comptabilité centrale — s'imposait depuis longtemps. Les anarcho-syndicalistes reconnaissent la nécessité de planifier la vie économique et pensent que cela est irréalisable sans une centralisation comptable impliquant un recensement statistique des facteurs productifs et des besoins sociaux. Cependant, ils omettent de donner une base effective à ces nécessités statistiques. Or, on sait que la production ne peut être comptabilisée statistiquement ni planifiée sans une unité de mesure applicable aux produits

MODE DE PRODUCTION BOLCHEVISTE CONTRE MODE DE PRODUCTION COMMUNISTE

Le communisme règle sa production sur les besoins des larges masses. Le problème de la consommation individuelle et de la répartition des matières premières et des produits semi-finis entre les diverses entreprises ne peut être résolu grâce à l'argent, comme dans le système capitaliste. L'argent est l'expression de certains rapports de propriété privée. L'argent assure une certaine part du produit social à son possesseur. Cela vaut pour les individus comme pour les entreprises. Il n'y a pas de propriété privée des moyens de production dans le communisme; néanmoins, chaque individu aura droit à une certaine part de la richesse sociale pour sa consommation et chaque usine devra pouvoir disposer des matières premières et des moyens de production nécessaires. Comment cela doit-il s'accomplir? Les anarcho-syndicalistes répondent vaguement en se référant aux méthodes statistiques. Nous touchons

là un problème très important pour la révolution prolétarienne. Si les ouvriers se fiaient simplement à un « bureau statistique » pour déterminer leur part, ils créeraient ainsi un pouvoir qu'ils ne pourraient plus contrôler.

Nous abordons ici la question suivante : comment est-il possible d'unir, d'accorder ces deux principes qui semblent contradictoires à première vue, à savoir : tout le pouvoir aux ouvriers, ce qui implique un fédéralisme - (concentré) et la planification de l'économie, qui revient à une centralisation extrême? Nous ne pouvons résoudre ce paradoxe qu'en considérant les fondements réels de la production sociale dans sa totalité. Les travailleurs ne donnent à la société que leur force de travail. Dans une société sans exploitation, comme la société communiste, le seul étalon pour déterminer la consommation individuelle sera la force de travail fournie par chacun à la société.

Dans le procès de production, les matières premières sont converties en biens de consommation par la force de travail qui vient s'y ajouter. Un bureau statistique serait complètement incapable de déterminer la quantité de travail incorporée dans un produit donné. Le produit est passé par de multiples stades, en outre, un nombre immense de machines, outils, matières premières et produits semi-finis ont servi à sa fabrication. S'il est possible à un bureau statistique central d'assembler toutes les données nécessaires en un tableau clair, comprenant toutes les branches du procès de production, les entreprises ou les usines sont bien mieux placées pour déterminer la quantité de travail cristallisée dans les produits finis, en calculant le temps de travail compris dans les matières premières et celui qui est nécessaire la production de nouveaux produits. A partir du moment où toutes les entreprises sont reliées entre elles dans le procès de production, il est facile à une entreprise donnée de déterminer la quantité totale de temps de travail nécessaire pour un produit fini, en se basant sur les données disponibles. Mieux encore, il est très facile de calculer le temps de travail moyen social en divisant la quantité de temps de travail employé par la quantité de produits. Cette moyenne représente le facteur final déterminant pour le consommateur. Pour avoir droit à un objet d'usage, il devra simplement prouver qu'il a donné à la société, sous une forme différente, la quantité de temps de travail cristallisée dans le produit qu'il désire. Ainsi se trouve supprimée l'exploitation. chacun reçoit ce qu'il a donné, chacun donne ce qu'il reçoit : c'est-à-dire, la même quantité de temps de travail moyen social. Dans la société communiste il n'y a pas de place pour un bureau statistique central, ayant le pouvoir d'établir « la part » revenant aux différentes catégories de salariés.

La consommation de chaque travailleur n'est pas déterminée « d'en haut »; chacun détermine lui-même par son travail combien il peut demander à la société. Il n'y a pas d'autre choix dans la société communiste, tout au moins pendant le premier stade. Des bureaux statistiques ne peuvent servir qu'à des fins administratives. Ces bureaux peuvent, par exemple, calculer les valeurs moyennes sociales en accord avec les données obtenues à partir des usines; mais ils sont des entreprises au même titre que les autres. Ils ne détiennent pas de privilèges. Il est absurde d'imaginer qu'une société communiste pourrait tolérer un bureau central doté d'un pouvoir exécutif; en effet, dans de telles conditions, il ne peut exister que l'exploitation, l'oppression, le capitalisme.

Nous voulons mettre ici l'accent sur deux points :

1. S'il en résultait une autre dictature, celle-ci ne ferait que refléter les rapports fondamentaux de production et de distribution dominant dans la société.

2. Si le temps de travail n'est pas la mesure directe de la production et de la distribution, si l'activité économique est seulement dirigée par un « bureau de statistiques » établissant la ration des travailleurs, alors cette situation conduit à un système d'exploitation.

Les syndicalistes sont incapables de résoudre le problème de la distribution. Ce point n'est abordé qu'en une seule occasion, dans la discussion sur la reconstruction économique parue dans « L'Espagne antifasciste » du 11 décembre 1936 :

« Au cas où on introduirait un moyen d'échange qui n'aurait aucune ressemblance avec l'argent actuel et qui ne servirait qu'à simplifier l'échange, ce moyen d'échange serait administré par un « conseil du crédit ». »

On ignore complètement la nécessité d'une unité comptable qui permette l'évaluation des besoins sociaux, et, par-là même, la mesure de la consommation et de la production. Dans ce cas, le moyen d'échange a pour seule fonction de simplifier le procès d'échange. Comment cela se réalise, reste un mystère.

On ne nous dit rien non plus sur la manière de calculer la valeur des produits à partir d'un tel moyen d'échange; on n'établit aucun critère pour évaluer les besoins des masses; on ne sait si la répartition sera déterminée par des conseils d'usines ou des organisations de consommateurs, ou bien par les techniciens des bureaux administratifs. Par contre, l'équipement technique de l'appareil productif est décrit avec force détail. C'est ainsi que les syndicalistes ramènent tous les problèmes économiques à de simples problèmes techniques.

Il existe dans ce domaine une étroite ressemblance entre les syndicalistes et les bolcheviks; le point central pour eux, c'est l'organisation technique de la production. La seule différence entre les deux conceptions est que celle des syndicats est plus naïve. Mais toutes les deux essaient d'éluder la question de l'élaboration de nouvelles lois de fonctionnement économique. Les bolcheviks sont seulement capables de répondre concrètement à la question de l'organisation technique, en prônant une centralisation absolue sous la direction d'un appareil dictatorial. Les syndicalistes, de leur côté, dans leur désir « d'indépendance des petites entreprises », ne peuvent même pas résoudre ce problème. Lorsqu'ils s'efforcent de le faire, ils sacrifient en réalité le droit à l'autodétermination des ouvriers

Le droit à l'autodétermination des ouvriers dans les usines est incompatible avec une direction centralisée; et ce, tant que les fondements du capitalisme, l'argent et la production de marchandises, ne seront pas abolis et qu'un nouveau mode de production, fondé sur le temps de travail moyen social ne viendra pas s'y substituer. Pour accomplir cette tâche, les ouvriers ne doivent pas compter sur l'aide des partis, mais seulement sur leur action autonome.

Tiré de *Raetekorrespondenz*, n° 21. Avril 1937.

LA FIN DE L'ORTHODOXIE MARXISTE

I.C.C. Vol.3, n°11 & 12 – Décembre 1937 (Karl Korsch)

La conclusion du grand débat, dont les premières passes d'armes sont restées consignées dans les annales du Parti sous le nom de "controverse Bernstein", révèle clairement l'énorme contradiction entre *l'être* et la *conscience*, entre *l'idéologie* et la *réalité*, qui caractérise le mouvement prolétarien de ces trente dernières années. Cette polémique qui concerne à la fois la théorie et la pratique du mouvement socialiste, éclata publiquement pour la première fois au sein de la social-démocratie allemande et internationale de la génération précédente peu après la mort de Friedrich Engels. Lorsqu'à cette époque Edouard Bernstein, qui avait déjà apporté de sérieuses contributions au marxisme, exprima pour la première fois, de son exil londonien, ses opinions « hérétiques » (inspirées principalement de l'étude du mouvement ouvrier anglais) concernant *la relation réelle entre la théorie et la pratique dans le mouvement socialiste allemand et européen de l'époque*, ses conceptions et ses vues furent sur le moment, et longtemps après, unanimement mal interprétées et mal comprises, tant par ses amis que par ses ennemis.

Dans toute la presse bourgeoise et les revues spécialisées son ouvrage, *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie*²³, fut accueilli par des cris de joie et couvert d'éloges. Le leader du parti national-socialiste nouvellement fondé – l'idéologue social-impérialiste Friedrich Naumann – déclarait sans ambages dans son journal : « Bernstein est notre poste le plus avancé dans le camp de la social-démocratie. » Et dans les cercles de la bourgeoisie libérale régnait à l'époque l'espoir confiant que ce premier « révisionniste » sérieux du marxisme romprait aussi officiellement avec le mouvement socialiste pour se ranger dans le camp du réformisme bourgeois.

Ces espoirs de la bourgeoisie trouvaient leur contrepartie dans les opinions formulées à l'époque au sein du parti social-démocrate et des syndicats. Les chefs de ce mouvement admettaient clairement dans le privé qu'en « révisant » le programme marxiste de la social-démocratie, Bernstein ne faisait que dévoiler officiellement l'évolution réalisée depuis longtemps dans la pratique, et qui avait transformé le mouvement social-démocrate d'un mouvement révolutionnaire de lutte de classe en un mouvement de réforme politique et sociale ; mais ces mêmes chefs prenaient grand soin de ne pas divulguer à l'extérieur ce savoir à usage interne. Bernstein ayant terminé son livre en invitant le Parti à « oser paraître ce qu'il est : un parti de réforme sociale et politique », il fut discrètement rappelé à l'ordre (dans une lettre privée publiée ultérieurement) par ce vieux démagogue usé du comité exécutif du Parti, Ignaz Auer, qui l'avertit amicalement : « Mon cher Eddy, ce sont des choses que l'on fait mais que l'on ne dit pas. » Dans leurs discours publics, tous les porte-paroles théoriciens et activistes de la social-démocratie allemande et internationale, les Bebel, les Kautsky, les Victor Adler, les Plekhanov, et tous les autres, prirent position contre cette divulgation impudente du secret si soigneusement gardé. Lors du congrès du Parti à Hanovre en 1899, au

²³ *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, Stock, 1900.

cours d'un débat de quatre jours que Bebel ouvrit par un rapport de six heures, Bernstein fut soumis à un procès en règle. Il parvint tout juste à éviter l'exclusion. Mais pendant de nombreuses années, il resta en butte aux attaques de la direction dans les réunions de militants et d'adhérents, dans la presse, les meetings et les congrès officiels du Parti et des syndicats ; et, en dépit du fait que le révisionnisme de Bernstein avait déjà triomphé dans les syndicats et ne rencontrait plus de résistance au sein du Parti, on continua à jouer la carte du « *parti de lutte de classe* » *révolutionnaire et anticapitaliste*, jusqu'à la toute dernière minute, c'est-à-dire jusqu'à la conclusion du pacte de paix sociale de 1914, suivi par le pacte d'association du Capital et du Travail en 1918.

Les activistes et les théoriciens de la politique menée par l'exécutif du parti social-démocrate et l'appareil syndical s'y rattachant avaient leurs bonnes raisons pour adopter cette attitude de double-jeu face à la première tentative sérieuse de *formulation théorique des fins et des moyens réels de la politique ouvrière bourgeoise qu'ils pratiquaient en réalité*. Aujourd'hui, les représentants de l'appareil du parti communiste russe et de toutes les sections nationales de l'Internationale communiste ont besoin, pour cacher le caractère réel de leur politique, d'utiliser la pieuse légende de la progression dans « la construction du socialisme en Union soviétique » et de la nature par là-même « révolutionnaire » de la politique et des tactiques adoptées en toutes circonstances par toutes les directions nationales des partis communistes. Pareillement, à l'époque, les habiles démagogues qui siégeaient à l'exécutif du parti social-démocrate et à la tête de l'appareil syndical avaient besoin, pour cacher leurs tendances réelles, de maintenir la pieuse légende selon laquelle le mouvement qu'ils dirigeaient se voyait certes contraint, pour l'instant, de s'en tenir au simple replâtrage de l'Etat bourgeois et de l'ordre économique capitaliste par toutes sortes de réformes, mais « que dans son but ultime », il marchait vers la révolution sociale, vers le renversement de la bourgeoisie et l'abolition de l'ordre économique et social capitaliste.

Mais, dans la pseudo-lutte qu'ils menaient à l'époque contre le révisionnisme de Bernstein, les démagogues de l'exécutif du parti social-démocrate et leurs avocats « théoriciens » n'étaient pas les seuls à renforcer la tendance à la dégénérescence bourgeoise et réformiste du mouvement socialiste. Sur ce point, on vit travailler dans le même sens et pendant longtemps, *inconsciemment et à leur corps défendant*, des théoriciens révolutionnaires radicaux tels que Rosa Luxembourg en Allemagne et Lénine en Russie, qui, subjectivement, pensaient mener une lutte dure et sans compromis contre la tendance représentée par Bernstein. Quand, à l'époque actuelle et à la lumière des récentes expériences de ces trois dernières décades, nous nous penchons sur ces premiers conflits directionnels au sein du mouvement ouvrier allemand et européen, il nous semble quelque peu tragique de constater combien même Luxembourg et Lénine étaient profondément ancrés dans l'illusion que le « bernsteinisme » ne représentait qu'une déviation par rapport au caractère fondamentalement révolutionnaire du mouvement social-démocrate d'alors ; tragique, également, de voir avec quelles formules objectivement fausses ils entendaient, eux aussi, diriger la lutte contre la dégénérescence bourgeoise de la politique du parti socialiste et des syndicats.

Rosa Luxembourg terminait sa polémique contre Bernstein, publiée en 1900 sous le titre *Sozialreform oder Revolution*, par cette prophétie catastrophiquement fautive : « La théorie de Bernstein fut la première tentative, mais aussi la dernière, pour donner à l'opportunisme une base théorique²⁴. » Elle estimait que l'opportunisme, illustré en théorie par le livre de

²⁴ « Réforme sociale ou révolution ? » in Rosa Luxembourg, *Œuvres*, Maspero, 1969, t. 1, p.87.

Bernstein et en pratique par la prise de position de Schippel sur le problème du militarisme²⁵, « était allé si loin qu'il ne lui restait rien à ajouter »²⁶. En fait, Bernstein avait déclaré avec insistance « qu'il approuvait la quasi-totalité de la pratique actuelle de la social-démocratie » en même temps qu'il mettait irrémédiablement à nu toute l'insignifiance pratique de la phraséologie révolutionnaire alors en vigueur sur « le but final » en reconnaissant ouvertement : « Le but final, quel qu'il soit, n'est rien pour moi ; le mouvement est tout. » Et pourtant, Rosa Luxembour, en proie à une remarquable hallucination idéologique, ne dirigea pas sa contre-attaque critique contre la *pratique* de la social-démocratie, mais contre la *théorie* de Bernstein, qui n'était rien de plus que l'expression authentique de la nature réelle de cette pratique. Pour elle, le trait caractéristique qui différenciait le mouvement social-démocrate de la politique bourgeoise réformiste, ce n'était pas la pratique, mais expressément « le but final », qui restait pourtant la couverture idéologique de cette pratique, ou même une simple phraséologie. Elle affirmait avec passion que « le but final du socialisme est le seul élément décisif distinguant le mouvement social-démocrate de la démocratie bourgeoise et du radicalisme bourgeois, le seul élément qui, plutôt que de donner au mouvement ouvrier la vaine tâche de replâtrer le régime capitaliste pour le sauver, en fait une lutte de classe *contre* ce régime, pour l'abolition de ce régime »²⁷. Mais ce « but final » d'ordre général qui, selon les mots de Rosa Luxembour, devait être *tout* et distinguait le mouvement social-démocrate de la politique réformiste bourgeoise, s'avéra, ainsi que le prouva l'histoire par la suite, n'être en réalité que le *rien* précédemment défini par Bernstein, ce sobre observateur de la réalité.

Tous ceux dont les yeux n'ont pas encore été décillés par tous les événements de ces quinze dernières années, trouveront la confirmation décisive de cette évolution historique dans les discours prononcés lors des divers anniversaires « marxistes » de ces derniers temps par les principaux participants eux-mêmes. Ainsi ce mémorable banquet, organisé en 1924 par les grandes figures du marxisme social-démocrate réunies à Londres pour célébrer le soixantième anniversaire de la première « Association Internationale des Travailleurs » en l'honneur du soixante-dixième anniversaire de Kautsky. En cette occasion, la « controverse » historique entre le « marxisme orthodoxe » « révolutionnaire » de Kautsky et le réformisme « révisionniste » de Bernstein se termina dans l'harmonie sur les « paroles d'amitié » (rapportées par le « Vorwaerts ») prononcées par Bernstein, âgé de soixante-quinze ans, en l'honneur des soixante-dix ans de Kautsky, et sur la symbolique cérémonie d'accolade qui suivit : « Quand Bernstein eut terminé et que les deux vieillards, dont les noms sont un objet de respect depuis trois générations, s'embrassèrent et s'étreignirent pendant plusieurs secondes, qui alors aurait pu résister à l'émotion, qui aurait pu vouloir y résister ? »

Et en 1930, Kautsky, alors âgé de soixante-quinze ans, écrit exactement dans le même sens dans le « Kampf » social-démocrate de Vienne, en l'honneur du quatre-vingtième anniversaire de Bernstein : « Depuis 1880, nous avons été, dans les affaires politiques du Parti, deux frères siamois ; même des frères siamois peuvent se quereller entre eux. Et parfois nous l'avons fait copieusement. Mais même à ces moments-là, vous n'auriez pu parler de l'un sans parler de l'autre. »

D'autres témoignages ultérieurs de Bernstein et de Kautsky font ressortir on ne peut plus clairement l'erreur tragique de ces radicaux de gauche allemands de l'avant-guerre qui, avec le slogan « but révolutionnaire final contre pratique quotidienne réformiste », entendaient

²⁵ Schippel (1859-1928) appartient au groupe révisionniste, partisan du vote du budget militaire, pensant que celui-ci permettrait d'élargir le marché de l'emploi.

²⁶ R. Luxembour, p.87.

²⁷ *Op. cit.*, p.16.

mener la lutte contre l'embourgeoisement pratique, et donc aussi théorique, du mouvement ouvrier social-démocrate, mais qui, en réalité, ne contribuaient qu'à renforcer cette tendance historique représentée par Bernstein et Kautsky dans leurs rôles respectifs.

Toute proportion gardée, il en va de même pour un autre slogan employé à la même époque par le marxiste russe Lénine afin de tracer, tant dans son propre pays qu'à l'échelon international, la ligne de démarcation entre la politique ouvrière bourgeoise et celle des « révolutionnaires ». Rosa Luxembour se considérait l'adversaire la plus acharnée du bernsteinisme et dans la première édition de « Réforme ou révolution » de 1900 réclamait encore expressément l'exclusion de Bernstein. De la même façon, Lénine se considérait comme l'ennemi mortel du « renégat » Bernstein, et de toutes les déviations hérétiques commises dans son livre par rapport à la doctrine pure et inaltérée du programme marxiste « révolutionnaire ». Mais, exactement comme Luxembour et les social-démocrates allemands de gauche, le bolchevik social-démocrate Lénine utilisa, dans sa lutte contre le révisionnisme social-démocrate, une plate-forme totalement idéologique. En effet, pour lui, la garantie du caractère « révolutionnaire » du mouvement ouvrier ne se trouvait pas dans son contenu de classe économique et social réel, mais exclusivement dans la prise en main de la lutte par une direction incarnée dans le Parti révolutionnaire, que guide la théorie marxiste correcte.

K. Korsch

L'IDÉOLOGIE MARXISTE EN RUSSIE

Living Marxism Vol. 4, n° 1 — Février 1938 (Rédigé par Karl Korsch sous le pseudonyme de l. h.).

«Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui supprime les conditions existantes²⁸.»

Marx.

Nous abordons ici l'un des exemples les plus typiques du décalage frappant qui, sous une forme ou sous une autre, s'observe dans toutes les phases du développement historique du marxisme. On peut le définir comme la contradiction entre l'idéologie marxiste et le mouvement historique réel qui, à une époque donnée, se cache derrière cette façade idéologique.

Il y a maintenant presque un siècle, un censeur fut spécialement délégué par Berlin pour se substituer aux autorités locales de Cologne dans la délicate mission de bâillonner le journal « ultra-démocratique » publié par un jeune homme de vingt-quatre ans, nommé Karl Marx. Ce censeur rapporta au gouvernement prussien qu'on pouvait désormais en toute tranquillité autoriser la *Rheinische Zeitung* à reparaître, étant donné que « l'éminence grise de toute l'affaire, le docteur Marx » avait définitivement quitté son travail, et qu'il n'existait aucun successeur capable de maintenir le ton « d'insupportable arrogance » adopté par le journal ou de poursuivre sa politique avec la même détermination. Toutefois, ce conseil ne fut pas suivi par les autorités prussiennes, soumises en ce domaine, ainsi qu'il a été prouvé plus tard, aux directives du tsar russe Nicolas I^{er}. Son vice-chancelier, le comte de Nesselrode, venait précisément de menacer l'ambassadeur prussien à Moscou de révéler à sa Majesté Impériale « les attaques infamantes dont le Cabinet russe avait récemment fait l'objet dans la *Rheinische Zeitung* de Cologne ». Ceci se passait en Prusse en 1843.

Trois décades plus tard, la censure de la Russie tsariste autorisait la publication en Russie de l'ouvrage de Marx — *Le Capital* — dans sa première traduction. La décision était justifiée par cet argument inestimable : « Bien que les convictions politiques de l'auteur soient exclusivement socialistes, et que le livre tout entier soit clairement de nature socialiste, toutefois, sa conception n'en fait assurément pas un livre accessible à tous; de plus, son style est strictement mathématique et scientifique, aussi le comité déclare-t-il le livre exempt de toute poursuite. »

²⁸ *L'idéologie allemande*, Editions sociales, 1968, p.64

Ce régime tsariste, si prompt à censurer même la plus insignifiante insulte proférée dans un pays européen contre la suprématie russe, et, en même temps, si inconscient de la menace que représentait l'analyse scientifique faite par Marx du monde capitaliste, ne fut en réalité jamais ébranlé par les vigoureuses attaques que Marx lança ultérieurement contre « les vastes empiétements, jamais contrecarrés, de ce pouvoir barbare dont la tête est à Saint-Pétersbourg et les mains dans chaque cabinet d'Europe ». Et pourtant, il devait succomber à cette même menace, apparemment si lointaine, que ce cheval de Troie avait introduite au cœur du Saint-Empire. Le régime tsariste fut renversé finalement par la masse des ouvriers russes dont l'avant-garde avait appris sa leçon révolutionnaire dans *Le Capital* — cet ouvrage « mathématique et scientifique » d'un penseur solitaire.

A l'inverse de l'Europe occidentale, où la théorie marxiste apparut à l'époque du déclin de la révolution bourgeoise et s'affirmait comme expression d'une tendance réelle visant au dépassement des objectifs du mouvement révolutionnaire bourgeois — la tendance représentée par la classe prolétarienne —, au contraire, en Russie, le marxisme ne fut dès le début que l'écran idéologique derrière lequel se cachait dans la pratique la lutte pour le développement capitaliste dans un pays précapitaliste. A cette fin, toute l'intelligentsia progressiste adopta avidement le marxisme comme le dernier mot d'ordre de l'Europe. Mais la société bourgeoise, qui avait atteint en Europe occidentale son plein développement, n'en était encore ici qu'aux premières douleurs de son enfantement. Et pourtant, même sur ce terrain vierge, le principe bourgeois ne pouvait plus reprendre les illusions et les auto-illusions, désormais périmées, grâce auxquelles il s'était masqué le contenu strictement bourgeois de ses luttes à l'époque héroïque de son premier développement en Occident, et qui lui avaient permis de maintenir ses passions au niveau de grands événements historiques. Pour pénétrer à l'Est, il lui fallait faire peau neuve idéologiquement. Et la doctrine marxiste, empruntée à l'Ouest, semblait précisément la plus apte à rendre cet important service au développement bourgeois en Russie. A cet égard, le marxisme était de très loin supérieur à la doctrine russe des révolutionnaires narodniki (populistes). Tandis que ces derniers partageaient du principe que le capitalisme, tel qu'il existait dans les pays « païens » de l'Ouest, était inconcevable en Russie, le marxisme, en raison même de son origine historique, présupposait l'accomplissement de la civilisation capitaliste comme une étape historique indispensable dans le processus qui aboutirait à une société véritablement socialiste. Et pourtant, avant de pouvoir rendre à la société bourgeoise russe de tels services idéologiques, la doctrine marxiste nécessitait quelques- modifications, même dans son contenu purement théorique. Voilà la raison fondamentale des concessions théoriques énormes, autrement inexplicables, faites dans les années 70 et 80 par Marx et Engels aux idées soutenues alors par les populistes russes, dont la doctrine était essentiellement irréconciliable avec leur propre théorie. L'expression finale la plus complète de ces concessions se trouve dans la fameuse déclaration de l'avant-propos à la traduction russe du *Manifeste Communiste* (1882) :

« Le *Manifeste Communiste* avait pour tâche de proclamer la disparition inévitable et imminente de la propriété bourgeoise moderne. En Russie cependant, à côté du bluff capitaliste en plein épanouissement, et de la propriété foncière bourgeoise, en voie de développement, nous voyons que plus de la moitié du sol est la propriété commune des paysans. Dès lors, la question se pose : l'obchtchina russe, forme de l'archaïque propriété commune du sol, pourra-t-elle, alors qu'elle est déjà fortement ébranlée, passer directement à la forme supérieure, à la forme communiste de la propriété collective? ou bien devra-t-elle, au contraire, parcourir auparavant le même processus de dissolution qui caractérise le développement historique de l'Occident?

« Voici la seule réponse que l'on puisse faire présentement à cette question : si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, et que toutes deux se complètent, l'actuelle propriété collective de Russie pourra servir comme point de départ pour une évolution communiste²⁹. »

Dans ces phrases, comme dans beaucoup d'autres déclarations semblables qui figurent dans la correspondance de Marx-Engels — dans les lettres à l'écrivain populiste russe Nikolai-on³⁰, dans la lettre à Véra Zassoulitch³¹ et dans la réponse de Marx à l'interprétation fataliste tirée par le critique russe Mikhaïlovski³² de sa théorie des étapes historiques nécessaires —, on peut lire par anticipation toute l'évolution ultérieure du marxisme russe, et donc aussi voir se creuser toujours davantage le fossé entre son idéologie et le contenu réel du mouvement. Il est vrai que pour Marx et Engels, le passage direct d'un stade semi-patriarcal et féodal à une société socialiste supposait — c'était une réserve prudente — une révolution ouvrière à l'Ouest, condition nécessaire pour qu'émergent les tendances socialistes virtuelles d'une société pré-capitaliste. La même réserve fut reprise plus tard par Lénine. Il est vrai aussi que cette condition ne fut jamais remplie (ni à l'époque, ni après 1917) et qu'au contraire, la communauté paysanne russe à qui Marx, aussi tard que 1882, avait dévolu un rôle futur si considérable, fut peu après complètement éliminée³³.

Pourtant, même des slogans apparemment aussi anti-marxistes que celui de la récente « théorie » stalinienne sur la construction du socialisme dans un seul pays, utilisant le marxisme comme couverture idéologique d'une évolution dont la nature réelle est capitaliste, peuvent indéniablement se référer, non seulement au précédent créé par le marxiste orthodoxe Lénine, mais même à Marx et Engels en personnes. Eux aussi étaient tout disposés, dans certaines conditions historiques, à remodeler leur théorie « marxiste » critico-matérialiste en simple ornement idéologique d'un mouvement révolutionnaire qui, s'il se proclamait socialiste dans ses fins ultimes, était dans son processus réel inévitablement soumis à toutes sortes de limitations bourgeoises. La seule différence, et elle est de taille, c'est que Marx, Engels et Lénine agissaient ainsi afin d'impulser le futur mouvement révolutionnaire, tandis que Staline utilise exclusivement l'idéologie « marxiste » comme moyen pour défendre un statu-quo non socialiste et comme arme contre toute tendance révolutionnaire.

Et ainsi s'amorça, du vivant même de Marx et Engels et avec leur collaboration active et consciente, ce renversement de fonction spécifique par lequel le marxisme, adopté comme une doctrine toute faite par les révolutionnaires russes, cessa d'être l'outil théorique d'une révolution socialiste prolétarienne pour devenir ultérieurement le simple déguisement idéologique d'une évolution capitaliste bourgeoise. Comme nous l'avons vu, ce renversement de fonction présupposait au départ une certaine transformation de la doctrine elle-même, qui dans ce cas fut réalisée par la fusion et l'interpénétration de la doctrine populiste traditionnelle et d'éléments idéologiques Marxistes nouvellement adoptés. Cette transformation de leur théorie, admise à l'origine par Marx et Engels uniquement comme une étape transitoire, que surmonterait l'imminente « révolution ouvrière à l'Ouest », s'avéra

²⁹ Karl MARX, *Œuvres*, Bibliothèque de la Pléiade, t. 1, p. 1483.

³⁰ in "Lettres sur le *Capital*", Éditions sociales, Paris, 1964. Nikolai-on est le pseudonyme de Nikolai Danielson (1844-1918), traducteur du *Capital* en langue russe.

³¹ Karl MARX, *Œuvres*, Bibliothèque de la Pléiade, t.2, p.1557 et sq. Cette lettre date de 1881.

³² Id., p. 1552.

³³ On verra Engels prendre acte de cet échec dans ses lettres à Danielson, écrites au début des années 90. In "Lettres sur le *Capital*", op. cit. et "Écrits sur le tsarisme et la Commune russe". *Cahiers de L.I.S.E.A.*, n° 7, juillet 1969.

bientôt n'avoir été que le premier pas vers la transformation définitive de leur théorie marxiste révolutionnaire en un simple mythe révolutionnaire. Lequel, s'il pouvait tout au plus servir de stimulant dans les premiers stades d'une révolution naissante, devait inévitablement aboutir à freiner le développement réel de la révolution, au lieu de l'accélérer.

Il est intéressant d'observer comment ce processus d'adaptation idéologique de la doctrine marxiste s'est déroulé au cours des décades suivantes dans le cadre des diverses écoles de révolutionnaires russes. Si l'on étudie de près les violentes controverses sur la perspective d'un développement capitaliste en Russie, qui animèrent les cercles confidentiels des marxistes russes en exil et en Russie, des années 90 jusqu'à la guerre, et au renversement du gouvernement tsariste en 1917, — controverses dont l'expression théorique la plus achevée se trouve dans le principal ouvrage économique de Lénine *Le Développement du capitalisme en Russie* (1899)³⁴ — on peut, à la lumière de cette étude, affirmer sans exagérer que le contenu réel de la théorie marxiste originelle, en tant qu'expression théorique d'un mouvement prolétarien autonome et strictement socialiste, avait disparu du débat.

Cela est indiscutablement vrai des soi-disant « marxistes légaux » qui, dans leur exposé « scientifique » de l'aspect objectif de la doctrine marxiste, se vantaient de maintenir une « pureté » particulièrement inaltérée, mais qui compensaient largement cette rigidité doctrinale en renonçant à toute application pratique des principes marxistes susceptible de dépasser des objectifs strictement bourgeois. La théorie révolutionnaire marxiste dans son ensemble n'était pas davantage représentée par ces autres courants qui, à l'époque, cherchaient à combiner, sous une forme ou sous une autre, la nécessité d'une étape transitoire de développement capitaliste en Russie avec le combat anticipé contre les conditions sociales futures que ce développement devait créer. A ce courant, appartient l'écrivain populiste érudit déjà mentionné, Nikolai-on, traducteur russe *du Capital*, qui au début des années 90, sous l'influence directe de la doctrine marxiste, abandonna la conviction populiste orthodoxe concernant *l'impossibilité absolue du capitalisme en Russie* pour adopter la théorie, inspirée du marxisme, de *l'impossibilité d'un développement capitaliste organique normal en Russie*. A ce courant, appartient également l'adversaire matérialiste véhément de l'idéalisme populiste, le marxiste orthodoxe Lénine, et ses partisans, qui, ultérieurement, après leur rupture avec les « mencheviks » occidentalisés, se proclamèrent les seuls héritiers authentiques, dans la théorie comme dans la pratique, de l'intégralité du contenu révolutionnaire de la théorie marxiste, tel que le restituait la doctrine du marxisme bolchevique.

Quand nous analysons rétrospectivement les ardentes controverses théoriques de cette période, nous constatons un rapport manifeste entre, d'une part, la théorie populiste de « l'impossibilité d'un développement capitaliste organique normal en Russie » (défendue par le narodnik marxiste Nikolai-on et combattue à l'époque par les marxistes de tous bords, les « légaux » et les « révolutionnaires », les mencheviks et les bolcheviks) et, d'autre part, les deux théories rivales : « stalinisme » au pouvoir et « trotskysme » d'opposition, qui, dans une phase récente de l'évolution russe, se sont affrontées. Assez paradoxalement, la théorie « national-socialiste » stalinienne dominante sur la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays, tout comme la thèse « internationaliste », en apparence diamétralement opposée, élaborée par Trotsky concernant l'inévitabilité de la révolution « permanente » — c'est-à-dire d'une révolution dépassant les objectifs révolutionnaires bourgeois simultanément à l'échelon russe et européen (ou mondial) — ces thèses reposent, toutes deux sur la base idéologique

³⁴ "Le Développement du capitalisme en Russie", *Œuvres complètes de Lénine*, Éditions du Progrès, Moscou, t. III.

commune de la croyance néo-narodnik en l'absence ou l'impossibilité d'un développement capitaliste « normal et organique » en Russie.

Trotsky et Staline fondent leurs versions respectives de l'idéologie marxiste sur l'autorité de Lénine. Effectivement même le plus orthodoxe d'entre les marxistes orthodoxes qui, avant Octobre 1917, avait combattu âprement à la fois le populisme de Nikolai-on et la théorie de Parvus-Trotsky sur la « révolution permanente », qui, après Octobre, s'était opposé avec la même cohérence au courant général glorifiant les réalisations dérisoires de ce qu'on appela plus tard le « communisme de guerre » des années 1918-1920 — Lénine — abandonna à la fin cette lutte sans répit en faveur du réalisme critico-révolutionnaire pour soutenir, à l'encontre des conditions objectives réelles, le concept néo-populiste d'un socialisme russe maison. Ceux-là mêmes qui avaient combattu la tendance première à l'idéalisation socialiste et qui, lors de la proclamation de la *Nep* en 1921, avaient encore déclaré sobrement que « cette nouvelle politique économique de l'État ouvrier et paysan » était une régression nécessaire par rapport aux tentatives plus avancées du communisme de guerre, ceux-là mêmes découvrirent en quelques semaines la nature socialiste du capitalisme d'État et d'une économie qui restait essentiellement bourgeoise, en dépit d'une légère teinte coopérative. Ainsi, ce ne fut pas l'épigone léniniste Staline, mais bien le marxiste orthodoxe Lénine qui, au moment historique crucial où les tendances pratiques de la révolution russe, jusque-là indécises, se trouvèrent orientées et « pour de bon et pour longtemps » vers la restauration d'une économie non socialiste ajouta alors à cette restriction finale des buts pratiques de la révolution ce qu'il estimait être un complément idéologique indispensable. Ce fut le marxiste orthodoxe Lénine qui, en contradiction avec toutes ses déclarations antérieures, créa le premier le nouveau mythe marxiste d'un socialisme inhérent à l'État soviétique et, en conséquence, de la possibilité ainsi garantie de réaliser intégralement la société socialiste dans la Russie soviétique isolée.

Cette dégénérescence de la doctrine marxienne, qui en fait sa simple justification idéologique que d'un État en réalité capitaliste et donc, inévitablement, d'un État basé sur la suppression du mouvement révolutionnaire du prolétariat, clôt la première période de l'histoire de l'idéologie marxiste en Russie. Seule période, d'ailleurs, où l'évolution du marxisme en Russie semble présenter un caractère d'autonomie. Toutefois, il faut signaler que d'un point de vue plus global, en dépit des apparences et des nombreuses différences résultant des conditions spécifiques à chaque pays, l'évolution historique du marxisme russe (y compris ses dernières étapes léniniste et staliniste), est fondamentalement semblable à celle du marxisme dit « occidental » (ou social-démocrate), dont il a été, et reste toujours, partie intégrante. La Russie ne fut jamais cette nation sainte et exceptionnelle dont rêvaient les panslavistes, tout comme le bolchevisme ne fut jamais, ainsi que le prétendaient les marxistes soi-disant raffinés d'Angleterre, de France et d'Allemagne, une version grossière d'un marxisme adapté aux conditions primitives du régime tsariste. De la même façon, l'actuelle dégénérescence bourgeoise du marxisme en Russie est fondamentalement semblable à la dégénérescence qui affecta progressivement les divers courants du marxisme « occidental » pendant la guerre, l'après-guerre et surtout après l'élimination finale de tous les bastions marxistes au cours de l'avènement triomphant du fascisme et du nazisme. Le « national-socialisme » de Herr Hitler et « l'État corporatif » de Mussolini rivalisent avec le « marxisme » de Staline pour endoctriner les cerveaux de leurs ouvriers au moyen d'une idéologie pseudo-socialiste, non contents d'avoir la mainmise sur leur existence physique et sociale. De la même façon, le régime « démocratique » d'un gouvernement de Front Populaire présidé

par le « marxiste » Léon Blum ou, aussi bien, par M. Chautemps³⁵ en personne, ne diffère pas essentiellement de l'actuel État soviétique, sinon par une utilisation moins efficace de l'idéologie marxiste.

Moins que jamais, le marxisme sert aujourd'hui d'arme théorique dans une lutte autonome du prolétariat, pour et par le prolétariat. Tous les soi-disant partis « marxistes » sont maintenant engagés très avant, tant dans leur théorie que dans leur pratique réelles sur la voie de la collaboration. Réduits au rôle de sous-fifres des dirigeants bourgeois, ils ne peuvent qu'aider modestement à résoudre ce que le « marxiste » américain L. B. Boudin définissait encore récemment comme « le plus grand problème du marxisme — notre position par rapport aux luttes internes de la société capitaliste ».

I.h.

³⁵ Leader du parti radical. Vice-président du gouvernement Blum.

LA LUTTE CONTRE LE FASCISME COMMENCE PAR LA LUTTE CONTRE LE BOLCHEVISME

Living Marxism, Vol. 4, n° 8 ; Septembre 1939 (Otto Rühle).

I

Il faut placer la Russie au premier rang des nouveaux États totalitaires. Elle a été la première à adopter le nouveau principe d'État. C'est elle qui a poussé le plus loin son application. Elle a été la première à établir une dictature constitutionnelle, avec le système de terreur politique et administrative qui l'accompagne. Adoptant toutes les caractéristiques de l'État totalitaire, elle devint ainsi le modèle pour tous les pays contraints à renoncer au système démocratique pour se tourner vers la dictature. La Russie a servi d'exemple au fascisme.

Il ne s'agit là nullement d'un accident ni d'une mauvaise plaisanterie de l'histoire. La similitude des systèmes, loin de n'être qu'apparente, est ici réelle. Tout montre que nous avons affaire à des expressions et des conséquences de principes identiques appliqués à des niveaux différents de développement historique et politique. Que cela plaise ou non aux partis « communistes », le fait est que l'État, comme la manière de gouverner en Russie, ne diffère en rien de ceux de l'Italie et de l'Allemagne. Ils sont fondamentalement similaires. On peut parler d'un « État soviétique » rouge, noir ou brun, aussi bien que d'un fascisme rouge, noir ou brun. Même s'il existe entre ces pays certaines différences idéologiques, l'idéologie ne joue jamais un rôle déterminant. De plus, les idéologies sont changeantes et de tels changements ne revêtent pas forcément le caractère et les fonctions de l'appareil d'État. En outre, le maintien de la propriété privée en Allemagne et en Italie n'est qu'une modification secondaire. L'abolition de la propriété privée à elle seule ne garantit pas le socialisme. La propriété privée peut aussi être abolie dans le cadre du capitalisme. Ce qui détermine en fait une société socialiste, c'est, outre l'abolition de la propriété privée des moyens de production, la gestion par les ouvriers des produits de leur travail et la fin du salariat. Pas plus en Russie qu'en Italie ou en Allemagne ces deux conditions ne sont remplies. Bien que, d'après certains, la Russie soit plus proche du socialisme que les autres pays, il ne s'ensuit pas que son « État soviétique » ait aidé le prolétariat international à se rapprocher de ses objectifs de classe. Au contraire, parce que la Russie se fait appeler un État socialiste, elle trompe les travailleurs du monde entier. L'ouvrier conscient sait ce qu'est le fascisme, et il le combat; mais en ce qui concerne la Russie, il est trop souvent enclin à accepter le mythe de sa nature socialiste. Cette illusion retarde la rupture complète et résolue avec le fascisme, parce qu'elle entrave la lutte principale contre les causes, les conditions et les circonstances qui — en Russie comme en Allemagne ou en Italie — ont conduit au même système d'État et de gouvernement. Ainsi le mythe russe se transforme en arme idéologique de la contre-révolution.

Personne ne peut servir deux maîtres. Un État totalitaire non plus. Si le fascisme sert les intérêts du capitalisme et de l'impérialisme, il ne peut pas satisfaire les besoins des travailleurs. Si, en dépit de cela, deux classes opposées en apparence soutiennent le même système d'État, il est évident que quelque chose ne va pas et qu'une des deux classes se trompe. Personne ne peut, en réduisant le problème à une simple question de forme, prétendre qu'il soit sans importance et que, quoique les formes politiques soient identiques, leurs contenus puissent varier considérablement. Ceci reviendrait à une auto-mystification. Pour un marxiste, les choses ne se passent pas ainsi, la forme et le contenu sont indissociables. Donc, si l'État soviétique sert de modèle au fascisme, il doit avoir avec lui des caractéristiques structurelles et fonctionnelles communes. Pour déterminer lesquelles, il nous faut revenir à l'analyse du « système soviétique », tel qu'il fut instauré par léninisme, qui est l'application des principes bolcheviques aux conditions russes. Et si l'on peut établir une identité entre le bolchevisme et le fascisme, alors le prolétariat ne peut pas à la fois combattre le fascisme et soutenir le « système soviétique » russe. Au contraire, le combat contre le fascisme doit commencer par le combat contre le bolchevisme.

II

Dès le début Lénine concevait le bolchevisme comme un phénomène purement russe. Au cours de ses nombreuses années d'activité politique, il ne tenta jamais de hisser le système bolchevique au niveau des formes de lutte utilisées dans les autres pays. C'était un social-démocrate, pour qui Bebel et Kautsky restaient les leaders géniaux de la classe ouvrière, et il ignorait l'aile gauche du mouvement socialiste allemand qui s'opposait précisément aux héros de Lénine et à tous les opportunistes. Ignorant cette gauche, il resta donc isolé, entouré par un petit groupe d'émigrés russes, et il demeura sous l'influence de Kautsky alors même que la « gauche » allemande, dirigée par Rosa Luxemburg, était déjà engagée dans la lutte ouverte contre le kautskysme.

La Russie était la seule préoccupation de Lénine. Son objectif était de mettre fin au système féodal tsariste et de conquérir le maximum d'influence politique pour son parti social-démocrate dans le cadre de la société bourgeoise. Cependant, la force de la Révolution de 1917 mena Lénine bien au-delà de ses objectifs présumés et le parti bolchevique accéda au pouvoir sur toute la Russie. Cependant, ce parti savait qu'il ne pouvait rester au pouvoir et faire avancer le processus de socialisation qu'à la condition d'arriver à déclencher la révolution prolétarienne mondiale. Mais son activité dans ce domaine eut des résultats plutôt malheureux. En contribuant à renvoyer les ouvriers allemands dans les partis, les syndicats, le parlement, et à détruire le mouvement des conseils allemands, les bolcheviks prêtèrent main forte à l'écrasement de la révolution européenne naissante.

Le parti bolchevique, formé de révolutionnaires professionnels et de larges masses arriérées, restait isolé. Il ne pouvait pas développer un véritable système soviétique pendant les années de guerre civile, d'interventions étrangères, de déclin économique, d'échecs dans les tentatives de socialisation, et de mise sur pied d'une Armée Rouge improvisée. Quoique les soviets, développés par les mencheviks, soient étrangers au schéma bolchevique, c'est pourtant grâce à eux que les bolcheviks arrivèrent au pouvoir. Une fois la stabilisation du pouvoir assurée et le processus de reconstruction économique entamé, le parti bolchevique ne savait plus comment coordonner le système des soviets, qui n'était pas le sien, avec ses

propres activités et ses décisions. Toutefois, réaliser le socialisme était aussi le désir des bolcheviks, et cela nécessitait l'intervention du prolétariat mondial.

Pour Lénine, il était essentiel de gagner les prolétaires du monde aux méthodes bolcheviques. Il était donc très gênant de constater que les ouvriers des autres pays, en dépit du grand triomphe obtenu par le bolchevisme, montraient peu d'inclination pour sa théorie et sa pratique, mais étaient plutôt attirés par le mouvement des conseils, qui apparaissaient alors dans plusieurs pays et particulièrement en Allemagne.

Ce mouvement des conseils ne pouvait plus être d'aucune utilité à Lénine en Russie. Dans les autres pays européens, il manifestait une tendance marquée à s'opposer aux soulèvements de type bolchevique. En dépit de l'énorme propagande entretenue par Moscou dans tous les pays, l'agitation menée par ce qu'on appelle l'ultra-gauche pour une révolution fondée sur le mouvement des conseils éveilla, ainsi que Lénine lui-même l'a souligné, un écho bien plus large que ne le firent tous les propagandistes envoyés par le parti bolchevique. Le parti communiste allemand, suivant l'exemple du bolchevisme, restait un petit groupe hystérique et bruyant, formé principalement d'éléments prolétariens de la bourgeoisie, alors que le mouvement des conseils attirait à lui les éléments les plus déterminés de la classe ouvrière. Pour faire face à cette situation, il fallait renforcer la propagande bolchevique, il fallait attaquer « l'ultra-gauche » et renverser son influence en faveur du bolchevisme.

Puisque le système des soviets avait échoué en Russie, comment la « concurrence » radicale osait-elle essayer de prouver au monde que là où le bolchevisme lui-même avait échoué en Russie, on pouvait réussir ailleurs en se passant de lui? Pour se défendre, Lénine écrivit son pamphlet *Le gauchisme, maladie infantile du communisme*, dicté par la peur de perdre le pouvoir et par l'indignation devant le succès des hérétiques. Le pamphlet parut tout d'abord avec le sous-titre « Essai d'exposé populaire de la stratégie et de la tactique marxistes », mais ultérieurement cette phrase ambitieuse et idiote fut supprimée. C'en était trop. Cette bulle papale agressive, grossière et odieuse était une véritable aubaine pour tout contre-révolutionnaire. De toutes les déclarations programmatiques du bolchevisme, c'est celle qui révèle le mieux son caractère réel. C'est le bolchevisme mis à nu. Lorsqu'en 1935 Hitler supprima en Allemagne toute littérature communiste et socialiste, la publication et la diffusion du pamphlet de Lénine restèrent autorisées.

En ce qui concerne le contenu du pamphlet, nous ne nous intéressons pas ici à ce qu'il dit sur la Révolution russe, l'histoire du bolchevisme, la polémique entre le bolchevisme et les autres courants du mouvement ouvrier, ou les circonstances qui ont permis la victoire bolchevique. Notre seul propos sera d'analyser les arguments principaux qui, à l'époque de la controverse entre Lénine et « l'ultra-gauche », illustraient les différences décisives entre les deux adversaires.

III

Le parti bolchevique, originellement section social-démocrate Russe de la IIe Internationale, se constitua non en Russie, mais dans l'émigration. Après la scission de Londres en 1903, l'aile bolchevique de la social-démocratie russe se réduisait à une secte confidentielle. Les « masses » qui l'appuyaient n'existaient que dans le cerveau de ses chefs. Toutefois, cette petite avant-garde était une organisation strictement disciplinée, toujours prête pour les luttes

militantes et soumise à des purges continuelles pour maintenir son intégrité. Le Parti était considéré comme l'académie militaire des révolutionnaires professionnels. Ses principes pédagogiques marquants étaient l'autorité indiscutée du chef, un centralisme rigide, une discipline de fer, le conformisme, le militarisme et le sacrifice de la personnalité aux intérêts du Parti. Ce que Lénine développait en réalité, c'était une élite d'intellectuels, un noyau qui, jeté dans la révolution, s'emparerait de la direction et se chargerait du pouvoir. Il est inutile de chercher à déterminer logiquement et abstraitement si une telle préparation à la révolution est juste ou erronée. Le problème doit se résoudre dialectiquement. Il faut soulever d'abord d'autres questions : quelle sorte de révolution était en gestation? quel en était le but?

Le Parti de Lénine travaillait, dans le cadre de la révolution bourgeoise tardive en Russie, au renversement du régime féodal tsariste. Dans ce type de révolution, plus la volonté du parti dirigeant est centraliser et orientée vers un seul but, plus aussi le processus de formation de l'État bourgeois a des chances de succès, plus aussi la position du prolétariat dans le cadre du nouvel État sera prometteuse. Toutefois ce qu'on peut considérer comme une heureuse solution des problèmes révolutionnaires dans une révolution bourgeoise ne peut pas passer en même temps pour la solution des problèmes de la révolution prolétarienne. La différence structurelle fondamentale entre la société bourgeoise et la nouvelle société socialiste exclut une telle ambivalence.

Selon la méthode révolutionnaire de Lénine, les chefs sont le cerveau des masses. Possédant l'éducation révolutionnaire appropriée, ils sont à même d'apprécier les situations et de commander les forces combattantes. Ils sont des révolutionnaires professionnels, les généraux de la grande armée civile. Cette distinction entre le cerveau et le corps, entre les intellectuels et les masses, les officiers et les simples soldats, correspond à la dualité de la société, de classe, à l'ordre social bourgeois. Une classe est dressée à commander, l'autre à obéir. C'est de cette vieille formule de classe que sortit la conception léniniste du Parti. Son organisation n'est qu'une simple réplique de la réalité bourgeoise. Sa révolution est objectivement déterminée par les mêmes forces qui créent l'ordre social bourgeois, abstraction faite des buts subjectifs qui accompagnent ce processus.

Quiconque cherche à établir un régime bourgeois, trouvera dans le principe de la séparation entre le chef et les masses, entre l'avant-garde et la classe ouvrière, la préparation stratégique à une telle révolution. Plus la direction est intelligente, instruite et supérieure, plus les masses sont disciplinées et obéissantes, et plus aussi une telle révolution a de chances de réussir. En cherchant à accomplir la révolution bourgeoise en Russie, le parti de Lénine était donc tout à fait adapté à son objectif. Quand, toutefois, la révolution russe changea de nature, quand ses caractéristiques prolétariennes devinrent évidentes, les méthodes tactiques et stratégiques de Lénine perdirent leur valeur. S'il l'emporta en fin de compte, ce ne fut pas à cause de son avant-garde, mais bien du mouvement des soviets, qu'il n'avait pas du tout inclus dans ses plans révolutionnaires. Et quand Lénine une fois le triomphe de la révolution assuré par les soviets, décida une fois de plus de s'en passer, avec eux tout caractère prolétarien disparut de la révolution russe. Le caractère bourgeois de la révolution occupa à nouveau la scène, trouvant son aboutissement naturel dans le stalinisme.

En dépit de son souci de la dialectique marxiste, Lénine était incapable de concevoir dialectiquement l'évolution historique des processus sociaux. Sa pensée restait mécaniste, suivant des schémas rigides. Pour lui, il n'existait qu'un seul parti révolutionnaire — le sien ; qu'une seule révolution — la révolution russe; qu'une seule méthode — le bolchevisme. Et ce qui avait réussi en Russie devait réussir aussi en Allemagne, en France, en Amérique, en

Chine et en Australie. Ce qui était correct pour la révolution bourgeoise russe, jetait aussi pour la révolution prolétarienne mondiale. L'application monotone d'une formule découverte une fois pour toutes évoluant dans un cercle égocentrique où n'entraient en considération ni l'époque ni les circonstances, ni les niveaux de développement, ni les réalités culturelles, ni les idées ni les hommes. Avec Lénine, c'était l'avènement du machinisme en politique³⁶ : il était le «technicien», «l'inventeur» de la révolution, le représentant de la volonté toute-puissante du chef. Toutes les caractéristiques fondamentales du fascisme existaient dans sa doctrine, sa stratégie, sa «planification sociale» et son art de manier les hommes. Il ne pouvait pas saisir la profonde signification révolutionnaire du rejet par la gauche de la politique traditionnelle de parti. Il ne pouvait pas comprendre la véritable importance du mouvement des soviets pour l'orientation socialiste de la société. Il ignorait les conditions requises pour la libération des ouvriers. Autorité, direction, force, exercées d'un côté, organisation, encadrement, subordination de l'autre — telle était sa manière de raisonner. Discipline et dictature sont les mots qui reviennent le plus souvent dans ses écrits. On comprend donc aisément pourquoi il ne pouvait ni accepter ni apprécier les idées et les actions de «l'ultra-gauche», qui refusait sa stratégie et réclamait ce qui, de toute évidence, était indispensable à la lutte révolutionnaire pour le socialisme — à savoir que les ouvriers prennent une fois pour toutes leur sort en main.

IV

La prise en mains par les ouvriers de leur propre libération — problème central du socialisme, — tel était l'objet fondamental de toutes les polémiques entre les ultra-gauches et les bolcheviks. Le désaccord sur la question du parti trouvait son parallèle dans le désaccord sur les syndicats. L'ultra-gauche estimait qu'il n'y avait désormais plus de place pour les révolutionnaires au sein des syndicats, qu'il était au contraire nécessaire pour eux de construire leurs propres cadres organisationnels à l'intérieur des usines, des lieux de travail communs³⁷. Pourtant, grâce à leur autorité usurpée, les bolcheviks avaient réussi des les premières semaines de la révolution allemande à convaincre les ouvriers de retourner dans les syndicats capitalistes réactionnaires. Pour attaquer les ultra-gauches, pour les dénoncer comme contre-révolutionnaires, Lénine utilise une fois de plus dans son pamphlet ses formules mécanistes. Son argumentation contre la position de la gauche ne se réfère pas aux syndicats allemands, mais aux expériences syndicales des bolcheviks en Russie. Il est généralement admis qu'à leurs débuts les syndicats jouèrent un rôle important dans la lutte de classe prolétarienne. Les syndicats en Russie étaient tout jeunes et ils justifiaient l'enthousiasme de Lénine. Toutefois, la situation était différente dans les autres pays. D'utiles et progressistes qu'ils étaient à leurs débuts, les syndicats s'étaient transformés dans les vieux pays capitalistes en obstacles à la libération des ouvriers. Ils étaient devenus des instruments de la contre-révolution, et la gauche allemande avait tiré les conclusions de cette évolution.

³⁶ Staline proclamait Lénine «le génial mécanicien de la locomotive de l'histoire». On trouve de multiples exemples de cette conception mécaniste dans la prose bolchevique, et ce dans tous les domaines. Citons ainsi cet extrait d'un poème publié par un jeune poète bolchevique dans la revue du comité central du Komsomol «La Jeune Garde» n° 10, 1926, p. 47 : «Ne va pas Chez la vierge - son innocence est chargée d'une trop langoureuse tristesse — trop de doutes assoupi gonflent sa poitrine : tu trouveras chez la prostituée la précision et l'éclat d'une machine... C'est la voix des siècles futurs — le chant triomphal de l'industrie — annonçant la chute des chaînes de l'amour — brisées par le puissant génie de la technique... »

³⁷ Sur la politique des "ultra-gauches" vis-à-vis des syndicats et du parlement, voir : *Réponse à Lénine* de H. GORTER, Librairie Ouvrière, 1930 et Serge BRICIANER. *Pannekoek et les conseils ouvriers*, E.D.I, Paris, 1969.

Lénine lui-même se vit obligé de constater qu'avec le temps s'était constituée une couche « d'aristocratie ouvrière exclusivement corporatiste, arrogante, suppôt de l'impérialisme, petite-bourgeoise, corrompue et dégénérée » C'est cette guilde de la corruption, cette direction de gangsters qui est aujourd'hui à la tête du mouvement syndicaliste dans le monde et vit sur le dos des travailleurs. C'était à ce mouvement syndical que se référait l'ultra-gauche lorsqu'elle demandait aux ouvriers de le désertier. Lénine, cependant, avançait démagogiquement l'exemple du jeune mouvement syndical russe qui, lui, ne partageait pas les caractéristiques des vieux syndicats des autres pays. A partir d'une expérience spécifique, correspondant à une période donnée et à des circonstances particulières, il estimait possible de tirer des conclusions applicables à l'échelle mondiale. D'après son argumentation, le révolutionnaire doit toujours être là où se trouvent les masses. Mais où sont-elles réellement? Dans les bureaux du syndicat? Aux réunions d'adhérents? Aux rencontres secrètes entre dirigeants syndicaux et représentants du Capital? Non, les masses sont dans les usines, sur leurs lieux de travail, et c'est là qu'il est nécessaire de rendre efficace leur coopération et de renforcer leur solidarité. L'organisation d'usine, le système des conseils, telle est l'organisation authentique de la révolution, qui doit remplacer tous les partis et tous les syndicats.

Dans les organisations d'usine, il n'y a pas de place pour les professionnels de la direction; il n'y a plus de séparation entre chefs et subordonnés, de distinction entre intellectuels et simples militants. C'est un cadre qui décourage les manifestations d'égoïsme, l'esprit de rivalité, la corruption et le philistinisme. Là, les ouvriers doivent prendre en main leurs propres affaires.

Mais pour Lénine, il en allait autrement. Il voulait maintenir les syndicats; les transformer de l'intérieur, remplacer les permanents social-démocrates par des permanents bolcheviques, substituer une bonne à une mauvaise bureaucratie. La mauvaise s'épanouit dans la social-démocratie, la bonne dans le bolchevisme.

Entre temps, vingt ans d'expérience ont démontré l'inanité d'une telle conception. Suivant les conseils de Lénine, les communistes ont essayé toutes les méthodes possibles pour réformer les syndicats. Le résultat fut nul. Nulle également leur tentative pour constituer leurs propres syndicats. La concurrence syndicale entre social-démocrates et bolcheviks était une concurrence dans la corruption. Dans ce processus même, les énergies révolutionnaires des ouvriers se sont consumées. Au lieu de concentrer leurs forces pour lutter contre le fascisme, les ouvriers ont fait les frais d'une expérience absurde et vaine au profit de diverses bureaucraties. Les masses ont perdu confiance en elles-mêmes et en « leurs » organisations. Elles se sont senties trompées. Les méthodes propres au fascisme : dicter chaque pas aux ouvriers, empêcher l'éveil de l'initiative, saboter tout embryon de conscience de classe, démoraliser les masses par des défaites répétées, et les rendre impuissantes, toutes ces méthodes avaient déjà été éprouvées au cours des vingt années de travail accomplies dans les syndicats selon les principes bolcheviques. La victoire du fascisme fut d'autant plus facile que les dirigeants ouvriers dans les syndicats et les partis avaient déjà modelé pour lui le matériau humain capable de se couler dans son moule.

V

Sur la question du parlementarisme également, Lénine apparaît comme le défenseur d'une illusion politique dépassée, devenue un obstacle à l'évolution politique et un danger pour

l'émancipation prolétarienne. Les ultra-gauches combattaient le parlementarisme sous toutes ses formes. Ils refusaient de participer aux élections et ne respectaient pas les décisions parlementaires. Lénine, toutefois, consacrait beaucoup d'énergie aux activités parlementaires et y accordait une grande importance. L'ultra-gauche déclarait le parlementarisme historiquement dépassé, même comme simple tribune d'agitation, et n'y voyait qu'une perpétuelle source de corruption tant pour les parlementaires que pour les ouvriers. Le parlementarisme endormait la conscience révolutionnaire et la détermination des masses, en entretenant l'illusion de réformes légales. Dans les moments critiques, le parlement se transformait en arme de la contre-révolution. Il fallait le détruire ou bien, au pire, le saboter. Il fallait combattre la tradition parlementaire dans la mesure où elle jouait encore un rôle dans la prise de conscience prolétarienne. Pour prouver le contraire, Lénine créa une astucieuse distinction entre institutions dépassées historiquement et institutions dépassées politiquement. Assurément, arguait-il, le parlementarisme est dépassé historiquement, mais non pas politiquement, et c'est un fait avec lequel il faut compter. Il faut participer au parlement parce qu'il joue encore un rôle politique. Quel argument! Le capitalisme, lui aussi, n'est dépassé qu'historiquement. Selon la logique de Lénine, il n'est donc pas possible de le combattre d'une manière révolutionnaire. Il conviendrait plutôt de trouver un compromis. L'opportunisme, le marchandage, le maquignonnage politique — telles seraient les conséquences de la tactique de Lénine. La monarchie, elle aussi, joue encore un rôle politique. D'après Lénine, les ouvriers n'auraient pas le droit de la supprimer mais devraient élaborer une solution de compromis. Il en irait de même pour l'Église à laquelle de plus, appartiennent de larges couches du peuple. Un révolutionnaire, insistait Lénine, doit être là où sont les masses. La cohérence l'obligerait donc à dire : «Entrez dans l'Église, c'est votre devoir révolutionnaire. » Et enfin, il y a le fascisme. Un jour viendra où le fascisme lui aussi, sera un anachronisme historique mais non politique. Que faire alors? Accepter l'évidence et conclure un compromis avec le fascisme. Suivant le raisonnement de Lénine, un pacte entre Staline et Hitler prouverait seulement que Staline est en réalité le meilleur disciple de Lénine. Et il ne serait pas du tout surprenant que dans le proche futur, les agents bolcheviques glorifient le pacte entre Moscou et Berlin comme la seule tactique révolutionnaire.

La position de Lénine sur la question du parlementarisme n'est qu'une preuve supplémentaire de son incapacité à comprendre les nécessités et les caractéristiques fondamentales de la révolution prolétarienne. Sa révolution est entièrement bourgeoise; c'est une lutte pour conquérir la majorité, pour s'assurer les positions gouvernementales et mettre la main sur l'appareil législatif. Il estimait réellement important de gagner autant de votes que possible lors des campagnes électorales, d'avoir une puissante fraction bolchevique dans les parlements, de contribuer à déterminer la forme et le contenu de la législation, de participer à la direction politique. Il ne remarquait pas du tout que de nos jours le parlementarisme n'est qu'un simple bluff, un trompe-l'œil, et que le véritable pouvoir de la société bourgeoise se situe dans des sphères tout à fait différentes; que, malgré toutes les défaites parlementaires possibles, la bourgeoisie détiendrait encore des moyens suffisants d'imposer sa volonté et ses intérêts dans les secteurs non parlementaires. Lénine ne voyait pas les effets démoralisants du parlementarisme sur les masses, il ne remarquait pas l'effet débilisant de la corruption parlementaire sur la morale publique. Les politiciens parlementaires corrompus craignaient pour leur revenu. Il y eut une époque, dans l'Allemagne préfasciste, où les réactionnaires pouvaient faire passer au parlement n'importe quelle loi en menaçant simplement de provoquer sa dissolution. Quoi de plus terrible pour les parlementaires qu'une telle menace qui impliquait la fin de leurs revenus faciles! Pour éviter cela, ils étaient prêts à tout. Et en va-t-il autrement aujourd'hui en Allemagne, en Russie, en Italie? Les pantins parlementaires

n'ont aucune opinion, aucune volonté, ils ne sont rien de plus que les serviteurs de leurs maîtres fascistes.

Il n'y a aucun doute que le parlementarisme est entièrement dégénéré et corrompu. Mais pourquoi le prolétariat n'a-t-il pas mis un terme à la détérioration d'un instrument politique qu'il avait autrefois utilisé à ses fins? Supprimer le parlementarisme par un acte d'héroïsme révolutionnaire aurait été beaucoup plus utile et instructif pour la prise de conscience prolétarienne que ne l'est la misérable comédie à laquelle a abouti le parlementarisme dans la société fasciste. Mais une telle attitude était foncièrement étrangère à Lénine comme elle l'est aujourd'hui à Staline. Le souci de Lénine n'était pas de libérer les ouvriers de leur esclavage mental et physique. Il n'était pas préoccupé par la fausse conscience des masses ni par leur auto-aliénation en tant qu'êtres humains. Le problème, pour lui, se ramenait à un problème de pouvoir. Comme un bourgeois, il pensait en termes de gains et pertes, de plus et de moins, de crédit et de débit; et toutes ses évaluations d'homme d'affaires ne concernent que des phénomènes externes: nombres d'adhérents, nombre de votes, sièges au parlement, postes de direction. Son matérialisme est un matérialisme bourgeois, raisonnant sur des mécanismes et non sur des êtres humains. Lénine n'est pas capable de penser réellement en termes socio-historiques. Pour lui, le parlement est le parlement : un concept abstrait dans le vide, revêtant la même signification dans tous les pays, à toutes les époques. Certes, il reconnaît que le parlementarisme traverse diverses phases évolutives, et il le signale dans son argumentation, mais il n'applique cette constatation ni dans sa théorie ni dans sa pratique. Dans ses polémiques en faveur du parlement, il brandit l'exemple des premiers parlements de la période ascendante du capitalisme, pour ne pas rester à court d'arguments. Et s'il attaque les parlements dégénérés, c'est du point de vue des parlements de création récente, pourtant dépassés depuis longtemps. En bref, il décide que la politique est l'art du possible, alors que pour les ouvriers la politique est l'art de la révolution.

VI

Il reste à analyser la position de Lénine sur la question des compromis. Pendant la Guerre mondiale, la social-démocratie allemande se vendit à la bourgeoisie. Cependant, bien malgré elle, elle hérita de la révolution allemande. Cela fut possible dans une large mesure grâce à la Russie qui eut sa part de responsabilité dans l'élimination du mouvement allemand des conseils. Le pouvoir qui était tombé dans les bras de la social-démocratie fut gaspillé en pure perte. La social-démocratie se contenta de renouer avec sa vieille politique de collaboration de classes, satisfaite de partager le pouvoir avec la bourgeoisie sur le dos des travailleurs pendant la période de reconstruction du capitalisme. Les ouvriers radicaux allemands opposèrent à cette trahison le slogan : « Pas de compromis avec la contre-révolution. » Il s'agissait là d'un cas concret, d'une situation spécifique, qui appelait une décision tranchée. Lénine, incapable de reconnaître les enjeux véritables, fit de cette question concrète un problème abstrait. Avec des airs de général et l'infailibilité d'un cardinal, il tenta de convaincre les ultra-gauches que les compromis avec les adversaires politiques sont, en toutes circonstances, un devoir révolutionnaire. En lisant aujourd'hui les passages du pamphlet de Lénine qui traitent des compromis, on ne peut s'empêcher de rapprocher les remarques faites par Lénine en 1920 et l'actuelle politique de compromis menée par Staline. Il n'y a pas un des défauts mortels de la théorie bolchevique qui ne soit devenu une réalité sous Staline.

D'après Lénine, les ultra-gauches auraient dû être prêts à signer le Traité de Versailles. Pourtant le parti communiste, toujours en accord avec Lénine, conclut un compromis avec les hitlériens et protesta avec eux contre ce même traité. Le « national-bolchevisme », prôné en 1919 en Allemagne par l'oppositionnel de gauche Laufenberg, fut critiqué par Lénine comme une « absurdité criante »³⁸. Mais Radek et le parti communiste, suivant toujours les principes de Lénine, conclurent un compromis avec le nationalisme allemand, protestèrent contre l'occupation du bassin de la Ruhr et célébrèrent le héros national Schlageter³⁹. La S.D.N. était, pour reprendre les termes de Lénine, « une bande de voleurs capitalistes et de bandits » que les ouvriers devaient combattre avec la dernière énergie. Pourtant, Staline, suivant la tactique de Lénine, élabora un compromis avec ces mêmes bandits et l'U.R.S.S. entra à la S.D.N. Le concept de « peuples » (Folk) est pour Lénine une concession criminelle faite à l'idéologie contre-révolutionnaire de la petite-bourgeoise. Cela n'empêcha pas les léninistes Staline et Dimitrov de réaliser un compromis avec la petite bourgeoisie pour lancer le mouvement loufoque des « Fronts populaires ». Aux yeux de Lénine, l'impérialisme était le plus grand ennemi du prolétariat mondial, et contre lui il fallait mobiliser toutes les forces. Mais Staline, en parfait léniniste, une fois de plus, est très occupé à mijoter une alliance avec l'impérialisme hitlérien. Est-il besoin d'exemples supplémentaires? L'expérience historique nous apprend que tous les compromis conclus entre la révolution et la contre-révolution ne peuvent profiter qu'à cette dernière. Toute politique de compromis est une politique de banqueroute pour le mouvement révolutionnaire. Ce qui avait débuté comme un simple compromis avec la social-démocratie allemande, a abouti à Hitler. Ce que Lénine justifiait comme un compromis nécessaire a abouti à Staline. En diagnostiquant comme « maladie infantile du communisme » le refus révolutionnaire des compromis, Lénine souffrait de la maladie sénile de l'opportunisme, du pseudo-communisme.

VII

Analysée d'un point de vue critique, la description du bolchevisme tracée dans le pamphlet de Lénine présente les principales caractéristiques suivantes :

1. Le bolchevisme est une doctrine nationaliste. Conçue à l'origine essentiellement pour résoudre un problème national, elle se vit plus tard élevée au rang d'une théorie et d'une pratique de portée internationale, et d'une doctrine générale. Son caractère nationaliste est aussi mis en évidence par son soutien aux luttes d'indépendance nationale menées par les peuples assujettis.

³⁸ Laufenberg (1872-1932). Un des organisateurs de l'opposition ultra-gauche à Hambourg. Laufenberg et Wolffheim avaient prôné dès octobre 1918 « la thèse de la nécessaire transformation de la révolution en guerre populaire révolutionnaire contre les impérialistes de l'Entente, en alliance avec la Russie soviétique ». Cf. Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*, Éd. de Minuit, Paris, 1971, p. 317.

³⁹ Le nationaliste Schlageter avait été fusillé par les troupes françaises lors de l'occupation de la Ruhr. Il donna son nom à la campagne menée par le K. P. D. pour attirer les éléments nationalistes petits-bourgeois influencés par la propagande fasciste. C'est dans cette optique que Radek prononça un discours fameux, dans lequel il déclarait notamment : « La cause du peuple devenue la cause de la nation, celle-ci à son tour devient la cause du peuple. » (in Ossip Flechtheim, *Le parti communiste allemand sous la république de Weimar*, Maspéro, Paris, 1972, p. 118). Encore plus révélateur du niveau auquel se maintenaient les stratèges du K.P.D. à l'époque, le discours tenu par Ruth Fischer devant des étudiants nationalistes et dans lequel elle disait : « Quiconque lutte contre le capital juif (...) est déjà un combattant de classe, même s'il ne le sait pas. (...) Abattez les capitalistes juifs, pendez-les aux becs de gaz, écrasez-les ! (idem. P. 119). »

2. Le bolchevisme est un système autoritaire. Le sommet de la pyramide sociale est le centre de décision déterminant. L'autorité est incarnée dans la personne toute-puissante. Dans le mythe du leader, l'idéal bourgeois de la personnalité trouve sa plus parfaite expression.

3. Organisationnellement, le bolchevisme est hautement centralisé. Le comité central détient la responsabilité de toute initiative, instruction ou ordre. Les dirigeants de l'organisation jouent le rôle de la bourgeoisie; l'unique rôle des ouvriers est d'obéir aux ordres.

4. Le bolchevisme est une conception activiste du pouvoir. Concerné exclusivement par la conquête du pouvoir politique, il ne se différencie pas des formes de domination bourgeoises traditionnelles. Au sein même de l'organisation, les membres ne jouissent pas de l'autodétermination. L'armée sert au Parti de modèle d'organisation.

5. Le bolchevisme est une dictature. Utilisant la force brutale et des méthodes terroristes, il oriente toutes ses fonctions vers l'élimination des institutions et des courants d'opinion non bolcheviques. Sa « dictature du prolétariat » est la dictature d'une bureaucratie ou d'une seule personne.

6. Le bolchevisme est une méthode mécaniste. L'ordre social qu'il vise est fondé sur la coordination automatique, la conformité obtenue par la technique et le totalitarisme le plus efficace. L'économie centralement « planifiée » réduit sciemment les questions socio-économiques à des problèmes technico-organisationnels.

7. La structure sociale du bolchevisme est de nature bourgeoise. Il n'abolit nullement le système du salariat et il refuse l'appropriation par le prolétariat des produits de son travail. Ce faisant, il reste fondamentalement dans le cadre des relations de classes bourgeoises, et perpétue le capitalisme.

8. Le bolchevisme n'est un élément révolutionnaire que dans le cadre de la révolution bourgeoise. Incapable de réaliser le système des soviets, il est par-là même incapable de transformer radicalement la structure de la société bourgeoise et de son économie. Ce n'est pas le socialisme qu'il instaure, mais le capitalisme d'État.

9. Le bolchevisme n'est pas une étape de transition qui déboucherait ultérieurement sur la société socialiste. Dans le système des soviets, sans la révolution radicale et totale des hommes et des choses, il ne peut remplir l'exigence socialiste primordiale, qui est de mettre fin à l'aliénation humaine engendrée par le capitalisme. Il représente la dernière étape de la société bourgeoise, et non le premier pas vers une nouvelle société.

Ces neuf points fondent une opposition irréconciliable entre le bolchevisme et le socialisme. Ils illustrent avec toute la clarté nécessaire le caractère bourgeois du mouvement bolchevique et sa proche parenté avec le fascisme. Nationalisme, autoritarisme, centralisme, direction du chef, politique de pouvoir, règne de la terreur, dynamiques mécanistes, incapacité à socialiser — tous ces traits fondamentaux du fascisme existaient et existent dans le bolchevisme. Le fascisme n'est qu'une simple copie du bolchevisme. Pour cette raison, la lutte contre le fascisme doit commencer par la lutte contre le bolchevisme.

ANNEXES

A PROPOS DU « TRAITE D'ECONOMIE MARXISTE » DE MANDEL

International Socialisme, n°37 – Juin-Juillet 1969 – Londres (Paul Mattick).

Nous présentons en annexe de ce recueil un texte écrit par Paul Mattick en juin 1969 à l'occasion de la traduction anglaise du Traité d'économie marxiste de Mandel, article paru dans la revue néo-trotskyiste anglaise International Socialism. Mattick actualise ici la critique qu'il avait appliquée aux thèses de Rosa Luxembourg, puis à celles de Baran et Sweezy. Pour de plus amples développements de ce point de vue, on pourra consulter Marx et Keynes (Gallimard. 1972) et dans Intégration capitaliste et rupture ouvrière (E.D.I. 1972 les articles suivants : « Les divergences de principe entre Rosa Luxembourg et Lénine » et « Le marxisme et le capitalisme monopoliste ».

Voici un livre ambitieux qui prétend éclairer la théorie économique marxiste d'un point de vue englobant tout le déroulement historique, de la préhistoire à la future société socialiste. Mandel estime cette vue d'ensemble nécessaire en raison de la proposition dialectique qui veut que la communauté primitive perdue ressurgisse dans la société socialiste future, sous une « forme supérieure » toutefois. Le comportement des socialistes présuppose le socialisme ; selon Mandel « il faut que les individus aient acquis l'expérience que la société, de marâtre, est devenue une mère généreuse et compréhensive, qu'elle satisfait automatiquement tous les besoins fondamentaux de tous ses fils. Il faut que cette expérience repénètre dans les sphères inconscientes des individus, où elle rencontrera les échos du passé communautaire qui n'ont jamais été ensevelis complètement par les effets de 7 000 années d'exploitation de l'homme par l'homme »⁴⁰. Ces « échos du passé » sont un simple postulat ; pourtant, il est évident que les hommes ne se transformeront qu'en changeant les rapports sociaux et, par conséquent, les conditions de leur existence. Il n'est pas besoin d'évoquer un « inconscient collectif » pour fonder la possibilité d'une conscience socialiste. De toute façon, ceci n'a rien à voir avec la théorie économique marxiste, qui se limite à une critique de l'économie politique ou bourgeoise et qui, du point de vue de Mandel, devra nécessairement disparaître avec la société capitaliste.

Le matérialisme historique est plus et autre chose que la théorie économique. Alors que le matérialisme historique explique le développement historique comme tel, la théorie économique a pour objet la forme historique spécifique que ce développement revêt dans le capitalisme. Cette différence est voilée dans l'exposé de Mandel, qui se veut un survol de

⁴⁰ ERNEST MANDEL, Traité d'économie marxiste, Coll. 10/18. Union Générale d'Édition, Paris, 1969, t. 4, p.152.

l'histoire à l'échelle mondiale, visant à actualiser l'analyse économique de Marx. Cela, toutefois, sans citer « les textes sacrés ». Mandel s'en explique ainsi : « Nous citons d'abondance les principaux économistes, historiens économiques, ethnologues, anthropologues, sociologues, psychologues de notre époque, pour autant qu'ils formulent des jugements sur des phénomènes qui ont trait à l'activité économique passée, présente ou future des sociétés humaines. Ce que nous cherchons à démontrer, c'est qu'en pt des données empiriques des sciences contemporaines, on peut reconstituer l'ensemble du système économique de Karl Marx⁴¹. » De cette manière, Mandel veut démontrer que l'enseignement économique de Marx permet « cette synthèse de l'ensemble des sciences humaines »⁴². Il réalise, bien sûr, que c'est là une tâche difficile, et proclame avoir tout simplement produit une ébauche « se prêtant à de multiples corrections et une invitation aux jeunes générations marxistes à Tokyo, à Lima, à Londres, et à Bombay et – pourquoi pas ? – à Moscou, à New York, Pékin et Paris, de saisir la balle au vol et d'achever par un travail d'équipe ce qu'un travail individuel ne peut manifestement plus accomplir »⁴³.

L'apport de Mandel se limite, lui, à la lecture de beaucoup de livres et d'un tas de statistiques plus ou moins utiles, lui fournissant le matériel qui, d'une manière ou d'une autre, valide son interprétation de la théorie marxiste. Cette théorie, même si elle est illustrée par des données plus récentes, demeure fondamentalement telle qu'elle nous a été bien souvent présentée. On y trouve la division du travail entre travail nécessaire et sur-travail, l'évolution de l'économie de marché, les relations entre la valeur d'usage et la valeur d'échange, les théories de la valeur et de la plus-value, la transformation de la plus-value en capital, le procès d'accumulation, tant primitive que développée, l'accroissement de la composition organique du capital et les différentes contradictions du capitalisme, qui se manifestent par ses tendances aux crises et par la baisse tendancielle du taux de profit. Des chapitres sont consacrés au commerce, au crédit, à la monnaie et à l'agriculture. De là, Mandel en vient au capitalisme monopolistique, à l'impérialisme, et à l'époque contemporaine considérée comme celle du déclin du capitalisme. Le reste du livre est consacré aux problèmes de l'économie soviétique, à la transition du capitalisme au socialisme et au socialisme lui-même. A moins de s'acharner sur des questions secondaires, la plus grande partie du livre, plus descriptif que théorique, de Mandel ne nécessite pas d'appréciation critique. En fait, la plupart des matériaux présentés ne prêtent pas à controverse et peuvent profiter à quiconque s'intéresse à l'histoire sociale et aux problèmes économiques actuels. De toute façon, l'essentiel pour les socialistes ce ne sont pas tant les différents mécanismes de l'économie de marché capitaliste, tels que la monnaie ou les fonctions du crédit, le rôle de la concurrence... et ainsi de suite, mais les limites historiques du système, qui sont le résultat de ses contradictions internes. Ces dernières peuvent se résumer aux relations d'exploitation capital-travail, et donc aux contradictions de la valeur d'usage et de la valeur d'échange d'ou proviennent toutes les autres contradictions qui assiègent le capitalisme, jusqu'à la chute du taux de profit qui n'est qu'une autre manifestation de l'accumulation du capital. Ne tenant pas compte de tous les points d'accord, nous attraperons la « balle au vol » seulement là où nous sommes en désaccord avec ses interprétations du marxisme et de la réalité contemporaine.

Marx entendait découvrir les lois du développement capitaliste. Tout comme le capitalisme est issu d'un autre système social, il est condamné à laisser la place à un système différent. Il ne peut durer, selon Marx, parce que sa transformation est déjà annoncée par les forces sociales antagoniques qui le rongent de l'intérieur, et en fonction de sa propre dynamique qui

⁴¹ *Op. cit.*, t. 1, p.13.

⁴² *Ibid.*

⁴³ *Ibid.*

poussera cet antagonisme jusqu'à la révolution sociale. Le développement historique général doit se faire à travers les rapports de production spécifiques à la société capitaliste, en regard à la fois de leur nature réelle et de l'apparence fétichiste qu'ils revêtent dans le marché capitaliste et l'économie mercantile. L'analyse de Marx apporte la conviction que le développement capitaliste, conçu comme l'accumulation du capital, a des limites précises au-delà desquelles il cesse d'être un régime social progressiste. Les tentatives pour le maintenir malgré tout aboutiraient à des luttes politiques qui amèneraient finalement le capitalisme à sa perte.

En termes économiques, la production capitaliste est la production de la plus-value, c'est-à-dire de force de travail non payée. La formation du capital, c'est l'accumulation de la plus-value. Cela implique un accroissement de la productivité du travail. Dans le processus d'accumulation, de moins en moins de travail sera employé en comparaison de la masse croissante du capital. Ceci est caractérisé par Marx comme l'accroissement de la composition organique du capital, c'est-à-dire : plus de capital est investi en vue de la production, ou capital constant, qu'en force de travail, ou capital variable. Puisque seul le capital variable crée de la plus-value, alors que le taux de profit est mesuré en capital total – capital variable et capital constant combinés – le taux de profit doit tomber, à moins que cette chute ne soit compensée par un taux croissant d'exploitation, ou plus-value⁴⁴. En réalité, tant que le capital accumule, l'accroissement de la composition organique du capital implique un taux croissant de plus-value, si bien que la chute du taux de profit n'existe que sous une forme latente.

Cependant, pour Marx aussi bien que pour Mandel, « une augmentation équivalente du taux de la plus-value et de la composition organique du capital est à la longue impossible à atteindre »⁴⁵. Mais l'explication donnée par Mandel de cette impasse diffère de celle de Marx. Alors que Marx la déduit de la stricte application de la théorie de la valeur-travail au processus d'accumulation, Mandel pense qu'« avec l'augmentation de la productivité du travail il se produit souvent une extension des besoins ouvriers et une augmentation correspondante de la valeur de la force de travail, ce qui, à son tour, favorise le développement du mouvement ouvrier, limitant ainsi l'accroissement du taux de plus-value »⁴⁶. Mandel confond la croissance des salaires réels avec la croissance de la valeur de la force de travail. Mais les salaires réels peuvent augmenter, même avec la baisse de la valeur de la force de travail, et c'est précisément ainsi qu'ils augmentent en général, ce qui revient à dire qu'un accroissement dans les salaires réels présuppose un accroissement encore plus rapide dans le taux de plus-value. Pour Marx « la diminution du travail non payé ne peut jamais aller assez loin pour porter préjudice au système capitaliste... C'est l'accumulation la variable indépendante et c'est le taux des salaires la variable dépendante »⁴⁷. Marx peut se tromper, bien sûr, et Mandel avoir raison, mais il resterait à le prouver empiriquement. Il n'existe aucune évidence de cette sorte. Le fait même que le capital continue à accumuler malgré l'augmentation des salaires indique l'accroissement du taux de plus-value, même si cet accroissement est insuffisant pour garantir un taux d'accumulation qui assure des conditions de prospérité.

Parce que les salaires réels ont augmenté, Mandel considère que la théorie marxienne de l'accumulation n'est pas une « théorie de la paupérisation » et qu'affirmer le contraire serait discréditer le marxisme. Si l'on se fonde sur la théorie de la valeur-travail, c'est-à-dire sur

⁴⁴ Cf. KARL MARX, *Œuvres*, Bibliothèque de la Pléiade, Paris, 1968, t. 2 p.100 et sq.

⁴⁵ E. MANDEL, *op. cit.*, t. 1, p.213.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ KARL MARX, *Oeuvres*, Bibliothèque de la Pléiade, Paris, 1965, t.1, p.1129 et note p.1694.

l'hypothèse que le travail reçoit toujours la valeur de sa force de travail, autrement dit son coût de reproduction, il n'y a évidemment pas de paupérisation croissante des masses laborieuses. Mais ceci n'empêche pas, comme Mandel lui-même le signale, que le nombre décroissant de travailleurs en comparaison de l'augmentation du capital implique un nombre croissant d'inemployables, et donc une paupérisation croissante – sans parler de la misère accrue lors des périodes de dépression et des aberrations de la guerre capitaliste. D'ailleurs, en tant que marché mondial, le capitalisme partage la responsabilité de la paupérisation croissante de la planète. A une époque où même la bourgeoisie doit reconnaître ces faits, il est étrange que des marxistes sentent le besoin de nier que l'accumulation du capital est aussi l'accumulation de la misère.

Certes, Mandel n'est pas enclin à minimiser les contradictions du capitalisme. Il semble convaincu, pourtant, que la paupérisation du prolétariat a été prévenue avec succès au moyen des luttes salariales menées au dépens des profits. « Au sommet du boom, si le plein emploi est effectivement réalisé, les demandes d'emploi sont largement inférieures aux offres, les ouvriers peuvent exercer une pression sur les salaires dans le sens de la hausse, et la réduction du taux de profit qui en résulte est une des causes de l'éclatement de la crise⁴⁸. » En réalité, pourtant, dans une période de grande prospérité les prix montent plus vite que les salaires, si bien que la baisse du profit ne peut s'expliquer par les relations d'offre et de demande du marché du travail. A partir de là, Mandel troque la théorie marxiste pour la théorie bourgeoise qui expliquera, comme on peut s'en douter, les crises par les hauts salaires. Le marxisme, lui, ne fait pas dériver sa théorie des crises des relations de l'offre et de la demande, mais des transformations sous-jacentes dans la composition organique du capital et de la modification de la productivité du travail.

Les efforts de Mandel pour expliquer la loi marxienne de la chute du taux de profit sont peine perdue en ce qui le concerne, car il est incapable de la mettre en relation d'une manière cohérente avec le cycle des crises du développement capitaliste. Ses lectures extensives des théories économiques vulgaires, notamment celles de Keynes, l'ont égaré car, afin de pouvoir utiliser ces matériaux, il est souvent obligé de violer les propres théories de Marx. La crise capitaliste, selon Mandel, « s'explique par l'insuffisance, non de la production ou de la capacité physique de consommation, mais de la consommation payante. Une abondance relative de marchandises ne trouve pas son équivalent sur le marché, ne peut pas réaliser sa valeur d'échange, reste invendable, et entraîne la ruine de ses propriétaires »⁴⁹. Bien que Mandel considère l'augmentation de la composition organique du capital et la chute tendancielle du taux moyen de profit comme les lois générales de développement du mode de production capitaliste, il dit aussi « qu'elles créent la possibilité théorique des crises générales de surproduction si l'on admet un intervalle entre la production et la vente des marchandises »⁵⁰. Selon Marx, pourtant, la crise résulte des lois générales du développement capitaliste, même s'il n'y a pas d'intervalle entre la production et la vente des marchandises. Ce qui amène les crises, ce n'est pas une difficulté à réaliser de la plus-value, mais la difficulté périodique d'en produire en assez grande quantité.

Ceci ne revient pas à dire qu'il n'y ait pas de problèmes de réalisation, car en fait la production et la réalisation de la plus-value doivent aller de pair. Ceci signifie plutôt que la source déterminante de toutes les difficultés capitalistes doit être cherchée dans la sphère de la production et non dans la sphère du marché, même si les problèmes de production du profit

⁴⁸ E. MANDEL, *op. cit.*, t.1, p.179.

⁴⁹ *Id.*, t.3, p.6.

⁵⁰ *Id.*, t.3, p.10.

apparaissent effectivement comme des problèmes de marché. Avec un profit suffisant, le capital accumule rapidement et crée son propre marché dans lequel la plus-value peut être réalisée ; avec un profit insuffisant, le taux d'accumulation ralentit, ou disparaît entièrement, et rétrécit le marché, rendant ainsi difficile la réalisation de plus-value. « L'intervalle » entre la production et la vente est basé sur la différence entre le taux actuel de profit et le taux de profit qui serait nécessaire pour une accumulation accélérée du capital.

Dans la théorie de Marx, le cycle des crises est expliqué par un écart entre la composition organique du capital et le taux de profit correspondant, dès que ce dernier ne permet plus un taux accéléré d'accumulation. Le dilemme est résolu par un accroissement de la productivité du travail suffisant pour permettre une nouvelle accumulation du capital, en dépit de sa composition organique plus élevée. La crise trouvant son origine dans la sphère de production, c'est dans cette sphère aussi qu'elle se trouve résolue. C'est à la source de cette situation fondamentale de crise, dans la sphère de production, qu'il faut rechercher la cause de toutes les manifestations de crise qui surviennent au niveau du marché.

Plus Mandel avance dans l'explication du phénomène des crises, plus son exposé devient obscur. Alors qu'il a raison d'insister en affirmant que « la production capitaliste du profit et les oscillations du taux moyen de profit sont les critères décisifs de l'état concret de l'économie capitaliste »⁵¹, et alors que, pour lui, « le mouvement cyclique du capital n'est donc rien d'autre que le mécanisme à travers lequel se réalise la chute tendancielle du taux moyen de profit »⁵², la crise reste quand même pour lui une crise de surproduction, due principalement aux disproportions entre les deux grands secteurs de production : la production des biens de production, et celle des biens de consommation. « L'apparition périodique des crises, écrit Mandel, ne s'explique que par une interruption périodique de cette proportionnalité (entre les deux secteurs de la production) ou, en d'autres termes, par un développement inégal des deux secteurs⁵³. » Bien que Mandel soit parfaitement au courant de la péréquation des taux de profit, il affirme : « La disproportion périodique entre le développement du secteur des biens de production et celui des biens de consommation doit être liée à des différences périodiques entre les taux de profit dans les deux sphères⁵⁴. » Dans un grand effort pour concrétiser l'abstraite théorie marxienne des crises, Mandel en arrive à reprendre à son compte, dans une certaine mesure, des éléments empruntés à presque toutes les théories des crises, marxistes ou autres, et même de faux concepts comme ceux de « multiplicateur » et de « principe d'accélération », alors qu'en même temps il reproche à leurs auteurs de ne pas tenir compte du facteur du « développement inégal des différents secteurs, branches et pays entraînés dans le marché capitaliste », ce qui, pour lui, n'est pas seulement une loi universelle de l'histoire humaine⁵⁵ mais aussi la clé pour comprendre correctement le mécanisme des crises capitalistes. Toutefois, loin d'arriver à une synthèse de toutes les connaissances partielles acquises à ce jour sur le problème des cycles des crises, la tentative de Mandel ne débouche que sur un amalgame d'idées contradictoires qui sont parfois difficilement compréhensibles.

Contrastant avec son exposé des théories de Marx, les chapitres que Mandel consacre au capitalisme monopolistique, à l'impérialisme et au déclin du capitalisme sont clairs et concis, et s'ils sont décevants, c'est seulement parce qu'ils manquent de fondement théorique. Les

⁵¹ *Id.*, t.3, p.12.

⁵² *Id.*, t.3, p.15.

⁵³ *Id.*, t.3, p.16.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ *Id.*, t.1, p.111.

faits présentés parlent d'eux-mêmes, bien sûr, pourtant ils seraient encore plus éloquents s'ils étaient plus étroitement rattachés à la théorie marxienne qui explique clairement que le monopole et l'impérialisme, loin d'être des aberrations du capitalisme, ne constituent que les conséquences inévitables de la production du capital. Ces pages décrivent l'histoire bien connue de la concentration capitaliste, de la centralisation à l'échelle nationale et internationale et des interventions étatiques qui en résultent dans l'économie. Ce qui, aux yeux de certains, apparaît comme une expansion et une extension du capitalisme, et comme une consolidation du système à travers une fusion directe du capital et du gouvernement, semble être pour Mandel une preuve suffisante de l'état de déclin du capitalisme, parce que « la pratique croissante de l'interventionnisme d'Etat apparaît comme un hommage involontaire que le capital rend au socialisme »⁵⁶.

Mandel montre, bien sûr, que les interventions de l'Etat surviennent à l'intérieur de la structure capitaliste en vue de consolider le profit ; pourtant, en même temps, elles minent à long terme les fondements du régime. Parce qu'il est de moins en moins possible de se servir avec profit de tout le capital, écrit Mandel, « l'Etat bourgeois devient le garant essentiel du profit des monopoles »⁵⁷, ce qui amène « le transfert de la propriété publique à des trusts privés » et « l'importance croissante de l'économie de guerre et d'armements » comme substituts du « marché », un processus qui, « poussé à sa logique extrême, implique nécessairement un processus de reproduction rétrécie »⁵⁸. Si ce processus n'est pas poussé aussi loin, cependant, « les commandes d'Etat stimulent la production et l'expansion de capacité non seulement dans les secteurs directement « militarisés », mais encore dans les secteurs des matières premières et même, par l'accroissement de la demande générale ainsi créée, dans les secteurs des biens de consommation. Aussi longtemps qu'il y a des ressources non employées dans la société, ce « stimulant » aura tendance à en assurer le plein emploi tout en sapant à la longue la stabilité de la monnaie »⁵⁹.

Ceci est indubitablement vrai, que l'on se préoccupe ou non de savoir s'il y a des ressources inutilisées dans le capitalisme. Les ressources inutilisées dans le capitalisme : le capital constant et le capital variable, sont la propriété des capitalistes et seront utilisées à la seule condition qu'ils puissent en tirer un profit et augmenter le capital. « La consommation publique », à savoir les travaux publics, les armements et la guerre, sont soustraits de la plus-value disponible destinée à être transformée en capital supplémentaire, producteur de plus-value. Une production se développant progressivement sans être source de profit implique un taux d'accumulation en déclin et éventuellement sa fin, détruisant ainsi la rationalité de l'économie capitaliste. Tant qu'elle n'est pas pompée dans la grande masse de la population au moyen de l'inflation, la dépense de la « consommation publique » s'amoncelle dans la dette nationale, qui ne cède aucun profit en contrepartie. De même que le marché élargi est un pseudo-marché, la prospérité qui en résulte n'est qu'une pseudo-prospérité qui peut ajourner et non empêcher le retour à des conditions de crise. L'application de cette politique a des limites, si bien que même dans une période de dirigisme les ressources inutilisées ne peuvent que s'accroître.

Une production élargie n'est d'aucun secours au capitalisme. Il lui faut une plus grande production de profit pour contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit. En traitant de l'économie mixte, Mandel oublie complètement son savoir marxiste, et son exposé de vient

⁵⁶ *Id.*, t.3, p.263.

⁵⁷ *Id.*, t.3, p.206.

⁵⁸ *Id.*, t.3, p.239.

⁵⁹ *Ibid.*

contradictoire. Tout en faisant remarquer que les interventions de l'Etat sont nécessaires pour assurer le taux de profit des monopoles, il affirme en même temps que « les trusts ne souffrent plus d'une pénurie, mais bien d'une pléthore de capitaux⁶⁰ » et cette « sur-capitalisation » est due « aux sur-profits des monopoles » qui ne trouvent pas de débouchés dans les nouveaux investissements. Mais s'il existe de tels « sur-profits », pourquoi les monopoles auraient-ils besoin du gouvernement pour les aider à produire avec profit ? Manifestement, s'ils ont des difficultés à trouver des occasions d'investissements rentables, ces difficultés ne peuvent être atténuées grâce à une production sans profit et guidée par le gouvernement. C'est précisément en fonction d'un taux de profit insuffisant, relatif au capital existant, que les investissements vont en diminuant et nécessitent ainsi une production induite par l'Etat pour prévenir les crises économiques.

Pourtant, Mandel confond le manque d'investissements privés, dû à une diminution du profit, avec une « abondance » de capital relative à la « demande effective », et il considère, avec les keynésiens, que la « demande effective » dirigée par le gouvernement fait fonction de « stabilisateur » de l'économie. Il écrit : « Souvent, la reproduction pourra même rester élargie dans tous les secteurs, à condition que le taux d'élargissement y soit stable ou en recul, c'est-à-dire que le secteur d'armement absorbe la majeure partie ou l'ensemble des ressources supplémentaires disponibles dans l'économie⁶¹. » Selon lui, la stabilité est assurée grâce à la limitation dans l'accumulation du capital, et non grâce à sa reprise et son accélération. Ainsi, dit-il, « l'économie capitaliste de cette phase tend à assurer à la fois à la consommation et à l'investissement une stabilité plus grande qu'à l'époque de la libre concurrence, ou que pendant le premier stade du capitalisme des monopoles ; elle tend vers une réduction des fluctuations cycliques qui résulte avant tout de l'intervention croissante de l'Etat dans la vie économique »⁶².

Décrire cet état de félicité, dû aux interventions étatiques et à l'économie d'armement, comme une époque « de déclin du capitalisme » n'est compréhensible que si l'on conçoit, comme le fait Mandel, que l'élargissement du secteur économique dirigé par le gouvernement est un pas vers le socialisme – considéré comme une économie étatique. Dans cette perspective, bien sûr, la propriété étatique serait encore préférable au seul contrôle étatique et Mandel ne manque pas de signaler que « les nationalisations de secteurs industriels peuvent constituer une véritable école d'économie collective, à condition que les indemnités au capital soient réduites ou nulles ; que les représentants du capital privé soient écartés de leur direction ; qu'une participation ouvrière soit assurée à leur gestion ou que celle-ci soit soumise à un contrôle ouvrier démocratique, et que les secteurs nationalisés soient utilisés par un gouvernement ouvrier dans un but de planification générale, notamment pour atteindre certains objectifs prioritaires sociaux (ex. : le plein emploi) »⁶³. En fonction de la relative stabilité obtenue par les interventions étatiques, Mandel prévoit un changement d'objectif pour la lutte de classe prolétarienne : « Socialement et politiquement, dit-il, la période de déclin du capitalisme éduque la classe ouvrière pour qu'elle s'intéresse à la gestion des entreprises et à la direction de l'économie dans son ensemble, dans le même sens que le capitalisme de la « libre concurrence » éduqua la classe ouvrière à s'intéresser à la répartition du revenu social entre profits et salaires⁶⁴. »

⁶⁰ *Id.*, t.3, p.220.

⁶¹ *Id.*, t.3, p.241.

⁶² *Id.*, t.3, p.246.

⁶³ *Id.*, t.3, p.207.

⁶⁴ *Id.*, t.3, p.256.

Le contrôle ouvrier sur la production présuppose une révolution sociale. Il ne peut pas être réalisé par étapes, sous les auspices d'un gouvernement ouvrier qui « nationalise les secteurs de l'économie », sans parler de l'impossibilité d'une planification générale dans l'économie mixte avec entreprises nationalisées et privées. Sans doute, Mandel n'est pas contre la révolution sociale ; pourtant, avant même son déclenchement, il la voit aboutir à une économie étatisée avec une participation des ouvriers, et non pas à une économie dirigée par les producteurs eux-mêmes. Ceci nous amène à la dernière partie du livre qui traite du socialisme et de l'économie soviétique.

Selon Mandel, toutes les contradictions du mode de production capitaliste « peuvent être résumées dans la contradiction fondamentale et générale : la contradiction entre la socialisation effective de la production et la forme privée, capitaliste de l'appropriation »⁶⁵. Cette dernière étant la conséquence de la propriété privée de moyens de production. Le capitalisme s'est développé comme un système de propriété privée des moyens de production dans une économie de marché qui trouve une sorte de « régulation » aveugle à travers les relations de valeur qui dominent le procès d'échange. L'histoire récente a montré que les rapports capitalistes de production peuvent exister sans propriété privée des moyens de production et que, pour la classe ouvrière, une appropriation centralement déterminée du sur-travail par le gouvernement ne mènera pas à une « appropriation socialiste » des produits du travail. Certes, dans les deux systèmes il y a « socialisation effective de la production » due à la division du travail. Mais la socialisation de la production au sens marxien implique que les moyens de production ne sont plus séparés des producteurs, si bien que ces derniers peuvent eux-mêmes déterminer comment employer leur travail et comment disposer de leurs produits. S'ils continuent à être séparés des moyens de production, c'est-à-dire si le contrôle de ces moyens de production reste le privilège d'un groupe social séparé, organisé en Etat, les relations sociales de production restent capitalistes, même si les capitalistes n'existent plus en tant qu'individus. Sur ce point, Mandel manque une occasion de mettre le marxisme « au goût du jour ». Il affirme encore que le capitalisme ne peut rien signifier d'autre que le capitalisme d'entreprises privées et que, là où ce dernier a disparu, on a affaire non pas encore au socialisme, mais à une transition vers le socialisme. Toutefois, il n'est pas toujours très cohérent : souvent il parle de « pays socialistes » comme s'ils étaient déjà une réalité, alors que par moment, surtout au sujet de la Russie, il ne voit qu'un socialisme en cours de réalisation et encore marqué des stigmates du passé capitaliste. Pour lui, cependant, « l'économie soviétique ne revêt aucun des aspects fondamentaux de l'économie capitaliste »⁶⁶. Elle est simplement marquée « par la combinaison contradictoire d'un mode de production non capitaliste et d'un mode de répartition foncièrement bourgeois »⁶⁷.

Selon Marx, les rapports de production déterminent les rapports de distribution du travail et de ses produits. Un mode de distribution bourgeois ne pourrait exister sans un mode de production similaire. Il y a, naturellement des différences entre le capitalisme d'entreprises privées et le capitalisme d'Etat. Mais elles concernent la classe dominante et non la classe dominée, dont la position sociale reste, elle, identique dans les deux systèmes. Du point de vue des capitalistes, le capitalisme d'Etat peut bien sembler être le « socialisme », car il les prive effectivement de leurs privilèges habituels, mais pour les travailleurs ce « socialisme » signifie simplement une nouvelle équipe d'exploiteurs. Pour les nouveaux dirigeants, le système diffère du capitalisme ne serait ce que par le fait de leur propre existence, et par les changements économiques et institutionnels réalisés en vue de consolider leur nouvelle

⁶⁵ *Id.*, t.1, p.217.

⁶⁶ *Id.*, t.4, p.24.

⁶⁷ *Id.*, t.4, p.30.

position. Le capitalisme d'Etat semble être la dénomination la plus appropriée pour ce système, et si Mandel y voit une objection, il doit se rappeler que Lénine et les vieux bolcheviks parlaient de l'Etat russe en ces termes. De leur point de vue, le capitalisme d'Etat était supérieur au capitalisme monopolistique et, par là même, plus proche d'un futur socialisme. Cette « étape », considérée à tort par les bolcheviks comme transition vers le socialisme, ne fut que plus tard falsifiée en « socialisme ».

Il devrait être clair au niveau théorique, et surtout après cinquante ans de bolchevisme, que le capitalisme d'Etat n'est pas la voie vers le socialisme. On ne peut les confondre que si l'on a dans la tête cette hypothèse fautive et non marxiste selon laquelle la nouvelle classe dominante (ou caste, comme le pense Mandel) éliminera de son plein gré ses propres privilèges à l'occasion d'une série de révolutions par en haut, et, ce faisant, remplacera le mode de distribution fondamentalement bourgeois par une forme d'appropriation plus apparentée à son « mode de production non capitaliste ».

Parce que les dirigeants bolcheviques ne se sont pas conduits ainsi, Mandel maintient qu'ils ont « trahi » le socialisme et la classe ouvrière, qu'ils ont cessé d'être de véritables communistes et devraient être remplacés par des révolutionnaires plus conséquents. Il faudrait aussi, selon lui, un système plus efficace de « contrôle ouvrier » pour empêcher l'accroissement excessif de la bureaucratie et pour limiter ses pouvoirs. Mandel explique qu'en Russie « cette gestion (de l'Etat ouvrier) fut exercée de plus en plus par un appareil bureaucratique, d'abord en quelque sorte par délégation de pouvoir, ensuite de plus en plus, par usurpation. Le parti bolchevique ne comprit pas à temps la gravité de ce problème, malgré les avertissements multiples de Lénine et de l'opposition de gauche »⁶⁸.

Quand Mandel parle de déformation bureaucratique de la Russie et de méthodes de direction et d'exploitation brutales, arbitraires et terroristes, il n'en rend pas responsable le bolchevisme et sa conception du Parti dirigeant autoritaire, mais le stalinisme et la classe ouvrière russe elle-même qui « commença à se désintéresser de plus en plus de l'activité gestionnaire directe de l'Etat et de l'économie »⁶⁹. Il fait semblant d'ignorer que ce fut le parti bolchevik sous Lénine et Trotsky qui enleva à la classe ouvrière le contrôle et la direction de la production, et remplaça la direction des Soviets par celle du Parti et de l'Etat. Toutes les innovations terroristes associées au régime stalinien, y compris le travail obligatoire et les camps de concentration avaient été lancées sous Lénine. Au cours de ses lectures, Mandel a forcément pris connaissance de toute l'histoire de la révolution bolchevique jusqu'à la mort de Lénine, il ne peut donc ignorer les méthodes dictatoriales et terroristes employées à cette époque contre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Résumer le dilemme russe à sa période stalinienne relève purement et simplement de la falsification historique.

Ce qui est encore plus significatif, toutefois, c'est que Mandel considère encore la révolution bolchevique comme un exemple de révolution ouvrière dont on aurait pu empêcher la dégénérescence grâce à une meilleure direction que celle qui succéda à Lénine. Il ne peut concevoir les révolutions socialistes autrement que selon la problématique de la révolution bolchevique. Et il suppose que les problèmes du socialisme seront partout semblables à ceux rencontrés en Russie. « La contradiction entre le mode de production non capitaliste et les normes bourgeoises de distribution est la contradiction fondamentale de toute société de transition entre le capitalisme et le socialisme⁷⁰. » Et il en est ainsi parce qu'« un manque de

⁶⁸ *Id.*, t.4, p.41.

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ *Id.*, t.4, p.40.

valeur d'usage prolonge l'existence de la valeur d'échange ». Pour cette raison, la production marchande, ne peut être abolie mais seulement « déperir » à travers la maîtrise grandissante sur la « pénurie ». Donc, les catégories économiques du capitalisme : valeur, prix, profit, salaire, monnaie...etc., devront être retenues pour être utilisées dans une « économie planifiée » qui doit « se servir pleinement du marché, sans s'y soumettre passivement. Cette économie doit, si elle le peut, guider le marché au moyen de stimulants ; elle doit, si besoin est, le maîtriser autoritairement chaque fois que cela est indispensable à la réalisation de ses buts primordiaux tels qu'ils ont été librement définis par les travailleurs »⁷¹. L'évolution du pouvoir de décision des travailleurs sera caractérisée par un changement allant du « contrôle ouvrier » (c'est-à-dire la supervision de la direction par les travailleurs) à la participation directe des travailleurs à la direction, et, finalement, jusqu'à « l'autogestion ouvrière » dans le socialisme supérieur.

Et ainsi tout finit bien, donc tout est bien. Quoi qu'on puisse en penser par ailleurs, cet inepte bavardage sur la classe ouvrière et le socialisme n'a rien à voir avec la théorie économique marxiste.

Paul MATTICK

⁷¹ *Id.*, t.4, p.129.

Au cours des révolutions russes (1905-1917) et allemande (1918-1923), apparut une nouvelle forme organisationnelle de lutte du prolétariat : les *conseils ouvriers*. Défaits par la contre-révolution capitaliste, en Allemagne sous sa forme social-démocrate, en Russie sous sa forme bolchevique, les conseils ouvriers purent cependant s'affirmer comme l'expression la plus claire du projet communiste : « Tout le pouvoir aux conseils ouvriers, et tous les moyens de production aux mains des ouvriers ». Destruction des syndicats et du parlement, lutte sans merci contre le capitalisme d'Etat russe, exploiteur des travailleurs au même titre que les autres : tels furent les thèmes abordés par Karl Korsch, Paul Mattick, Anton Pannekoek, Otto Ruhle, Helmut Wagner dans les textes présentés, extraits de revues publiées aux Etats-Unis entre les années 1934-1943 : *Living Marxism, International Council Correspondence*.